

ESSAI SUR LES ORIGINES

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

D. PASQUET

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure,
Agrégé de l'Université, Professeur au Lycée Condorcet

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552203_0004

ESSAI SUR LES ORIGINES

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

ESSAI SUR LES ORIGINES

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS



PAR
D. PASQUET

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure,
Agrégré de l'Université, Professeur au Lycée Condorcet

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

1914

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays

A MONSIEUR CHARLES BÉMONT

*En témoignage de ma reconnaissance
et de mon affectueux respect.*

INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier dans le présent essai les origines de la Chambre des Communes, c'est-à-dire de montrer comment s'est établi durant le ^{xiii}^e siècle l'usage de convoquer au Parlement, à côté des évêques, des abbés, des comtes et des barons, les représentants des « communes » de comtés et des « communes » de villes, dont la réunion forma, au ^{xiv}^e siècle, la Chambre des Communes.

Cette convocation n'est, en somme, que l'extension à de nouvelles classes de la société — la bourgeoisie des villes et la classe des francs tenanciers des campagnes — du « service de cour » qui jusqu'alors n'avait été demandé par le roi qu'à ses barons. Les délégués des « communautés » sont donc venus prendre place dans une organisation préexistante ; pour comprendre la véritable portée des innovations qui ont été faites sous le règne de Henri III et sous celui d'Edouard I^{er}, il est nécessaire de rappeler les traits essentiels de cette organisation.

Le service de cour était, avec le service d'ost, une des obligations principales du vassal, en Angleterre comme en France. Les rois normands et les premiers rois ange-

vins réunissaient généralement leur cour aux grandes fêtes de l'année (Noël, Pâques, la Pentecôte) et plus souvent, si les circonstances le demandaient. Bien que le premier bref de convocation que nous possédions soit seulement du règne de Jean-sans-Terre ¹, il est probable que la coutume de convoquer par bref spécial les évêques, les comtes et les principaux barons, ou tout au moins ceux dont la présence paraissait indispensable, remonte bien au-delà des premières années du ^{xiii}^e siècle. Peut-être convoquait-on quelquefois en même temps par brefs généraux adressés aux shériffs des comtés, l'ensemble des vassaux directs (*tenentes in capite*) du roi ². C'est ainsi que l'on procédait pour la convocation au service d'ost,

1. Ce bref qui appartient à la 6^e année du roi Jean (27 mai 1204-27 mai 1205) n'est pas daté et est adressé à l'évêque de Salisbury auquel il est ordonné de se présenter à Londres le dimanche avant l'Ascension pour y délibérer, avec les autres grands que le roi a fait convoquer « sur nos affaires importantes et ardues et sur l'intérêt commun de notre royaume », et spécialement sur les nouvelles envoyées par le roi de France. Il lui est enjoint en outre de faire convoquer les abbés et les prieurs de son diocèse, pour qu'ils soient présents à ce conseil (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 1).

2. Le texte souvent cité où Gilbert Foliot dit en parlant de ceux qui avaient juré fidélité à l'impératrice Mathilde : *eorum... qui statuto consilio propriis, ut dicitur, consueverant appellari nominibus, nemo plane relictus est qui non ei consilium de obtinendo et tuendo post regis obitum regno... promitteret* semble bien prouver que la convocation individuelle à la cour du roi existait déjà et que, d'autre part, certaines personnes n'étaient pas convoquées ainsi (Nous donnons ce texte d'après Stubbs, *Const. Hist.*, I, p. 608, citant le *Sanctus Thomas Cantuariensis* de Giles, V, 98, que nous n'avons pu consulter. Migne, CXC, col. 798, qui reproduit l'édition de Giles donne *patris* au lieu de *propriis*, probablement par suite d'une faute d'impression).

convocation qui ressemble à tant d'autres égards à la convocation au service de cour.

Ces assemblées étaient désignées sous le nom de « cours » (*curiae*), de « conseils » (*concilia*), de « grands conseils » (*magna concilia*) ou de « communs conseils » (*communia concilia*) ; ces derniers termes finirent par prévaloir. Le mot *colloquium* fut d'abord employé pour désigner les réunions du grand conseil. Quant au mot *parliamentum* qui était sans doute depuis longtemps en usage dans le parler vulgaire ¹, il fait son apparition en 1237 dans l'*Historia Anglorum* de Mathieu de Paris, en 1239 dans ses *Chronica majora* ², en 1248 dans les documents officiels ³,

1. Dans un passage de sa *Chronique de la guerre entre les Anglois et les Ecossois* qui était achevée en 1183, Fantosme parle, à la date de 1173, d'un « plenier parlement » tenu par le roi d'Ecosse (*Chronicles of the reigns of Stephen, Henry II and Richard I*, éd. Howlett, Rolls S., III, p. 226).

2. *Hist. Anglorum*, éd. Madden (Rolls S.), II, p. 393 ; *Chronica majora*, éd. Luard (Rolls S.), III, p. 526. Il est certain que le passage de l'*Historia Anglorum* a été écrit après le passage des *Chronica majora*, la rédaction de l'*Historia* ne paraissant pas avoir été commencée avant 1250.

3. Dans le document de la 28^e année de Henri III (1243-1244) cité par William Petyt, dans l'opuscule intitulé *The antient rights of the Commons of England asserted*, 1680, p. 33 (cf. R. Brady, *Introduction to the old English history*, 1684, p. 71) où le roi désigne sous le nom de *parliamentum* Ranimede les entrevues de Jean-sans-Terre et des barons en 1215, le mot semble encore pris dans son sens général et usuel d'entretien. Petyt (*loc. cit.*) signale aussi pour la même année un autre texte emprunté, dit-il, aux rôles des lettres patentes (28 H. III, m. 13 intus) et où le mot a déjà le sens restreint qu'il eut plus tard. Mais, d'après les *Calendars*, les rôles de la 28^e année de Henri III n'ont pas de membrane 13 ; la citation rapportée par Petyt est probablement extraite, en réalité, d'un memorandum de

c'est-à-dire à l'époque où l'on commençait à l'appliquer en France à des réunions qui n'étaient pas alors bien différentes des « parlements » anglais.

Les cours, conseils, grands conseils ou communs conseils du ^{xii}^e siècle et du commencement du ^{xiii}^e ne semblent pas avoir été des assemblées très nombreuses. Un conseil « général » tenu par Etienne en 1136 se composait, d'après un document cité par Madox ¹, des deux archevêques, de onze évêques anglais, de l'archevêque de Rouen et de quatre évêques normands, du neveu du roi, Henri, du fils du roi d'Ecosse, du chancelier, de deux conné-

la 38^e année de Henri III (Cf. *Calendar of patent rolls*, 1247-1258, p. 370). Les plus anciens textes officiels où l'on trouve le mot avec son sens restreint paraissent être des documents de la 32^e année de Henri III (1247-1248). Petyt (p. 34-35; cf. Brady, *Introd.*, p. 72) signale plusieurs textes empruntés aux lettres closes de cette année : un texte du 16 février 1248 (Claus. 32 H. III, m. 13 d.) dans lequel il est question d'une mise hors la loi qui a été annulée *coram rege et toto Parlamento*; une lettre du roi à l'évêque de Norwich, du 9 mars 1248 (Claus. 32 H. III, m. 12 d.) où le roi rappelle ce que l'on a fait *in ultimo Parlamento nostro apud London*. Dans ce dernier document, le mot *colloquium* est employé concurremment avec le mot *parliamentum*. Ces deux textes ont été vérifiés par Brady. Un troisième texte (Claus. 32 H. III, m. 13 d.) dont la date exacte n'est pas donnée commence ainsi : *Consideratum fuit in curia nostra et toto Parlamento nostro*... Le mot était donc déjà courant en 1248; mais *colloquium* continua d'être employé longtemps encore : en 1258, une lettre de Henri III, en date du 25 mars (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 18) appelle *parlamentum* le Parlement d'Ecosse et *colloquium* celui d'Angleterre. Dans les statuts le mot *parlement* n'apparaît qu'en 1275 (*Statutes of the Realm*, I, p. 26).

1. Madox, *History and antiquities of the Exchequer* (1711), p. 10, n. s. — La charte en question est donnée à Westminster *in generalis concilii celebratione et Paschalis festi solennitate*.

tables, de deux chambellans, d'un sénéchal (*dapifer*), d'un bouteillier, de trois comtes et de six barons. Une décision du « commun conseil du royaume », de l'année 1218, interdisant de sceller du grand sceau jusqu'à la majorité du roi aucune charte ou lettre patente portant aliénation ou cession à perpétuité, est attestée par le légat du Pape, Gualon, les archevêques de Cantorbéry et d'York, Guillaume le Maréchal, comte de Pembroke, le Justicier Hubert de Burgh, 12 évêques et l'évêque élu de Carlisle, 9 abbés, 8 comtes et 15 barons. Il est probable que la liste renferme tous les noms importants, mais on ajoute plus loin : « témoins les sus-nommés et beaucoup d'autres » ¹. Une ordonnance de 1234 relative aux bâtards est donnée par le roi en présence de l'archevêque de Cantorbéry, de l'évêque de chichester, Chancelier, de 9 autres évêques, de 11 comtes, 21 barons « et plusieurs autres alors présents » ².

Ces listes, malheureusement trop rares, semblent prouver que tous les « barons » du royaume ne venaient pas nécessairement au grand conseil. Comme plus tard, sous Edouard I^{er}, le roi ne convoquait sans doute que ceux dont la présence était utile, et il ne serait venu à l'esprit de personne de protester contre une omission, le service de cour apparaissant alors comme un devoir et non pas

1. Rymer, *Fœdera* (Record ed.), I, p. 152.

2. *Bracton's Nole Book*, éd. Maitland, n° 1117. L'auteur du *Note Book* a placé par erreur en 1236 cette ordonnance qui figure dans le rôle *coram rege* de 18-19 Hen. III. Cf. *ibid.*, Introd., I, p. 106, sq.

comme un droit. En cas de nécessité, le roi pouvait appeler, ainsi qu'il le fit pour le procès de Thomas Becket, des « barons de second ordre » (*barones secundae dignitatis*) ¹. Au XIII^e siècle, Mathieu de Paris mentionne plus d'une fois des assemblées « générales » ou « très générales » renfermant « toute la noblesse du royaume », qui paraissent avoir été plus importantes que les réunions ordinaires ².

Dans ces assemblées, le roi consultait ses vassaux sur les questions qu'il jugeait bon de leur soumettre : mesures politiques, projets législatifs, causes judiciaires d'importance exceptionnelle. Il n'était nullement lié par l'avis exprimé par son conseil, bien que, dans la pratique, il lui fût difficile de passer outre. Les historiens ne mentionnent d'ailleurs, avant le XIII^e siècle, qu'un petit nombre de cas de résistance à la volonté du roi, et ces cas se rattachent presque toujours à quelque violation des droits et privilèges de l'Eglise : tels sont le cas de l'assemblée de 1095, où Guillaume le Roux ne put obtenir que Saint Anselme fût déposé ; celui de l'assemblée de 1163, où une violente

1. Vita S. Thomae auctore Willermo filio Stephani, dans *Materials for the history of Thomas Becket* (Rolls S.), III, p. 67. — Les évêques avaient obtenu du roi la permission de ne pas siéger avec les comtes et les barons pour juger l'archevêque ; le roi décida d'ajouter de nouveaux membres : *evocantur quidam vicecomites et secundae dignitatis barones, antiqui dierum, ut addantur eis et assint iudicio*. Selon Grim (*Materials*, II, p. 390) tous les *tenentes in capite* avaient été convoqués. Voir aussi IV, p. 42. L'importance de l'assemblée a vivement frappé les contemporains.

2. Voir plus loin, p. 75.

discussion éclata entre Henri II et Thomas Becket au sujet de « l'aide du shériff » ; celui du grand conseil de 1198, où Saint Hugues, évêque de Lincoln, fit refuser l'aide demandée par le Justicier pour la guerre de Normandie¹. L'ordre ecclésiastique était alors le seul qui fût organisé et qui fût capable d'offrir quelque résistance à l'arbitraire du roi.

Des réunions comme celles dont nous venons de parler ne pouvaient avoir lieu qu'à des intervalles assez éloignés et ne pouvaient durer qu'un temps très court ; or le roi, juge suprême et chef suprême de la nation, a besoin, pour expédier les affaires courantes, d'un conseil permanent. Aussi voyons-nous apparaître dès le commencement du XII^e siècle une *curia regis* permanente qu'il est souvent difficile de distinguer de la grande *curia regis* où siégeaient les vassaux convoqués par le roi. Cette « cour du roi » se compose de ceux qui sont, par la nature de leurs fonctions, les conseillers ordinaires du souverain : grands fonctionnaires et chefs de service de l'administration royale, juges et légistes chargés d'examiner les procès soumis au jugement du roi, officiers de la maison du roi, etc... Entre cette petite *curia* et la grande, il n'existe aucune différence d'attributions ; elles sont l'une et l'autre le « conseil » du roi. Mais lorsqu'il se présente quelque question particulière-

1. Eadmer, *Historia novorum*, éd. Rule (Rolls S.), p. 62-64 ; Grim, dans *Materials for the history of Thomas Becket*, éd. Robertson (Rolls S.), II, p. 373-374 ; *Magna vita Sancti Hugonis*, éd. Dimock (Rolls S.), p. 248 sq.

ment difficile, — qu'il faut juger un grand seigneur accusé de trahison ou modifier sur un point important la coutume ancienne, — il est d'usage que le roi renforce, pour ainsi dire, son conseil ordinaire en convoquant un nombre plus ou moins considérable de barons, qui ne sauraient être continuellement présents auprès de lui.

Certains éléments de la *curia regis* acquièrent après un temps plus ou moins long une individualité marquée. Tels furent d'abord l'*Echiquier*, chargé des questions de finances ; puis la *Cour des plaids communs* ou du *Banc commun* chargée de juger les procès qui sont jugés d'après la « loi commune » et qui n'exigent pas la présence personnelle du roi ; plus tard, la *Cour du Banc du roi* qui juge les causes portées *coram rege*. Cette tendance à spécialiser les fonctions à l'intérieur de la *curia regis* est visible dès le règne de Henri I^{er} ; mais la transformation de la *curia* primitive en un ensemble d'institutions nettement séparées les unes des autres se poursuit avec une extrême lenteur et dans des conditions fort obscures pendant plus de deux siècles : elle n'est pas encore terminée sous Edouard I^{er}. Le « Banc du roi » n'est pas encore complètement distinct du « conseil » et le conseil, qui va devenir le « conseil privé », se distingue mal du Parlement.

Le conseil du roi, sur les origines duquel les recherches de M. Baldwin ¹ ont dans ces dernières années jeté quelque lumière, se dégage péniblement, au commence-

1. Ces travaux viennent d'être réunis dans J. F. Baldwin, *The king's council in England during the Middle Ages*, 1913.

ment du ^{xiii}^e siècle, de la masse confuse de la *curia regis*. La minorité de Henri III contribua peut-être à lui donner une certaine consistance. En 1233 ¹ et en 1237 ² nous commençons à entendre parler d'un serment spécial prêté par les conseillers du roi ; en 1257, nous avons la formule même du serment qui, sur la demande des barons, dut être prêté par les conseillers, les juges et les barons de l'Echiquier ³. Le conseil était devenu dès cette époque une institution fort importante, si importante que les barons ne cessaient de se plaindre d'en être systématiquement exclus par le roi, qui préférait à ses « conseillers naturels », — les grands du royaume — des fonctionnaires et des étrangers. Ils firent à plusieurs reprises (1237, 1244, 1257) des tentatives pour remplacer le conseil choisi par le roi par un conseil élu qui devait comprendre au moins un certain nombre de représentants du « baronnage ». Les Provisions d'Oxford et la constitution de 1264 eurent beaucoup moins pour objet d'établir un contrôle permanent du Parlement sur les actes du roi que de donner au baronnage la haute main sur le conseil. Mais tous ces

1. *Perjuri sunt de fideli consilio quod juraverunt domino regi praestituros*, dit Richard le Maréchal en parlant des mauvais conseillers, Anglais et surtout étrangers, qui entouraient le roi (R. de Wendover, *Flores historiarum*, éd. Hewlett (Rolls S.), III, p. 67).

2. Les douze conseillers imposés au roi par les barons en 1237 *super sacrosancta juraverunt quod fidele consilium praestarent, et ipse similiter juravit quod eorum consiliis obediret* (*Ann. Dunst.*, p. 146. — Cf. Mathieu de Paris, *Hist. Angl.*, II, p. 394).

3. *Ann. Burton*, p. 395 sq. (Rolls S.). — Cf. Baldwin, *The king's council*, p. 346.

projets de réforme disparurent avec Simon de Montfort ; il n'en resta que la formule de serment de 1257, et peut-être l'usage d'appeler au conseil, à côté des fonctionnaires, un certain nombre de grands personnages ecclésiastiques et laïques. Le roi demeura libre de choisir comme il lui convenait les membres de son conseil.

Il avait la même liberté en ce qui concernait la composition de son « grand conseil », et c'est ce qui rend si difficile de distinguer un Parlement d'un conseil, même au temps d'Edouard I^{er}. Conseil et Parlement ont la même origine : ils dérivent l'un et l'autre de l'ancienne *curia*. Ils ont l'un et l'autre la même compétence illimitée et les mêmes pouvoirs indéfinis. Ils sont l'un et l'autre la haute cour de justice du roi, ils sont l'un et l'autre le conseil politique suprême. Au milieu d'un rôle qui renferme le compte rendu des affaires jugées « devant le roi et son conseil », on mentionne tout à coup la présence des évêques et des barons ¹. L'abbé d'Osney donne en 1237 un palefroi au roi pour qu'une affaire qui devrait être jugée par la Cour des plaids communs « vienne devant le roi et son conseil et que là se fasse le jugement ». Un peu plus tard, « devant le seigneur roi, à Worcester, le jour de la fête de Saint-Jacques, en présence des évêques, comtes, barons et autres grands », l'affaire est mise en délibéré et l'abbé solennellement condamné ². Une mesure législative,

1. Cf. Maitland, Introduction au *Note Book* de Bracton (I, p. 56-57) : Baldwin, *The king's council*, p. 60.

2. *Bracton's Note Book*, éd. Maitland, n° 1189.

approuvée par les évêques, les barons, les grands, et le conseil du roi, comme l'ordonnance de 1234 mentionnée plus haut, se trouve intercalée dans le rôle *coram rege* de l'année, entre deux procès, et ce n'est là ni une erreur de scribe ni une exception ¹. Plus tard, sous Edouard I^{er}, les prétendus « rôles des Parlements » qui forment la première partie du tome I des *Rotuli Parliamentorum* sont en réalité pour la plupart, comme les titres mêmes l'indiquent, des « plaids devant le roi et son conseil », parmi lesquels on insère à l'occasion, conformément à l'usage, des mesures législatives, approuvées ou non par les grands, et des comptes rendus d'affaires qui ont été jugées devant le Parlement tout entier.

Il est un point cependant par lequel le grand conseil commence à se distinguer sous Henri III du conseil ordinaire et de l'ensemble de la *curia regis* : le droit d'accorder ou de refuser au roi les « aides » que celui-ci est parfois obligé de demander à ses vassaux. Ce droit n'avait pas une grande importance à l'origine, parce que le roi vivait en grande partie du produit de ses domaines et de ses autres revenus ordinaires, et que, peut-être, lorsqu'il avait besoin de ressources exceptionnelles, il s'inquiétait assez peu du consentement de ses feudataires. Mais le domaine finit par s'appauvrir ; les guerres et la mauvaise administration de Richard Cœur-de Lion et de Jean sans-Terre obligèrent ces rois à compter de plus en plus sur les reve-

1. Voir plus haut, p. 5, n. 2.

nus extraordinaires, à multiplier les aides et surtout les écuages ; sous Jean-sans-Terre, l'écuage prit le caractère d'une taxe régulière, perçue presque tous les ans, le plus souvent à raison de 2 marcs par fief de haubert et, en 1213-1214, à raison de 3 marcs, ce qui ne s'était encore jamais vu¹. L'abus des écuages et des droits féodaux, les pratiques envahissantes de la cour du roi qui ruinait peu à peu les cours baroniales², provoquèrent une violente réaction et arrêtèrent l'évolution de la monarchie anglaise vers le pouvoir absolu.

Un article de la Grande Charte (art. 12) interdit au roi de percevoir des écuages et des aides³, sans le consentement du « commun conseil du royaume ». Le commun conseil fut défini dans un autre article (art. 14) : pour qu'il pût valablement accorder une aide ou un écuage, on devait y convoquer nominativement les archevêques, les évêques, les abbés, les comtes et les principaux barons (*maiores barones*) : tous les autres vassaux directs du roi devaient être convoqués par l'intermédiaire du shériff, et au moins quarante jours à l'avance. Une fois l'assemblée régulièrement convoquée, on procéderait comme si tout le monde était présent, sans tenir compte des absents.

1. De 1198-1199 à 1213-1214 inclusivement, Jean-sans-Terre perçut 11 écuages. — Cf. *Red Book of the Exchequer*, éd. H. Hall (Rolls S.), I, p. 10-12, et Kate Norgate, *John Lackland*, p. 123.

2. Voir en particulier l'art. 34 de la Grande Charte de Jean-sans-Terre et les remarques de G. B. Adams sur le bref *præcipe* et le *breve de recto* (*The origin of the English constitution*, p. 77 sq.). — Cf. W. S. Mackenzie, *Magna Carta*, p. 465 sq.

3. Sauf l'aide aux trois cas.

Ces articles que l'on regarda plus tard comme les fondements de la liberté politique de l'Angleterre n'avaient pas pour les contemporaines de Jean sans-Terre l'importance que les modernes leur ont donnée. Les barons étaient surtout préoccupés de ne payer ni aides ni écuages ou d'en payer le plus rarement possible ; le reste était secondaire à leurs yeux, et l'on ne saurait même dire au juste si l'article relatif à la composition du « commun conseil », qui ne figure pas dans la pétition des barons, a été introduit dans la Charte sur leur demande ou sur celle du roi. Quoiqu'il en soit, cet article disparut de la Grande Charte après la mort de Jean-sans-Terre, avec l'article 12 dont il était le complément. Les articles 12 et 14 furent mis au nombre des questions « graves et douteuses » qui demandaient un plus ample examen. L'examen ne pouvait être que défavorable ; si le principe du consentement à l'*aide* était admis par tous dans le monde féodal, il n'en allait pas de même du consentement à l'*écuage* qui était, en théorie tout au moins, un versement en argent fait pour remplacer le service dû par le vassal à l'armée du roi. On se contenta donc dans les confirmations postérieures de la Grande Charte ¹ de déclarer que l'écuage serait perçu comme au temps du roi Henri II. Quant à l'aide, il n'en fut plus question dans le texte de la Charte ; mais, en fait, il ne semble pas que Henri III ait jamais essayé de percevoir une aide sans avoir obtenu, au préalable, le consentement du Par-

1. A partir de 1217.

lement. En 1237, il offrit même à ses barons de laisser à une commission nommée par eux le contrôle des dépenses ; mais les barons, nous dit Mathieu de Paris, se contentèrent de murmurer ¹. C'est qu'en effet, le roi devant « vivre de son bien », les barons regardaient l'aide comme un don tout exceptionnel et tenaient encore plus à la suppression de cette taxe qu'au droit d'y consentir. A plusieurs reprises ils refusèrent complètement d'accorder les subsides demandés.

La Grande Charte paraît avoir eu peu d'influence sur la composition du grand conseil ; après comme avant 1215, nous ne voyons figurer que des grands seigneurs dans les Parlements dont la composition nous est connue par un document authentique. Il est impossible de prendre au sérieux les formules où le roi déclare qu'une aide lui a été accordée par « les archevêques, les évêques, les abbés, les prieurs, les comtes, les barons, les chevaliers, les tenanciers libres et les autres du royaume » (1225), par le clergé, « les comtes, les barons, les chevaliers, les hommes libres *et les vilains* du royaume » (1232), ou par le clergé, « les comtes, les barons, les chevaliers et les hommes libres, pour eux et leurs vilains » (1237) ². Roger de Wendover parle cependant, à la date de 1229, d'une grande assemblée qui se serait tenue à Westminster

1. *Chronica majora*, éd. Luard (Rolls S.), III, p. 380 sq.

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 25 (*Charters*) ; Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 58 ; *Close Rolls, Henry III, 1231-1234*, p. 155 ; *Close Rolls, Henry III, 1234-1237*, p. 543.

et dans laquelle auraient été présents les archevêques, évêques, abbés, prieurs, Templiers, Hospitaliers, comtes, barons, recteurs des églises et vassaux directs (*tenentes in capite*) du roi ¹. Dans cette assemblée, les comtes, les barons « et tous les laïques » refusèrent d'accorder une dîme au Pape pour lui permettre de continuer la guerre contre Frédéric II. Cette réunion, si vraiment le texte de Wendover en donne la composition véritable, serait un exemple, assez rare peut-être, d'un grand conseil convoqué suivant la forme prescrite par la Grande Charte de 1215.

De telles assemblées, si l'usage s'en était établi, n'auraient pu être réunies qu'à des intervalles fort éloignés ; le nombre des assistants les aurait transformées en réunions d'apparat, incapables de tout travail utile, à moins que la petite noblesse n'eût pris l'habitude de ne pas venir et d'abandonner aux grands seigneurs la conduite des affaires. Elles avaient de plus le défaut d'être des assemblées de composition strictement féodale, où les arrière-vassaux n'étaient représentés que par leurs suzerains, ce qui ne correspondait plus à l'état réel de la société dans l'Angleterre du ^{xiii}^e siècle : il y avait parmi les arrière-vassaux des personnages fort importants et, par contre, les tenanciers en chef ne comptaient pas tous parmi les « hauts hommes » du royaume.

Lorsque la composition du grand conseil s'élargira vers

1. *Flores historiarum*, éd. Hewlett (Rolls S.), II, p. 375-376.

la fin du ^{xiii}^e siècle, ce sera pour des motifs tout différents de ceux qui avaient guidé les auteurs de la Grande Charte. C'est le gouvernement qui prendra lui-même l'initiative de la transformation. Henri III et ses conseillers en convoquant les chevaliers des comtés, Simon de Montfort en convoquant les chevaliers des comtés et les députés des villes, Edouard I^{er} dans les différents essais qui ont abouti au « Parlement modèle » de 1295, ne se sont nullement proposé de mettre des entraves à l'autorité du pouvoir central, mais au contraire de fortifier ce pouvoir, dont ils étaient les dépositaires. Dans ce dessein, ils ont laissé de côté l'ancienne distinction féodale entre les vassaux et les arrière-vassaux ; et comme il était impossible de convoquer personnellement tous les sujets du roi, ils ont fait comparaître devant lui, par leurs représentants, toutes les « communautés » du royaume.

LES CONVOCATIONS DES DÉPUTÉS DES « COMMUNES » JUSQU'EN 1265.

L'entrée des chevaliers des comtés et des représentants des villes dans le grand conseil du royaume a passé complètement inaperçue des contemporains : sous Edouard I^{er} comme sous Henri III, les chroniqueurs continuent à ne mentionner que la présence des grands (*magnates, nobiles*) dans les Parlements où nous savons, par les documents officiels, qu'il y avait, à côté des grands, des représentants du « commun de la terre ». La composition particulière du célèbre Parlement de janvier 1265, sur lequel on a tant écrit à l'époque moderne, n'est signalée que dans une seule chronique, la « Chronique des maires et des shériffs de Londres » ; encore l'auteur, qui est un bourgeois de Londres, a-t-il omis de parler des chevaliers et s'est-il trompé sur le nombre des députés envoyés par les villes, qui était de deux et non de quatre, comme il le dit par erreur ¹.

1. *Hoc anno in octabis Sancti Hilarii venerunt Londoniis per summationem Domini Regis omnes episcopi, abbates, priores, comites, barones totius regni et de Quinque Portibus, de qualibet civitate et burgo IIII homines, ut essent ad Parlamentum (Liber de antiquis legibus ;*

Le silence des contemporains s'explique en partie par le peu d'importance qu'eurent à l'origine dans le Parlement les représentants des comtés et des villes : ils n'étaient convoqués que par exception et leur rôle dans l'assemblée se réduisait à fort peu de chose. Cette explication est cependant insuffisante. Pour qu'une innovation de ce genre n'ait été remarquée par personne, il faut que l'idée des institutions représentatives ait été déjà familière aux esprits vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, et que, d'autre part, le nouveau « service » demandé par le roi aux comtés et aux villes ait fait beaucoup moins l'impression d'une nouveauté que d'une adaptation de coutumes anciennes à des conditions nouvelles.

Tous les historiens de la constitution anglaise ont remarqué que l'usage de la représentation était depuis longtemps pratiqué dans cette cour de comté qui devait plus tard élire les représentants du comté au Parlement. Suivant les termes des brefs royaux qui ordonnaient au shériff de convoquer la cour de comté à l'occasion du passage des juges itinérants, chaque *villa* devait alors être représentée par le prévôt et quatre loyaux hommes, chaque bourg par douze loyaux bourgeois ¹.

chronica majorum et vicecomitum Londoniarum, éd. Stapleton, p. 71). — Il est possible que Londres ait élu 4 délégués au lieu de 3, comme il le fit souvent plus tard, ce qui explique l'erreur du chroniqueur.

1. Le bref le plus ancien que nous possédions est de 1217 (*Rotuli litt. clausarum*, éd. Hardy, I, p. 380), mais la coutume n'était pas nouvelle à cette époque.

La procédure par *inquisitio* ou *recognitio* qui prit un si grand développement à la fin du xii^e siècle et au commencement du xiii^e comportait également une sorte de représentation des habitants, avec ou sans élection. Dans la procédure de la « grande assise » la voix des 12 chevaliers qui viennent « reconnaître » les faits de la cause devant la cour du roi ou les juges itinérants est regardée comme la voix du « pays ». Il en est de même dans la procédure des « petites assises », et ici un article de la Grande Charte de 1215 (art. 18) stipule expressément que les assises de *novel disseisin*, *darrein presentment* et *mort d'ancestor* seront tenues dans la cour de comté par deux juges royaux et quatre chevaliers élus par le comté (*electis per comitatum*)¹. Dans le « grand jury » ou « jury de présentation » la *villa* est représentée par 4 loyaux hommes et le hundred par 12 chevaliers ou loyaux hommes désignés par un mode de nomination assez compliqué. Les chevaliers chargés de « garder les plaids de la Couronne » (*coroners*) et les verdiers sont élus « en pleine cour de comté », « par le comté », « par l'assentiment du comté ».

1. Les 4 chevaliers ainsi élus avaient sans doute pour mission de choisir un jury de 12 chevaliers, suivant la méthode employée pour la grande assise. — Cf. Mackechnie, *Magna Carta*, p. 327. — Dans la charte de 1217, et les confirmations postérieures, il n'est plus question d'élection, mais il est difficile de dire si l'omission a une signification quelconque : le roi dit seulement que les juges tiendront les assises « avec les chevaliers des comtés » (Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 51).

Pour percevoir les taxes royales, on fait estimer sous serment, par un jury de voisins, la fortune de chacun ; la nécessité de recourir ainsi aux habitants eux-mêmes devient de plus en plus marquée au ^{xiii}^e siècle, à mesure que l'on renonce aux anciennes taxes sur les biens fonciers pour les remplacer par des taxes sur les biens mobiliers.

En 1225 le « quinzième des biens mobiliers » accordé par le commun conseil du royaume en échange de la confirmation des Chartes est perçu de la façon suivante. Le shériff convoque devant les juges chargés d'encaisser l'argent tous les chevaliers du comté et ceux-ci élisent 4 loyaux chevaliers par hundred, ou moins, ou plus, suivant l'étendue du hundred. Les 4 chevaliers établissent, non pas dans leur propre hundred, mais dans un hundred voisin, le montant des sommes dues par chacun, en se fondant sur la déclaration des intéressés et sur le serment de deux voisins ; ils peuvent, en cas de contestation, faire appel à un jury de 12 prud'hommes du voisinage. Dans chaque *villa*, le prévôt et 4 loyaux hommes perçoivent le montant de la taxe ainsi établie et remettent l'argent aux chevaliers qui le remettent à leur tour aux juges envoyés par le roi. Les chevaliers doivent prêter serment, en présence des juges, de faire leur travail fidèlement et diligemment, sans amour ni haine ; les juges de leur côté prêtent un serment analogue en présence du shériff et des chevaliers ¹. Lors du « quarantième » de 1232, le mode de perception est un peu simplifié : des lettres royales nomment

1. Rymer, *Fœdera* (Record ed.), I, p. 177.

dans chaque comté un certain nombre de chevaliers (2 au moins) qui sont chargés de percevoir l'aide dans toute l'étendue du comté ; la taxe est établie dans chaque *villa* par le prévôt et 4 loyaux hommes qui ont prêté serment devant les chevaliers désignés ¹.

L'idée de représentation apparaît encore en d'autres circonstances : quand, par exemple, conformément à la Grande Charte, Jean-sans-Terre ordonne d'élire dans chaque comté 12 chevaliers chargés de faire une enquête sur les abus ².

Tous ces faits sont fort bien connus, et si l'on devait faire un reproche à Stubbs et aux historiens qui l'ont suivi, ce serait peut-être d'en avoir exagéré l'importance. La cour de comté, a-t-on dit, est déjà un petit Parlement, semblable à ceux qui vont être convoqués par Simon de Montfort et par Edouard I^{er}. On y rencontre des membres de toutes les classes de la société ; la petite noblesse, en particulier, y voisine avec la bourgeoisie, comme elle le fera plus tard au Parlement. L'usage de la représentation est devenu commun ; on se sert constamment du système représentatif pour traiter les affaires locales ; on ne tardera pas à s'en servir pour traiter les affaires nationales. Il suffira d'appeler au Parlement les représentants de la petite noblesse et de la bourgeoisie, dans la forme même où ils étaient invités aux assemblées de comté.

1. *Close Rolls*, Henry III, 1231-1234, p. 155 sq.

2. *Rotuli litt. patentium*, éd. Hardy, I, p. 180 ; *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 134. Cf. Bémont, *Charles des libertés anglaises*, p. XXIV, n. 2.

Cette explication néglige plusieurs points délicats du problème et ne résoud pas toutes les difficultés. Des quatre loyaux hommes et des douze bourgeois à une représentation nationale il y a loin, d'autant plus que les quatre hommes et les douze bourgeois ne venaient à la cour de comté que lors du passage des juges royaux, c'est-à-dire exceptionnellement. La pratique constante du jury, la coutume de nommer des commissions et d'élire certains fonctionnaires, comme les *coroners*, ont pu préparer la cour de comté à son rôle électoral : lorsqu'on lui a demandé d'élire des députés, elle l'a fait suivant les formes qu'elle employait déjà pour d'autres élections. On n'a eu ni à s'inquiéter de définir le corps électoral ni à prescrire les formalités suivant lesquelles l'élection devait avoir lieu : tout s'est passé naturellement, conformément à des usages déjà consacrés. Mais ceci ne nous aide nullement à comprendre pourquoi l'on a jugé bon de convoquer au Parlement les représentants des comtés et des villes, et comment il se fait que cette convocation ait passé si complètement inaperçue, surtout en ce qui concerne les chevaliers des comtés. Les quatre hommes par *villa* et les douze hommes par bourg, le jury, l'élection des commissions ou des *coroners* auraient pu rester indéfiniment des usages locaux, pratiqués dans la cour de comté ; comment se fait-il que l'on ait eu l'idée d'appliquer au Parlement ce système représentatif usité dans les institutions locales, et comment se fait-il que cette extension du système représentatif local à une institution nationale n'ait pas été remarquée par les contemporains ?

Dans un ouvrage récent ¹, M. E. Barker a proposé une théorie nouvelle d'après laquelle l'application du système représentatif au Parlement serait avant tout une imitation des méthodes employées dans les assemblées ecclésiastiques pour la représentation des chapitres et du clergé paroissial. En 1226, Etienne Langton, le même archevêque de Cantorbéry qui, onze ans auparavant, avait contribué à arracher la Grande Charte à Jean-sans-Terre, réunit à deux reprises des synodes qui renfermaient des représentants ou « procureurs » des chapitres et des monastères, à côté des évêques, abbés et prieurs qui avaient jusque-là constitué ces assemblées. En 1255 (et peut-être dès 1254) apparaissent les représentants du clergé paroissial, au moment même où le gouvernement royal convoque les représentants des chevaliers pour leur faire accorder une aide. En 1280 (pour la province d'York) et en 1283 (pour la province de Cantorbéry), c'est-à-dire à l'époque où Edouard I^{er} se prépare à donner au Parlement sa forme définitive, les « Convocations » du clergé prennent leur forme définitive, avec représentation régulière des chapitres et du bas clergé ². Le roi imite alors de si près ce qui se fait dans l'Eglise qu'en 1283, au lieu d'un Parlement, il réunit deux assemblées qui comprennent des clercs et des laïques, l'une à Northampton pour la province

1. *The Dominican Order and Convocation, a study of the growth of representation in the Church during the XIIIth century*, 1913.

2. *The Dominican Order and Convocation*, p. 42 sq., 51 sq., 55-57, 66 sq.

de Cantorbéry, l'autre à York pour la province d'York. Quelques années plus tard, lors de l'assemblée de 1294 et du grand Parlement de 1295, il convoquera le clergé dans les formes où il est convoqué par l'archevêque à la « Convocation » de la province de Cantorbéry.

La pratique de la représentation dans les assemblées ecclésiastiques dériverait elle-même, suivant M. Barker, des usages suivis par les Dominicains pour la réunion des chapitres généraux de leur ordre : les simples frères de chaque couvent étaient représentés à ces chapitres par des délégués. Nous renonçons à suivre M. Barker sur ce terrain où nous serions entraînés bien loin de notre sujet. Bornons-nous à remarquer que le fil qui, au dire de M. Barker, relie ensemble les institutions dominicaines et les innovations de l'Eglise d'Angleterre au ^{xiii}^e siècle, nous paraît être d'une extrême ténuité. L'influence directe des institutions dominicaines sur Simon de Montfort et sur le Parlement de 1265 est plus contestable encore. Il ne suffit assurément pas, pour démontrer cette influence, que le père de Simon ait été en relation avec Saint Dominique, qu'un traité dominicain ait figuré dans la bibliothèque de Simon de Montfort et que l'auteur *franciscain* du « Chant de Lewes » ait parlé en termes vagues de la nécessité de consulter « la communauté du royaume ¹ ». Du reste, M. Barker fait observer lui-même que le grand Parlement de Simon de Montfort, si complet à d'autres égards, ne

1. Cf. *The Dominican Order and Convocation*, p. 60.

renferme ni procureurs des chapitres ni délégués du clergé paroissial.

Nous croyons néanmoins que M. Barker n'a pas eu tort d'attirer l'attention sur les rapports qui existent pendant tout le ^{xiii}^e siècle entre les assemblées ecclésiastiques et les Parlements. Il n'est nullement prouvé que l'usage de la représentation soit plus ancien dans les assemblées ecclésiastiques que dans les Parlements, et M. Barker passe trop facilement sur la convocation de novembre 1213, par laquelle Jean-sans-Terre appelle 4 chevaliers par comté « pour parler des affaires du royaume », treize ans avant qu'Etienne Langton convoque les procureurs des chapitres¹. Mais la question n'est pas une simple question de dates ; il est probable que les assemblées ecclésiastiques ont influé sur les assemblées parlementaires et contribué à donner à des usages, qui auraient peut-être disparu sans cette influence, un caractère de fixité. Bien avant les laïques, les membres du clergé ont eu conscience du principe fondamental qui devait devenir plus tard la base du droit parlementaire : à savoir que tout engagement, et spécialement tout engagement pécuniaire, devait pour être valable avoir été librement accepté par les intéressés ou par leurs représentants. Le clergé a défendu ce principe à la fois

1. Une des raisons pour lesquelles M. Barker attache peu d'importance à la convocation de novembre 1213 est que, suivant lui (p. 51 et 55), Jean sans Terre a convoqué des « hommes » (*homines*) et non des « chevaliers » (*milites*) ; mais M. Barker confond la convocation de mai et celle de novembre : le texte de cette dernière porte bien *milites*. Voir plus loin, p. 53.

contre le Pape et contre le roi. Déjà, sous Jean sans-Terre, le haut clergé s'était refusé à prendre des engagements au nom du clergé paroissial, auquel le roi dut s'adresser directement ¹. C'est parce que les questions à traiter concernent spécialement les chapitres que Langton leur demande d'envoyer des représentants en 1226 ; les curieuses instructions données à cette occasion par les chanoines de la cathédrale de Salisbury à leurs mandataires montrent comment on entendait alors le système représentatif ².

En 1255, « les procureurs des clercs bénéficiers de l'archidiaconé de Lincoln, au nom de toute la communauté, représentent qu'ils sont lésés par le fait qu'une dîme de leurs bénéfices a été accordée au seigneur roi sans qu'ils aient été convoqués ; surtout quand il s'agit d'imposer une obligation à quelqu'un, ajoutent-ils, il est nécessaire d'avoir son consentement exprès » ³.

En 1283, l'absence des représentants du clergé paroissial qui n'avait pas été convoqué aux assemblées d'York et de Northampton empêche le clergé d'y prendre une décision et oblige à réunir de nouvelles assemblées ⁴. La fermeté avec laquelle le clergé, pour la défense de ses intérêts, insista en toutes ces occasions sur la nécessité d'une re-

1. *Ann. Waverley*, dans *Ann. monast.*, I, p. 258 ; *Rot. litt. pat.*, éd. Hardy, I, p. 72.

2. Cf. Barker, *Dominican Order and Convocation*, p. 48-50.

3. *Ann. Burton*, p. 360. — La dîme avait été accordée, sur la demande du Pape, par le Parlement de Pâques, en 1253.

4. Voir plus loin, p. 101.

présentation complète ne pouvait manquer d'avoir à la longue quelque influence sur les laïques.

Mais il ne faut pas exagérer cette influence. Lorsque l'on fait du Parlement une simple imitation des assemblées ecclésiastiques, on oublie que la petite noblesse des comtés et la bourgeoisie des villes ne semblent pas avoir jamais demandé à envoyer des représentants au Parlement, que les prélats et les barons ne semblent pas l'avoir demandé pour elles, et que, par conséquent, la convocation des députés des comtés et des bourgs se présente dans des conditions toutes différentes de la convocation des « procureurs » ecclésiastiques. De plus, si la convocation des chevaliers et des bourgeois au Parlement par le gouvernement central est une imitation des méthodes employées par les autorités ecclésiastiques, si cette convocation a été, en ce qui concerne les laïques, une véritable innovation, comment se fait-il que cette innovation n'ait frappé personne et qu'elle n'ait été signalée par aucun des chroniqueurs contemporains ?

Pas plus que celle qui fait sortir la représentation des « communes » des usages de la cour de comté, la théorie de M. Barker ne permet donc de comprendre pourquoi la convocation des députés des comtés et des villes a fait si peu d'impression sur les contemporains, ni pourquoi, tandis que la convocation des bourgeois est au moins mentionnée par un chroniqueur, celle des chevaliers, qui restèrent si longtemps l'élément essentiel de la représentation des « communes », est complètement passée sous

silence. Pour expliquer des faits semblables, il est nécessaire d'admettre que ce qui nous paraît une innovation n'a semblé aux contemporains, au moins en ce qui concerne les chevaliers, que le développement naturel de fonctions auxquelles on était déjà depuis longtemps accoutumé.

*
x *

La convocation au Parlement des représentants des communes est essentiellement, ainsi que nous le verrons en étudiant les Parlements d'Edouard I^{er}, la convocation *devant le roi et son conseil* d'un certain nombre de personnes qui sont censées représenter les communautés du royaume. En 1254, les brefs qui ordonnent d'élire deux chevaliers par comté le mentionnent expressément : les délégués chargés de se présenter au nom du comté pour répondre au sujet de l'aide demandée par les régents devront se présenter « devant notre conseil, à Westminster ». La formule disparaît plus tard des brefs de convocation ¹, mais nous la retrouvons dans d'autres documents officiels, et en 1306 le procès-verbal de la réunion nous montre les Etats du royaume — le clergé, la noblesse et les chevaliers d'abord, les députés des villes ensuite — comparaissant devant le conseil qui leur expose les deman-

1. On la trouve en 1265 dans le bref délivré aux chevaliers pour le paiement de leurs dépenses (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35).

des du roi et enregistre leur assentiment ¹. Or la convocation devant le conseil d'un certain nombre de chevaliers chargés de représenter leur comté et de parler en son nom est loin d'être une nouveauté au milieu du ^{xiii}^e siècle.

Lorsqu'un jugement de la cour de comté est porté en appel, comme « faux jugement », devant la cour du roi, un usage, dont l'importance n'a pas échappé à Maitland ², veut que la cour du roi demande au shériff de faire « recorder » en pleine cour de comté ce qui s'est passé lors du jugement et de faire apporter ce « record » à la cour par 4 loyaux chevaliers ³. Le *Note Book* attribué à Bracton renferme de nombreux textes du commencement du règne de Henri III qui nous montrent comment les choses se passaient. En 1219, pour prendre un exemple, le shériff du comté de Surrey reçoit l'ordre d'envoyer par 4 chevaliers le « record » d'un jugement rendu par la cour de comté sur une question d'envoi en possession (*saisine*). Au jour fixé, les 4 chevaliers « envoyés par le comté » se présentent avec le « record » dont ils donnent communication à la cour. Le plaignant conteste l'exactitude du « record » ; « et les susdits chevaliers, au nom du comté (*pro comitalu*), disent que le record est bien tel qu'ils l'ont recordé précédem-

1. Voir plus loin, p. 177.

2. *Bracton's Note Book*, Introd., I, p. 130.

3. Voir un ordre donné par le roi à cet effet (30 octobre 1234) dans *Close Rolls, Henry III, 1234-1237*, p. 2. — Les cours de comté ne tenaient pas, semble-t-il, un « record » régulier de leurs réunions ; du moins, on n'a pas trouvé jusqu'ici de document de ce genre.

ment ». Ils offrent de le prouver par le duel judiciaire et présentent un champion ; le plaignant offre également de prouver ses dires par le duel judiciaire et présente un champion. La cour prononce alors son jugement : attendu que le plaignant n'a pu se présenter à la cour de comté pour être envoyé en possession, parce qu'il était absent ; que la cour de comté a été tenue deux fois dans l'espace de trois semaines, ce qui est contraire aux coutumes du royaume et n'a pas permis au plaignant de s'y présenter à temps, le comté est « à la merci » du roi (*in misericordia*) ; le shériff également, la seconde convocation qu'il a faite au bout de trois semaines étant illégale ; le plaignant est envoyé en possession ¹.

Ce cas peut être considéré comme typique, mais il en existe un grand nombre d'autres dans les notes de Bracton ² : les notes de l'année 1222, à elles seules, en renferment trois. Il est parfois indiqué que les chevaliers devront se présenter, « devant le roi » ³, ou « par ordre du roi devant les juges du Banc » ⁴. Le nombre des chevaliers

1. *Bracton's Note Book*, éd. Maitland, n° 40.

2. *Bracton's Note Book*, n°s 185, 191, 212, 243, 445, 554, 955, 1019, 1077, 1130, 1383, 1406, 1412, 1436, 1672, 1730. — Un cas de « record » envoyé au roi par le comté d'Essex figure sur les *Rotuli litt. claus.* de la 15^e année de Jean (éd. Hardy, I, p. 165). Voir aussi *Placitorum abbreviatio*, p. 136, 141, 181. Dans ce dernier cas, c'est le jugement d'une cour seigneuriale qui est en cause. Le shériff reçoit l'ordre de faire faire une enquête sur place par 4 discrets et loyaux chevaliers et d'en envoyer le résultat par 4 chevaliers.

3. *Bracton's Note Book*, n° 1730.

4. *Ibid.*, n° 243.

convoqués est généralement de quatre ; mais il descend parfois à trois et même à deux, et peut s'élever jusqu'à six.

Cet usage remonte à une époque bien antérieure au commencement du règne de Henri III. Sur la première page des *Rotuli curiae regis* publiés par Palgrave pour la 6^e année de Richard Cœur-de-Lion, 4 chevaliers viennent dire, « pour le comté d'Oxford », à la suite d'une enquête prescrite au shériff, qu'il n'est pas vrai qu'Adam de Beddigefeld ait jamais été mis hors la loi dans le comté. Cette mention est du 13 octobre 1194. Le 13 novembre de la même année, la cour ordonne dans une seule séance, au shériff de Wiltshire de faire faire une enquête au sujet d'une terre dont la propriété est contestée et d'en envoyer le résultat à Westminster par 4 chevaliers ; au shériff d'Yorkshire, de faire venir un « record », également par 4 chevaliers ¹. Dès cette époque reculée, la coutume nous apparaît donc comme parfaitement établie. Lorsque la cour du roi a besoin d'un renseignement, le comté l'envoie par 4 chevaliers ; lorsqu'il faut « défendre » un jugement du comté attaqué par un plaideur mécontent, 4 chevaliers viennent au nom du comté apporter le « record » et « défendre » le jugement.

Il est probable que de telles convocations étaient assez fréquentes, et il semble même que les chevaliers aient parfois regardé comme abusifs les procédés de la cour du roi. Ils ne se présentent pas toujours à la date fixée ; ils

1. *Rotuli curiae regis*, éd. Palgrave (1835), I, p. 44.

n'apportent pas toujours le « record » demandé ; le groupe de 4 chevaliers qui doit parler au nom du comté n'est pas toujours au complet. Mais dans ce cas là cour du roi peut mettre le comté à l'amende et n'hésite pas à le faire.

Les chevaliers sont appelés à comparaître devant la cour du roi dans d'autres circonstances encore : par exemple, lorsqu'une affaire est appelée soit en première instance, soit en appel devant la cour du roi et que la cour juge nécessaire de faire « reconnaître » les faits par une « assise » de 12 chevaliers. Les rôles de la cour du roi pour la première année de Jean-sans-Terre qui ont été publiés par Palgrave ¹ nous montrent de nombreuses convocations de ce genre ; l'abus auquel elles donnaient lieu explique l'article 18 de la Grande Charte qui interdit de tenir les trois petites assises de *mort d'ancestor*, *novel disseisin* et *darrein presentment* en dehors du comté, le roi devant envoyer deux juges quatre fois par an pour tenir ces assises avec l'aide de quatre chevaliers élus par le comté ². Si cet article avait été maintenu, les voyages des chevaliers à Westminster seraient devenus beaucoup plus rares ; mais, à partir de 1217, l'assise de *darrein presentment* fut réservée de nouveau aux juges du Banc ; pour les deux autres, le nombre des tournées des juges fut réduit à une par an ; les cas qui présentaient des difficultés spéciales durent être renvoyés aux juges du Banc ³. Il est donc vraisemblable-

1. Dans les *Rotuli curiae regis*, dernière partie du tome I et tome II.

2. Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 30.

3. *Ibid.*, p. 51.

ble que l'on continua de faire assez fréquemment appel aux chevaliers, lorsqu'il se présentait des affaires qui concernaient leur comté. Ces convocations ne devinrent tout à fait rares qu'à la fin du ^{xiii}^e siècle, après que le second statut de Westminster eut organisé, en 1285, les nouvelles « commissions de *nisi prius* » ¹; désormais le shériff eut l'ordre de prescrire aux membres des jurys de se rendre à Westminster, à moins qu'auparavant (*nisi prius*) les juges d'assise fussent arrivés dans le comté. La nouvelle formule fut appliquée à presque toutes les causes civiles, et des jurys de chevaliers furent plus rarement convoqués à Westminster. Mais à cette époque, les chevaliers avaient depuis longtemps pris l'habitude de se présenter, au nom du comté, devant l'une ou l'autre des subdivisions de la cour du roi.

Des convocations de ce genre peuvent paraître, à première vue, n'avoir que des rapports lointains avec les « semonces » parlementaires. Les quatre chevaliers qui viennent « défendre » devant le conseil du roi un jugement de la cour de comté représentent cependant le comté et parlent en son nom; si leurs explications ne paraissent pas satisfaisantes, c'est le comté qui est condamné. Nous ne savons pas comment ils étaient désignés, mais le mode de nomination ne différerait peut-être pas beaucoup de ce que fut sous Edouard I^{er} une élection parlementaire. Ils comparaissent devant la cour du roi, devant le conseil du

1. *Statutes of the Realm*, I, p. 85-86.

roi, exactement comme ils le feront en 1254 et plus tard. La fonction qu'ils remplissent est une fonction judiciaire ; mais le Parlement lui-même n'est-il pas avant tout la haute cour de justice du roi ?

Il y a donc entre la convocation des chevaliers d'un comté devant le conseil ou la cour du roi, pour apporter et défendre le « record » d'un jugement, et leur convocation au Parlement une similitude frappante qui dut les accoutumer de bonne heure à l'usage des « semonces » qui les citaient à comparaître devant le roi. Le rôle que jouaient les chevaliers dans le Parlement n'était même pas aussi différent qu'on pourrait le croire du rôle qu'ils avaient si souvent rempli à Westminster : ils n'avaient plus de jugements à défendre, ni de « reconnaissances » à faire, mais les *Rotuli Parliamentorum* nous montrent que la plus grande partie de leur temps devait être employée à « suivre » les pétitions que leurs commettants les avaient chargés de remettre au roi et à son conseil et qui avaient pour but de redresser les torts « qui ne peuvent être redressés par la commune loi » ¹. De cette manière encore, ils « défendaient » leur comté.

*
* *

On remarque, il est vrai, entre les convocations dont nous venons de parler et la convocation parlementaire

1. Art. 6 de la pétition de 1309 (*Rot. Parl.*, I, p. 444).

une différence qui peut sembler capitale : lors de la convocation judiciaire devant le conseil, on ne convoque que le comté dont on a besoin, tandis que la convocation parlementaire est une convocation à une assemblée générale, où figureront les représentants de tous les comtés du royaume. Il serait puéril de nier cette différence, mais elle est en réalité moins grande qu'elle ne le paraît.

Nous verrons en effet que dans ces Parlements primitifs chacun des comtés est censé agir individuellement. Les représentants d'un comté ne sont pas les représentants de l'Angleterre, mais les fondés de pouvoir d'un comté, capables uniquement de parler et de prendre des engagements au nom de leur comté et pouvant, d'un comté à l'autre, prendre des engagements différents. La présence simultanée des députés n'est pas indispensable ; en 1265, deux comtés qui n'ont pas envoyé de députés au Parlement reçoivent l'ordre, après la session close, de les faire venir devant le roi et son conseil, sans doute pour qu'ils puissent prendre, eux aussi, les engagements qui ont été pris par les autres délégués des comtés ¹.

Mais, même avant le célèbre Parlement de Simon de Montfort, les comtés n'ont pas toujours été convoqués isolément. On trouve des cas assez nombreux de convocations collectives, qui s'étendent souvent à l'Angleterre tout entière, et bien que l'on hésite parfois à qualifier du nom de Parlements ces réunions dont la composition

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35. — Voir aussi plus loin, p. 71-72.

reste parfois incertaine, il ne faut pas oublier que le mot n'a pas alors le sens précis qu'il aura plus tard. Il est vrai aussi que les services que l'on demande aux chevaliers sont souvent d'ordre assez humble et ne correspondent guère au rôle qui est devenu à l'époque moderne celui des assemblées parlementaires ; mais nous verrons que, même sous Edouard I^{er}, la situation des représentants des communes dans le Parlement est encore très subordonnée et que leur rôle n'est pas très différent de celui qu'ils ont joué dès le règne précédent. Ces convocations dues à des causes si diverses nous font comprendre comment la représentation des comtés a pu se glisser peu à peu dans le Parlement sans qu'on y ait attaché d'importance.

On a convoqué des délégués des comtés à l'occasion d'enquêtes administratives, et particulièrement à la suite de plaintes portées contre les shériffs. C'est ainsi qu'en 1226 les shériffs des comtés de Gloucester, Dorset, Somerset, Bedford, Bucks, Westmoreland, Northampton et Lincoln ont ordre de faire élire par les chevaliers et prud'hommes de leur bailliage, dans la prochaine cour de comté, quatre des plus loyaux et discrets chevaliers qui viendront à Lincoln au nom du comté (*pro toto comitatu*) exposer, contradictoirement avec les shériffs, les griefs qu'ils ont contre eux au sujet de certains articles contenus dans la Charte de libertés qui leur a été accordée. Le bref se termine par la formule qui va devenir classique dans les semonces parlementaires : *Et habeas ibi nomina*

militum et hoc breve ¹. La convocation avait été faite sur la demande des grands (*magnates*) que le roi venait de réunir à Winchester.

L'année suivante, des convocations semblables furent envoyées aux shériffs de 35 comtés. Les quatre chevaliers élus par chacun des comtés devaient se présenter devant le roi à Westminster trois semaines après la Saint-Michel. Dans 19 comtés, une clause spéciale prescrivait au shériff de faire venir également les chevaliers qui avaient fait l'inspection (*perambulatio*) des forêts et diverses personnes qui étaient intéressées dans cette affaire ².

Il n'est pas impossible que la présence de chevaliers, au moins pour certains comtés, au Parlement de Pâques, en 1258, s'explique par des causes analogues ; mais différentes raisons nous font penser, comme on le verra tout à l'heure, que le motif de la convocation de ces députés était plutôt d'ordre financier. Pour le Parlement d'octobre de la même année 1258, aucun doute n'est possible ; les chevaliers sont venus faire connaître les résultats d'une enquête sur l'administration des shériffs et, d'une manière générale, sur les abus. Il avait été décidé, dans un article des Provisions d'Oxford que dans chaque comté seraient élus quatre discrets et loyaux chevaliers qui, chaque fois que

1. *Rot. litt. claus.*, éd. Hardy, II, p. 153 ; *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 4. Le bref est daté du 22 juin, à Winchester et la réunion est fixée au 22 septembre.

2. *Rot. litt. claus.*, éd. Hardy, II, p. 212-213. Daté du 12 août, à Northampton.

se tiendrait la cour de comté, se réuniraient pour entendre les plaintes au sujet des transgressions et injustices faites à quelque personne que ce fût par les shériffs, bail-lis et autres ¹. Les chevaliers ne paraissent pas avoir été réellement élus, mais désignés par le parti qui détenait alors le pouvoir, c'est-à-dire par Simon de Montfort et les barons confédérés ². Ils furent sans doute convoqués au Parlement d'octobre 1258 pour rendre compte de leur mission, car, par un bref du 4 novembre, attesté à Westminster, le roi ordonne au shériff du comté de Huntingdon de faire payer par la communauté du comté aux quatre chevaliers qui se sont occupés de « certaines enquêtes pour l'utilité commune dudit comté et ensuite ont fait un séjour pour lesdites affaires devant notre conseil à Westminster, au Parlement qui a suivi la Saint-Michel dernière, leurs dépenses raisonnables à l'aller, au retour et pendant le séjour qu'ils ont fait au Parlement pour lesdites affaires ³. »

Un autre motif qui a déterminé parfois la convocation des députés des comtés par le roi est le besoin d'argent. Peut-être des chevaliers étaient-ils présents à ces Parlements de 1225, de 1232 et de 1237 dont nous avons parlé

1. *Ann. Burton*, p. 446, dans *Annales Monastici* (Rolls S.), t. I.

2. Cf. *Ann. Burton*, p. 453, 456 ; *Calendar of patent rolls*, 1247-1258, p. 645-649, 655-656. Trois des chevaliers nommés d'abord dans le Shropshire sont changés sur le conseil de P. de Montfort (*Calendar*, p. 647).

3. Dans R. Brady, *Introduction to the old English history* (1684), p. 141, d'après Claus. 42 Hen. III, m. 1 d.

plus haut et dans lesquels les aides ont été, à en croire les *writs* de perception, consenties par les chevaliers ; mais le fait que l'on voie figurer les vilains à côté d'eux sur un de ces brefs ferait plutôt supposer que ce sont là de simples formules. En tout cas, la nécessité où l'on était de s'adresser aux chevaliers pour la perception des aides devait amener tôt ou tard à leur demander leur assentiment, comme on le faisait déjà pour les barons. Il est possible même qu'à l'époque où l'on ne convoquait pas encore régulièrement les chevaliers au Parlement, on leur ait demandé leur consentement dans la cour de comté ; un assez grand nombre d'historiens ont admis cette hypothèse comme une vérité certaine ¹, mais nous n'en avons aucune preuve décisive.

Le premier cas où nous voyons le gouvernement royal se préoccuper d'obtenir le consentement de la petite noblesse et des tenanciers libres est celui de 1254. Henri III était alors en Gascogne ; il avait laissé comme régents du royaume son frère Richard de Cornouailles et la reine Aliénor. A la fin de l'année 1253, les régents reçurent du roi une demande de secours, en hommes et en argent : Henri III allait être attaqué, prétendait-il, par le roi de

1. Voir en particulier Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 225. Le cas de la cour de comté du Yorkshire en 1220, cité par Stubbs et sur lequel nous reviendrons plus loin ne prouve pas que l'aide fût consentie dans la cour de comté. Madox (*History and antiquities of the Exchequer*, p. 419-420, 504 sq.) cite de nombreux cas où les juges font rentrer les aides ou les tailles dans les provinces, mais on ne les voit pas négocier le montant de l'aide avec la cour de comté.

Castille. Au Parlement qui se réunit quinze jours après la Saint-Hilaire (28 janvier 1254) ¹, les prélats répondirent que, si le roi de Castille marchait contre le roi, ils donneraient au roi un subside sur leurs biens propres, mais que, pour leur clergé, ils ne pouvaient rien promettre sans son consentement. Ils ajoutèrent qu'ils ne croyaient pas que l'on pût décider leur clergé à donner une aide, si le roi ne renonçait pas à la dîme sur le clergé qui lui avait été précédemment accordée pour la croisade. Les comtes et les barons, de leur côté, promirent d'aller au secours du roi, si le roi de Castille marchait contre lui. Mais, disent les régents dans la lettre où ils font connaître au roi le résultat de leurs efforts, « nous ne croyons pas pouvoir obtenir d'aide des autres laïques qui ne doivent pas aller vers vous en Gascogne, si vous n'écrivez pas à vos lieutenants en Angleterre de faire observer fermement vos grandes chartes de libertés, si vous ne prescrivez pas fermement la même chose par lettres adressées à tous les shériffs de votre royaume et si vous ne le faites pas proclamer dans tous les comtés du royaume ; peut-être qu'ainsi ils se laisseraient entraîner à vous donner une aide (*quia sic forte animarentur ad auxilium vobis impendendum*) ». Les régents terminent en prévenant le roi qu'ils vont avoir un entretien (*habitura sumus tractatum*)

1. Bref de convocation adressé à l'archevêque de Cantorbéry et daté du 27 décembre, dans *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 12.

à Westminster avec les clercs et les laïques en question, au sujet de cette aide ¹.

Les régents avaient en effet, le 11 février 1254, demandé à tous les évêques de réunir un synode diocésain et d'y faire tous leurs efforts pour décider le clergé à donner une aide dont la nature et le montant seraient ensuite certifiés devant le conseil par des personnes discrètes, quinze jours après Pâques ². Le même jour et pour la même date, par des brefs adressés aux shériffs, ils convoquaient devant le conseil, à Westminster, deux loyaux et discrets chevaliers de chaque comté, élus spécialement par le comté (*quos iidem comitatus ad hoc elegerint*), au nom de tous et de chacun (*vice omnium et singulorum*), « afin de voir, avec les chevaliers des autres comtés que nous avons fait convoquer pour le même jour, quelle aide ils voudront nous donner dans une si grande nécessité » (*ad providendum una cum militibus aliorum comitatum quos ad eum diem vocari fecimus quale auxilium nobis in tanta necessitate impendere voverint*). Le shériff était chargé d'exposer aux chevaliers et aux autres habitants du comté la situation difficile où se trouvait le roi et de les décider à donner une aide conve-

1. *Royal Letters*, éd. Shirley (Rolls S.), II, p. 101. — Cf. Mathieu de Paris, *Chronica majora*, V, p. 423, 445 ; VI (*Additamenta*), p. 282. La lettre citée dans les *Additamenta* est reproduite dans Rymer, I, p. 296.

2. *Proviso quod aliqui viri discreti ex parte prædictorum certificent consilium nostrum apud Westm. in quindena Pasch. prox. fut. de modo et quantitate subsidii memorati*. Le bref est dans Hody, *A History of English Councils and Convocations* (1701), pt. III, p. 339.

nable, « de manière que lesdits chevaliers puissent, à la date fixée, répondre exactement à notre conseil au nom des comtés, au sujet de cette aide » ¹. La tentative ne réussit pas : Simon de Montfort qui revenait de Gascogne vint dire au Parlement que l'on n'avait rien à craindre des Castillans, et l'assemblée se sépara sans avoir rien accordé ².

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les chevaliers qui figurèrent au Parlement de Pâques 1258 avaient probablement été convoqués pour des raisons analogues à celles qui avaient amené la convocation de 1254. Nous savons que certains comtés au moins avaient envoyé des représentants à ce Parlement, car des brefs du 4 novembre 1258 ordonnent aux shériffs de ces comtés (Northumberland, York, Lincoln, Huntingdon, Northampton) de faire payer, aux frais de la communauté du comté, le montant de leurs dépenses aux quatre chevaliers qui sont venus devant le roi à Westminster, par ordre du roi, un mois après Pâques ³. D'autres documents nous apprennent qu'un Parlement s'était ouvert à Londres la seconde semaine après Pâques (le 2 avril probablement) et qu'il dura jusqu'au 5 mai ⁴. Comme Pâques tombait le 24 mars, les chevaliers

1. Bref attesté à Windsor le 11 février par la reine Aliénor et Richard, comte de Cornouailles. Dans *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 13. Le bref est adressé au shériff de Bedfordshire et Buckinghamshire et se termine par l'ordre d'avoir à faire rentrer sans retard tout l'arriéré des sommes dues au roi.

2. Mathieu de Paris, *Chr. majora*, V, p. 440.

3. *Reports on the dignity of a peer*, I, p. 461 ; II, p. 7.

4. Mathieu de Paris, *Chr. majora*, V, p. 676, 689 ; Cf. Stubbs,

ont dû arriver après l'ouverture du Parlement, mais encore à temps pour prendre part aux discussions : ce n'est pas la seule fois que les députés des communes ont été convoqués ainsi pour une date postérieure à celle qui avait été fixée pour les grands.

Le roi voulait obtenir du Parlement une aide exceptionnelle. Il avait de grandes difficultés avec les Gallois et les Ecossais. Il avait de plus accepté pour son fils Edmond la couronne de Sicile que le Pape avait enlevée aux héritiers de Frédéric II : Alexandre IV réclamait le remboursement des sommes que la Papauté avait avancées dans la guerre contre Manfred et l'envoi d'une expédition anglaise. Le trésor était vide et le roi irrémédiablement endetté. Dans ces conditions, Henri III demanda une aide qui impliquait, suivant un chroniqueur, une taille d'un tiers de tous les biens meubles et immeubles du royaume ¹. Cette aide lui fut refusée par le Parlement vers le 28 avril ², c'est-à-dire après l'arrivée des chevaliers, et Henri III dut accepter le projet de réformes qui aboutit plus tard aux Provisions d'Oxford.

On ne saurait dire quelle a été dans ces événements la part des chevaliers. Le bref du 4 novembre 1258 pour le shériff de Northumberland et les shériffs des quatre autres

Const. Hist., II, p. 75, n. 1. Une lettre du roi en date du 2 mai (Rymer, *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 370) dit que le Parlement s'était réuni *in quindena Paschae*.

1. *Ann. Theokesb.*, p. 163, dans *Annales Monastici* (Rolls S.), t. I.

2. *Ibid.* : *circa festum Sancti Vitalis martyris*. L'annaliste paraît mentionner la présence des chevaliers : *comites, barones et milites*.

comtés dit seulement que les chevaliers sont venus par ordre du roi pour certaines affaires touchant la communauté de tout le comté (*pro quibusdam negociis communitatem totius comitatus predicti tangentibus*). De cette formule on a cru pouvoir conclure ¹ que les chevaliers des comtés mentionnés dans le bref du 4 novembre étaient venus à Londres pour des affaires locales, intéressant uniquement leur comté, et non pour prendre part au Parlement. Mais cette interprétation n'est pas aussi « évidente » que l'a prétendu Stubbs. Nous sommes en présence, non d'une semonce parlementaire, mais d'un bref pour faire payer par la communauté du comté les dépenses des quatre chevaliers qui ont, quel qu'ait été le motif de leur convocation, représenté le comté devant le roi et son conseil. Il est fort probable que des brefs de ce genre n'étaient pas une chose nouvelle à cette époque et que l'on délivrait ordinairement aux chevaliers qui étaient appelés pour une cause quelconque devant le roi, « au nom du comté », des brefs qui leur permettaient de se faire payer « sur la communauté du comté », les affaires pour lesquelles on les avait appelés intéressant « la communauté de tout le comté » ². On a

1. *Reports on the dignity of a peer*, I, p. 462 ; Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 232, n. 3.

2. Il est certain que les chevaliers étaient indemnisés de leurs dépenses par le comté. Un bref du 5 juin 1222, adressé par le roi au shériff de Wiltshire (*Rot. litt. claus.*, éd. Hardy, I, p. 498), lui ordonne d'exempter Faukes de Bréauté de *demanda quam ei facis de necessariis inveniendis duobus militibus de comitatu tuo ad eundam ad curiam nostram ad libertates foreste ponendas... Si quid autem ab eo ceperis occasione predicta id ei sine dilacione reddi facias*. Voir aussi

très bien pu, en novembre 1258, même si les députés ont eu à traiter des questions d'intérêt général, conserver une formule usuelle et qui n'était d'ailleurs pas inexacte en la circonstance.

Les chevaliers avaient donc été, croyons-nous, convoqués au Parlement de Pâques 1258, comme ils l'avaient été en 1254, pour une raison d'ordre financier, et, comme en 1254, la tentative échoua. Le Parlement exigea des réformes avant d'accorder une aide. Le roi lui-même, dans une sorte de proclamation adressée le 2 mai à tous ses sujets, explique qu'il a convoqué les grands et les fidèles du royaume (*proceres et fideles regni*) dans la quinzaine de Pâques et qu'ils lui ont fait savoir que s'il voulait réformer l'état du royaume sur leurs conseils et s'il obtenait de meilleures conditions du Pape au sujet de la Sicile, « ils feraient diligence auprès de la communauté du royaume pour qu'on nous donne une aide commune à cet effet » (*ipsi diligentiam fideliter apponent erga communitatem regni nostri quod nobis commune auxilium ad hoc præstetur*)¹. Les chevaliers avaient probablement refusé de s'engager, en déclarant qu'ils avaient besoin de consulter leurs commettants.

D'autres convocations des députés des « communes »

Bracton's Note Book, éd. Maitland, n° 1412 (année 1220) où la cour du roi fixe la date à laquelle les chevaliers représentant un comté devront revenir devant elle, *ut comitatus minus gravaretur et vexaretur*.

1. Rymer, *Fœdera* (Record ed.), I, p. 370.

s'expliquent par des raisons de politique générale. Le roi pouvait avoir intérêt, au moment d'une crise politique, à s'appuyer sur la petite noblesse contre la grande. Il pouvait avoir intérêt à négliger la distinction entre vassaux et arrière-vassaux qui avait été maintenue par l'article 14 de la Grande Charte, mais qui, comme nous le verrons en étudiant la politique d'Edouard I^{er}, avait, au point de vue du pouvoir royal, les plus graves inconvénients. Il pouvait avoir intérêt à s'assurer le concours des villes qui, par leur commerce, devenaient une puissance dans l'Etat. Ce que le roi pouvait faire, l'aristocratie anglaise pouvait le faire également, si elle y trouvait avantage dans ses luttes contre le roi. En fait, le roi et ses adversaires ont rivalisé d'ardeur à détruire l'ancienne conception féodale d'après laquelle le grand conseil du roi était l'assemblée des tenanciers en chef du roi.

Dès 1213, au moment de sa lutte contre l'Eglise, Jean-sans-Terre a convoqué des représentants des « communes » ; peu de textes historiques ont donné lieu à plus d'interprétations diverses que ces convocations.

La première convocation ne nous est pas connue par un document officiel, mais seulement par le texte d'un chroniqueur. D'après Roger de Wendover ¹, Jean-sans-Terre, le

1. *Flores historiarum*, éd. Hewlett (Rolls S.), I. p. 82 : *Misit rex litteras ad omnes vicecomites regni Angliae, praeciens ut de singulis dominicorum suorum villis quatuor legales homines cum praeposito apud Sanctum Albanum pridie nonas Augusti facerent convenire, ut per illos et alios ministros suos de damnis singulorum episcoporum et ablati certitudinem inquireret et quid singulis deberetur.*

lendemain du jour où il avait été reçu en grâce par l'archevêque de Cantorbéry, c'est-à dire le 21 juillet 1213, envoya des lettres à tous les shériffs d'Angleterre pour leur ordonner de faire venir à Saint-Alban la veille des nones d'août (4 août) « de chacune des *villae* de ses domaines quatre loyaux hommes et le prévôt », afin de se renseigner par eux et ses autres fonctionnaires sur les dommages et pertes subis par les évêques et sur ce qu'il devait à chacun d'eux. Depuis cinq ans, en effet, le roi avait mis la main sur les biens des évêques et, comme condition de sa réconciliation avec l'Eglise, il devait naturellement leur verser une indemnité.

Stubbs accorde une grande importance à cette convocation, au point de vue constitutionnel ¹. Mackechnie, dans son commentaire sur la Grande Charte ², est également d'avis que la réunion de Saint-Alban est « le premier conseil national dans lequel le principe de la représentation ait été reconnu ». — « De telles enquêtes, ajoute-t-il, faites par les humbles représentants des villages, étaient très communes dans les localités ; l'innovation consiste en ceci, que leur verdict devait être donné, dans le cas présent, dans une assemblée nationale. »

Un grand conseil eut effectivement lieu à Saint-Alban, et probablement au commencement d'août. Le roi n'y assista pas ; il était à ce moment en route pour une expédition en France, expédition qui, d'ailleurs, ne dépassa pas Jersey. La

1. *Const. Hist.*, I, p. 566-567.

2. *Magna Carta*, p. 34.

réunion comprenait le Justicier, Geoffrey Fitz Pierre, l'évêque de Winchester, Pierre des Roches, l'archevêque de Cantorbéry, Etienne Langton, les évêques et les grands du royaume. On y prit différentes mesures pour réprimer les abus commis par les shériffs et les fonctionnaires des forêts et pour faire observer les lois de Henri I^{er}. Mais Roger de Wendover ne mentionne aucunement la présence des quatre loyaux hommes et du prévôt qui devaient, aux termes de la lettre qu'il vient de citer, y représenter chacune des *villae* du domaine. Il ne semble même pas que l'assemblée ait jugé utile de discuter, en l'absence du roi, la question des indemnités. C'est après son retour que les débats reprirent sur ce sujet : pendant les derniers mois de l'année 1213, de nombreuses réunions eurent lieu, dans lesquelles on essaya de concilier les intérêts du roi, ceux de l'Eglise d'Angleterre et ceux du Pape, dont Jean-sans-Terre venait de se reconnaître le vassal. A aucune de ces assemblées les quatre hommes et le prévôt de chaque *villa* ne paraissent avoir participé. Bien plus, le 31 août et dans le courant d'octobre, nous voyons le roi prendre des mesures pour faire faire des enquêtes dans les comtés, de concert avec l'autorité ecclésiastique, sur les dommages et pertes (*de ablatiis et dampnis*) subis par l'Eglise ¹.

1. Le bref du 31 août est dans Rymer, *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 114. Cf. *Rot. litt. claus.*, éd. Hardy, I, p. 164. — Le roi ordonne au shériff de Somerset et Dorset de faire venir trois personnes désignées dans le *writ*, au jour et à l'endroit que lui fera connaître l'évêque de Bath, pour qu'ils soient présents à l'enquête qui sera faite devant les clercs nommés par l'archevêque de Cantorbéry. Le shériff doit

On peut se demander si Jean-sans-Terre a jamais songé à réunir une assemblée qui aurait été nécessairement très nombreuse et très coûteuse pour les intéressés, quand il pouvait si facilement se procurer les renseignements dont il avait besoin en faisant faire les enquêtes sur place et en demandant aux shériffs de lui en faire parvenir les résultats. Sir J. H. Ramsay ¹ résout la difficulté en niant l'authenticité de la lettre analysée par Roger de Wendover : celui-ci aurait mal compris et inexactement cité le bref du 31 août. Mais cette méthode radicale n'est pas admissible : les termes dont se sert le chroniqueur montrent qu'il avait, ou qu'il avait eu, sous les yeux un document officiel dont il a retenu certaines formules qui sont tout à fait conformes au style de la Chancellerie anglaise.

D'autres solutions ont été proposées. M. G. J. Turner ² suppose que le prévôt et les quatre hommes appelés à Saint-Alban sont les représentants, non pas des manoirs royaux, mais des manoirs épiscopaux. Cette hypothèse nous laisse toujours en présence d'une assemblée considérable par le nombre et dont la nécessité n'apparaît pas clairement. Elle a, de plus, l'inconvénient d'être en contradiction formelle avec le texte de Roger de Wendover, sur un point où une erreur du chroniqueur est peu probable :

également faire venir tous ceux qui ont eu la garde des biens ecclésiastiques. Voir aussi *Rot. litt. claus.*, I, p. 165.

1. *Angevin Empire*, p. 442, n. 7.

2. *The St. Albans council of 1213* (*English Hist. Review*, avril 1906, p. 297 sq.).

comment admettre qu'il ait pu écrire : *de singulis dominicorum suorum villis*, au lieu de : *de singulis episcoporum villis*, ou de : *de singulis dominicorum episcoporum villis* ?

M. A. B. White¹ a rapproché du texte de Roger de Wender un passage des *Annales de Waverley* où il est dit qu'en 1208 on confia dans chaque *villa* la garde des biens meubles et immeubles des ecclésiastiques aux gens du voisinage qui devaient donner aux membres du clergé ce qui leur était nécessaire. Le rapprochement est intéressant et permet de comprendre pourquoi le roi convoque quatre hommes et le prévôt de chacune des *villae* du domaine royal, dans une affaire qui ne semble pas les intéresser. Mais on ne peut en conclure, comme le fait M. White, que les personnes convoquées en 1213 sont celles qui avaient été chargées en 1208 de l'administration des biens de l'Eglise, et, pas plus que dans l'hypothèse de M. Turner, on n'aperçoit la raison de la « concentration des jurys » locaux à Saint-Alban.

M. H. C. W. Davis² a présenté une troisième hypothèse qui rend compte de la principale difficulté. Il renonce à admettre la convocation à Saint-Alban des quatre hommes et du prévôt de chaque *villa* domaniale ; ces humbles personnages auraient été simplement chargés de « reconnaî-

1. *The first concentration of juries* (*American Hist. Review*, oct. 1911, p. 12 sq.). — Le texte des *Annales de Waverley* est dans les *Annales monastici*, éd. Luard (Rolls S.), II, p. 260.

2. *The St. Albans council of 1213* (*English Hist. Review*, avril 1905, p. 289 sq.).

tre » les faits devant le shériff dans la cour de comté, conformément à l'usage ; les résultats de l'enquête devaient être apportés au roi par le shériff, à Saint Alban. Malheureusement, pour arriver à cette interprétation, M. Davis est obligé de torturer singulièrement le texte du chroniqueur, qui prend la forme suivante :

Præcipiens ut de singulis dominicorum suorum villis quatuor legales homines cum præposito facerent convenire, ut per illos et alios ministros suos apud Sanctum Albanum pridie nonas Augusti de damnis singulorum episcoporum et ablatis certitudinem inquireret et quid singulis deberetur.

Jamais, comme l'ont remarqué M. Turner et M. White, la Chancellerie royale n'a parlé un pareil langage.

S'il était permis d'ajouter une quatrième hypothèse à celles qui précèdent, ne pourrait-on pas supposer que le chroniqueur, qui écrivait dans le Hertfordshire, et à Saint-Alban même, a eu entre les mains un bref par lequel le roi ordonnait au shériff du comté de Hertford de réunir quatre hommes et le prévôt de chacune des *villae* domaniales et désignait Saint-Alban comme lieu de réunion ? Une convocation semblable peut s'expliquer de différentes façons. Il est possible que Jean-sans-Terre ait voulu profiter du grand conseil qui devait se tenir à Saint-Alban pour faire faire, sous ses yeux et en présence des prélats, une enquête relative au Hertfordshire ; il est possible aussi qu'il ait voulu simplement faire faire l'enquête par le shériff. Le chroniqueur qui savait qu'un grand conseil s'était réuni à Saint Alban, que quatre hommes et le prévôt de chacune des *villae* domaniales du Hertfordshire

avaient été convoqués à Saint-Alban, et que les shériffs des divers comtés avaient reçu des brefs relatifs à l'enquête qui devait être faite sur les dommages subis par le clergé, a mis ces trois faits en rapport l'un avec l'autre, supposé que les brefs adressés à tous les shériffs étaient conçus dans les mêmes termes que celui de son comté, — alors qu'un autre lieu de réunion pouvait y être désigné — et conclu naturellement que les représentants de toutes les *villae* domaniales du royaume avaient été convoquées ensemble à Saint-Alban, à l'occasion du grand conseil.

Quoi qu'il en soit, il est bien difficile de faire état d'un texte qui prête à une telle diversité d'interprétations. Il est certain, en tout cas, que la convocation du prévôt et de quatre loyaux hommes par *villa* royale au grand conseil de Saint-Alban, en admettant que cette convocation ait jamais eu lieu, n'a que de bien lointains rapports avec une convocation parlementaire. Y voir, comme l'ont fait quelques historiens modernes, l'origine de la représentation des villes au Parlement est une erreur trop évidente pour qu'il soit nécessaire de la réfuter.

La seconde convocation de l'année 1213 nous est connue au contraire par le texte même du bref royal, daté de Witney, 7 novembre, et transcrit sur les rôles des lettres closes de la 15^e année de Jean ¹. Ce bref est adressé au

1. Claus. 15 Joh. p. 2, m. 7 d. Publié dans *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 2. — Ce bref est aussi dans Rymer, *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 117 ; mais l'annotation : *De summonitione ad parla-*

shériff d'Oxford et des brefs semblables furent envoyés à tous les shériffs d'Angleterre. Les shériffs reçoivent l'ordre de faire venir avec leurs armes tous les chevaliers qui ont été précédemment « semons » de venir à Oxford devant le roi quinze jours après la Toussaint ; de même, ils doivent faire venir devant le roi, pour la même date, les barons en personne, sans armes, et quatre discrets chevaliers du comté, « pour parler avec nous des affaires de notre royaume ».

Le bref du 7 novembre est donc destiné à compléter un autre bref que nous ne possédons pas. Nous ignorons ce que sont ces chevaliers qui ont été précédemment convoqués et qui doivent venir avec leurs armes. S'agit-il simplement d'une convocation militaire relative à l'expédition projetée contre la France ? Ou, comme on le fit plus tard, en 1297, le roi, pour se prémunir contre un coup de force, a-t-il fait savoir à ses partisans de venir en armes, tandis qu'il n'expédiait aux barons que la semonce habituelle ? Quant aux quatre discrets chevaliers, tout ce que nous savons d'eux est qu'ils doivent venir pour parler avec le roi des affaires du royaume ; mais nous ignorons le but précis que se proposait Jean sans Terre en les convoquant. Cherchait-il, comme plus tard Simon de Montfort, un appui dans la petite noblesse contre la grande ? Voulait-il seulement obtenir des renseignements sur quelque

mentum Oxon', donnée dans Rymer ne figure pas sur le rôle (Cf. *Reports on the dignity of a peer*, I, p. 61) et le bref est daté par erreur du 15 novembre,

question particulière, par exemple au sujet des indemnités que le clergé réclamait et dont le montant fut alors discuté dans plusieurs assemblées ? Il faut probablement se résoudre à l'ignorer toujours. Nous ne saurions dire non plus si les chevaliers devaient être élus par la cour de comté ou choisis par le shériff. Le bref est daté du 7 novembre, la convocation est pour le 15 ; l'intervalle est bien court pour que les shériffs des comtés éloignés aient pu recevoir le bref, réunir la cour de comté et faire procéder à l'élection. Enfin, nous ne savons pas si l'assemblée prévue dans ce bref a jamais eu lieu ¹.

Lorsque M. Mackechnie écrit, dans son commentaire sur la Grande Charte, que « le grand conseil qui se réunit à Oxford le 15 novembre 1213 fut rendu remarquable par la présence, en plus des tenanciers de la couronne, de représentants des divers comtés », il présente donc comme un fait certain ce qui n'est qu'une hypothèse. Il exagère également, lorsqu'il dit que, comparées à cette innovation, « les stipulations, si souvent citées avec éloges, de l'article 14 de la Grande Charte doivent être regardées comme vieilles et même réactionnaires » ². Rien ne prouve que Jean-sans-Terre ait songé à faire des quatre chevaliers de chaque comté un des éléments constitutifs du grand

1. D'après l'itinéraire dressé par Sir Thomas Duffus Hardy dans l'introduction aux *Rotuli litt. patentium*, Jean était à Oxford, venant de Woodstock et y retournant, les 15, 16 et 17 novembre 1213 ; mais ceci ne prouve naturellement pas que la réunion ait eu lieu et que les chevaliers y aient assisté.

2. *Magna Carta*, p. 36. Cf. p. 297-298.

conseil. La convocation de novembre 1213 présente un grand intérêt parce que c'est la première fois, à notre connaissance, que des représentants de tous les comtés d'Angleterre ont été convoqués ainsi, pour parler avec le roi des affaires du royaume ; mais il est probable que ni Jean-sans-Terre ni ses sujets ne virent dans cette mesure une importante innovation constitutionnelle.

La convocation de septembre 1261 soulève des problèmes analogues à ceux que nous venons de discuter. Là aussi, nous ne possédons qu'un bref destiné à modifier les termes d'une première « semonce », que nous n'avons pas. L'ordre royal est daté du 11 septembre, à Windsor, et adressé au shériff de Norfolk et Suffolk et à tous les shériffs des comtés en deçà de la Trent. Henri III, qui essayait alors de ressaisir le pouvoir, rappelle aux shériffs que trois chevaliers de chaque comté ont été appelés par l'évêque de Worcester, les comtes de Leicester et de Gloucester et d'autres grands du royaume, à se présenter devant eux à Saint-Alban, le jour de la fête de Saint-Mathieu (21 septembre), « pour y discuter avec eux sur les affaires communes du royaume » (*secum tractaturi super communibus negociis regni nostri*). Mais comme le roi et les grands en question doivent se réunir le même jour à Windsor pour y traiter des conditions de la paix, le shériff prescrira aux chevaliers de se rendre à Windsor et non ailleurs à la date fixée ; l'entretien (*colloquium*) qu'ils auront avec le roi leur fera comprendre « que nous ne nous proposons

pas de rien entreprendre qui ne soit pour l'honneur et l'utilité commune du royaume » ¹.

Nous ignorons donc dans quelles conditions Simon de Montfort et les autres membres du conseil du roi avaient convoqué les chevaliers et quelles étaient au juste les « affaires communes du royaume » sur lesquelles ils voulaient s'entretenir avec eux. Nous ne savons pas non plus pour quelle raison le bref du roi, n'est adressé qu'aux shériffs des comtés en deçà de la Trent, ni si l'assemblée prévue par ce bref s'est réellement tenue, soit à Windsor, soit à Saint-Alban ². Les seuls faits certains sont le désir des barons d'avoir une entrevue avec les chevaliers et le désir du roi d'empêcher cette entrevue en faisant venir les chevaliers à Windsor.

Une nouvelle convocation de chevaliers représentant les comtés eut lieu en 1264, après la victoire de Simon de Montfort à Lewes. Le bref est émis au nom du roi, mais Henri III était alors prisonnier des barons victorieux et

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 23.

2. D'après une lettre de Henri III au roi de France, donnée dans Rymer (*Fœdera*, Rec. ed., I, p. 409) avec la date du 2 septembre 1261, mais qui est probablement du 25 (Cf. E.Green, *Lives of the princesses of England*, II, p. 121, n. 5). Simon de Montfort était alors en France. Il est possible cependant qu'une entrevue entre le roi et les barons ait eu lieu en novembre, car dans une lettre du 7 décembre (*Fœdera*, I, p. 411) le roi déclare que des difficultés (*contenz e demandes*) se sont produites entre lui et ses barons, au sujet des mesures prises à Westminster et à Oxford pendant la 42^e année de son règne, mais que ces difficultés ont été aplanies d'un commun accord. Suit un pardon général pour le comte de Leicester et ses principaux partisans. Cf. *Fœdera*, I, p. 412.

le gouvernement était en réalité entre les mains du comte de Leicester et de son parti.

Il avait été décidé, dans la *Mise de Lewes*, que l'on discuterait plus à loisir les conditions d'une paix durable¹ ; il fallait pour cela réunir un Parlement. A ce Parlement les barons, sans doute pour renforcer leur parti dont la haute noblesse s'était détachée durant les dernières années, résolurent d'appeler quatre chevaliers par comté. Le bref que nous avons conservé est adressé à Adam de Newmarket. Ce personnage est prévenu que le roi, ayant décidé, sur le conseil et avec l'assentiment de ses barons, de nommer dans chacun des comtés du royaume des « gardiens de sa paix » (*custodes pacis nostræ*), il a été choisi comme « gardien » pour le comté de Lincoln. Et, comme dans son prochain Parlement le roi « devra nécessairement traiter de ses affaires et des affaires du royaume avec les prélats, les grands et ses autres fidèles », le nouveau « gardien » reçoit le mandat de faire élire à cet effet, par l'assentiment du comté, quatre des plus loyaux et plus discrets chevaliers du comté (*quatuor de legalioribus et discretioribus militibus dicti comitatus per assensum dicti comitatus ad hoc electos*) et de les envoyer devant le roi pour tout le comté (*pro toto comitatu illo*), de façon qu'ils soient à Londres à l'octave de la Trinité au plus tard (22 juin)

1. Suivant la chronique de Guillaume de Rishanger (éd. Halliwell, p. 38) le septième article de la *Mise* était ainsi conçu : *Septimum, quod cum promissum istud in regno Angliae tractetur et infra festum Pascae proximum ad ultimum terminetur*.

« pour traiter avec nous des affaires susdites » (*nobiscum tractaturi de negotiis prædictis*) ¹.

Le bref est daté du 4 juin, à Saint-Paul de Londres ; l'intervalle entre la convocation et la réunion est donc beaucoup plus court que les quarante jours exigés par l'article 14 de la Grande Charte de Jean-sans-Terre. Il n'est pas absolument certain que tous les comtés aient été convoqués : outre les comtés de Chester et de Durham qui n'ont jamais envoyé de représentants au Parlement pendant le ^{xiii}^e siècle, ceux de Middlesex, Surrey, Sussex, Rutland, Hereford et Lancastre manquent sur la liste des comtés auxquels ont été envoyés des *writs* semblables à celui du Lincolnshire.

Le Parlement se tint à Londres « vers la fête de la Nativité de Saint Jean-Baptiste » (24 juin) et approuva une « forme de gouvernement pour le roi et le royaume » (*forma regiminis domini regis et regni*). Trois électeurs choisis par les barons et qui furent l'évêque de Chichester et les comtes de Leicester et de Gloucester, devaient nommer un conseil de neuf membres, dont trois devaient toujours être présents auprès du roi et sans l'assentiment desquels le roi ne pourrait prendre aucune décision ; le roi pouvait changer les membres du conseil, avec l'assentiment des trois électeurs ².

Les chevaliers des comtés n'étaient appelés à participer ni à la nomination des électeurs, ni à celle des conseillers.

1. Rymer, *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 442.

2. *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 443.

Un des articles de la nouvelle Constitution dit même expressément que s'il paraît utile « à la communauté des prélats et des barons » de changer quelqu'un ou quelques-uns de ceux qui auront été d'abord choisis comme électeurs, le roi fera ce changement « sur le conseil de la communauté des prélats et des barons ». Mais, au début du document, la « formule de paix » est approuvée par « le seigneur roi, le seigneur Edouard son fils, les prélats et tous les barons, et toute la communauté du royaume d'Angleterre » ; à la fin, on déclare que l'ordonnance est faite « par le consentement, la volonté et l'ordre du seigneur roi, des prélats, des barons et aussi de la communauté alors présente » (*de consensu, voluntate et praecepto domini Regis necnon praelatorum, baronum ac etiam communitatis tunc ibidem praesentis*). Les chevaliers des comtés constituaient probablement la « communauté » ainsi désignée et dont le rôle était d'approuver les mesures prises par les grands ; peut-être avait on même admis dans l'enceinte de l'assemblée, pour rendre la proclamation plus solennelle, un élément plus populaire, pris dans la population londonienne : on peut remarquer en effet que le maire de Londres fut appelé à mettre son sceau au bas de la charte, à côté de ceux d'un certain nombre d'évêques et de barons ¹.

1. Rymer, *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 443. — On pourrait croire, il est vrai, que le terme « barons », comprend non seulement les *barones majores*, mais aussi les *barones minores*, représentés par les chevaliers des comtés. Cette interprétation est peu vraisemblable ; les députés étaient souvent des arrière-vassaux qui n'avaient aucun droit au titre de baron.

*
* *

Les circonstances, plus encore que les principes, poussaient Simon de Montfort à s'appuyer de plus en plus sur la petite noblesse et la bourgeoisie. La Constitution que son parti avait élaborée en 1258 n'avait pourtant rien eu que de très aristocratique : elle livrait le gouvernement de l'Angleterre à un petit nombre de grands seigneurs — les Vingt-Quatre chargés des réformes, les Quinze du conseil du roi, les Douze élus par le « commun » (c'est-à-dire par le commun des barons) pour le représenter au Parlement. La Constitution de 1264, avec ses trois électeurs tout puissants et son conseil des Neuf n'est pas, quoi qu'en dise Stubbs, beaucoup plus démocratique. Du reste, il ne faut pas oublier que personne ne songeait alors à faire du Parlement un moyen de contrôle permanent sur le gouvernement du roi. Il est certain que l'on avait beaucoup de peine à obtenir l'assistance régulière de quelques grands seigneurs au conseil du roi ; qu'eût-ce été si l'on avait voulu réunir des Parlements plus fréquents, prolonger leur durée au delà des quelques jours habituels et y convoquer régulièrement des représentants des comtés ?

La masse de la nation anglaise ne paraît avoir manifesté aucun désir de prendre part au gouvernement de l'Etat, qui était l'affaire du souverain et des grands ; mais elle était fort mécontente du roi et de ses favoris. En 1258, Mathieu de Paris nous rapporte que les Poitevins ne se

trouvaient pas en sûreté dans leurs châteaux ; car, même si les nobles ne les attaquaient pas, le peuple tout entier (*universitas regni popularis*) pouvait les y assiéger et détruire leurs forteresses ¹. En 1264, presque tout le commun du peuple (*fere omnis communa mediocris populi regni Angliae*) avait, suivant le chroniqueur londonien Fitz Thedmar, refusé d'accepter la sentence arbitrale de Saint Louis et pris parti pour Simon de Montfort ². La ville de Londres, en particulier, lui demeura fidèle jusqu'à la fin. Le clergé, dans son ensemble, lui était également favorable ³ ; mais la haute noblesse presque tout entière se sépara de lui, soit avant Lewes, soit après.

C'est dans ces conditions que Simon de Montfort fit convoquer par Henri III le grand Parlement de janvier 1265. Déjà, on avait fait circuler dans le pays une déclaration par laquelle les évêques, abbés, prieurs, comtes et barons, le clergé et le peuple du royaume d'Angleterre approuvaient la nomination des trois électeurs ⁴ ; mais le

1. *Chronica majora*, éd. Luard (Rolls S.), V, p. 698.

2. *Liber de antiquis legibus*, p. 61 : *Londonienses autem et barones de Quinque Portibus et fere omnis communa mediocris populi regni Angliae, qui vero non posuerunt se super Regem Franciae, penitus arbitrium suum contradixerunt.*

3. Sur l'état d'esprit du clergé, voir les *Annales de Tewkesbury* (*Annales monastici*, Rolls S., I, p. 175) où ceux qui ont abandonné le parti de Simon de Montfort sont appelés « satellites de Satan ».

4. Cette déclaration a été publiée par M. Gilson dans l'*English Historical Review*, juillet 1901, p. 500, d'après une transcription faite à l'abbaye de Ramsey. Elle est datée du lendemain de la Nativité de Saint Jean-Baptiste (25 juin 1264), à Londres, et attestée, *de voluntate et expresse omnium consensu*, par les évêques d'Exeter et de

fait même qu'il se crût obligé de recourir à ce procédé prouve que Simon de Montfort n'était plus très sûr de son autorité et qu'il était inquiet des attaques portées contre lui et contre son entourage. En 1258, on s'était contenté de faire accepter les Provisions d'Oxford par les « barons » de Londres, dans une cérémonie tenue au Guildhall ¹. Cette fois, Simon de Montfort résolut de faire approuver la Constitution nouvelle par une assemblée solennelle qui comprendrait, outre les barons, le haut clergé et les chevaliers des comtés, des représentants des villes du royaume.

Les premières semonces sont datées de Worcester, le 14 décembre [1264]. Elles sont adressées à l'archevêque d'York, à 12 évêques (Durham, Carlisle, Londres, Winchester, Exeter, Worcester, Lincoln, Ely, Salisbury, Coventry et Lichfield, Chichester, Bath et Wells), 10 abbés, 9 prieurs et 5 doyens. Le bref adressé à l'évêque de Durham, qui a été transcrit sur le rôle des lettres closes, rappelle qu'à la suite des troubles qui ont eu lieu dans le royaume, le fils aîné du roi, Edouard, a été donné en otage « pour assurer et affermir la paix ». Maintenant que les troubles

Salisbury, Roger, comte de Norfolk et Jean Fitz Jean. — M. Gilson attache une assez grande importance à l'expression : *clerus et populus regni Angliae*, et pense que cette expression, ainsi que l'emploi du mot *communitas* dans la *Forma regiminis* citée plus haut, prouvent une participation active des représentants des « communes » à la discussion du nouveau régime. Mais les mots *clerus et populus* sont des termes bien peu précis, qui désignent le clergé et les laïques en général.

¹ Mathieu de Paris, *Chronica majora*, V, p. 704 ; *Liber de antiquis legibus*, p. 39.

sont finis, le roi désire conférer avec les prélats et les grands au sujet de la mise en liberté de son fils, au sujet du rétablissement et de l'achèvement total de la paix et aussi « sur certaines autres affaires de notre royaume que nous ne voulons pas décider sans votre conseil et le conseil de nos autres prélats et grands ». L'évêque de Durham est donc requis, *in fide et dilectione quibus nobis tenemini*, de se présenter à Londres devant le roi à l'octave de la Saint-Hilaire prochaine (20 janvier 1265), « pour y traiter de ces affaires avec nous et avec nos dits prélats et grands que nous y avons fait convoquer, et nous donner votre conseil »¹.

Le 24 décembre, des brefs semblables, datés de Woodstock, furent adressés à 55 abbés, 25 prieurs, le grand-maître du Temple, le prieur des Hospitaliers et le prieur de l'ordre de Sempringham. D'après les *Close Rolls* les mêmes brefs, *in forma predicta*, furent envoyés à 5 comtes et 18 barons²; la formule *in fide et dilectione* y était sans doute remplacée par la formule usuelle : *in fide et homagio*.

Les *Close Rolls* ajoutent :

« De même il est mandé à tous les shériffs d'Angleterre³ de faire

1. *Super premissis tractaturi et consilium vestrum impensuri* (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 33).

2. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 34.

3. Le comité de la Chambre des Lords qui a rédigé les *Reports on the dignity of a peer*, s'est demandé (I, p. 146) si l'on avait eu recours, comme en juin 1264, aux « gardiens de la paix du roi », qui existaient encore au mois de juin 1265 (Cf. une lettre royale du 7 juin 1265, dans *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 456) ; mais on ne mentionne

venir (*venire faciant*) deux chevaliers, parmi les plus loyaux, les plus sages et les plus discrets chevaliers (*de legalioribus, probioribus et discreciioribus militibus*) de chacun des comtés, devant le roi, à l'octave susdite, dans la forme susdite. »

« De même dans la forme susdite on écrit aux citoyens d'York, aux citoyens de Lincoln et aux autres bourgs d'Angleterre qu'ils envoient (*mittant*), dans la forme susdite, deux de leurs plus discrets, loyaux et sages citoyens ou bourgeois. »

« De même dans la forme susdite il est mandé aux barons et prud'hommes des Cinq Ports, ainsi qu'il est contenu dans le bref enrôlé plus bas ⁴. »

En réalité, le bref adressé aux barons et aux baillis du port de Sandwich est, conformément à un usage qui existe encore au temps d'Edouard I^{er} pour les breffs adressés aux laïques, plus court et conçu en termes plus simples que celui qui était destiné au clergé. Le roi y indique le motif pour lequel il a convoqué à Londres à l'octave de la Saint-Hilaire « les prélats, les grands et les nobles du royaume », c'est-à-dire la mise en liberté de son fils et « d'autres affaires touchant la communauté de notre royaume ». Comme il a grand besoin de leur présence, ainsi que de celle de ses autres « fidèles », il ordonne aux barons de Sandwich, *in fide et dilectione quibus nobis tenemini*, de lui envoyer (*mittatis*) quatre des plus loyaux et des plus discrets de leur port « pour traiter avec nous et les susdits grands et au sujet desdites affaires nous donner votre conseil » ².

ici que les shériffs, et c'est au shériff des comtés de Shrewsbury et Stafford qu'est adressé le bref où le roi demande que l'on envoie les chevaliers qui auraient dû venir à l'octave de la Saint-Hilaire.

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 34.

2. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35.

Il est probable que les semonces adressées aux villes étaient conçues en termes analogues. La formule : *in fide et dilectione*, était peut être supprimée, et le nombre des délégués était réduit à deux.

Quant au bref adressé aux shériffs, nous pouvons assez bien en reconstituer la teneur d'après celle du bref adressé le 23 février 1265 au shériff des comtés de Shrewsbury et de Stafford qui n'avait pas envoyé de chevaliers au Parlement : la première partie du nouveau bref paraît en effet calquée sur l'ancien. Le roi faisait d'abord connaître, à peu près dans les mêmes termes que dans la convocation adressée aux « barons » de Sandwich, les raisons pour lesquelles il avait convoqué les prélats, grands et nobles du royaume. Il ordonnait ensuite au shériff de « faire venir devant lui » (*ad nos venire faceres*) deux des plus discrets et loyaux chevaliers des comtés « pour traiter de ces affaires avec nous et avec lesdits grands au nom des communautés des comtés (*ex parte communitatum comitatum*) et nous donner leur conseil ¹ ».

On a souvent remarqué que la convocation directe des villes, sans passer par l'intermédiaire du shériff, n'est pas conforme à l'usage qui s'établira sous Edouard I^{er} : Simon de Montfort et ses amis avaient tenu sans doute à choisir soigneusement les villes qui devaient être convoquées. Le changement fait par Edouard I^{er} eut d'importantes conséquences, car il contribua à rapprocher l'une

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35.

de l'autre deux catégories de députés qui étaient fort différentes à l'origine. La présence des députés des Cinq Ports est également un fait qui mérite d'être signalé, puisque, sous Edouard I^{er}, ils ne seront plus convoqués qu'une seule fois au Parlement, et plutôt en qualité de plaideurs que de députés.

Une autre particularité qui distingue le Parlement de 1265 des Parlements « modèles » du règne suivant est que la formule finale (*nobiscum et cum predictis magnatibus tractaturi et consilium impensuri*) pour la convocation des chevaliers, des députés des Cinq Ports, et probablement de ceux des villes, est la même que pour les prélats et les barons ; plus tard, bien que l'autorité des Communes ne soit pas allée en diminuant, on se préoccupera davantage de conserver les distances et de marquer nettement les prérogatives de chacun.

Enfin, on ne peut manquer d'être frappé de l'absence de toute allusion à une élection des députés. Nous n'avons pas, il est vrai, le texte des *writs*, sauf pour les Cinq Ports. Mais les barons de Sandwich recevaient l'ordre « d'envoyer » quatre des leurs ; il en était de même des villes, si l'on en juge par le résumé du bref : *quod mittant duos de discreciis*, etc. ; dans les comtés, le résumé et le bref supplémentaire pour le shériff des comtés de Shrewsbury et Stafford portent : *venire faciant*, c'est-à-dire la formule qui était de tout temps employée lorsque des chevaliers étaient appelés, au nom du comté, devant le conseil ou la cour du roi. Il est possible que cette omission n'ait

aucune signification précise : on a fait observer que le bref du 4 juin 1264 prescrivait nettement de faire élire les chevaliers, par l'assentiment du comté, et qu'il est peu vraisemblable que Simon de Montfort ait changé d'opinion dans l'intervalle ; mais il n'est pas impossible non plus que l'on ait voulu laisser aux shériffs une certaine latitude, pour leur permettre d'écarter les personnes mal intentionnées.

Le Parlement de Simon de Montfort était en effet à beaucoup d'égards, bien que les brefs de convocation fussent censés émaner du roi, une assemblée révolutionnaire : les adversaires du régime n'avaient pas été convoqués et l'assemblée se présentait plutôt comme la réunion générale d'un parti que comme un véritable Parlement. On n'avait pas jugé nécessaire de demander au bas clergé d'envoyer des représentants, mais le haut clergé était plus nombreux qu'il ne l'a jamais été dans une assemblée parlementaire ; il comptait un archevêque, 13 évêques — l'évêque de Norwich qui n'avait pas été convoqué le 14 décembre avec les douze autres évêques, le fut par un bref daté de Woodstock, 26 décembre ¹ — 65 abbés, 34 prieurs, 5 doyens et les grands maîtres des trois ordres. Un grand nombre de ces dignitaires ecclésiastiques ne furent plus convoqués désor-

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35. — L'évêque de Norwich avait probablement été laissé de côté parce qu'il refusait de lever dans son diocèse la taxe du dixième du revenu des bénéfices ecclésiastiques qui était demandée par le gouvernement (cf. *ibid.*, p. 32).

mais, ou ne le furent qu'en vertu de la clause *Præmunientes*, ajoutée à partir de 1295 ; l'abbé de Leicester se donna plus tard beaucoup de peine pour se faire exempter du service de cour, où il avait alors été appelé pour la première fois ¹. Néanmoins, malgré l'importance numérique du clergé, des personnages considérables n'étaient pas présents au Parlement, notamment le premier dignitaire de l'Eglise d'Angleterre, l'archevêque de Cantorbéry.

A côté des 121 représentants de l'ordre ecclésiastique, les 5 comtes et les 18 barons qui représentaient la noblesse laïque faisaient assez triste figure. Parmi les grands noms historiques de l'Angleterre, ceux des Bigot, des Bohon, des Warenne, des Arundel, des Mortimer, des Percy, des Grey, des Neville, sont, avec beaucoup d'autres, absents de la liste, qui ne comprenait que les partisans de Simon de Montfort et du comte de Gloucester. Pierre de Savoie, Jean de Warenne, Hugues le Bigot et Guillaume de Valence furent plus tard sommés de comparaître devant le roi et son conseil au Parlement du 1^{er} juin, à Londres, mais en qualité d'accusés ².

C'est sans doute parce qu'il se rendait compte de la faiblesse d'un baronnage où manquaient la plupart des grands seigneurs d'Angleterre que Simon de Montfort convoqua les représentants des comtés et ceux des villes. Les circonstances, plus que sa volonté peut-être, le pous-

1. Cf. Bémont, *Simon de Montfort*, p. 227, n. 1.

2. Brefs du 19 mars (*Fœdera*, Rec. ed., I, p. 449). Le Parlement du 1^{er} juin fut en réalité convoqué à Winchester.

saient à une politique dont le caractère presque démagogique n'a pas échappé aux contemporains eux-mêmes ; la chronique de Thomas Wykes lui attribue le dessein d'avoir voulu « abaisser les grands et annihiler leur puissance, en brisant les cornes des superbes, afin de se soumettre plus librement et plus facilement le vulgaire, après avoir détruit les forces des grands »¹. Pour résister aux grands seigneurs, il ne pouvait s'appuyer que sur la bourgeoisie des villes et sur les chevaliers et les francs tenanciers des campagnes.

Mais il est hors de doute, comme l'a montré M. Bémont, que des convocations comme celles de décembre 1264 ne devaient être dans la pensée de Simon de Montfort, qu'une exception. Il est peu probable qu'il ait appelé de nouveau les chevaliers et les bourgeois au Parlement convoqué pour le 1^{er} juin 1265 à Winchester, où les chapitres des cathédrales durent envoyer des délégués². Des convocations multipliées auraient d'ailleurs été mal vues par les électeurs et les élus ; on peut remarquer, à ce sujet, avec quelle précaution le bref du 15 février 1265 ordonne le paiement des dépenses faites, pendant leur voyage et leur séjour, par les chevaliers qui ont représenté

1. Chr. Th. Wykes, p. 160, dans *Ann. monastici*, IV.

2. Bref du 15 mai, à Gloucester, adressé au doyen et au chapitre d'York (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 36). La réunion avait peut être trait, comme le pense Stubbs (*Const. Hist.*, II, p. 98, n. 3), aux difficultés qui s'étaient produites entre Simon de Montfort et le comte de Gloucester.

les comtés : *proviso quod ipsa communitas occasione prestationis istius ultra modum non gravetur*¹.

Le Parlement de Simon de Montfort fait plutôt penser à une de ces grandes assemblées qui avaient lieu quelquefois à l'avènement des rois — celle de 1273 lui ressembla beaucoup comme composition — qu'à un Parlement régulier. En fait, s'il ne s'agissait pas, en 1265, de prêter serment de fidélité à un nouveau souverain, Simon de Montfort et ses partisans voulaient obtenir du pays la reconnaissance solennelle de la nouvelle Constitution. C'est pour cela, bien plus que pour discuter sur la mise en liberté du prince Edouard, qu'avaient été convoqués les chevaliers et les bourgeois. Nous ne savons pas au juste quelles furent les occupations du Parlement pendant les derniers jours de janvier et le commencement de février ; mais il est probable que l'on s'occupa surtout de faire approuver le nouveau régime.

La déclaration faite par le roi dans la séance solennelle tenue dans la salle du chapitre de l'abbaye de Westminster, le 14 février 1265, est une sorte de résumé des résultats auxquels on était arrivé à ce moment. Le roi fit savoir² qu'il s'était engagé, ainsi que son fils, à ne faire aucun mal aux comtes de Leicester et de Gloucester, ni aux citoyens de Londres, ni à aucun de ceux qui avaient adhéré à leur parti et ordonna que les chartes de libertés et

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35. Le bref tout entier est caractéristique.

2. *Liber de antiquis legibus*, éd. Stapleton, p. 71.

de la forêt fussent tenues inviolablement, ainsi que les autres articles qui avaient été convenus au mois de juin l'année précédente.

Cette séance fut sans doute, pour les chevaliers et les bourgeois, la séance de clôture : sous la date du lendemain, 15 février, figure parmi les lettres closes le bref que nous avons cité plus haut et qui ordonne au shériff du Yorkshire de faire lever sur la communauté du comté le montant des dépenses des chevaliers qui sont venus, « au nom de la communauté du comté », pour délibérer avec le roi et son conseil. Mais, suivant un usage que nous retrouverons encore à la fin du règne d'Edouard I^{er}, la session parlementaire ne se termine pas avec le départ des délégués des communes. C'est même après ce départ que l'on aborda sérieusement la grave question de la mise en liberté des otages dont la discussion ne fut achevée que le 8 mars ¹. Entre temps, le 23 février, on envoie au shériff des comtés de Shrewsbury et de Stafford l'ordre de « faire venir » devant le roi et « les grands qui sont de son conseil », pour le 8 mars, à quelque endroit que se trouve

1. Les *Fœdera* (Rec. ed., I, p. 450) renferment, à la date du 16 février, une lettre du roi aux comtes de Gloucester et de Leicester leur ordonnant de venir le jeudi lendemain des Cendres pour le débat final (*finalem tractatum*) au sujet de la mise en liberté de son fils. Mais la formule de paix entre le roi et les barons n'est définitivement approuvée que le 8 mars (*Fœdera*, I, p. 451-452) ; le 10, le roi reconnaît avoir reçu les otages et le prince Edouard promet d'observer les chartes de libertés (*Ibid.*, I, p. 452) ; le 14, le roi confirme les Grandes Chartes (*Ibid.*, I, p. 453). Il est probable que le Parlement ne s'est complètement séparé qu'à ce moment.

le roi en Angleterre, les chevaliers qui auraient dû venir à l'octave de la Saint-Hilaire¹. Le but que l'on se propose est évidemment de faire prendre à ces chevaliers les engagements qui ont été pris par les représentants des autres comtés.

Le Parlement de janvier 1265 est le premier Parlement dans lequel des représentants des comtés et des représentants des villes aient siégé, nous ne saurions dire côte à côte, mais du moins simultanément. En ce sens, Simon de Montfort est le créateur de la Chambre des Communes. Mais rien ne prouve que l'institution qu'il avait ainsi fondée fût, dans son esprit, destinée à survivre aux circonstances exceptionnelles qui lui avaient donné naissance. Dans des conjonctures périlleuses, il avait réuni une assemblée extraordinaire ; le calme revenu, on reviendrait aux anciens usages et l'on se garderait bien d'appeler continuellement à Londres des chevaliers et des bourgeois qui non seulement ne le demandaient pas, mais ne voyaient dans le « service de cour » qu'une insupportable corvée.¹ Il ne faut pas oublier non plus que l'idée de réunir les chevaliers des comtés et les bourgeois des villes en une seule « Chambre » était complètement absente des conceptions politiques de Simon de Montfort, et même de celles d'Edouard I^{er}.

Ces réserves faites, il faut convenir que le précédent créé par Simon de Montfort eut une importance extrême

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35.

pour l'avenir. Jusqu'à ces dernières années, il a été possible de contester cette importance, en disant que le Parlement « modèle » d'Edouard I^{er} ne s'était tenu qu'en 1295 et qu'après trente ans d'expériences constitutionnelles de toute sorte on devait avoir complètement oublié le précédent de 1265¹. La découverte des brefs qui convoquent quatre chevaliers par comté et quatre ou six bourgeois par ville au premier Parlement d'Edouard I^{er}, en 1275, est venue montrer qu'Edouard I^{er}, n'a pas attendu si longtemps pour suivre l'exemple du grand comte qui avait été longtemps un de ses amis. L'institution nouvelle au moyen de laquelle Simon de Montfort avait voulu consolider contre les attaques de la noblesse anglaise le pouvoir quasi royal qu'il détenait après Lewes ne pouvait-elle pas, en effet, servir de la même manière à fortifier le pouvoir du roi ?

*
* *

Nous avons essayé, dans les pages qu'on vient de lire, de montrer quels sont les précédents qui peuvent expliquer la convocation de 1265 et faire comprendre en même temps pourquoi cette convocation fut à peine remarquée par les contemporains. L'usage de faire venir des chevaliers, au nom du comté, devant la cour ou le conseil du

1. Cette opinion est encore soutenue par M. G. B. Adams (*Origin of the English Constitution*, p. 331) dont le livre a pourtant paru en 1912, deux ans après la publication des *writs* de 1275.

roi n'était pas nouveau, puisque, dès le temps de Richard Cœur-de-Lion, nous voyons quatre chevaliers venir apporter les résultats d'une enquête ou « défendre » un jugement de la cour de comté. Les documents officiels nous ont fourni d'assez nombreux exemples de convocations collectives, adressées simultanément à plusieurs comtés ou même à tous les comtés d'Angleterre ; nous avons trouvé des convocations de ce genre, dues à des causes diverses, en 1213, 1226, 1227, 1254, 1258 (2 fois dans l'année), 1261, 1264. Il est fort possible que nous ne les connaissions pas toutes ; ce que nous savons des vicissitudes subies par les archives, et la découverte récente, dans la poussière d'une petite chapelle souterraine de l'abbaye de Westminster, des *writs* du premier Parlement d'Édouard I^{er} nous autorisent à le supposer.

Une convocation semblable à celles que nous venons d'énumérer a peut-être eu lieu en 1222 ; mais nous n'avons pas le bref de convocation, et nous ne connaissons le fait que par une lettre du roi adressée au shériff de Wiltshire pour lui ordonner d'exempter Faukes de Bréauté de tout paiement au sujet des deux chevaliers qui ont été appelés devant la cour du roi (*ad curiam nostram*), afin de régler les libertés de la forêt (*ad libertates foreste ponendas*)¹. Nous ne saurions dire par conséquent si la convocation ne s'est appliquée qu'au comté de Wilts ou si elle a été plus générale. Roger de Wendover et Mathieu de Paris mentionnent

1. *Rot. litt. claus.*, éd. Hardy. I, p. 498.

aussi de nombreux Parlements qui paraissent avoir été plus importants que de coutume : en 1229, 1237, 1246, 1248, 1253, 1255, 1257 ; mais le langage des chroniqueurs est trop peu précis pour que l'on puisse en tirer des conclusions certaines ¹.

L'importance de ces précédents a été contestée. Dans son ouvrage sur l'origine de la Constitution anglaise, M. G. B. Adams s'est attaché à démontrer qu'avant 1264, tout au moins, les délégués des comtés n'ont point eu de caractère représentatif et que c'est seulement dans le Parlement de 1264 que l'on voit apparaître, « sans contestation possible, le commencement d'une institution nouvelle » ².

Dans le bref de 1213, par lequel Jean-sans-Terre ordonne au shériff du comté d'Oxford et à ceux des autres comtés

1. 1229 : *fecit rex convenire apud Westmonasterium... archiepiscopos, episcopos, abbates, priores, Templarios, comites, barones, ecclesiarum rectores et qui de se tenebant in capite* (Roger de Wendover, dans Mathieu de Paris, III, p. 186). — 1237 : *venit igitur Londonias infinita multitudo nobilium, scilicet regni totalis universitas* (Mathieu de Paris, Chr. majora, III, p. 380). — 1246 : *totius regni tam cleri quam militie generalis universitas* (Ibid., IV, p. 557). — 1248 : *advenerunt igitur illuc, excepta baronum et militum, nobilium necnon et abbatum, priorum et clericorum multitudine copiosa, novem episcopi cum totidem comitibus* (Ibid., V, p. 5). — 1253 : *tota edicto regio convocata Angliae nobilitas* (Ibid., V, p. 373). — 1255 : *tenuit rex parliamentum suum apud Westmonasterium, convocatis ibidem episcopis, abbatibus et prioribus, comitibus et baronibus et totius regni majoribus* (Ann. Burton, p. 360). — 1257 : *parlamento generalissimo* (Mathieu de Paris, V, p. 625) ; *populoso valde* (Ibid., V, 624) ; *clero et populo in magna multitudine congregatis* (Ann. Burton, p. 386).

2. *The origin of the English Constitution*, p. 327.

de faire venir à Oxford, outre les chevaliers convoqués précédemment qui doivent se présenter avec leurs armes, les barons sans armes et quatre discrets chevaliers du comté « pour parler avec nous des affaires de notre royaume », M. Adams trouve simplement la preuve que « quelqu'un a eu l'idée en 1213, de demander que des discrets chevaliers de chaque comté fussent présents à l'endroit et au jour où devait se réunir le grand conseil »¹. Les cas de 1226 et de 1227 sont passés sous silence par M. Adams ; mais il discute un cas assez analogue, celui du Parlement d'octobre 1258, dans lequel quatre chevaliers par comté sont chargés également d'apporter au conseil du roi le résultat d'une enquête qu'ils ont dû faire sur la conduite des shériffs et sur les abus en général. Il conclut qu'il n'y a pas là trace de représentation et que, d'ailleurs, les chevaliers en question ont été, en 1258, nommés par le gouvernement².

Le précédent de 1254 est plus difficile à expliquer dans ce système, et M. Adams avoue que certaines expressions du bref (*ad providendum... quale auxilium nobis in tanta necessitate impendere voluerint*) laisseraient supposer au premier abord « que les chevaliers sont choisis en qualité de représentants, qu'ils discuteront ensemble et prendront une résolution au sujet de l'aide, quand ils seront réunis à Westminster ».

Mais, suivant lui, la fin du document prouve qu'il n'en

1. *The origin of the English Constitution*, p. 340-341.

2. *Ibid.*, p. 323.

est pas ainsi. Il y est dit que le shériff devra expliquer aux chevaliers et aux autres personnes du comté l'urgence de la situation et les décider à donner une aide convenable, de manière que les deux chevaliers envoyés à Westminster puissent « répondre avec précision à notre conseil au sujet de cette aide, au nom de chacun des comtés ». C'est, dit M. Adams, la preuve que la décision sera prise dans la cour de comté et que le rôle des envoyés se bornera à la faire connaître officiellement à Westminster. « Malgré les termes dont on s'est servi dans le writ adressé aux shériffs, l'idée moderne de représentation ne se trouve pas là, sauf en tant qu'elle peut être contenue dans une simple délégation de pouvoirs, les chevaliers parlant au nom du comté et faisant connaître officiellement sa décision ¹. »

Cette interprétation paraît à M. Adams d'autant plus vraisemblable que le bas clergé a reçu, lui aussi, l'ordre de faire connaître au conseil, par des personnes discrètes, la nature et le montant du subside qu'on lui demande d'accorder dans son assemblée ² : le rôle des délégués serait donc le même dans l'un comme dans l'autre cas.

Quant à la convocation de 1261, M. Adams fait remarquer que nous ne savons pas si les trois chevaliers qui avaient été convoqués par les barons à Saint-Alban et que le roi convoque à Windsor, ont été nommés par les barons^s ou élus par le comté ; que « nous ignorons si l'assemblée à laquelle ils doivent prendre part est un grand conseil ; que

1. *The origin of the English Constitution*, p. 320.

2. Voir plus haut, p. 41.

nous ignorons également de quoi au juste il sera question dans l'assemblée projetée ; en tout cas, il semble que leur participation aux affaires ne doive pas être très active, car on laisse entendre que l'objet principal de leur présence est de voir et de comprendre que le roi ne veut rien faire contre l'honneur et le bien du royaume ». Là encore, on ne saurait parler de représentation « dans le sens moderne du mot ». Cependant, « nous trouvons pour la première fois l'intention, de la part des barons du moins, de faire venir des chevaliers — choisis nous ne savons comment — dans le but de leur faire prendre part à une discussion qui aura lieu dans quelque assemblée centrale ; réduit à ces humbles proportions, le cas peut tout de même être regardé comme une étape vers le futur Parlement » ¹. Mais c'est seulement dans le bref de juin 1264 que l'on voit clairement apparaître une pensée nouvelle.

Nous croyons, quant à nous, qu'il est impossible de donner une date aussi précise pour l'origine de la représentation des « communes » dans le Parlement et que M. Adams a tiré de faits généralement exacts des conclusions qui ne le sont pas. Il nous semble qu'il a été, après tant d'autres, victime de l'illusion qui consiste à projeter dans le passé la Chambre des Communes moderne et à se figurer les députés du ^{xiii}^e siècle sur le modèle de ceux du ^{xv}^e ou même du ^{xx}^e. C'est une entreprise vaine que de chercher, au temps de Simon de Montfort, l'idée « moderne » de représentation.

1. *The origin of the English Constitution*, p. 325-326.

Nous ne savons pas si les quatre discrets chevaliers de chaque comté réclamés par Jean-sans Terre en 1213 étaient ou n'étaient pas élus. Probablement, ils ne l'étaient pas ; mais ce point n'avait pas pour les contemporains l'importance que nous sommes tentés de lui attribuer. Ce qui est à retenir, c'est que le roi, dès 1213, juge utile à ses intérêts de convoquer, outre ses barons, des chevaliers qu'il considère évidemment, en ce qui le concerne, comme représentant leur comté et avec lesquels il veut « parler des affaires du royaume ». Il y a dans ce petit fait le germe d'une politique que les successeurs de Jean-sans-Terre ne feront que développer.

De même, en 1226, en 1227, en octobre 1258, il ne s'agit évidemment pas de convocations « parlementaires », au sens où le mot sera pris plus tard ; mais il est probable que les contemporains ne firent pas une distinction bien nette entre le rôle des chevaliers qui vinrent, en 1227, exposer devant le conseil les querelles des comtés avec les shériffs au sujet des chartes et le rôle de ceux qui vinrent, en 1265, traiter avec le roi et son conseil (*nobiscum et cum consilio nostro*) ¹ de la mise en liberté du prince Edouard et des autres affaires du royaume.

Le cas de 1254 est particulièrement intéressant, parce qu'il montre clairement de quelle façon naît alors le sys-

1. Bref adressé au shériff d'York pour le paiement des dépenses des chevaliers (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35). — Les chevaliers des comtés de Shrewsbury et Stafford qui n'étaient pas venus sont convoqués de même *nobiscum et cum magnatibus qui sunt de consilio nostro...* (*Ibid.*, p. 36).

tème représentatif. L'idée « moderne » de représentation est absente : on ne songe pas et l'on ne songera pas de longtemps à nommer un député pour une longue période, avec pouvoir illimité de prendre des engagements au nom de ceux qu'il représente. Les régents essaient d'obtenir une aide de la petite noblesse et de la masse des hommes libres ; les délégués doivent être élus spécialement à cet effet, *ad hoc*¹, c'est-à-dire pour prendre un engagement sur ce point devant le conseil. Le shériff est chargé d'exposer la situation dans la cour de comté, non pas pour que la cour de comté prenne une décision finale, mais pour qu'elle discute la question et qu'elle choisisse des délégués qui soient disposés à faire les sacrifices nécessaires. Les délégués doivent être élus « à la place de tous et de chacun » (*vice omnium et singulorum*), recommandation qui serait bien inutile s'ils n'avaient, comme le veut M. Adams, qu'à transmettre au conseil une résolution arrêtée dans la cour de comté. Les régents écrivent au roi qu'ils vont avoir un entretien (*tractatum*) avec eux, ce qui serait inutile également si le conseil n'avait qu'à ratifier un fait accompli. En réalité, on espère que, grâce aux efforts des shériffs, les délégués recevront mandat de venir généreusement au secours du roi ; une fois réunis, le conseil leur exposera de nouveau les besoins du trésor et leur fera prendre un engagement ferme. Il faut qu'ils aient pouvoir pour répondre nettement (*præcise*), et qu'ils ne

1. La même expression se retrouve dans le bref de convocation pour le Parlement de juin 1264.

puissent se dérober — comme les Communes le feront encore en 1339¹ — en déclarant qu'ils ont besoin d'en référer à leurs électeurs.

On pourrait appeler ce système un système de « procuration », plutôt qu'un système « représentatif » proprement dit, et il fait songer aux méthodes employées en 1226 dans l'assemblée du clergé. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait de prendre un engagement pécuniaire. En 1226, le roi ayant fait demander par le Pape une aide à l'Eglise d'Angleterre, le chapitre de Salisbury, par l'intermédiaire de son évêque, exprime à l'archevêque de Cantorbéry son désir d'être représenté par des « procureurs ». L'archevêque consent à ce qu'un procureur vienne au nom du chapitre, et le chapitre nomme non pas un, mais deux délégués. Nous avons conservé les instructions données par le chapitre à ces délégués. Le chapitre juge qu'il est convenable de donner une aide au roi, si toutefois les délégués des autres chapitres sont du même avis. Il pense qu'un « vingtième » suffira (l'archevêque avait parlé d'un douzième ou d'un quatorzième). L'aide devrait, suivant les chanoines, être levée par un homme de confiance, choisi par le chapitre. Enfin les délégués ont mission de s'informer de ce qu'il faudra faire au cas où l'un des chanoines refuserait d'accepter ce qui a été décidé par la majorité du chapitre².

L'assemblée du clergé accorda un seizième.

1. Cf. *Rotuli Parliamentorum*, II, p. 104.

2. Wilkins, *Concilia*, I, p. 605. Les chanoines avaient fixé, comme maximum de la « taille », une taxe d'un sixième.

Il est fort possible que les délégués de 1254 aient reçu de vive voix ou aient emporté par écrit des instructions analogues. On voit ici presque tous les caractères du système représentatif à ses débuts : le nombre des délégués est indifférent ; les pouvoirs sont donnés pour un objet limité ; ces pouvoirs ont un caractère assez vague et ne lient pas absolument les procureurs puisque ceux-ci accordent un seizième au lieu d'un vingtième ; les droits de la majorité sont encore mal définis. On ne peut nier cependant que les délégués du chapitre de Salisbury aient été de véritables représentants du chapitre, et les chevaliers élus en 1254 par la cour de comté ont été de même de véritables représentants du comté.

M. Adams a été, selon nous, trop préoccupé de trouver dans les convocations antérieures à 1265 une « intention claire » et le « commencement d'une institution nouvelle ». Tous les faits concourent à nous montrer que les premières convocations des représentants des « communes » n'ont pas été le résultat d'un dessein prémédité de la part de la royauté. On ne s'est nullement proposé de fonder, à côté ou à l'intérieur du grand conseil, une assemblée inférieure, mais analogue, cependant, à celle des prélats et des barons. Lentement et presque inconsciemment, on a pris l'habitude de convoquer, devant le roi et son conseil, d'abord des chevaliers, représentants des comtés, puis des bourgeois, représentants des villes. On l'a fait pour les motifs les plus divers : pour leur demander des renseignements sur les forêts, pour connaître leurs doléances au sujet de l'administration des shériffs, pour leur deman-

der une aide, pour parler avec eux des affaires du royaume, pour leur faire approuver une nouvelle constitution. Si l'entrée de ces éléments nouveaux dans une assemblée dont la Grande Charte avait voulu faire une assemblée strictement féodale, ne paraît avoir causé aucun étonnement ni provoqué aucune protestation de la part du baronnage, ce n'est pas seulement parce que le roi a le droit de demander conseil à qui il veut, même en dehors de ses vassaux, mais aussi parce que les chevaliers et les bourgeois ne sont pas considérés à l'origine comme partie intégrante du grand conseil. Ce sont des délégués des « communes » que le roi consulte occasionnellement, que l'on renvoie le plus tôt possible, et qu'on ne reverra plus au prochain Parlement : ce ne sont pas, à proprement parler, des « conseillers » du roi.

Dans les conditions où le roi convoquait ces délégués, il était indifférent, la plupart du temps, qu'ils fussent désignés par lui, nommés par le shériff ou élus par la cour de comté ; l'important était qu'ils fussent suffisamment « discrets » pour donner devant le conseil les renseignements demandés. Parfois, lorsqu'il s'agit de prendre un engagement grave et précis au nom de tous, comme en 1254, on stipule qu'ils doivent être élus ; mais à l'ordinaire, élus ou non, on les regarde comme les représentants du comté. Ils se présentent devant le conseil, *pro comitatu*, comme ils ont accoutumé de le faire. Nous verrons qu'on ne se disputait guère cet honneur et que la régularité des élections n'intéressait qu'à un faible degré les électeurs et les élus.

III

LES PARLEMENTS D'ÉDOUARD I^{er}

On ne saurait dire avec certitude si des Parlements semblables à celui de 1265 ont été convoqués pendant les dernières années du règne de Henri III, c'est-à-dire de 1265 à 1272. Il se peut que les conseillers du roi et surtout son fils, le prince Edouard, aient aperçu de bonne heure le parti que la royauté pouvait tirer de ces convocations et que quelques-uns des « grands » Parlements mentionnés par les chroniqueurs¹ aient compté parmi leurs membres des représentants des communes.

Un des cas où cette convocation est le plus probable est celui du Parlement de l'octave de la Saint-Martin (18 novembre), en 1267, dans lequel Henri III promulgua l'important statut de Marlborough. Le roi promulgue ce statut « après avoir convoqué les plus discrets du royaume, tant parmi les plus grands que parmi les moindres » (*tam de majoribus quam de minoribus*)²; la même expression se retrouve dans le préambule du statut de Gloucester, en 1278³. On est tenté de croire que des chevaliers, tout

1. Cf. *Ann. Waverley*, p. 371; *Ann. Winton.*, p. 108; *Chr. Th. Wykes*, p. 221.

2. *Statutes*, I, p. 19.

3. V. plus loin, p. 97.

au moins, assistèrent à ces deux Parlements ; le texte du bref du 26 décembre 1274, où Edouard I^{er} ordonne qu'on lui envoie de chaque comté 4 chevaliers « parmi les plus discrets dans la loi », prouve que le roi consultait à l'occasion les chevaliers sur les questions juridiques où l'on pouvait profiter de l'expérience qu'ils avaient acquise dans la cour de comté.

Un autre Parlement, celui d'octobre 1269, a peut-être renfermé des représentants des villes. La chronique de Thomas Wykes¹ nous apprend que le roi fit convoquer pour le 13 octobre « tous les prélats et les grands d'Angleterre ainsi que les personnages les plus importants de toutes les cités et de tous les bourgs de son royaume » et qu'ils assistèrent à la translation solennelle des reliques de Saint Edouard. Le chroniqueur ajoute que, la cérémonie terminée, les « nobles » (*nobiles*) commencèrent à traiter dans un Parlement, suivant la coutume, des affaires du roi et du royaume² ; l'assemblée promit au roi un vingtième des biens mobiliers des laïques. Les grands personnages des villes (*civitatum pariter et burgorum potentiores*) ont-ils été convoqués seulement pour la cérémonie et sont-ils retournés chez eux sans prendre part au Parlement ? Nous ne le croyons pas. On verra par ce qui s'est passé plus tard en 1282 et aussi en 1294, à quelle série de négociations longues et pénibles le roi se trouvait

1. Chr. Th. Wykes (dans *Ann. monastici*, IV), p. 226.

2. *Cœperunt nobiles, ut assolent, parliamentationis genere de regis et regni negotiis pertractare* (*Ibid.*, p. 227).

parfois réduit lorsqu'il voulait obtenir quelque argent des villes du royaume. Il est peu vraisemblable que personne n'ait songé à profiter de la présence des « plus puissants » d'entre les bourgeois pour les faire participer officiellement au don du vingtième¹. Quant aux chevaliers des comtés, des termes comme ceux de *nobiles*, *majores* et même *magnates* sont assez généraux pour les comprendre, étant donné surtout que nous n'avons pas affaire ici à un document officiel.

Il n'est pas impossible non plus que des représentants des communes aient assisté au Parlement de Pâques en 1270, ou à celui de juillet dans la même année. Dans une lettre datée du 4 août, à Windsor, le roi fait savoir qu'il devait partir pour la croisade, avec son fils Edouard, mais qu'il a dû renoncer à accomplir son vœu, parce qu'il n'a pas semblé bon « aux prélats, aux grands et à la communauté du royaume » que le roi et son fils fussent absents tous les deux en même temps². D'autre part, les *Annales de Winchester* parlent du Parlement réuni quinze jours après Pâques « pour traiter du vingtième », comme d'un « Parlement de tous les grands d'Angleterre », ce qui paraît indiquer une assemblée exceptionnellement nombreuse. Mais, comme les brefs de convocation manquent, on ne peut malheureusement interpréter avec certitude des expressions aussi vagues.

1. D'après Barthélemy de Cotton, *Historia Anglicana* (Rolls S.), p. 144-145, le vingtième fut discuté, mais accordé seulement l'année suivante.

2. *Fœdera*, I, p. 485.

Le règne d'Edouard I^{er} s'ouvre par une grande assemblée qui fut réunie, en l'absence du roi, à la Saint-Hilaire de janvier 1273 (13 janvier). On y avait convoqué non seulement « les archevêques et les évêques, les comtes et les barons, les abbés et les prieurs », mais encore « quatre chevaliers de chaque comté et quatre personnes de chaque cité »¹. On y acheva de prendre les dispositions nécessaires pour organiser la régence jusqu'au retour d'Edouard, et l'assemblée prêta le serment de fidélité au nouveau roi. C'est sans doute pour cette cérémonie plutôt que pour discuter les affaires de l'Etat qu'avaient été convoqués les délégués des comtés et des villes ; ce Parlement exceptionnel mérite cependant d'être signalé à divers titres, et en particulier parce qu'il montre, d'une façon certaine, que la tradition établie par Simon de Montfort ne s'est pas interrompue pendant les dix années qui séparent le Parlement de janvier 1265 du Parlement d'avril 1275.

Les convocations parlementaires faites par Edouard I^{er} commencent, à proprement parler, avec le grand Parlement d'avril 1275. Entre ce Parlement et celui de Carlisle, tenu en janvier 1307, quelques mois avant la mort du roi, celui-ci a réuni un nombre très considérable de Parlements, de composition très diverse. L'histoire constitutionnelle de son règne, telle qu'elle a été exposée par Stubbs, paraissait cependant présenter la plus grande

1. *Ann. Winton.*, p. 113.

unité. Elle se divisait nettement en deux périodes : avant 1295, la période des essais, où le roi hésite encore entre l'ancienne conception du Parlement et la nouvelle ; après 1295, la période des grands Parlements ou Parlements d'Etats, où il convoque, dans les cas importants du moins, les représentants des Communes et ceux du bas clergé, conformément au « modèle » créé en 1295. La politique d'Edouard I^{er} se développait ainsi régulièrement, depuis le commencement jusqu'à la fin du règne, avec une seule interruption : la crise de 1297. La découverte des brefs qui convoquent des chevaliers et des bourgeois au Parlement d'avril 1275 est venue bouleverser l'harmonieuse simplicité de ce système. Elle a montré que les innovations d'Edouard I^{er} se rattachent beaucoup plus étroitement qu'on ne l'avait supposé aux précédents antérieurs ; mais elle a rendu plus difficile de donner de sa politique une explication satisfaisante. Le Parlement de 1295 ne peut plus être regardé comme le point d'aboutissement d'une politique d'expériences constitutionnelles poursuivie pendant vingt ans, puisque sa composition ne diffère que sur un point — la présence des délégués du bas clergé — de la composition du premier Parlement du règne. D'autre part, comment se fait-il qu'après avoir réuni un Parlement tout semblable aux futurs Parlements « modèles », Edouard I^{er} ait cessé pendant vingt ans de convoquer des assemblées de cette nature, pour y revenir ensuite à la fin de son règne ?

Avant de rechercher quelles sont les idées directrices

qui peuvent avoir conduit la politique d'Edouard I^{er} au milieu de variations en apparence presque incompréhensibles, il nous faut tout d'abord étudier ces variations elles-mêmes. Nous consacrerons donc ce chapitre à l'examen détaillé des divers Parlements d'Edouard I^{er}, et particulièrement de ceux où la présence des députés des communes est certaine ou seulement probable.

*
* *

On a longuement discuté, jusqu'en 1910, sur la composition du « fameux et solennel ¹ » Parlement d'avril 1275, où fut promulgué ce « premier statut de Westminster » qui est à lui seul presque un code. Le texte du statut porte que ces « établissements » ont été faits au premier Parlement d'Edouard I^{er}, « par sun conseil e par le assentement des erceveskes, eveskes, abbés, priurs, contes, barons e la communauté de la tere ileokes somons » ² ; ces derniers mots pouvaient faire supposer que des représentants de la « communauté de la terre » avaient été réellement présents. D'autres indices conduisaient à la même conclusion ; mais, par contre, un bref adressé par le roi aux juges du comté de Chester parlait du statut de Westminster comme ayant été fait « par le commun conseil des prélats et des grands du royaume » ³, sans mentionner le con-

1. *Chr. Th. Wykes*, p. 263.

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 26.

3. *Statutes of the Realm*, I, p. 39.

sentement de la « communauté ». Un doute subsistait donc, car le seul bref de convocation dont on possédât le texte était celui qui avait été envoyé à l'archevêque de Cantorbéry ¹.

La découverte dans la Tour de Londres du bref adressé au shériff du comté de Middlesex, et dans la chapelle du Pyx, à Westminster, de fragments plus ou moins longs des brefs adressés à quatre autres shériffs (Bedfordshire, Buckinghamshire, Surrey et Sussex, Wiltshire) ainsi que des listes de chevaliers et de bourgeois pour un certain nombre de comtés (les 6 comtés précédemment nommés, Somerset et Dorset, Warwickshire et Leicestershire) ont mis fin à cette incertitude. Le texte de ces documents a été publié par M. Jenkinson dans l'*English Historical Review* d'avril 1910 ². Ce sont les premières « semonces » parlementaires dont on ait les originaux.

Le bref adressé au shériff du Middlesex est le seul qui soit complet. Il est daté de Woodstock, le 26 décembre [1274]. Le début en est le même que celui du bref adressé le lendemain à l'archevêque de Cantorbéry : le roi annonce que, pour certaines raisons, il a prorogé au lendemain de Pâques closes (22 avril) le « Parlement général » qu'il avait l'intention de tenir à Londres quinze jours après la Purification (16 février). Vient ensuite l'ordre donné

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 36. Bref daté de Woodstock, 27 décembre [1274], prorogeant au 22 avril 1275 le Parlement primitivement fixé à quinze jours après la Purification.

2. P. 231 sq. (*The first Parliament of Edward I*).

au shériff de « faire venir en ce lieu » (*venire jacias ibidem*) le lendemain de Pâques closes « pour traiter avec les grands de notre royaume des affaires dudit royaume » quatre chevaliers parmi les chevaliers de son comté « les plus discrets dans la loi » (*de discreciolibus in lege militibus*), et aussi « de toutes les cités, bourgs et villes de marché » de son bailliage, « six ou quatre citoyens, bourgeois ou autres prud'hommes ». Comme plusieurs autres « semonces » de cette période primitive (celles de 1254 et de 1264, par exemple), le bref sert à plusieurs fins ; il contient, à la suite de la convocation, l'ordre au shériff d'avoir à faire tenir sans retard à diverses personnes du comté des lettres qui leur sont destinées. Ces lettres étaient, suivant toute apparence, relatives au paiement de certaines sommes qui étaient dues au roi ¹. Enfin dans la conclusion du bref, on rappelle au shériff de ne pas oublier les ordres qu'il a reçus et de faire connaître au roi pour la date fixée de quelle manière il s'est acquitté du mandat dont on l'avait chargé.

Les listes, malheureusement en assez mauvais état de conservation, qui ont été publiées par M. Jenkinson pour les dix comtés cités plus haut, sont celles-là même que les shériffs ont envoyées à Westminster pour se conformer à cet ordre du roi. Elles présentent certaines particularités qui ne se retrouvent pas dans les Parlements de la fin du règne. Bien que le nombre des chevaliers doive être, aux

1. Jenkinson, *loc. cit.*, p. 235 et 240.

termes du bref, de 4 par comté, les comtés de Bedford et de Buckingham qui n'ont qu'un seul shériff n'ont envoyé que 4 chevaliers pour les deux comtés¹ ; il en est de même des comtés de Warwick et de Leicester, tandis qu'au contraire le shériff de Surrey et Sussex fait connaître les noms de 4 chevaliers pour chacun de ses comtés. Les villes convoquées par les shériffs sont exceptionnellement nombreuses ; il est évident que l'on a interprété les mots *villae mercatoriae* dans le sens le plus large². Dans le comté de Warwick, cinq des villes convoquées (Alcester, Birmingham, Colehill, Eaton, Stratford) n'enverront plus de députés désormais avant l'époque moderne, et une sixième (Tamworth) ne recommencera à en envoyer qu'en 1584. Toutes les villes pour lesquelles nous possédons la liste des députés se sont contentées de 4 délégués, et même, pour l'une d'entre elles (Crickelade, dans le Wiltshire), le bailli de la « liberté » où elle est située n'a transmis que 3 noms au shériff, qui constate le fait³. Dans certains comtés (Bedford et Buckingham, Surrey et Sussex, Wilts-

1. Pour ces deux comtés, les noms des 4 chevaliers qui sont écrits au verso du bref ne sont pas les mêmes, à une exception près, que ceux qui sont portés sur la liste (Cf. Jenkinson, *loc. cit.*, p. 236-237). Il est possible que les premiers candidats n'aient pas été élus ou que les délégués choisis d'abord n'aient pas accepté.

2. Peut-être a-t-on pris ces mots non pas dans le sens de « villes de marché », mais dans celui de « villes de marchands ». M. Jenkinson n'est pas sûr qu'il n'y ait pas *mercatorum* sur quelques-uns des *returns*. On peut remarquer que la « nouvelle coutume » sur la laine et le cuir est accordée à la prière des « communes de marchands » (*Parl. Writs*, I, p. 1).

3. Jenkinson, *loc. cit.*, p. 242.

hire), le nom de chacun des députés, chevaliers ou bourgeois, est accompagné du nom des deux cautions (*manu-captores*) qui se portent garants de sa venue au Parlement ; il ne semble pas qu'il y ait eu de cautions dans les cinq autres comtés.

Le texte même du bref diffère sur des points importants de ceux qui l'ont précédé et de ceux qui vont le suivre. Les villes ne sont pas convoquées par citation directe, comme elles l'avaient été pour le grand Parlement de 1265 ; la « semonce » générale est adressée au shériff qui, suivant toute apparence, choisit lui-même les villes à convoquer, conformément aux termes de la « semonce ». C'est la méthode qui sera désormais employée pour tous les grands Parlements d'Edouard I^{er}, sauf pour le Parlement de la Saint-Michel, en 1283.

Chevaliers et bourgeois sont convoqués « pour traiter avec les grands des affaires du royaume » (*ad tractandum una cum magnatibus regni nostri de negociis ejusdem regni*) ; la formule est presque la même que celle qui termine le bref adressé à l'archevêque de Cantorbéry : *ad tractandum et ordinandum una cum prelatibus et magnatibus regni nostri de negociis ejusdem regni*. A cet égard, les brefs de 1275 ressemblent à ceux de 1265. Les termes dont on se servira plus tard (*ad faciendum quod tunc de communi consilio ordinabitur*) paraissent rabaisser singulièrement le rôle des représentants des communes ; mais il est probable que l'on aurait tort de tirer de cette différence des conclusions exagérées.

On peut remarquer aussi que, pas plus que les brefs du grand Parlement de 1265, ceux du grand Parlement de 1275 n'ordonnent de « faire élire » les délégués, mais seulement de les « faire venir ». Le shériff du Middlesex reprend la même formule : *venire feci coram vobis*. Il est vraisemblable cependant que les chevaliers ont été élus, comme ils le furent quelques mois plus tard, pour le Parlement d'octobre 1275 ; quand aux bourgeois, ils furent certainement désignés par les « communautés » des villes, mais nous ne saurions dire précisément de quelle façon.

En convoquant ce grand Parlement, le roi s'était proposé un double but. On devait sans doute discuter les « établissements » qui avaient été préparés par le conseil et qui formèrent le premier statut de Westminster ; c'est probablement pour cette raison que les chevaliers envoyés par les comtés devaient être « experts dans la loi » (*de discreciolibus in lege*). Quant aux bourgeois, ils avaient été convoqués pour une tout autre raison. Edouard I^{er} se rendait compte qu'une des causes de faiblesse les plus graves pour le gouvernement royal en Angleterre était l'insuffisance des revenus réguliers, qui mettait le roi à la merci des prélats et des barons. Il avait résolu de s'entendre avec les marchands pour l'établissement d'une taxe permanente sur la laine et le cuir exportés hors du royaume. Cette taxe, la « nouvelle coutume », fut effectivement accordée « par touz les granz del realme e par la priere des comunes de marchanz de tot Engleterre¹ ».

1. *Parl. Writs*, éd. Palgrave, I, p. 1 (règlement pour la percep-

Les représentants des villes ne furent pas appelés au Parlement d'octobre 1275 ; mais, bien que les chroniqueurs ne nous parlent que des grands ¹, les chevaliers des comtés y assistèrent. Un bref adressé au shériff du comté de Kent fut découvert au moment où l'on préparait la publication de la liste des membres de la Chambre des Communes qui parut comme document parlementaire en 1878. « Comme nous avons ordonné, y est-il dit, aux prélats et aux grands de notre royaume d'être présents au Parlement que nous tiendrons, avec la permission de Dieu, à Westminster, quinze jours après la Saint Michel prochaine [13 octobre], pour y discuter avec nous tant sur l'état de notre royaume que sur certaines de nos affaires que nous leur ferons connaître, et comme il est utile que deux chevaliers dudit comté, parmi les plus discrets et loyaux du même comté, soient présents audit Parlement ; pour ces motifs, nous t'ordonnons de faire élire en pleine cour de comté, par l'assentiment du même comté (*in pleno comitatu tuo de assensu ejusdem comitatus eligi facias*) lesdits deux chevaliers et de les faire venir jusqu'à nous à Westminster, au nom de la communauté dudit comté (*pro communitate*

tion de la coutume). Une lettre adressée au shériff du comté de Gloucester mentionne également « l'assentiment des grands et la volonté des marchands » (*Ibid.*, p. 2). Une autre lettre du roi dit que la « coutume a été concédée » par les prélats, les grands et toute la communauté des marchands du royaume (*Ibid.*, p. 3). Cf. aussi la lettre du comte de Pembroke, *ibid.*, p. 3. — Ce n'est pas la dernière fois qu'Edouard I^{er} s'adressera aux marchands dans des circonstances semblables.

1. Cf. *Chron. Th. Wykes*, p. 265 ; *Ann. Winton.*, p. 119.

dicti comitatus) pour y traiter (*ad tractandum*) avec nous et avec les susdits prélats et grands des affaires susdites. Et n'omet pas de le faire .. ¹. »

Les « certaines affaires » que le roi voulait faire connaître avaient trait à une demande d'argent. Les personnes présentes au Parlement accordèrent un quinzième des biens mobiliers, « volontairement ou malgré eux », dit la chronique de Thomas Wykes, et nous voyons le roi charger quelques jours plus tard deux personnes de faire, sous la direction du doyen de Salisbury, l'estimation des biens mobiliers pour l'assiette du quinzième accordé « par les prélats, les comtes et tous les autres du royaume », dans les comtés de Devon et de Cornouailles ².

Dans les années suivantes, le Parlement ne paraît avoir été composé que des conseillers ordinaires du roi, auxquels étaient probablement adjoints, dans les cas les plus importants, un certain nombre de prélats et de grands seigneurs, spécialement convoqués. Le statut *de bigamis* est fait « à Westminster, au Parlement après la fête de Saint-Michel,

1. Le texte du bref est dans Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 234, n. 5. Il est daté de Chester, 1^{er} septembre. Au verso sont les noms des deux chevaliers élus, sans *manu captos*.

2. *Parl. Writs*, I, p. 3 (24 octobre). Le 3 novembre 1275 (*Parl. Writs*, I, p. 4) le roi demande aux archevêques, évêques, abbés, prieurs, comtes, barons, chevaliers, hommes libres et à tous ses autres fidèles du comté de Chester de lui accorder aussi un quinzième. — Le roi avait également essayé d'obtenir du clergé une aide sur les bénéfices « spirituels » ; mais les évêques ne s'engagèrent pas et promirent seulement de réunir leur clergé à Pâques (*Chr. T. Wykes*, p. 265-266).

la quatrième année du roi Edouard » (1276); ce Parlement, d'après un autre passage du statut, n'est pas autre chose que le conseil du roi, car on nous dit que « ces constitutions » ont été préparées par un certain nombre de personnes « et ensuite entendues et publiées devant le roi et son conseil » ¹.

Le statut de *justiciis assignandis* ou « statut de Rageman », promulgué au même Parlement, est « accordé par nostre seignur le Rey et par soun conseil » ². Au commencement du statut de Gloucester, qui fut promulgué en 1278, au Parlement de la Saint-Jean-Baptiste, on déclare que le roi a fait appeler « les plus descresz de son regne, ausi bien des greindres cum des meindres » ³, ce qui peut être une allusion à la présence des chevaliers des comtés. Mais quelques années plus tard, lorsque le roi rappelle, dans le préambule du second statut de Westminster (1285) la promulgation du statut de Gloucester, il mentionne seulement la présence des prélats, des comtes, des barons et du conseil lors de cette promulgation ⁴. Un autre statut, l'important statut de *viris religiosis*, promulgué en 1279, au Parlement de la Saint-Michel, est fait « sur le conseil des prélats, comtes et autres fidèles de notre royaume faisant partie de notre con-

1. *Statutes of the Realm*, I, p. 42-43.

2. *Ibid.*, I, p. 44.

3. *Ibid.*, I, p. 45.

4. *Convocatis prelatis, comitibus, baronibus et consilio suo* (*Statutes*, I, p. 71).

seil » ¹. Un Parlement où la présence des chevaliers des comtés pourrait être soupçonnée est celui de la Saint Jean-Baptiste, 1281, qui fut tenu à Worcester et dans lequel fut décidée la grande expédition contre les Gallois. Dans le bref par lequel il convoque l'année suivante les assemblées d'York et de Northampton, le roi laisse entendre, en effet, que la pacification du pays de Galles a été résolue « sur le conseil des principaux (*procères*) et des grands du royaume et aussi de toute la communauté dudit royaume » ². Mais l'expression est peu précise, et il faut attendre jusqu'à l'année 1282 pour être certain de la convocation des représentants du « commun » à un nouveau Parlement, ou plutôt à des assemblées qui, dans des circonstances exceptionnelles, tinrent lieu de Parlement.

Le roi était alors engagé dans la conquête du pays de Galles et avait le plus grand besoin d'argent. En 1279, il imposa à tous ceux qui ne l'avaient pas suivi à l'armée un écuage de 40 sous par fief de chevalier ³. Des considérations financières n'avaient point été étrangères à la promulgation du statut de Gloucester en 1278 ; les détenteurs de « franchises » durent faire connaître leurs titres, et les enquêtes de *quo warranto* eurent des amendes pour conséquence. En 1278 également, le roi décida, contrairement à tous les usages féodaux, que tous ceux qui avaient

1. *Statutes of the Realm*, I, p. 51.

2. *Parl. Writs*, I, p. 10.

3. *Chr. T. Wykes*, p. 274, 291 ; *Madox, Exchequer*, p. 449, donne le bref de perception (16 février 7^e ann. Ed. I).

une terre d'un revenu annuel de 20 livres ou plus, ou un fief de chevalier valant 20 livres ou plus par an, sans distinction de tenure, devaient se faire armer chevaliers avant la Noël ; cette mesure, qui fut confirmée en 1279, valut au Trésor de nouveaux bénéfices par suite des amendes imposées ¹. Le roi compléta plus tard ces dispositions en ordonnant à tous ceux qui avaient un revenu de 30 livres ou plus de se procurer un cheval d'armes et une armure, ce qui fut l'occasion des nouvelles amendes ². Le clergé fut mis également à contribution : en 1279, le roi avait obtenu du clergé de la province d'York un quinzième pour deux ans, et en 1280, il obtint, après une vive résistance, un dixième pour trois ans de la province de Cantorbéry ³.

Ces ressources étaient cependant insuffisantes, et au mois de juin 1282, Edouard I^{er} envoya Jean de Kirkby, qui devint plus tard son Trésorier, négocier une aide dans les provinces. Jean de Kirkby était porteur de lettres qui l'accréditaient auprès des shériffs des comtés, des maires, baillis et bourgeois des villes, des abbés et prieurs des monastères, des doyens et des chapitres, etc. On y disait qu'il était chargé de faire connaître sans retard « la réponse et la volonté » des intéressés relativement à l'aide demandée. Une lettre semblable, mais où cette dernière phrase était

1. *Parl. Writs*, I, p. 214, 219 (26 juin 1278 et 12 mars 1279).

2. *Parl. Writs*, I, p. 226 (26 mai et 22 juin 1282).

3. *Ann. Osney*, p. 286 ; *Wilkins, Concilia*, II, p. 37, 41, 42.

supprimée, accréditait Jean de Kirkby auprès des deux archevêques et de l'évêque de Norwich ¹.

Certaines villes se laissèrent sans doute séduire, car nous avons une lettre du 28 octobre dans laquelle le roi remercie chaleureusement les habitants de Hereford du « subside courtois » qu'ils lui ont promis. Une autre lettre, du 20 décembre, adressée aux shériffs des comtés et aux magistrats des villes leur demande de faire lever l'aide négociée par Jean de Kirkby et de recevoir le clerc envoyé à cet effet ². Il est probable néanmoins que la venue de Jean de Kirkby fut accueillie en général avec froideur, car le roi jugea nécessaire de changer de méthode. Par des brefs datés de Rhuddlan dans le pays de Galles, le 24 novembre 1282, et adressés aux deux archevêques, il les chargea de convoquer à York pour la province ecclésiastique d'York, à Northampton pour celle de Cantorbéry, les évêques leurs suffragants, les abbés des monastères et les procureurs des doyens et chapitres et des églises collégiales, « pour entendre et faire ce que nous vous ferons montrer, à vous et à eux, dans l'intérêt de la chose publique, et pour nous prêter conseil et appui ». Des brefs datés du même endroit et du même jour et adressés aux shériffs leur prescrivent de convoquer à Northampton ou à York, suivant le cas, tous ceux qui ont des terres de plus de 20 livres de revenu, qui sont capables

1. *Parl. Writs*, I, p. 384 (19 juin 1282).

2. *Ibid.*, I, p. 387.

de porter les armes et qui ne sont pas avec le roi dans le pays de Galles ; en outre, le shériff doit envoyer quatre chevaliers par comté et deux hommes par cité, bourg ou ville de marché, avec pleins pouvoirs, « pour entendre et faire ce que nous leur ferons montrer de notre part » (*ad audiendum et faciendum ea que sibi ex parte nostra faciemus ostendi*) ¹. La date de la réunion était fixée à l'octave de la Saint-Hilaire (20 janvier 1283). La noblesse n'était pas convoquée ; la plupart des grands seigneurs accompagnaient le roi dans son expédition.

La convocation de ces deux assemblées avait pour objet une demande d'argent : les brefs sont notés, en marge du rôle, *de subsidio petendo*. Sous des prétextes divers ², le clergé se refusa dans l'une et l'autre assemblée à prendre aucun engagement précis ; mais les laïques promirent à Northampton un trentième de leurs biens mobiliers, à condition que les barons donneraient aussi un trentième. Des brefs du 28 février 1283 nomment deux personnes par comté pour faire l'assiette de la taxe, attendu que « par l'intermédiaire de quatre chevaliers envoyés à Northampton au nom de la communauté du comté vous nous avez concédé une aide à cause de notre expédition dans

1. *Parl. Writs*, I, p. 10.

2. Une des raisons fut que le bas clergé n'était pas représenté et que la convocation avait été faite irrégulièrement. Cf. *Parl. Writs*, I, p. 11 : l'archevêque de Cantorbéry écrit à l'évêque de Londres qu'il n'a pas été possible à Northampton de donner une réponse aux envoyés du roi, *tum propter absenciam maxime partis cleri tunc temporis modo debito non vocati. tum propter alia diversa*.

le pays de Galles, suivant ce que les grands nous donneraient... et que lesdits grands, sachant que les chevaliers des autres comtés de notre royaume envoyés audit endroit au nom de la communauté du comté avaient accordé... une aide d'un trentième, ont consenti à une aide semblable ». Dans les brefs adressés au shériff d'Essex et aux shériffs de 21 autres comtés, le roi ajoute que, sur la demande des quatre chevaliers, il a décidé que ceux qui ont des terres de plus de 20 livres de revenu contribueraient avec les autres, « en commun », à la donation du trentième ¹.

Quant à l'assemblée d'York, un bref du 1^{er} février 1283 nomme deux personnes « pour ordonner et disposer en notre nom et à notre usage des *services* que les chevaliers, hommes libres, communautés et tous les autres de chacun des comtés au-delà de la Trent nous ont accordés à York à notre demande » ². Ces « services » comprenaient sans doute la concession du trentième, car le trentième fut perçu au Nord de la Trent comme au Sud. Des commissions furent délivrées le 18 mars 1283 pour asseoir et percevoir la taxe dans les comtés de Cumberland, Lancastre, Northumberland, Westmoreland et York ³. Il n'y eut d'exemptés du trentième que les « prodes hommes » du royaume avaient « franchement grantee de ceder le Rey per la resum de sa gere de Wales » que les biens propres

1. *Parl. Writs*, I, p. 13.

2. *Ibid.*, I, p. 11.

3. *Ibid.*, I, p. 14.

de certains grands seigneurs qui étaient avec le roi et ceux de leurs vilains ; mais on déduisit des sommes dues par les citoyens, bourgeois, hommes de religion et autres qui avaient fait aide au roi par Jean de Kirkby, le montant versé par eux précédemment ¹.

Ces assemblées ne sont pas sans analogie avec celle de 1254, dont nous avons parlé plus haut. Comme en 1254, on aperçoit ici comment le roi s'est trouvé amené, pour éviter une perte de temps considérable et de longues discussions, à convoquer ensemble les représentants des comtés et des villes. On peut remarquer aussi que l'assimilation des députés des villes aux représentants des comtés est plus complète dans les assemblées de 1283 qu'elle ne le sera dans les Parlements de la fin du xiii^e siècle et du commencement du xiv^e ; les villes, comme les comtés, s'engagent pour un trentième, tandis que plus tard l'aide accordée par les villes sera presque toujours supérieure à celle qui est consentie par les chevaliers et les barons.

Dans la même année 1283, le roi tint un Parlement à Shrewsbury, sur la frontière du pays de Galles, pour juger le prince gallois David, accusé de trahison. Le clergé ne fut pas convoqué, sans doute parce qu'il s'agissait d'un procès criminel. Des brefs de convocation furent envoyés à 11 comtes, 99 barons et 19 juges ou fonctionnaires. Les shériffs eurent l'ordre de faire élire deux chevaliers par comté, et vingt et une des principales villes du royaume

1. *Parl. Writs*, I, p. 11.

reçurent directement un bref de convocation pour deux bourgeois à élire¹. Ces brefs, qui sont rédigés en termes presque identiques, énumèrent longuement les méfaits des Gallois et insistent sur l'ingratitude de David ; le roi termine en ordonnant aux personnes convoquées de venir le trouver à Shrewsbury le lendemain de la Saint-Michel « pour parler avec nous de cela et d'autres choses » (*nobiscum super hoc et aliis locuturi*)².

La présence des chevaliers s'explique assez bien par le rang du criminel qui devait être jugé « en plein Parlement » et qui fut en effet jugé de cette manière par une commission de juges nommée dans ce but ; on voulait rendre le jugement aussi solennel que possible. La convocation des délégués de certaines villes est beaucoup plus singulière. Il est vrai qu'après le supplice de David, qui fut pendu, puis écartelé, les quatre morceaux de son corps furent remis aux représentants de quatre villes situées aux quatre points cardinaux de l'Angleterre, pour les exposer sur leurs murailles ; les députés de Londres emportèrent la tête³. On hésite à croire cependant que là ait été le principal motif de cette convocation, et l'on est porté à

1. Les villes convoquées sont Londres, Winchester, Newcastle, York, Bristol, Exeter, Lincoln, Cantorbéry, Carlisle, Norwich, Northampton, Nottingham, Scarborough, Grimsby, Lynn, Colchester, Yarmouth, Hereford, Chester, Shrewsbury, Worcester. Ni la ville ni le comté de Chester ne sont convoqués aux autres Parlements d'Édouard I^{er}.

2. *Parl. Writs*, I, p. 15-16 (28 juin 1283).

3. *Ann. Osney*, p. 294.

supposer qu'elle se rattache plutôt à la préparation du « statut des marchands » qui fut promulgué par le roi à ce moment, non plus à Shrewsbury, mais à Acton Burnell¹. Le texte du statut dit seulement que « le rei par lui et par sun conseil ad ordiné e establi² », mais l'omission des délégués des villes dans une circonstance semblable ne peut passer pour extraordinaire. D'après les *Close Rolls*, le texte du statut fut délivré aux maires d'York, Bristol, Lincoln, Winchester et Shrewsbury³.

De 1283 à 1290, les Parlements ne paraissent avoir été composés que du conseil, des barons et du haut clergé, suivant l'ancien usage. Le second statut de Westminster, de 1285, est promulgué « par le roi à Westminster, dans son Parlement, après Pâques⁴ ». Les représentants des comtés et des villes n'avaient sans doute pas été convoqués à ce Parlement, car il n'est pas fait mention de leur présence lors de la confirmation des Chartes. On nous dit

1. Il est difficile de dire si ce statut fut fait à Acton Burnell ou à Shrewsbury. D'après le texte du statut, il est « donee a Actone Burnel le duzim jor de octobre en l'an de nostre regne unzime » (*Statutes*, I, p. 54). Un statut de 1285 (*Statutes*, I, p. 98) parle du statut des marchands comme ayant été fait par le roi et son conseil « a sun parlement qe il tint a Actone Burnell apres la Seint Michel le an de sun regne unzime ». D'autre part, les *Statutes* (I, p. 53) donnent d'après *Lib. Scac. Westm. X. fol. XL*, un titre ainsi conçu : « Les estatuz de Slopbury ke sunt appele Actone Burnel. Ces sunt les estatuz fez at Salopsebur, al parlement prochein apres la fete Seint Michel, l'an del regne le rey Edward fiz le rey Henry unzime. »

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 53.

3. *Statutes*, I, p. 54 ; *Calendar of close rolls, 1279-1288*, p. 244.

4. *Dominus Rex in parlamento suo post Pascha anno regni sui tercio decimo apud Westmonasterium... statuta edidit* (*Statutes*, I, p. 71).

seulement que le roi confirma la Grande Charte et la Charte de la forêt, après en avoir conféré avec son conseil et « à la prière de diverses personnes de son royaume, aussi bien prélats, religieux et autres ecclésiastiques que comtes, barons et autres séculiers ou laïques ¹ ». Quant au statut de Winchester qui fut promulgué dans cette même année 1285, probablement au Parlement d'octobre, il est fait entièrement au nom du roi qui « commande » et qui ne fait aucune allusion ni à la présence des grands ni même à l'intervention du conseil ². Le roi ne tarda pas d'ailleurs à quitter l'Angleterre pour la Gascogne où il resta trois ans, du mois de mai 1286 au mois d'août 1289. En son absence, le conseil continua peut-être à se réunir aux dates ordinaires, à recevoir les pétitions et à expédier les affaires judiciaires qui lui étaient réservées, mais nous n'avons pas de documents officiels pour cette période. Nous savons seulement qu'au Parlement de la Chandel- leur 1289, le roi fit demander par Jean de Kirkby, son trésorier, une aide « des comtes et des barons, et même, en général, de tous les habitants du royaume », et que le comte de Gloucester répondit au nom de l'assemblée qu'ils ne donneraient rien tant qu'ils ne verraient pas la face du roi en Angleterre. Le trésorier se mit alors à « tailler » très durement « les cités et les bourgs et les domaines du roi par tout le royaume ³ ».

1. *Rot. Parl.*, I, p. 225 ; *Statutes*, I, p. 104.

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 96.

3. *Chr. Th. Wykes*, p. 316.

A partir de l'année 1290, les documents publiés dans les *Rotuli Parliamentorum* et dans les *Parliamentary Writs* : convocations parlementaires, réponses des shériffs, pétitions au roi en son Parlement, comptes-rendus des affaires jugées en Parlement, *coram rege*, brefs nommant les personnes chargées de la perception des aides accordées par le Parlement, règlements pour cette même perception et *memoranda* de toute nature, nous permettent de suivre avec plus de détails le développement de l'activité parlementaire et les modifications apportées par le roi à la composition de ses Parlements.

Le premier Parlement de l'année 1290, que le roi tint, suivant la coutume, à l'octave de la Saint-Hilaire (20 janvier) ne paraît s'être occupé que d'affaires judiciaires et ne comprenait sans doute que le conseil, et peut-être un certain nombre de barons et de prélats qui n'étaient pas membres du conseil ¹. Le Parlement tenu après Pâques a le même caractère ; le roi y promulgua deux statuts, le statut *de quo warranto* qui est donné par le roi « de sa grâce spéciale et pour l'affection qu'il porte à ses prélats, comtes et barons et aux autres de son royaume », et le statut *de consultatione* qui est une ordonnance du roi relative à l'administration de la justice et où le roi déclare seulement qu'il « veut et commande ² ».

C'est probablement vers la fin de ce Parlement que « le

1. *Rot. Parl.*, I, p. 15 sq.

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 107, 108.

lendemain de la Sainte Trinité [29 mai 1290¹], en plein Parlement du seigneur roi », six évêques, le frère du roi, Edmond de Cornwall, cinq comtes, onze autres personnages nommément désignés « et les autres grands et principaux (*proceres*) alors présents au Parlement, pour eux-mêmes et la communauté de tout le royaume, autant qu'il est en eux » accordèrent au roi « pour marier sa fille aînée² » une aide semblable à celle que son père avait perçue en pareil cas. L'aide pourrait même être perçue à raison de 40 sous par fief de chevalier, tandis qu'Henry III n'avait reçu que 2 marcs ou un peu plus, mais à condition que cette concession ne devînt ni un préjudice ni une coutume³.

Le roi renonça pour le moment à percevoir cette aide, qui ne fut levée qu'en 1302. Le 14 juin 1290, il fit savoir à ses shériffs qu'ayant été « prié spécialement au sujet de certaines affaires par les comtes, les barons et quelques autres grands du royaume⁴ », il voulait s'entretenir et discuter avec les grands et avec d'autres personnes des comtés de son royaume. Il ordonnait donc aux shériffs de faire élire sans retard et de faire venir devant lui à Westminster,

1. Dans le bref du 7 novembre 1302 qui ordonne la perception de l'aide (*Rot. Parl.*, I, p. 266 ; *Parl. Writs*, I, p. 132-133), le roi donne par erreur la date du 1^{er} juin 1290.

2. Ce n'était pas la fille aînée du roi, mais elle se maria la première.

3. *Rot. Parl.*, I, p. 25 ; *Parl. Writs*, I, p. 20.

4. *Cum per comites, barones et quosdam alios de proceribus regni nostri nuper fuisset super quibusdam requisiti...*

trois semaines au plus tard après la fête de Saint-Jean-Baptiste [c'est-à-dire le 15 juillet], deux ou trois chevaliers, parmi les plus discrets et les plus aptes à besogner (*de discreciolibus et ad laborandum potencioribus*), munis de pleins pouvoirs « pour conseiller et consentir, en leur nom et au nom de la communauté du comté, à ce que les comtes, barons et grands jugeront utile de décider ¹ ». Les brefs de convocation adressés à la noblesse et au clergé ne nous sont pas parvenus, mais le Parlement s'ouvrit sans doute, suivant l'usage, peu après la Saint-Jean. Dès le 8 juillet, une semaine par conséquent avant la date fixée pour la venue des chevaliers, le roi promulgue, « sur les instances des grands de son royaume » (*ad instantiam magnatum regni sui*) le célèbre statut *Quia emptores* d'après lequel, dans le cas de cession d'un fief ou de partie d'un fief, l'acquéreur devient le vassal non plus du vendeur, mais du seigneur dominant dont le vendeur tenait son fief ². Il ne semble pas que le statut *Quia emptores* ait été parmi les « certaines affaires » dont il avait été question entre le roi et la noblesse et au sujet desquelles il voulait s'entretenir avec les chevaliers des comtés, puisqu'il ne fut pas jugé nécessaire d'attendre leur arrivée pour le promulguer. C'est probablement aussi à ce Parlement que le roi fit adresser au Pape par les barons

1. *Ad consulendum et consenciendum pro se et communitate illa hiis que comites, barones et procures predicti tunc duxerint concordanda* (*Parl. Writs*, I, p. 21).

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 106.

une de ces protestations collectives contre les prétentions de la Cour de Rome qui se renouvellent de temps en temps au cours de son règne¹ ; peut-être désirait-il faire approuver cette protestation par les « communautés » des comtés pour lui donner plus de poids et s'abriter lui-même derrière l'unanime opinion des laïques du royaume. Il semble cependant que la principale raison de la convocation fut la question du bannissement des Juifs, dont le roi voulait tirer parti pour obtenir de ses sujets un subside important. Le bannissement des Juifs fut probablement décidé à ce Parlement, bien que les historiens nous présentent cette mesure comme un acte du roi et du « conseil secret² ». Le sauf-conduit accordé aux Juifs pour sortir du royaume est du 27 juillet 1290³. Le 22 septembre, par un bref adressé « aux chevaliers, francs tenanciers et à toute la communauté » de chacun des comtés, le roi prend des mesures pour la perception d'un quinzième qui lui a été accordé « par les archevêques, évêques, abbés, prieurs, comtes, barons et tous les autres du royaume⁴ ». Le clergé consentit quelques jours plus tard à donner au roi un dixième de ses revenus « spirituels⁵ ». Les *Annales de*

1. *Fœdera*, I, p. 740 ; *Calendar of close rolls, 1288-1296*, p. 134 (sans date).

2. Hemingburgh, *Chronicon*, édit. Hamilton, II, p. 20, dit que les grands se plaignirent au roi dans le Parlement tenu après Pâques et que l'expulsion fut décidée *per secretum consilium*.

3. *Fœdera*, Rec. ed., I, p. 736.

4. *Parl. Writs*, I, p. 24. — Le comté de Chester accorda le quinzième en 1292 (*Parl. Writs*, I, p. 391).

5. Le 2 octobre, dans l'assemblée d'Ely.

Dunstable présentent nettement la concession du dixième et du quinzième comme la conséquence de l'expulsion des Juifs¹. Un memorandum officiel rédigé en 1306 donne la même explication².

On ne trouve pas trace de la présence des chevaliers ou des députés des villes dans les Parlements des années 1291, 1292 et 1293. En 1292, au Parlement de janvier, le statut *de vasto* est promulgué « après discussion sérieuse en plein Parlement », mais ce plein Parlement n'était qu'un Parlement ordinaire. Peut-être même ne se composait-il que des membres du conseil : c'est ce que ferait supposer le texte de l'ordonnance *de brevi de inquisitione concedenda* qui fut promulguée de même « en plein Parlement », mais « par le roi et son conseil »³. Le Parlement de Pâques 1293, où l'archevêque d'York est jugé « en plein Parlement » ne se compose, d'après le texte même du jugement, que des « comtes, barons et juges et de tout le conseil du roi »⁴.

L'année 1294 fut une des années critiques du règne d'E-

1. *Et quia dicta expulsio Judaeorum multum placuit Anglicanae ecclesiae et populo, clerus concessit regi decimam bonorum spiritualium... Et barnagium et clerus concesserunt quintam decimam bonorum temporalium taxandam et assidendam per legales homines...* (Ann. Dunst., p. 362). Cf. Hemingburgh, II, p. 22.

2. On excepte du trentième de 1306 les biens qui ont été exceptés *in taxatione quintae decimae a communitate regni domino Regi anno regni sui decimo octavo concessae propter exilium Judaeorum* (Brady, *An historical treatise on cities and burghs*, éd. 1777, App., p. 28).

3. *Rot. Parl.*, I, p. 78-79.

4. *Rot. Parl.*, I, p. 104.

douard I^{er}. Il était en guerre avec le roi de France, et il avait été décidé à un Parlement, tenu le 6 juin à Westminster, d'équiper une expédition pour reconquérir la Gascogne ¹. Pour se procurer de l'argent, le roi fit saisir la laine et le cuir du royaume qu'il ne rendit aux marchands que moyennant une augmentation plus ou moins volontaire de la « coutume » ². Il s'empara des trésors des églises et des monastères et terrifia le clergé — le doyen de Saint-Paul mourut de peur en sa présence — au point de lui faire abandonner la moitié de son revenu temporel

1. Cotton, *Hist. Angl.*, p. 233-234.

2. Le roi prétendit que cette augmentation avait été accordée par les marchands. Le *Calendar of fine rolls*, I, p. 347, donne (d'après Rot. Fin. 22 Edw. I, m. 2) le résumé d'un ordre transmis au Trésorier et aux barons de l'Echiquier à Dublin pour percevoir un marc par sac de laine ou de peaux garnies de leur laine et par last de cuir, au lieu d'un demi-marc. Le roi ajoute qu'il fait une concession aux marchands irlandais, ceux d'Angleterre *lui ayant accordé comme subside* pour deux ou trois ans, si la guerre dure aussi longtemps, 5 marcs ou 3 marcs, suivant la qualité de la laine, par sac de laine exporté et 5 marcs par last de cuir. Dans un compte de la 28^e année d'Edouard I^{er} (1299-1300), cité par Stubbs (*Const. Hist.*, II, p. 551), d'après Hale, *Customs*, p. 135, on affirme de même que l'augmentation de 1294 avait été accordée gracieusement (*gratanter*) par les marchands. Mais Barthélemy de Cotton a inséré dans sa chronique (p. 245-247) un bref de la 22^e année d'Edouard I^{er}, attesté par le Trésorier, et dans lequel le roi explique qu'il avait été décidé d'abord, *per nos et magnates regni nostri, prelatos, comites et barones, et per consilium nostrum*, de vendre les laines saisies, au profit du Trésor et pour la défense du pays. Cependant le roi a décidé, par son conseil, *ad instantiam et requisitionem mercatorum de regno nostro*, de les rendre aux marchands, à condition que la coutume serait augmentée pendant la durée de la guerre. Peut-être y eut-il une assemblée de marchands, comme en 1303, mais on voit en quoi consista l'aide « gracieuse ».

et spirituel ¹. Le 14 juin 1294 et les jours suivants, il avait ordonné à ses barons d'être à Portsmouth le 1^{er} septembre, prêts à passer en Gascogne ²; mais leur mauvaise volonté ne tarda pas à se faire jour. Les Gallois se révoltèrent ³; l'Ecosse était prête à se soulever. Au milieu de ces difficultés, le roi écrit le 8 octobre à ses shériffs, conformément à la formule en usage, qu'il a l'intention d'avoir le lendemain de la Saint-Martin (12 novembre) un entretien et une discussion « au sujet de certaines affaires ardues » qui le touchent, lui et son royaume, avec les comtes, barons et autres grands du royaume. Le shériff devra donc faire élire deux chevaliers parmi les plus discrets et les plus aptes à besogner et les envoyer à Westminster avec pleins pouvoirs; le roi insiste sur ce point, « afin, dit-il, que cette affaire ne reste pas imparfaite par suite du manque de ces pouvoirs » ⁴. Les chevaliers sont convoqués « pour conseiller et consentir à ce que les susdits comtes, barons et grands auront ordonné d'un commun accord au sujet des affaires susdites » ⁵. Le lendemain, 9 octobre, nouveau bref, par lequel le roi

1. Le clergé avait été convoqué les 10 et 19 août 1294 pour le 21 septembre à Westminster. Comme au Parlement de 1295, le bas clergé était représenté par des procureurs (*Parl. Writs*, I, p. 25-26).

2. *Parliamentary Writs*, I, p. 259 sq.

3. Les 15, 18 et 27 octobre, le roi lance des convocations militaires pour une expédition dans le pays de Galles (*Parl. Writs*, I, p. 265).

4. *Et ita quod pro defectu potestatis hujusmodi idem negocium infectum non remaneat* (*Parl. Writs*, I, p. 26).

5. *Ad consulendum et consenciendum hiis que comites, barones et proceres predicti concorditer ordinaverint in premissis* (*Parl. Writs*, I, p. 26).

prescrit au shériff de faire élire deux chevaliers de plus et de les envoyer avec les premiers ; on ne demande pas que ces deux chevaliers aient pleins pouvoirs comme les autres et ils sont simplement convoqués à Westminster « pour entendre et faire ce que nous leur enjoindrons là plus complètement » ¹. Un des motifs principaux de la convocation était évidemment une demande d'argent : le 12 novembre, c'est à-dire le jour même qui avait été fixé pour la réunion, paraît un bref pour la perception d'un dixième accordé « par les comtes, barons, chevaliers et tous les autres de notre royaume comme subside pour notre guerre » ².

Le clergé n'assistait pas à ce Parlement et, comme en 1290, les villes n'étaient pas représentées ³. En 1290, elles avaient probablement payé le quinzième comme le reste du royaume ⁴. Cette fois le roi demanda aux villes du do-

1. *Ad audiendum et faciendum quod eis tunc ibidem plenius injungemus* (*Parl. Writs*, I, p. 26).

2. *Parl. Writs*, I, p. 391. Le règlement de perception est dans Cotton, *Hist. Angl.*, p. 254.

3. Dugdale (*A perfect copy of all summons of the nobility*, p. 7) donne, à la date du 8 octobre 1294, un bref soi-disant pris dans le Close Roll, 22 Edw. I, m. 6, d. et adressé au shériff de Northumberland, dans lequel le roi ordonne de faire élire deux chevaliers pour le comté et deux bourgeois par ville. Mais ce bref n'existe pas et le texte donné par Dugdale est le résultat d'une confusion entre le bref du 8 octobre 1294 et celui du 3 octobre 1295 ; ce dernier n'est pas dans la collection de Dugdale. Cf. *Reports on the dignity of a peer*, I, p. 209.

4. Le fait est certain pour Londres, où, d'après un compte cité dans Brady, *An historical treatise of cities and burghs*, éd. 1777, p. 58, l'aide rapporta la somme de 2860 l. 13 s. 8 d.

maine royal un sixième, au lieu du dixième accordé par le Parlement. Il s'adressa d'abord à Londres qui, par l'intermédiaire de Walter de Langton ¹, Maître de la Garde-Robe, s'engagea « libéralement et librement » à payer le sixième. Des commissaires furent ensuite envoyés dans les provinces, avec mission de donner Londres en exemple aux autres villes domaniales et d'obtenir d'elles une aide semblable ². Les villes du domaine, qui étaient tailables ne pouvaient guère refuser, et le roi fit effectivement « payer le sixième denier aux marchands et aux bourgeois demeurant dans les villes murées et les petites villes de marché ³ ».

Une importante réunion eut lieu au mois d'août 1295. Le 24 juin ⁴ le roi avait convoqué pour le 1^{er} août les archevêques et les évêques, 42 abbés, 11 prieurs, les grands-maîtres des ordres de Sempringham et du Temple, le prieur des Hospitaliers, 11 comtes, 53 barons, des juges, les barons de l'Echiquier et d'autres membres ou clercs du conseil du roi. Mais le « commun » du royaume n'était pas

1. La lettre du roi remerciant les bourgeois de Londres de l'aide qu'ils lui ont promise par Walter de Langton est analysée dans *Calendar of close rolls, 1288-1296*, p. 438 (23 nov. 1294).

2. Les brefs pour la perception du sixième à Londres et pour la nomination des commissaires (21 nov. 1294) ne sont pas dans les *Parl. Writs*. Ils ont été publiés par R. Brady, *An historical treatise of cities and burghs*, p. 66-68 (éd. 1777).

3. *Flores Historiarum*, III, p. 275. — Le 15 novembre, le roi avait diminué la « coutume », augmentée peu auparavant (Cf. Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 551, note).

4. *Parl. Writs*, I, p. 28-29.

représenté et, d'après les *placita* qui nous ont été conservés ¹, on ne s'occupa que de répondre aux pétitions et de juger les affaires qui étaient réservées au jugement du roi en son Parlement. Le roi promulgua cependant la mesure que l'on appelle le statut *de prisonibus prisonam frangentibus* ².

Le Parlement qui suivit est le célèbre Parlement de novembre 1295, auquel on a donné le nom de « Parlement modèle », et que l'on regarde comme marquant l'entrée définitive des « communautés du royaume » dans le Parlement d'Angleterre. Édouard I^{er} qui était en guerre avec le roi de France, les Écossais et les Gallois, avait épuisé tous les moyens, licites ou non, de se procurer de l'argent. Le 30 septembre 1295, par des brefs datés de Wingham ³, il convoqua les archevêques et les évêques à un Parlement qui devait se tenir à Westminster le dimanche après la Saint-Martin (13 novembre). Le roi commence par une déclaration générale, à savoir que « ce qui touche tout le monde doit être approuvé par tous ». Il expose ensuite l'objet de la réunion, c'est-à-dire la nécessité de reprendre la Gascogne au roi de France qui s'en est emparé « par fraude et pratiques cauteleuses » et qui se propose, si l'événement répond à ses desseins, d'effacer de la face de la terre la race anglaise tout entière. Après avoir fait con-

1. *Rot. Parl.*, I, p. 132 sq.

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 113.

3. *Parl. Writs*, I, p. 30.

naître la date de la réunion, le roi prescrit aux archevêques et aux évêques de faire venir le prieur du chapitre et les archidiacones de leur diocèse, le chapitre de la cathédrale devant être représenté par un procureur et le reste du clergé par deux procureurs munis de pleins pouvoirs. Cette formule, que l'on désigne sous le nom de « clause *Praemunientes* » ¹, est désormais employée par le roi chaque fois qu'il veut convoquer les représentants du bas clergé. Les prélats et les autres membres du clergé doivent venir à Westminster « pour discuter, ordonner et faire, avec nous et les autres prélats et grands et les autres habitants de notre royaume, ce qu'il faut pour obvier à ces périls et à ces méchants desseins ». Des convocations semblables, mais sans la clause *Praemunientes* sont adressées à 67 abbés, aux grands-maîtres du Temple et de Sempringham et au prieur de Saint-Jean.

Le 1^{er} octobre, par des brefs datés de Cantorbéry, 8 comtes et 41 barons sont convoqués à leur tour². Ces convocations sont beaucoup plus courtes que celles des évêques. L'introduction générale est supprimée et l'exposé des motifs réduit au minimum : « Comme nous voulons avoir un entretien et une discussion avec vous et avec les autres grands (*proceres*) au sujet des remèdes qu'il convient d'apporter aux périls qui menacent actuellement

1. La clause commence par : *Praemunientes priorem et capitulum ecclesie vestre, archidiaconos, tolmque clerum*, etc.

2. *Parl. Writs.*, I, p. 31.

tout notre royaume », etc. Les comtes et barons sont convoqués « pour discuter, ordonner et faire, avec nous et avec les prélats, les autres grands (*procères*) et les autres habitants de notre royaume, ce qu'il faut pour obvier à ces périls ».

Le 3 octobre, des brefs rédigés en termes analogues sont adressés de Cantorbéry aux shériffs¹. Comme le roi veut avoir « un entretien et une discussion avec les comtes, les barons et les autres grands (*procères*) » au sujet des périls qui menacent le royaume, le shériff a l'ordre de faire élire deux chevaliers par comté, deux citoyens par cité et deux bourgeois par bourg, parmi les plus discrets et les plus aptes à besogner. Ils devront se présenter munis de pleins et suffisants pouvoirs, pour eux et pour la communauté qui les envoie, de manière que, par défaut de pouvoir, l'affaire ne reste pas imparfaite. Ils sont convoqués « pour faire ce qui sera ordonné alors d'un commun conseil au sujet des affaires susdites ».

Par des brefs datés d'Udimore, 2 novembre, le Parlement fut prorogé au dimanche après la Saint-André (27 novembre)².

On trouve dans les *Parliamentary Writs* de Palgrave³ la liste presque complète des députés nommés par les comtés et par les villes en 1295. Nous possédons la copie des listes

1. *Parl. Writs*, I, p. 29-30.

2. *Parl. Writs*, I, p. 33. — La seconde liste des barons ne renferme que 38 noms au lieu de 41.

3. P. 34 et suiv.

originales transmises par les shériffs, pour 35 comtés. Il ne manque que les comtés de Norfolk et de Suffolk, car les palatinats de Chester et de Durham ne reçurent pas de convocation et ne furent représentés que beaucoup plus tard. Dans ces 35 comtés, le nombre des villes représentées est de 109, plus la cité de Londres qui n'est pas comprise dans les listes, parce qu'elle recevait directement son bref de la Chancellerie royale ; l'omission la plus frappante est celle des Cinq Ports, qui avaient été convoqués en 1265 et qui ne le seront plus de longtemps. A côté du nom de chacun des chevaliers et des bourgeois, le shériff inscrit soigneusement, comme on l'avait fait en 1275 et en 1290, les noms des personnes qui sont les cautions (*manuceptores*) des délégués, c'est-à-dire qui se portent garants qu'ils se présenteront devant le roi au jour fixé¹.

D'après un bref du 4 décembre qui nomme dans chaque comté le chevalier chargé de la perception, les cités et bourgs du domaine accordèrent au roi un septième des biens mobiliers, les barons et les chevaliers un onzième² et le clergé un dixième³.

1. *Manuceptio eorumdem de veniendo ad diem et locum contentos in brevi*, dit, par exemple, le shériff du comté d'Oxford (*Parl. Writs*, I, p. 40).

2. *Cum comites, barones et alii de regno nostro in subsidium guerre nostre nunc, sicut alias nobis et progenitoribus nostris regibus Anglie liberaliter fecerunt, undecimam de omnibus bonis suis mobilibus, et civibus, burgenses et alii probi homines de dominicis nostris civitatibus et burgis ejusdem regni septimam de omnibus bonis mobilibus... curialiter concesserint et grantant...* (*Parl. Writs*, I, p. 45).

3. *Parl. Writs*, I, p. 46, 47.

Tous les groupes dont la réunion constitua le Parlement de novembre 1295 avaient été convoqués précédemment par Edouard I^{er} à des Parlements ou à des assemblées qui en tenaient lieu. Les chevaliers des comtés ont été convoqués aux Parlements d'avril et d'octobre 1275, aux assemblées de janvier 1283 à Northampton et à York, au Parlement de la Saint-Michel 1283 à Shrewsbury, à celui de juillet 1290 et à celui de novembre 1294. Les représentants des villes ont figuré au Parlement d'avril 1275 et aux deux assemblées de 1283 ; les grandes villes ont, la même année, envoyé des délégués au Parlement de Shrewsbury, et il n'est pas impossible que le roi ait consulté les représentants des villes avant d'augmenter la « coutume » en 1294. Quant au bas clergé, le roi venait, en 1294, de le convoquer à une assemblée spéciale du clergé dans la forme même où il le convoque au Parlement de 1295. La nouveauté du Parlement de 1295 consiste donc dans la réunion à *un même Parlement* de groupes divers qui représentent tout ce qui compte alors dans la nation et qui, auparavant, n'ont jamais été réunis tous ensemble en même temps. Dorénavant, lorsque le roi voudra convoquer un Parlement semblable, les brefs de 1295 serviront de modèle.

*
* *

Est-ce à dire que l'innovation de 1295 devienne désormais la règle et qu'à partir de cette date le roi convoque régulièrement, ou presque régulièrement, au Parlement le haut et le bas clergé, les comtes et les barons, les repré-

sentants des « communautés » des comtés et des « communautés » des villes ? Pour répondre à cette question et donner à la convocation de 1295 sa place véritable dans la politique d'Édouard I^{er}, il est nécessaire de passer brièvement en revue les Parlements de la fin du règne.

Un Parlement tout semblable à celui de 1295 fut convoqué en 1296 pour le lendemain de la Toussaint (2 novembre) à Saint-Edmundsbury. Les brefs, en date du 26 août¹, sont adressés aux archevêques et évêques, avec la clause *Praemunientes*, à 66 abbés, 6 comtes et 37 barons et aux shériffs des comtés, pour l'élection des chevaliers et des bourgeois. Les mots « avec les autres habitants du royaume » sont omis dans la nomenclature des personnes avec lesquelles les prélats, les comtes et les barons étaient invités, en 1295, à venir délibérer ; c'est le seul changement apporté aux formules de l'année précédente.

Un bref du 16 décembre 1296, adressé « aux chevaliers, francs tenanciers et à toute la communauté » des comtés nous apprend que les « comtes, barons, chevaliers et autres » accordèrent au roi un douzième de leurs biens mobiliers, et « les citoyens, bourgeois et autres prud'hommes de toutes les cités et bourgs du royaume, à quelque personne que fût la tenure ou la « liberté » dont les villes faisaient partie, et ceux de tout le domaine », un huitième². Le clergé, en vertu de la bulle *Clericis laicos* pro-

1. *Parl. Writs*, I, p. 48.

2. *Et cives, burgenses et alii probi homines de singulis civitatibus et*

mulguée par Boniface VIII au commencement de l'année, avait refusé de rien donner¹.

Nous n'avons pas à faire le récit de la crise de l'année 1297 dont le point de départ fut le refus du clergé ; il nous faut cependant donner quelques détails sur ces événements, dont l'importance constitutionnelle est considérable et qui nous révèlent aussi certains côtés de la politique d'Édouard I^{er}.

La résistance du clergé s'étendit bientôt à la noblesse. Le roi, qui croyait avoir soumis définitivement l'Ecosse l'année précédente, voulait maintenant reprendre activement la guerre contre la France, envoyer une partie de ses barons en Gascogne et prendre lui-même le commandement d'une autre armée en Flandre. Espérant convaincre ses vassaux, il réunit un petit Parlement à Salisbury, le dimanche de la Saint-Mathias (24 février 1297). Les convocations² ne sont adressées qu'à 6 comtes, 75 barons, 9 personnes qualifiées « chevaliers », qui sont des juges et 4 autres personnes qui sont également des juges. Il n'y avait ni clergé ni représentants des « communautés ».

Le Parlement de Salisbury se termina par un éclat : le maréchal d'Angleterre, Roger Bigot, comte de Norfolk, refusa de prendre part sans le roi à l'expédition de Gas-

burgis regni nostri de quorumcumque tenuris aut libertatibus fuerint et de omnibus dominicis nostris octavam... (*Parl. Writs*, I, p. 51).

1. Barthélemy de Cotton, *Historia Anglicana* (éd. Luard), p. 314-315.

2. *Parl. Writs*, I, p. 51-52.

cogne. Des paroles violentes furent échangées. Un parti de mécontents s'organisa, à la tête duquel se mirent Roger Bigot et le comte de Hereford, Honfroi Bohon, connétable d'Angleterre ¹.

Le roi n'en persista pas moins à vouloir passer en Flandre et convoqua ses barons qui reçurent l'ordre de se trouver à Londres le 7 juillet, avec chevaux et armes ; des brefs adressés aux shériffs leur ordonnèrent de convoquer pour la même date et au même endroit tous ceux qui avaient des terres de plus de 20 livres de revenu, vassaux et arrière-vassaux ². Barons et chevaliers devaient être prêts à « passer la mer », mais le roi n'indiquait pas le but de l'expédition.

Une partie des chevaliers convoqués par les shériffs ne se présentèrent pas ³. Bohon et Bigot qui s'étaient entendus avec leurs partisans et avec l'archevêque de Cantorbéry refusèrent de remplir les devoirs de leur charge, sous prétexte qu'ils étaient venus à la prière du roi « e ne mye par somonse » ⁴. Ils quittèrent Londres et firent connaître

1. Gautier de Hemingburgh, *Chronicon* (éd. Hamilton), II, p. 121 ; Cotton, p. 320.

2. Convocation datée du 4 mai pour les barons (*Parl. Wrils.* I, p. 281) ; du 15 mai pour les chevaliers (*Ibid.*, I, p. 285 sq.).

3. C'est ce que l'on peut conclure du *statutum de tallagio*, art. 5 (Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 89).

4. Lettre des deux comtes, dans la proclamation royale du 12 août 1297 (Bémont, *Chartes des libertés*, p. 81). Le roi avait en effet employé dans le bref du 4 mai les mots *vos affectuose requirimus et rogamus*, au lieu de la formule la plus ordinaire *vobis mandamus in fide et dilectione* (ou *in fide et homagio*) *quibus nobis tenemini firmiter*

leurs griefs et ceux de leur parti sous la forme d'une pétition présentée au roi au nom de la communauté du royaume¹. Ils s'y plaignaient de l'insuffisance de la convocation, qui ne mentionnait pas le pays pour lequel on partait ; ils déclaraient que ni eux ni leurs ancêtres n'avaient jamais été tenus de servir le roi en Flandre ; que d'ailleurs, au cas où ils eussent désiré le faire, les exactions du roi, qui ne respectait ni la Grande Charte ni la Charte de la forêt, avaient tellement appauvri la communauté qu'il lui était impossible de subvenir aux frais d'une pareille expédition.

Le roi prétendit plus tard² que cette pétition ne lui avait jamais été présentée et qu'il ne la connaissait que par ouï-dire. Quoi qu'il en soit, il se hâta de se réconcilier avec le clergé et il obtint des seigneurs qui étaient

injungentes. Le roi avait d'ailleurs employé plus d'une fois déjà la première formule.

1. Ce sont les *Articuli quos comites petierunt nomine communitatis* (Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 76, sq.) qui nous ont été conservés, en latin ou en français, par plusieurs chroniqueurs.

2. Dans la proclamation du 12 août (Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 82). Hemingburgh (II, p. 126) et Trevel (Annales sex regum Angliae, éd. Hog, p. 360, 362) disent au contraire que les comtes envoyèrent les « Articles » au roi par des messagers, auxquels le roi répondit qu'il ne pouvait prendre une décision sans consulter son conseil dont une partie était à Londres et l'autre en Flandre. Mais il n'y a pas nécessairement contradiction. Il ressort du texte des deux chroniqueurs que les « Articles » furent présentés au roi après son départ de Londres. Trevel (p. 362) dit nettement qu'ils lui furent remis à Udimore. Or le roi qui était encore le 8 août à Robertsbridge était le 10 à Udimore et y séjourna au moins jusqu'au 17. Il est fort possible que les messagers des comtes ne soient venus à Udimore qu'après le 12,

à Londres avec lui et qui se préparaient à l'accompagner la promesse d'une aide, en échange de la confirmation des deux chartes¹. Il ne semble pas qu'il y ait eu de Parlement régulièrement convoqué².

1. C'est ainsi que le roi expose lui-même les faits dans un passage de la proclamation du 12 août (Cf. Bémont, *Charles des libertés*, p. 83, 84), D'après les *Flores historiarum* (III, p. 102), le roi donna l'ordre de faire observer les Chartes, exigeant du peuple pour cette concession le huitième denier, qui lui fut accordé sur le champ par les gens qui se trouvaient dans sa chambre, debout autour de lui (*qui protinus concessus est ei a plebe in sua camera circumstante*).

2. Dans le passage de la proclamation du 12 août visé par la note précédente, le roi ne fait aucune allusion à un Parlement, ce qu'il n'eût pas manqué de faire pour légitimer la perception de l'aide, si le Parlement s'était réuni. Il dit seulement que les seigneurs qui étaient avec lui lui accordèrent un « commun don », et il « prie a tutes les bones gentz e a tut le puple de son reame qui unques ne lui faillerent qe cest doun ne leur ennoye mye ». La résistance que rencontra la perception de l'aide prouve bien que tout ne s'était pas passé régulièrement. Quant aux *Articuli quos comites petierunt nomine communitalis*, ce document est rédigé sous forme de pétition parlementaire ; il ne s'ensuit pas cependant qu'il ait été présenté dans un Parlement ou par les membres d'un Parlement. Le texte des chroniqueurs n'est pas favorable à cette interprétation, même celui de Trevelyan qui, pourtant, parle d'un Parlement. Selon Trevelyan en effet un Parlement se serait réuni à Londres le 1^{er} août ; le roi s'y serait réconcilié avec l'archevêque, aurait demandé aux personnes présentes de prêter serment à son fils et se serait excusé sur les nécessités de la guerre des exactions qu'il avait faites. Mais les continuateurs des *Flores historiarum* (III, 102, 295), ordinairement bien renseignés sur les événements de Londres, placent cette cérémonie le 14 juillet. La convocation pour le 1^{er} août mentionnée par Trevelyan (p. 354) est, d'après son texte même, une convocation pour l'armée ; il est probable qu'il s'agit de la réunion générale ordonnée, en réalité, pour le 7 juillet. Enfin si le Parlement s'est réuni le 1^{er} août, comment se fait-il que le bref pour la perception de l'aide soit daté du 30 juillet ?

Le 30 juillet 1297, un writ royal rédigé dans la forme ordinaire ordonna la perception d'un huitième accordé pour la confirmation des Chartes par les comtes, barons, chevaliers et autres laïques en dehors des cités, bourgs et domaines, et d'un cinquième accordé par les citoyens, bourgeois et autres prud'hommes du royaume, de toutes tenures ou « libertés » et par ceux du domaine ¹. Trois semaines plus tard, le roi qui avait quitté Londres pour Winchelsea prit des mesures pour taxer les biens du clergé ². Il avait également fait saisir une grande quantité de laine.

La résistance ne se fit pas attendre. Le 22 août, les comtes et leurs partisans vinrent protester à la barre de l'Échiquier contre la « taille » imposée par le roi sans leur consentement et sans le consentement de la communauté ³. Le roi ordonna de passer outre, et s'embarqua pour la Flandre. Mais il fut impossible de percevoir la taxe : la ville de Londres paraît avoir fait de l'opposition dès le début ⁴ et, plus tard, la cour du comté de Worcester répondit aux envoyés du roi en rappelant le souvenir de Henri III qui avait promis autrefois de confirmer les Chartes moyennant un quinzième et qui, le quinzième perçu, avait laissé les libertés dans l'oubli ⁵. Dès le 28 août le prince

1. *Rot. Parl.*, I, p. 239 ; *Parl. Writs*, I, p. 53.

2. *Parl. Writs*, I, p. 396 (25 août).

3. *Transactions of R. Historical Society*, N. S., III (1886), p. 284.

4. *Fœdera*, I, p. 872 (5 août).

5. *Ann. Wigorn.*, p. 534. L'auteur dit que, le 27 septembre, les

Edouard, fils du roi, avait dû déclarer par lettres patentes que, dans l'intérêt de la défense du royaume et en considération de la confirmation des Chartes, il avait été « ordonné et consenti que le huitième de tous les biens de tous les laïques fût levé *pour cette fois* » ¹. On abandonnait donc, semble-t-il, l'idée de lever un cinquième dans les villes ².

L'opposition continua sans doute, car il fallut se résoudre à convoquer un Parlement. Par des brefs des 5 et 9 septembre, furent convoqués à Londres pour le lendemain de la Saint-Michel (30 septembre) les deux archevêques, 10 évêques, 14 comtes et barons, parmi lesquels Bohon et Bigot, 17 abbés, 4 prieurs, le grand-maître du Temple et le prieur de Saint Jean, 6 juges, 10 autres clercs et fonctionnaires, et un dominicain et un franciscain qui faisaient partie du conseil du roi ³. D'autres personnes que l'on supposait favorables au parti du roi furent invitées à venir avec leurs armes soit le dimanche avant la Saint-Michel (25 septembre), soit le lendemain de la Saint-Michel ⁴. Enfin, le 15 septembre, on fit savoir aux shériffs que, le roi ayant confirmé les Chartes en raison d'un hui-

fonctionnaires du roi demandèrent un sixième dans la ville et un huitième hors la ville.

1. *Rot. Parl.*, I, p. 240.

2. Voir cependant, plus haut, la note relative au refus de la cour du comté de Worcester, p. 126, n. 5.

3. *Parl. Writs*, I, p. 55-56.

4. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 86 ; *Parl. Writs*, I, p. 56.

tième, ils eussent à faire élire deux chevaliers pour venir à l'octave de la Saint-Michel (6 octobre) recevoir les lettres du roi « et faire ensuite ce qui leur sera ordonné par notre fils et notre conseil » ¹.

A cet étrange Parlement, si singulièrement convoqué, les comtes et leurs amis vinrent en armes, comme les partisans du roi. Ils demandèrent au prince Edouard la confirmation des Chartes et lui présentèrent une pétition qui n'est vraisemblablement autre chose que le *Statutum de tallagio non concedendo* ². Dans ce document, visiblement inspiré des souvenirs de 1215, le roi s'interdisait formellement par l'article 1^{er} de lever aucun taillage ³ et aucune aide sans le consentement des archevêques, évêques, et autres prélats, comtes, barons, chevaliers, bourgeois et autres hommes libres du royaume. Le texte de la *Confirmatio Cartarum*, acceptée par le prince le 10 octobre 1297 et ratifiée par le roi à Gand le 4 novembre, est moins explicite. Le roi s'engageait bien (art. 9) à ne prendre désormais de semblables « aides, mises et prises » que par le consentement commun de tout le royaume et pour le commun profit du royaume, mais il n'indiquait pas ce que l'on entendrait dorénavant par le consentement commun de tout le royaume. Il réservait aussi les anciennes aides et prises dues et accoutumées :

1. *Parl. Writs*, I, p. 56.

2. Voir Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. XLIII et 87.

3. Il est douteux que le mot taillage soit pris ici dans son sens technique ; la demande que les barons firent en 1305 (voir plus loin, p. 140) paraît prouver qu'ils n'étaient pas hostiles au taillage.

Un bref du 14 octobre 1297¹ informa les « chevaliers, francs tenanciers et la communauté » de chaque comté qu'en raison de la confirmation de la Grande Charte les archevêques, évêques, abbés, prieurs, comtes, barons, chevaliers et autres, en dehors des cités, des bourgs et du domaine, avaient accordé un neuvième. On espérait sans doute faire payer davantage dans le domaine et dans les villes ; mais on y renonça bientôt, et le 23 octobre l'ordre de percevoir le neuvième fut étendu à tout le pays. D'après une note officielle, « les citoyens et toute la communauté de Londres accordèrent » au roi ce neuvième. Quant aux autres villes, il est peu probable que l'on ait eu le temps de les consulter ; la mesure prise à leur égard est d'ailleurs présentée comme un ordre du conseil².

La *Confirmatio Cartarum* de 1297 ne mit pas fin à la lutte entre le roi et les grands seigneurs. Ceux-ci qui craignaient, non sans raison, qu'Edouard 1^{er} ne considérât comme un cas de nullité le fait qu'il était à l'étranger lorsqu'il avait ratifié la confirmation, insistaient dans le Parlement et en dehors du Parlement, pour une confirmation nouvelle. Le roi se dérobaît, faisant des réserves et inventant sans cesse de nouveaux atermoiements. Il ne se

1. *Rot. Parl.*, I, p. 241 ; *Parl. Writs*, I, p. 63.

2. La note qui se trouve à la suite du bref du 14 octobre est ainsi conçue : *Posteaque cives et tota communitas Londonie concesserunt regi nonam partem bonorum suorum ut patet inferius. Ordinalum est per consilium quod taxatores in singulis comitatibus Anglie taxent et levare faciant nonam in singulis civitatibus, burgis et dominiciis regis...* (*Rot. Parl.*, I, p. 241 ; *Parl. Writs*, I, p. 64).

décida définitivement qu'au mois de mars 1300, au Parlement de Londres. Cinq ans plus tard, il se fit relever de ses promesses par une bulle du Pape Clément V (29 décembre 1305) ¹.

Les deux premiers Parlements de 1298 furent des Parlements ordinaires, sans chevaliers ni bourgeois. Le premier se tint à York, la guerre ayant recommencé avec les Ecossais ; le roi n'était pas encore revenu de Flandre ². Un autre Parlement ordinaire où le roi promulgua quelques ordonnances se tint à Londres après le retour d'Édouard, aux environs de Pâques ³. Le Parlement de la Pentecôte (25 mai) qui se réunit à York comprit au contraire des chevaliers et des bourgeois, convoqués, suivant la formule ordinaire, « pour faire ce qui sera alors ordonné d'un commun conseil sur les affaires susdites », c'est-à-dire sur « les affaires concernant le roi et l'état du royaume ». Un certain nombre de barons étaient également présents, mais le clergé ne paraît pas avoir été convoqué ⁴. On y décida de porter la guerre en Ecosse.

1. Texte dans Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 110.

2. Hemingburgh, II, p. 156. Les barons demandèrent, avant de partir pour l'Ecosse, qu'on lût publiquement les Chartes et la Confirmation.

3. *Rot. Parl.*, I, p. 143.

4. Brefs du 10 avril 1298 (*Parl. Writs*, I, p. 65 sq.). D'après Stubbs (*Const. Hist.*, II, p. 154) les grands demandèrent à ce Parlement une nouvelle confirmation qui fut promise au nom du roi, s'il revenait victorieux. Mais Trevel (p. 371) et Hemingburgh (II, 174) placent cette demande plus tard, au moment où l'armée était réunie à Roxburgh, prête à marcher contre les Ecossais.

Ni les chevaliers ni les bourgeois ne furent convoqués aux quatre Parlements de 1299. Le Parlement du carême, où se produisirent de vifs incidents au sujet de la confirmation des Chartes ¹, comprenait les archevêques, 18 évêques, 34 abbés, 5 prieurs, 11 comtes, 99 barons, plus des juges et des fonctionnaires, mais ne comptait pas de représentants des « communautés » ². Il en est de même du Parlement de Pâques où ne furent appelés que l'archevêque et les évêques de la province de Cantorbéry, 26 abbés, 11 comtes, 46 barons et quelques personnes qualifiées « chevaliers » ³, et où le statut *de falsa moneta* fut promulgué par le roi « de l'assentiment commun des prélats, comtes et barons du royaume » ⁴. Un autre Parlement se réunit à Londres à la Saint-Luc (18 octobre), mais un très petit nombre de prélats, comtes et barons furent convoqués, « pour délibérer et donner conseil avec quelques autres de nos fidèles qui seront présents » ⁵. Enfin, Hemingburgh mentionne un quatrième Parlement tenu par le roi à York, le jour de la Saint-Martin (11 novembre), qui ne fut sans doute qu'un Parlement de barons ⁶.

1: Voir Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. XLIV sq.

2. Brefs du 6 février 1299 pour le 8 mars, à Londres (*Parl. Writs*, I, p. 78 sq.).

3. Brefs du 10 avril 1299 pour la quinzaine de Pâques, à Westminster (*Parl. Writs*, I, p. 80-81).

4. *Statutes*, I, p. 131 sq.

5. Brefs du 21 septembre 1299 pour le 18 octobre, à Londres (*Parl. Writs*, I, p. 81).

6. Hemingburgh, *Chronicon*, II, p. 186. On délibéra sur les affaires d'Ecosse.

Le Parlement du carême de l'année 1300 fut au contraire un Parlement complet, dans le sens où nous prenons le mot, c'est-à-dire composé de la même manière que le Parlement de 1295. C'est même le premier Parlement, depuis celui de la Toussaint 1296, où se rencontrent à la fois des représentants du bas clergé, des comtés et des villes, comme en 1295. L'assemblée qui s'ouvrit à Londres le 6 mars devait être plus nombreuse que celles de 1295 et de 1296, car elle comptait un nombre supérieur d'abbés (72) et de comtes et barons (110). Trente-huit fonctionnaires, juges et autres membres du conseil étaient également convoqués ¹. Les chevaliers et les bourgeois restèrent jusqu'au 20 mars, date à laquelle on leur délivra des brefs pour se faire payer leurs « dépenses raisonnables » ².

Les *placita* publiés dans les *Rotuli Parliamentorum* ³ ne se composent que d'ordonnances et de jugements ; mais c'est à ce Parlement que le roi promulgua « à la requête des prélats, comtes et barons » les *Articuli super cartas* ⁴. Ces « Articles » portaient confirmation de la Grande Charte et de la Charte de la forêt ⁵ et ordonnaient l'élection par

1. Brefs du 29 décembre 1299 pour le second dimanche du carême, 6 mars 1300 (*Parl. Writs*, I, p. 82 sq.).

2. *Parl. Writs*, I, p. 85 sq. Les brefs des chevaliers sont adressés aux shériffs, ceux des bourgeois aux maires et baillis.

3. *Rot. Parl.*, I, p. 143 sq.

4. Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 99 sq.

5. Un *Inspeximus* identique à celui de 1297 fut envoyé aux shériffs le 28 mars 1300 (*Statutes*, I, p. 38). La confirmation attendue depuis 1297 n'est pas encore complètement sans réserves. Voir la fin des *Articuli* (Bémont, *Chartes*, p. 108).

la « commune » de chaque comté de trois prud'hommes, chevaliers ou autres, chargés de juger les infractions commises contre les Chartes ¹. On ne saurait dire si les chevaliers et les bourgeois prirent quelque part à la discussion des « Articles » ; ceux-ci ne furent envoyés aux shériffs que le 15 avril, plus de trois semaines après le départ des représentants des comtés et des villes ².

Le 26 septembre 1300, des convocations furent lancées pour un nouveau Parlement qui devait se tenir à Lincoln, à l'octave de la Saint-Hilaire (20 janvier 1301). Comme on devait y discuter la question des forêts royales qui avait été discutée déjà au précédent Parlement et qui était d'ailleurs à l'ordre du jour depuis 1297, le roi donna l'ordre aux shériffs d'envoyer à Lincoln les députés qui avaient siégé au Parlement de Londres. Chevaliers et bourgeois devaient être présents au jour fixé « avec pleins pouvoirs d'entendre et de faire ce qu'il arrivera d'ordonner en ces matières pour le bien commun du royaume » ³.

1. Un ordre dans ce sens fut envoyé aux shériffs le 27 mars ; ils devaient faire venir les trois personnes élues devant le roi et son conseil, à York, le lendemain de l'Ascension (*Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 120).

2. Rymer, *Fœdera*, I, p. 920. Nous ne voyons pas sur quel texte s'appuie M. Bémont (*Chartes des libertés*, p. 99) pour donner aux *Articuli* la date du 6 mars qui est celle de l'ouverture du Parlement.

3. Une clause spéciale insérée dans les brefs des comtés où se trouvaient des forêts dit que les dépenses des chevaliers seront payées par les soins du shériff, et ordonne à celui-ci de faire proclamer publiquement que tous ceux qui ont des réserves à faire au sujet de l'inspection des forêts doivent se présenter à Lincoln (*Parl. Writs*, I, p. 90).

Les comtes (9), les barons (80), les évêques, les abbés (80), les grands-maîtres des trois ordres étaient convoqués, mais les représentants du clergé inférieur ne furent pas appelés à ce Parlement. Le roi fit venir également à Lincoln un certain nombre de juges et de fonctionnaires, et demanda aux chanceliers des Universités d'Oxford et de Cambridge de lui envoyer quelques personnes expertes en droit écrit ¹.

L'objet principal de la réunion était, d'après les brefs de convocation, d'examiner les questions relatives à la chevauchée des forêts que le roi promettait depuis plusieurs années et qui venait enfin d'être commencée. Avant de prendre des résolutions définitives, le roi voulait, disait-il, entendre les raisons et les objections de tous, et se laisser guider par les conseils de ses prélats, comtes, barons et autres grands ; il leur rappelait qu'ils étaient tenus, comme lui, par leur serment, de maintenir les droits de la couronne. Au fond, il voulait avant tout gagner du temps : les « déforestations » qui devaient être la conséquence de la chevauchée lui étaient odieuses ².

Lorsque le Parlement fut réuni, le roi, par une note

1. Brefs dans *Parl. Writs*, I, p. 88 et suiv.

2. La question des « déforestations » fut une des principales raisons qui poussèrent Edouard I^{er} à solliciter du Pape Clément V l'annulation des Chartes (Voir l'étude de M. Petit-Dutaillis sur la Forêt, à la suite de la traduction du tome II de l'*Histoire constitutionnelle* de Stubbs, principalement p. 826-828). Les déforestations furent révoquées par l'ordonnance des Forêts de 1306 (*Statutes*, I, p. 147-149).

(*billa*) adressée aux prélats et aux grands, leur demanda de prendre la responsabilité des mesures qu'ils réclamaient et de l'assurer qu'il ne violerait pas en les accordant le serment qu'il avait prêté à son couronnement. Le Parlement répondit par une « note des prélats et des grands du royaume délivrée au seigneur roi de la part de toute la communauté ¹ ». Dans ce document en 12 articles, les « gens de la communauté de sa terre » faisaient savoir au roi qu'ils ne pouvaient prendre la responsabilité dont il leur avait parlé. Ils demandaient la confirmation et l'observation des Chartes, article qui va devenir, pour ainsi dire, de style, un peu plus tard. Après avoir énuméré différentes réformes qui leur paraissaient urgentes, ils ajoutaient :

« Le pueple du reaume ensy ke totes les chozes suz dites se facent et seent establement afermez et acompliz ly grante le xv^e en lui del xx^e eînz ces heures graunte, issint ke totes les choses suz dites entre sy et la Saint Michel prochein suant se facent, autrement qe rien ne seit levee. »

L'aide ainsi accordée conditionnellement devait être établie et perçue dans chaque comté par quatre chevaliers, élus « par l'assentiment commun des comtés » :

On pourrait presque considérer cette pétition comme le premier *bill* parlementaire véritable. C'est également à cette occasion que nous trouvons une des premières manifestations de l'activité politique des députés des « com-

1. *Billa prelatorum et procerum regni liberata domino Regi ex parte totius communitatis* (Parl. Writs, I, p. 104-105). Les négociations se faisaient par l'intermédiaire du chef-juge, Roger Brabazon.

munes » dans le Parlement. Par une manœuvre qui ne manquait pas d'habileté, les prélats et les grands firent en effet présenter ce bill par un chevalier, Henri de Keighley, député du comté de Lancastre. La liste des doléances du Parlement ne pouvait plus ainsi être considérée par le roi comme une simple manifestation du mauvais vouloir des grands seigneurs ; il était forcé d'y voir l'expression des vœux unanimes de la nation.

L'incident parut à Edouard I^{er} un outrage contre l'autorité royale. Au bas de tous les articles, sauf pourtant du dernier, où l'on admettait les prétentions du Pape au sujet des taxes imposées à l'Eglise, il dut mettre son *Placet expresse*. Mais il fut extrêmement irrité ; il fit enfermer Henri de Keighley quelques mois plus tard à la Tour de Londres ¹, et il ne pardonna jamais à celui qu'il regardait comme le chef de l'opposition, l'archevêque de Cantorbéry, Robert de Winchelsea.

Les délégués des comtés et des villes reçurent le 30 janvier les brefs nécessaires pour se faire rembourser leurs dépenses ². Les barons continuèrent sans doute de siéger, car le 12 février, nous les voyons adresser au Pape une lettre où ils défendent énergiquement les droits du roi sur le royaume d'Ecosse, que Boniface VIII prétendait

1. Cf. Madox, *History and antiquities of the Exchequer*, p. 615. La lettre d'Edouard I^{er} est reproduite dans Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 158, n. 3. Le roi pardonna à Keighley après qu'il eut pris un engagement solennel de ne plus rien entreprendre contre son autorité.

2. *Parl. Writs*, I, p. 101.

être un fief de la Papauté ¹. Une ordonnance royale qui est insérée parmi les *placita* de ce Parlement ne mentionne ni le consentement des grands ni celui des chevaliers et des bourgeois ; elle est faite « par le conseil du roi... en présence du seigneur roi, le roi consentant ² ».

Edouard I^{er} était à court d'argent, car il dut en emprunter à la ville de Lincoln et à celle de Londres ³ ; il lui fallut cependant attendre la fin de l'année pour percevoir le quinzième ; les brefs qui donnent commission d'asseoir et percevoir la taxe aux quatre personnes élues dans chaque comté ne parurent que le 24 octobre 1301 ⁴.

Ce qui s'était passé à Lincoln n'encouragea pas le roi à convoquer de nouveaux Parlements ; il semble qu'il n'y ait eu aucun Parlement entre le mois de janvier 1301 et le mois de juillet 1302, car certaines affaires qui, au Parlement de Lincoln, avaient été remises au Parlement suivant ne revinrent que devant le Parlement tenu à Westminster à l'octave de la Saint-Jean-Baptiste (1^{er} juillet) de l'année 1302 ⁵. Ce Parlement de Westminster ne comprenait ni chevaliers, ni bourgeois, ni représentants du bas clergé. Les brefs sont adressés à l'archevêque de Cantorbéry et à 16 évêques, à 44 abbés, aux trois grands-maîtres, à 10 comtes, 83 barons et 34 juges ou fonctionnaires. L'ar-

1. *Parl., Writs*, I, p. 102-103.

2. *Rot. Parl.*, I, p. 145.

3. *Parl. Writs*, I, p. 105, 106.

4. *Parl. Writs*, I, p. 105.

5. *Rot. Parl.*, I, p. 146.

chevêque d'York est invité à venir en personne ou à envoyer un procureur ¹. On ne paraît avoir fait dans ce Parlement que le travail ordinaire des Parlements, examiné des pétitions et prononcé des jugements ; les documents officiels l'appellent cependant un « plein Parlement ² ».

Le Parlement convoqué à Londres, d'abord pour la Saint-Michel 1302 (29 septembre), puis pour la Saint-Edouard ³ (14 octobre) renfermait tous les éléments d'un Parlement complet, à l'exception cependant du bas clergé. On y avait appelé l'archevêque de Cantorbéry et 15 évêques, 44 abbés, les trois grands-maîtres, 10 comtes, 80 barons, plus les délégués des comtés et des villes. Une convocation spéciale fut adressée aux Cinq Ports et à la ville de Yarmouth, dont les habitants avaient ensemble des difficultés qui devaient faire l'objet d'un examen au Parlement. Les brefs pour le remboursement des dépenses des chevaliers et des bourgeois sont datés du 21 octobre ⁴ ; leur séjour à Londres avait duré une semaine.

Sur ce qui se passa dans ce Parlement, on ne peut faire que des hypothèses : les *placita* ⁵ « devant le roi et son conseil » ne renferment comme à l'ordinaire que des comptes-rendus d'affaires jugées devant le roi. Edouard I^{er}

1. Brefs du 2 juin 1302 (*Parl. Writs*, I, p. 112 sq.).

2. *Rot. Parl.*, I, p. 146.

3. Brefs des 20, 24 et 26 juillet (*Parl. Writs*, I, p. 114-115) ; prorogation le 13 septembre (*Parl. Writs*, I, p. 116-117).

4. *Parl. Writs*, I, p. 131.

5. *Rot. Parl.*, I, p. 150 sq.

démanda-t-il une aide qui ne lui fut pas accordée par le Parlement ou à laquelle le Parlement mit des conditions que le roi ne crut pas devoir accepter ? Toujours est-il que, le 7 novembre 1302 ¹, parut l'ordre de percevoir l'aide « pour fille marier » qui avait été consentie en 1290 et que le roi s'était, dit-il, abstenu d'exiger jusque là « pour soulager la communauté ». Il n'est naturellement fait aucune mention dans ce bref des réserves qui avaient été faites par l'assemblée de 1290 ².

Il ne semble pas qu'il y ait eu de Parlements réunis ni d'aides accordées en 1303 ³ et en 1304. Le roi vécut de ses ressources ordinaires et se procura des revenus supplémentaires par toutes sortes d'expédients. Il accorda aux marchands étrangers une charte qui lui permit d'augmenter sensiblement les droits qu'il percevait sur leurs marchandises ⁴. Puis, sous prétexte qu'un certain nombre de commerçants anglais lui demandaient de jouir des mêmes privilèges à condition de payer les mêmes taxes, il réunit à York, le 25 juin 1303, les représentants des principales villes (42 villes avaient été convoquées), dans l'espoir de leur faire accepter la « maltote » consentie par les étran-

1. *Rot. Parl.*, I, p. 266 ; *Parl. Writs*, I, p. 132.

2. Voir plus haut, p. 108.

3. Une assemblée eut lieu à Odiham au commencement de janvier 1303.

4. La *Carta Mercatoria* est donnée dans H. Hall, *History of the Customs Revenue*, I, p. 202 sq. Elle fut déclarée illégale en 1311 et supprimée, mais rétablie plus tard. Cf. Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 553.

gers. D'après un document conservé dans les archives de Londres, ils refusèrent à l'unanimité ¹. Le roi fut réduit à percevoir un écuage ², puis à « tailler » le domaine. Le 6 février 1304, trois personnes furent nommées « pour asseoir notre taillage dans nos cités, bourgs et domaines des comtés de Kent, Middlesex, Londres, Surrey et Sussex, séparément par tête ou en commun » selon ce qui leur paraîtra le plus avantageux. Des nominations semblables furent faites pour les autres comtés ³. Le montant fut d'un sixième. L'année suivante, au Parlement de février, le roi autorisa les grands à tailler de la même manière les parties de l'« ancien domaine » de la Couronne qui étaient en leur possession ⁴.

Ce Parlement de février 1305 est le premier Parlement qui ait été formé sur le modèle de 1295 depuis le Parlement de mars 1300. Il comprenait les archevêques et les évêques, les abbés (75), les grands-maîtres des trois ordres, les procureurs du clergé, les comtes (9), les barons (94), les représentants des comtés et des villes, et 32 juges ou fonctionnaires ⁵. La réunion d'abord fixée au 16 février, à

1. *Parl. Writs*, I, p. 134-135.

2. Madox, *Exchequer*, p. 449, n. s, donne un ordre du 16 avril 1306 pour la perception de l'écuage de 1303 ; cette perception n'était pas encore terminée en 1315 (*Parl. Writs*, II, II, p. 434 sq.).

3. *Rot. Parl.*, I, p. 266.

4. *Rot. Parl.*, I, p. 161 ; *Memoranda de Parlamento*, éd. Maitland, p. 54. Comme le remarque Maitland, l'autorisation ne concernait que l'ancien domaine royal, les grands n'ayant besoin d'aucune autorisation pour le reste de leurs seigneuries.

5. Brefs du 12 novembre 1304 (*Parl. Writs*, I, p. 136 sq.).

Westminster, fut reportée au dimanche après la Saint-Mathias (28 février) ¹. Les brefs de convocation spécifiaient que l'on discuterait « certaines affaires qui touchent spécialement notre royaume d'Angleterre et l'établissement de notre terre d'Ecosse, et aussi diverses autres affaires ».

Les rôles de ce Parlement sont un peu plus complets que de coutume. Ils ont été publiés dans les *Rotuli Parliamentorum* (I, p. 159 et suiv.) et Maitland en a donné une édition plus complète et plus critique dans la collection du Maître des Rôles. Nous y voyons avec assez de détails comment on s'y prenait pour recueillir et trier les pétitions dont l'examen constituait une des occupations principales du conseil du roi ; mais les conclusions que l'on peut tirer de ce document pour apprécier le rôle et l'activité des députés des « communes » sont surtout négatives. Peut-être prirent ils part à la discussion du statut dit « de Carlisle » qui fut promulgué plus tard, au Parlement de janvier 1307, car le préambule de ce statut nous apprend qu'il a été fait au Parlement réuni le dimanche après la Saint-Mathias, la 33^e année du règne du roi Edouard, « sur le conseil des comtes, des barons, des grands, des principaux (*proceres*) et des autres nobles et des communautés du royaume » ². En tout cas, dès le 21 mars, avant que

1. Brefs du 22 janvier 1305 (*Parl. Writs*, I, p. 138 sq.).

2. *Statutes of the Realm*, I, p. 151. Comme nous le verrons plus loin (p. 239), les comtes, les barons, et la communauté du royaume présentèrent en effet, à ce Parlement de 1305, deux pétitions relatives au « taillage » des moines anglais par les supérieurs étrangers. Le

l'on eût délibéré sur les affaires d'Ecosse, une proclamation royale invita les archevêques, évêques et autres prélats, les comtes et barons, les chevaliers des comtés, les citoyens et bourgeois « et autres gentz de la comune que cy sont venuz al maundement nostre signeur le Roy a cest Parlement » ¹, à s'en retourner dans leur pays, à l'exception toutefois des évêques, comtes, barons et juges qui faisaient partie du conseil du roi. Ils devaient revenir sans retard quand on le leur demanderait. Les chevaliers et les bourgeois pouvaient se faire délivrer des brefs pour le paiement de leurs dépenses ². Il n'y a pas de raison de supposer que ces ordres n'aient pas été exécutés ; et cependant le « Parlement » continue de siéger, et quand l'évêque de Byblos se présente le 5 avril avec une lettre du Pape, il est reçu par le roi dans le palais de l'archevêque d'York, « un Parlement général étant alors réuni » (*general Parlamento tunc existente*) ³.

Il avait été décidé au Parlement de février 1305 de réu-

roi répond qu'il a fait sur cette question un statut, *in forma quae sequitur*. Mais la promulgation du statut fut remise à plus tard (Cf. *Memoranda*, n° 486).

1. La signification des mots « et autres gentz de la comune » est très obscure ; mais l'expression semble prouver que le roi avait encore convoqué d'autres personnes que les chevaliers et les bourgeois et montre que la composition du Parlement n'était pas soumise à des règles strictes.

2. *Parl. Writs*, I, p. 155 ; *Memoranda*, éd. Maitland, p. 4. Les brefs pour le paiement des dépenses (*Parl. Writs*, I, 156) sont datés de la veille, 20 mars.

3. *Memoranda*, éd. Maitland, p. 297.

nir à Londres, trois semaines après la Saint-Jean-Baptiste (15 juillet), un Parlement où seraient présents des représentants de l'Ecosse ; l'Ecosse devait envoyer dix délégués : deux évêques, deux abbés, deux comtes, deux barons et deux « pour la commune » ¹. Ce Parlement fut prorogé d'abord à l'Assomption, puis à l'octave de la Nativité de la Vierge (15 septembre). Les brefs de convocation ne furent adressés qu'à un petit nombre de personnes : l'archevêque de Cantorbéry, 5 évêques, 2 abbés, un dominicain, le prince de Galles, 5 comtes, 8 barons et des juges ou des fonctionnaires d'Angleterre et d'Ecosse, en tout 37 personnes qui toutes, à ce qu'il semble, faisaient partie du conseil du roi ². Sur les dix délégués qui devaient être envoyés « de par la comunalté de la terre d'Escoce », il en vint neuf seulement et le roi en choisit un dixième. On fit une importante ordonnance pour l'organisation de l'Ecosse, dont Edouard I^{er} avait définitivement pris possession ³ ; c'est également à ce Parlement que fut faite, « par le roi et son conseil », l'ordonnance *de conspiratoribus* ⁴.

Il y eut en 1306 une assemblée d'un caractère assez particulier, à laquelle on serait tenté de refuser le nom de Parlement, si l'on ne savait que ce mot n'avait pas alors la signification précise qu'il eut plus tard et qu'on s'en

1. *Memoranda de Parlamento*, p. 15.

2. *Parl. Writs*, I, p. 158 sq.

3. *Rot. Parl.*, I, p. 266-267 ; *Parl. Writs*, I, p. 160.

4. *Statutes of the Realm*, I, p. 145.

servait pour désigner des assemblées fort différentes les unes des autres. Le 5 avril 1306, le roi fit savoir à l'archevêque d'York, à 14 évêques, 15 abbés, 4 abbesses, 7 comtes et 63 barons qu'il avait résolu d'armer son fils chevalier à la Pentecôte, « en raison de quoi, par droit de notre Couronne, on doit nous faire une aide dans un cas de ce genre ». Il les convoquait donc devant lui et son conseil, pour le lendemain de la Trinité (30 mai), à l'effet de « discuter et ordonner avec les prélats, grands et principaux (*proceres*) de notre royaume au sujet de l'aide qui doit nous être faite dans le cas susdit et de consentir à ce qui se trouvera être ordonné sur ce point ». Les personnes ainsi convoquées pouvaient envoyer des procureurs ou fondés de pouvoir (*attornati*). Le bas clergé n'était pas convoqué ¹.

Mais Edouard I^{er} ne se borna pas à convoquer ses vassaux directs, comme il était d'usage en pareil cas. Le même jour, un bref rédigé en termes analogues prescrivait aux shériffs de faire élire deux chevaliers par comté, deux citoyens par cité et deux bourgeois par bourg, ou un seul, selon que le bourg était grand ou petit. On les chargeait en même temps de rappeler aux archevêques, évêques, abbés, prieurs et autres hommes d'Eglise qu'ils devaient être présents ou envoyer des procureurs ².

La session ne fut pas de longue durée. Les brefs pour

1. *Parl. Writs*, I, p. 164-165.

2. *Parl. Writs*, I, p. 164.

le remboursement des dépenses des chevaliers et des bourgeois sont datés du 30 mai, c'est-à-dire du jour même qui avait été fixé pour la réunion ¹. Une lettre patente du roi datée de ce même jour nous apprend que les prélats, les barons et les chevaliers ont accordé un trentième de leurs biens mobiliers, les bourgeois de toutes les villes et les habitants du domaine un vingtième « en raison de l'aide qui nous est due pour armer chevalier Edouard notre fils aîné ² ». Les percepteurs de l'aide furent nommés par des lettres du 22 juillet 1306, auxquelles est joint un règlement (*forma taxacionis*) stipulant que l'aide devra être levée sur les biens du clergé comme sur ceux des laïques ³.

Le dernier grand Parlement du règne d'Edouard 1^{er} fut convoqué le 3 novembre 1306; il devait se réunir à Carlisle, à l'octave de la Saint-Hilaire (20 janvier 1307). Il comprit, comme en 1295, des représentants du bas clergé, des chevaliers et des bourgeois. Ces convocations furent adressées au prince de Galles, à 11 comtes et 86 barons, à l'archevêque d'York, aux évêques, à 48 abbés et à 15 juges et membres du conseil ⁴. Un grand nombre d'évê-

1. *Parl. Writs*, I, p. 177-178.

2. *Rot. Parl.*, I, p. 270.

3. *Rot. Parl.*, I, p. 269; *Parl. Writs*, I, p. 178-179. Pour des raisons que nous ignorons, le bref pour la perception de l'aide dans le comté de Stafford n'eut pas paru que le 10 novembre 1306 (*Rot. Parl.*, I, p. 269).

4. *Parl. Writs*, I, p. 182 sq. Un bref du 22 février 1307 (*Ibid.*, p. 192) adressé à un certain nombre de comtes et de barons (27) dit

ques, d'abbés et de prieurs se firent représenter par des procureurs ; l'abbé de Combe qui n'envoya pas de procureur fit savoir par lettre patente qu'il acceptait d'avance tout ce que le roi déciderait en son Parlement ¹.

Les brefs pour le paiement des dépenses des chevaliers et des bourgeois (pour 26 comtés et 19 villes) sont datés du 20 janvier 1307, jour fixé pour la réunion ; mais une note ajoute que « les susdits chevaliers, à cause du long séjour qu'ils firent par ordre du roi au susdit Parlement » eurent ensuite d'autres brefs, où le roi ordonnait d'avoir égard à la distance et à la longueur du séjour, qui s'était prolongé de l'octave de la Saint-Hilaire (20 janvier), jusqu'au dimanche des Rameaux (19 mars) ². Il n'est pas question dans ces seconds brefs des députés des villes.

Le Parlement fut ouvert en l'absence du roi par le Trésorier, Walter Langton, évêque de Coventry et par Henri de Lacy, comte de Lincoln. Le grand sujet de discussion fut la situation qui était faite à l'Eglise d'Angleterre par les exactions du Pape et celles des supérieurs étrangers des ordres religieux. Les comtes, barons et « toute la com-

qu'ils avaient été convoqués pour l'octave de Saint-Hilaire, mais que le cardinal envoyé de Rome n'étant pas arrivé et ne pouvant être à Carlisle avant le dimanche après la mi-carême (12 mars), ils doivent être présents à ce moment, sous peine de forfaiture. D'après les brefs pour le paiement des dépenses, les chevaliers restèrent à Carlisle pour assister à cette réunion.

1. *Parl. Writs*, I, p. 185.

2. *Parl. Writs*, I, p. 190-191. Le second bref est daté du 10 mars par erreur, pour le 20.

munauté de la terre » présentèrent des pétitions à ce sujet¹ ; une lettre adressée au Pape et non signée, qui se trouve insérée parmi les pétitions, fait entendre les mêmes plaintes au nom du clergé et du peuple². Le statut *de asportatis religiosorum* ou « statut de Carlisle », sur lequel les « comtes, barons, grands, principaux et autres nobles et les communautés du royaume » s'étaient mis d'accord en 1305, fut promulgué, « après mûre délibération et discussion »³ ; il avait pour objet d'interdire aux religieux anglais de payer les taxes imposées par les supérieurs étrangers de leur ordre, et, d'une manière générale, d'empêcher le paiement des impôts destinés à sortir du royaume. Le roi prit d'ailleurs sur lui de suspendre momentanément l'effet de ce statut, sans doute pour éviter une lutte ouverte avec la Papauté, et la question fut de nouveau traitée dans un petit Parlement tenu à Westminster, à la Trinité (21 mai)⁴.

Elle n'était pas encore résolue lorsqu'Édouard I^{er} mourut, le 7 juillet 1307, au moment où il venait de prendre le commandement d'une nouvelle expédition contre les Écossais.

1. *Rot. Parl.*, I, p. 219.

2. *Rot. Parl.*, I, p. 207.

3. *Statutes of the Realm*, I, p. 152.

4. Cf. *Rot. Parl.*, I, p. 222-223. Le légat du Pape s'y présenta devant le conseil du roi.

IV

LA COMPOSITION DU PARLEMENT SOUS ÉDOUARD I^{er}.

L'exposé chronologique que nous venons de faire montre clairement que la composition du Parlement n'a eu, sous Edouard I^{er}, aucun caractère de fixité. Après avoir convoqué dès le commencement de son règne, en avril 1275, un Parlement auquel il ne manque que des représentants du bas clergé pour qu'il soit de tout point semblable au Parlement « modèle » de 1295, il laisse de côté quelques mois plus tard (octobre 1275) les représentants des villes et se contente de convoquer les représentants des comtés. En janvier 1283, les chevaliers et les bourgeois sont présents ; mais le Parlement est scindé en deux assemblées, correspondant aux deux provinces ecclésiastiques. En octobre 1283, les chevaliers sont convoqués ; mais quelques grandes villes sont seules appelées à envoyer des délégués au Parlement. En 1290 et en 1294, les chevaliers viennent au Parlement, les bourgeois ne sont pas convoqués. Dans aucun des autres Parlements de cette période les documents ne nous font connaître, d'une façon certaine, la présence des représentants des communes ; souvent même le Parlement ne paraît avoir été composé que de ceux qui faisaient partie du conseil ordinaire du roi.

Le Parlement de 1295 n'a pas été non plus le « modèle » de tous les Parlements qui ont suivi. C'est seulement en 1296, 1300, 1305 et 1307 que la composition du Parlement convoqué par le roi est exactement la même qu'en 1295. Les Parlements de 1298, 1301 et 1306 renferment des représentants des comtés et des villes, mais les représentants du bas clergé n'y figurent pas. Le Parlement de 1297 a des chevaliers, mais les villes et le bas clergé n'y sont pas représentés. Tous les autres Parlements de la fin du règne ne sont composés, suivant l'usage ancien, que des prélats, des barons et des autres personnes que le roi juge bon d'y appeler ; nous avons vu qu'en 1299 les délégués des « communes » ne figurent dans aucun des quatre Parlements de l'année. Dans la seconde partie de son règne, comme dans la première, Edouard I^{er} modifie donc la composition de ses Parlements d'après ses besoins et suivant les circonstances.

La diversité des assemblées qui sont officiellement désignées sous le nom de Parlement est extraordinaire. La réunion de 1295 ou celle de 1305 sont des Parlements ; mais les clercs de la Chancellerie mettent en marge du rôle la formule : « pour tenir un Parlement » (*de parlamento tenendo*) lorsqu'il s'agit d'assemblées comme celle de février 1297, où il n'y avait que des barons, sans clergé ni communes ; comme celle d'octobre 1297, où il n'y avait que des prélats, des barons et des chevaliers ; comme celle de mars 1299, où il n'y avait que des prélats et des barons ; comme celle de 15 jours après Pâques en 1299,

où n'étaient appelés que des barons et le haut clergé de la province de Cantorbéry ; comme celle d'octobre 1299, à laquelle n'étaient convoqués qu'un très petit nombre de prélats et de barons. La réunion de juillet 1302, qui ne comprenait que des prélats et des barons, est appelée dans les *placita* de la session un « plein Parlement » ¹.

Le nombre des personnes convoquées par le roi varie dans des proportions énormes. Le maximum est atteint dans les grandes réunions, comme celle de 1305, où, si personne n'était absent, le total des membres du Parlement devait dépasser 600 ² ; le minimum nous est fourni par le Parlement d'octobre 1299 à l'occasion duquel l'archevêque de Cantorbéry et 13 autres personnes sont appelés au Nouveau Temple pour y délibérer et donner conseil sur des affaires urgentes, avec les autres fidèles du roi qui seront là ³. Les comtes et barons sont 49 à la première convocation pour le grand Parlement de 1295, 46 à la seconde ; ils sont 43 au grand Parlement de 1296, 81 au Parlement de barons tenu à Salisbury en 1297, 110 au premier Parlement de 1299, 57 au second, 9 au troisième ; 110 au grand Parlement de 1300, 89 au grand Parlement de Lincoln en 1301, 93 au Parlement de la Saint-Jean-Baptiste 1302, 90 au grand Parlement de la Saint-Edouard 1302, 103 au grand Parlement de 1305, 13 au Parlement de septembre 1305, 70 au Parlement de 1306, 97 au grand

1. *Rot. Parl.*, I, 146.

2. *Memoranda de Parlamento*, éd. Maitland (Rolls S.), p. XXXV.

3. *Parl. Wrils*, I, p. 81.

Parlement de 1307. Le nombre des abbés oscille, en ne tenant compte que des Parlements où figuraient les délégués des communes et en laissant de côté le Parlement exceptionnel de 1306, entre un maximum de 80 en 1301 et un minimum de 48 en 1307. Le nombre des juges et fonctionnaires royaux qui sont appelés au Parlement est également assez variable, et nous verrons plus loin que toutes les villes convoquées à un Parlement n'étaient pas nécessairement convoquées au Parlement suivant.

Les deux Parlements de l'année 1305 sont des exemples caractéristiques de cette diversité. Le premier est une assemblée très nombreuse qui comprend, outre un nombre considérable de prélats et de barons, des représentants du bas clergé, des comtés et des villes ; au second, où fut approuvée la grande ordonnance sur les affaires d'Ecosse, 37 personnes sont convoquées. On ne peut refuser à cette petite assemblée le nom de Parlement, car elle est désignée de cette manière non seulement par une note marginale, mais dans le bref de convocation lui même. Les personnes convoquées sont informées par deux brefs successifs que le roi a prorogé, d'abord à l'Assomption, puis à l'octave de la Nativité de la Vierge, le Parlement qu'il devait tenir primitivement à la Saint Jean-Baptiste, et qu'elles doivent se présenter à la date fixée pour discuter avec les autres membres du conseil les questions au sujet desquelles le Parlement doit se réunir. Il ressort nettement du texte du second bref que tous ceux qui étaient ainsi convoqués faisaient partie du conseil du roi ¹.

1. *Nobiscum ac cum ceteris de consilio nostro tunc venturis ibidem*

Nous avons vu, d'autre part, que le grand Parlement de 1305, sous sa forme plénière, ne dura que du 28 février au 21 mars, date à laquelle une proclamation royale invita tous ceux qui ne faisaient pas partie du conseil du roi à s'en retourner dans leur pays. Nous avons vu également que le Parlement ne se termine pas à cette date : en l'absence des chevaliers et des bourgeois, du bas clergé, et même de la plus grande partie des prélats et des barons, le Parlement reste, au moins jusqu'au 7 avril, un « plein Parlement ». C'est devant un plein Parlement qu'est jugé Nicolas de Segrave, accusé d'avoir quitté l'armée d'Ecosse sans la permission du roi : il comparait « en plein Parlement, en présence du seigneur roi en personne, de l'archevêque de Cantorbéry et de plusieurs évêques, comtes, barons et autres du conseil du roi qui se trouvaient là »¹. Le 5 avril, quand l'évêque de Byblos est reçu par le roi « en présence des évêques et autres prélats, des comtes, barons, juges et de quelques autres nobles, clercs et laïques, conseillers du magnifique prince Edouard I^{er} », on ajoute dans le procès-verbal de la séance qu'« un Par-

super negociis pro quibus Parliamentum nostrum ibidem in dicto festo Assumpcionis tenendum prius ordinavimus... tractaturi (Parl. Writs, I, p. 159).

1. *Memoranda de Parlamento*, éd. Maitland, p. 255. — Les membres laïques du conseil (les ecclésiastiques ne paraissent pas avoir été consultés) déclarèrent que Segrave avait mérité la peine de mort ; le roi lui fit grâce, à la condition qu'il pût trouver sept personnes qui consentissent à fournir caution pour lui. Le 29 mars, sept personnes font connaître par lettres patentes qu'elles ont accepté cette charge, *coram ipso domino Rege et consilio suo* (*Ibid.*, p. 258).

lement général était alors réuni ». Le 6 avril, le roi, en plein Parlement, interdit au Chancelier de délivrer des lettres de protection pour l'Irlande; le 7, un certain nombre de personnes viennent « devant le conseil du roi dans ce Parlement » fournir caution pour le nouveau shériff de Northumberland ¹.

Nous sommes donc obligés de conclure que, même après 1295, la partie essentielle des Parlements d'Edouard I^{er} est constituée par le roi et son conseil.

Nous n'avons pas à revenir sur la question très obscure des origines du conseil du roi et de ses diverses transformations. Il nous suffira de rappeler qu'au temps d'Edouard I^{er} il comprend généralement quelques grands vassaux ecclésiastiques et laïques, les principaux juges, les principaux fonctionnaires, et enfin tous ceux que le roi croit utile d'y appeler. Le nombre total de ceux qui en font partie est probablement assez élevé — une soixantaine peut-être, — mais le roi ne les réunit pas nécessairement tous chaque fois qu'il veut consulter son conseil. Les fonctionnaires sont en majorité ².

1. *Memoranda de Parlamento*, p. 293, 296, 297.

2. Nous n'avons aucune liste complète des membres du conseil pour l'époque d'Edouard I^{er}. Le conseil en présence duquel Llewellyn fut condamné par contumace, le 12 novembre 1276, comprenait l'archevêque de Cantorbéry, 6 évêques, 4 abbés, le prieur des Hospitaliers, 9 comtes, 17 autres personnes désignées par leur nom, « et les autres grands du conseil du roi, les juges et les autres fidèles du roi » (*Parl. Writs*, I, p. 5). La même année, parmi les *placita coram rege* de l'octave de la Saint-Michel figure un jugement rendu contre le comte de Gloucester, *in pleno consilio regis*, en présence de

Le conseil a de temps en temps des sessions plénières, qui coïncident souvent avec les quatre « termes » judiciaires de l'année : Saint-Hilaire, ou terme de janvier, Pâques, Trinité, Saint-Michel. Des conseils ou des Parlements — la distinction est parfois bien difficile à faire — sont fréquemment convoqués à l'octave de la Saint-Hilaire ou à la Chandeleur, après les fêtes de Pâques, à la Trinité ou à la Saint-Jean-Baptiste, à la Saint-Michel ou à la Toussaint. Dans ces réunions, le roi reçoit les pétitions de ses sujets et les examine ou les fait examiner. Nous le voyons prendre des mesures pour faire classer les pétitions, pour les faire renvoyer, suivant le cas, aux juges qui font partie du conseil, aux barons de l'Echiquier ou à des commissions spéciales, de manière à ne réserver que les plus importantes à l'examen personnel du roi. C'est

l'archevêque de Cantorbéry, de 5 évêques, 3 comtes et 30 autres personnes, dont le légiste bolonais Francesco Accursi (*Parl. Writs*, I, p. 6). Le conseil devant lequel comparait l'évêque de Byblos, le 5 avril 1305, comprend le Trésorier, 2 évêques, 3 comtes, 24 personnes qualifiées « chevaliers » (dont 10 avaient été convoqués comme barons et 8 comme conseillers), 3 clercs et 3 « discrètes personnes » qui sont le Maître de la garde-robe et 2 secrétaires du roi (*Memoranda de Parlamento*, éd. Maitland, p. 299-300). Maitland a essayé d'établir la liste probable des membres du conseil à cette date de 1305, en se servant des listes de convocation au Parlement, des rôles du Parlement et des chartes accordées pendant le Parlement et attestées par des personnes de l'entourage du roi. Il arrive ainsi à un total de 70 personnes (*Memoranda*, p. CVI sq.). Ce chiffre peut, croyons-nous, être considéré comme un maximum ; il n'est pas prouvé en effet que toutes les personnes qui ont attesté des chartes ni même toutes celles qui ont été présentes au conseil aient été des conseillers assermentés.

dans ces réunions également que se jugent les procès *coram rege et consilio*, dont le compte rendu occupe, avec le texte des pétitions et les réponses à ces pétitions, la plus grande partie des « rôles du Parlement » du temps d'Édouard I^{er}. Là aussi, le roi promulgue « par son conseil » ou même par son autorité souveraine, sans mentionner le conseil, des mesures législatives qui paraissent avoir la même valeur que des statuts promulgués « en plein Parlement » et dont un assez grand nombre figurent effectivement dans la collection des « Statuts du Royaume ».

Le conseil d'Édouard I^{er} est donc à lui seul un Parlement. A ce Parlement de composition restreinte, le roi adjoint, lorsqu'il le trouve bon, un nombre plus ou moins considérable de vassaux et de « fidèles » qu'il juge nécessaire de convoquer en la circonstance au « service de cour » : les évêques ou certains d'entre eux, un nombre variable d'abbés, un nombre variable de comtes et de barons ; parfois, comme en 1297 à Salisbury, des laïques seulement et parfois, comme en 1294, des membres du clergé sans laïques. Il lui arrive aussi de convoquer occasionnellement des représentants du bas clergé.

Pendant la première partie de son règne, il convoque quelquefois des chevaliers, représentant les « communes » des comtés (1275, 1283, 1290, 1294) ; en 1275 et en 1283, il fait venir également des représentants des villes. A partir de 1295, chevaliers et bourgeois sont généralement convoqués ensemble ; cependant les chevaliers viennent seuls au Parlement d'octobre 1297, et les délégués des

grandes villes sont seuls appelés à l'assemblée de 1303, à laquelle le roi voulait faire accepter l'augmentation de la « coutume ».

Ces nouveaux venus sont parfois, à l'origine, convoqués comme les prélats et les barons « pour donner conseil » (*ad consulendum, consilium impensuri*) ; mais la formule ne tarde pas à changer et on ne les convoque plus que pour « consentir » et « faire » ce qui sera décidé d'un commun accord. On peut se demander si les premières formules ont été autre chose que de simples formules, copiées sur les brefs de convocation des grands et sans signification précise. Il est douteux que les délégués des comtés et des bourgs aient été vraiment appelés à « donner conseil ». On sait que la Chambre des Communes n'a point participé au pouvoir judiciaire de l'ancienne *curia*, du conseil, du grand conseil et de la Chambre des Lords ; il y a dans ce fait une indication fort importante sur la situation primitive des chevaliers et des bourgeois dans le Parlement. On sait aussi qu'en matière législative la Chambre des Communes n'intervient pas pour « conseiller » le roi, et ne participe à la législation que d'une manière indirecte, par voie de pétition. Tout concourt à prouver qu'à la fin du xiii^e siècle les chevaliers et les bourgeois sont *devant le conseil*, en qualité d'assistants et de pétitionnaires, mais qu'ils ne sont pas en réalité, comme les prélats et les barons, des *conseillers*.

En fait, pour les chevaliers et les bourgeois, les expressions : « venir devant le roi et son conseil, venir devant le

conseil », sont synonymes de « venir au Parlement ». En 1294, les brefs qui ordonnent de faire élire des chevaliers portent en marge du rôle l'annotation suivante : « Pour le roi, faire élire des chevaliers et les envoyer devant le conseil » ¹. En 1295, le shériff du comté de Lincoln, après avoir donné les noms des chevaliers et des bourgeois qu'il a fait élire ajoute qu'ils ont pleins pouvoirs « pour faire devant le roi et son conseil ce que le bref demande » ². De même, en 1305, le shériff du comté de Middlesex fait connaître le nom de deux chevaliers qui ont été élus par l'assentiment de tout le comté « pour être devant le roi et son conseil, au jour et lieu contenus dans le bref » ³. En cette même année 1305, la liste des chevaliers et bourgeois auxquels sont délivrés des brefs pour le paiement de leurs dépenses porte cette note d'un fonctionnaire : « Ceux-ci ont été appelés devant le conseil et sont venus ; qu'ils aient donc des brefs pour leurs dépenses... » ⁴. Précédemment, nous avons déjà rencontré des formules semblables, en 1254 et en 1265.

Les représentants des comtés et des villes sont donc au Parlement dans une situation assez différente de celle des

1. *Pro rege, de militibus eligendis et mittendis ad concilium* (Parl. Writs, I, p. 26).

2. *Ad faciendum coram domino rege et ejus consilio quod hoc breve requirit* (Parl. Writs, I, p. 39).

3. *Essendi coram domino rege et ejus consilio ad diem et locum in brevi contentum* (Parl. Writs, I, p. 147).

4. *Isti fuerunt vocati coram consilio et venerunt. Ideo habeant brevia pro expensis suis...* (Parl. Writs, I, p. 158).

prélats et des barons. Cependant il ne saurait être question à cette époque et dans des Parlements de composition aussi instable, d'une division régulière en deux Chambres, comme celle qui finira plus tard par prévaloir. Dans les Parlements ordinaires, il est probable que les prélats et les barons délibéraient ensemble, sauf peut-être sur les matières qui concernaient spécialement l'une ou l'autre classe. Dans les grands Parlements, que Stubbs appelle des « Parlements d'Etats » et qui offrent en effet une assez grande analogie avec les Etats généraux de Philippe le Bel, la division en noblesse, clergé et tiers état paraît la plus naturelle, et aurait peut-être fini par s'imposer à la longue, si le clergé n'avait pas abandonné le Parlement, où il voisinait avec les laïques, pour se retirer dans ses « Convoctions » particulières. Mais, au temps d'Edouard I^{er}, la distinction entre les trois ordres est loin d'être absolue. Les évêques et les abbés sont des barons, qui doivent, comme les barons laïques, fournir leur contingent de chevaliers lorsque le roi convoque l'armée féodale ; s'ils rencontrent les membres du bas clergé dans les synodes provinciaux, ils se trouvent constamment à côté des barons dans les Parlements ordinaires. D'autre part, les chevaliers des comtés n'appartiennent pas au tiers état et tout concourt à prouver qu'ils se considèrent à cette époque comme une section du « baronnage ».

Un grand Parlement, comme ceux de 1295 et de 1305, se trouve donc formé de cinq groupes différents : le haut clergé (évêques et abbés), les comtes et les barons, le bas

clergé, les chevaliers des comtés, les citoyens et bourgeois des villes. Les membres des deux premiers groupes sont convoqués directement par bref royal adressé à chacun d'entre eux ; les trois autres groupes sont convoqués indirectement, le bas clergé par l'intermédiaire des évêques, les chevaliers et les bourgeois par l'intermédiaire du shériff. Une partie du bas clergé, les chevaliers et les bourgeois sont élus et représentent le clergé paroissial d'un diocèse, la « communauté » d'un comté ou la « communauté » d'une ville. A côté de ces cinq groupes figurent les juges et les fonctionnaires qui forment comme une section permanente du conseil du roi et qui paraissent diriger le travail du Parlement.

Le clergé a ses intérêts particuliers. Il dépend non seulement du roi, mais du Pape ; il est soumis non seulement à la loi anglaise, mais encore au droit canon. Lorsqu'il s'agit de faire une « aide » collective ou de prendre une résolution collective, il délibère sans doute à part. C'est ainsi que Barthélemy de Cotton nous le représente en 1296, au Parlement de Saint-Edmundsbury, dans les journées anxieuses où il essayait de concilier les ordres donnés par le Pape dans la bulle *Clericis laicos* avec la crainte que lui inspirait le roi. Le chroniqueur semble même dire que le clergé avait adopté dans ses réunions parlementaires la division en quatre sections (évêques, abbés et religieux, chanoines et autres dignitaires ecclésiastiques, délégués du clergé paroissial) que l'on retrouve dans ses assem-

blées synodales ¹. La distinction entre le clergé, en tant qu'ordre, et le reste du Parlement est très nette. On a remarqué que, dans les brefs adressés aux shériffs pour l'élection des chevaliers et des bourgeois, la présence des comtes et des barons au futur Parlement est signalée, mais non celle du clergé ; on en a parfois tiré la conclusion qu'Édouard I^{er} songeait à constituer deux assemblées : une assemblée ecclésiastique et une assemblée laïque.

Mais les évêques et les abbés sont, comme nous venons de le dire, des barons en même temps que des membres du clergé. Ils reçoivent ou peuvent recevoir une convocation personnelle, même quand le reste du clergé n'est pas appelé au Parlement. On les voit accorder régulièrement au roi la même aide que les barons. Ils forment dès maintenant avec le baronnage une seconde subdivision du Parlement, germe de la future Chambre des Lords. L'assemblée des prélats et des barons a comme marque distinctive que tous ceux qui la composent sont convoqués individuellement par le roi ², comme devaient l'être les « grands barons » (*maiores barones*) de la Grande Charte. La convocation individuelle devient pour les barons le signe de la véritable noblesse, tous ceux qui ne sont pas convoqués individuellement au Parlement tombant, par le fait même, dans le « commun », quelle que soit leur origine ³.

1. Colton, *Hist. Angl.*, p. 314-315. — Cf. *Ann. Dunstable*, p. 405.

2. Des convocations irrégulières adressées aux évêques par l'intermédiaire des archevêques causèrent des protestations en 1282,

3. Nous n'avons pas à rechercher d'après quel principe le roi



Restent les chevaliers et les bourgeois, sur lesquels il nous faut insister particulièrement, puisque c'est de leur réunion que sortira plus tard la Chambre des Communes. A côté de différences frappantes, il existe entre ces deux groupes certaines ressemblances.

Les uns et les autres sont des représentants élus. On peut, nous l'avons vu, contester avec plus ou moins de vraisemblance l'élection des députés pour certaines assemblées antérieures à 1265, et pour l'assemblée de 1265 elle-même ; le doute n'est plus possible sous Edouard I^{er}.

Le mode d'élection des chevaliers ne nous est connu que d'une façon très incomplète. Le bref de convocation au Parlement d'octobre 1275 enjoint expressément au shériff de les faire élire « en pleine cour de comté par l'assentiment dudit comté »¹. Les formules varient plus tard et sont moins explicites, mais l'élection continue à se faire de la même manière : les réponses des shériffs en font foi. Les chevaliers sont élus « par toute la commu-

choisissait les barons qu'il convoquait à ses Parlements ; il est possible qu'à l'origine le droit — ou plutôt le devoir — de venir à la cour du roi ait appartenu à tous ceux qui tenaient leur terre du roi « en baronie ». Mais, en fait, on ne venait pas au service de cour sans y être convoqué, et, tout au moins à la fin du XIII^e siècle, le roi ne convoque que les barons dont la présence lui paraît utile.

1. *In pleno comitatu tuo de assensu ejusdem comitatus eligi facias dictos duos milites*. Le mot *comitatus* a le double sens de comté et de cour de comté.

nauté du comté » (Gloucestershire, 1290), « en pleine cour de comté » (Oxfordshire et Berkshire, 1290), « en pleine cour de comté par l'assentiment de tout le comté » (Lincolnshire, 1290), « par le consentement de tout le comté » (Lancashire, 1295), « en pleines cours de comté de Somerset et de Dorset par la communauté desdits comtés » (1295)¹ ; des formules analogues sont constamment employées dans les Parlements suivants. Rien n'autorise donc à supposer, comme on l'a fait parfois², que les tenanciers en chef du roi avaient seuls le droit de suffrage et que les chevaliers représentaient uniquement ces petits vassaux directs qui, d'après l'article 14 de la Grande Charte de Jean-sans-Terre, devaient être convoqués au grand conseil par le shériff chaque fois que le roi demandait une aide à ses vassaux. Une telle restriction serait d'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, tout à fait contraire à la politique suivie par Edouard I^{er}.

Mais, si l'on sait fort bien que les chevaliers étaient élus par la cour de comté, il est difficile de dire de quels éléments se composait vers la fin du xiii^e siècle cette cour de comté qui élisait les chevaliers.

Nous n'avons pas la prétention de résoudre en passant ce problème, sur lequel des recherches minutieuses dans les archives locales de l'Angleterre, lorsque ces archives

1. *Parl. Writs*, I, p. 22, 23, 38, 41.

2. Cette théorie paraît être celle des auteurs des *Reports on the dignity of a peer* (Cf., I, p. 188).

seront mieux connues et mieux classées, permettront seules de jeter quelque lumière. Nous nous bornerons donc à l'exposé des faits essentiels, en tant qu'ils intéressent le sujet que nous traitons.

Les ordres donnés aux shériffs lors du passage des juges itinérants dans leur comté nous renseignent sur la composition théorique de la cour : le shériff devait y convoquer tous les archevêques, évêques, abbés, comtes, barons, chevaliers et francs tenanciers du comté, et de chaque villa quatre loyaux hommes et le prévôt, et de chaque bourg douze bourgeois¹. Une telle assemblée était évidemment exceptionnelle ; il ne pouvait être question de réunir tous les mois, comme le prévoyait la Grande Charte de Henri III², une semblable cour de comté. Le statut de Merton (1236) avait d'ailleurs permis à tout homme libre qui devait « suivre » la cour de comté de ne pas comparaître en personne et de se faire représenter par un fondé de pouvoirs (*attornatus*)³. Les grands personnages se faisaient rem-

1. Voir plus haut, p. 8.

2. Chartes de 1217 et de 1225, art. 35 (Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 57) : *Nullus comitatus decelero teneatur, nisi de mense in mensem ; et, ubi major terminus esse solebat, major sil.* Les textes publiés par Ch. Gross, *Select cases from the coroners' rolls* (Selden Soc., 1896), montrent que la réunion avait effectivement lieu tous les mois ou toutes les 4 semaines. D'après un procès de 1226 (*Bracton's Note Book*, éd. Maitland, n° 1730) la cour de comté ne se réunissait alors que tous les 40 jours dans le comté de Lincoln.

3. *Statutes of the Realm*, I, p. 4. Cet article, qui n'est mentionné ni dans les brefs adressés aux shériffs (*Statutes of the Realm*, *ibid.*) ni dans les analyses de Mathieu de Paris et des *Annales de Burton*, n'est pas d'une authenticité inattaquable, mais l'usage n'est pas douteux.

placer par leurs intendants (*senescalli*), et la coutume s'établit en beaucoup d'endroits de donner des terres en fief, à charge par le preneur de « suivre » la cour de comté à la place de la personne ou de la « communauté » qui avait concédé le fief. L'étude des *Rotuli Hundredorum*, qui renferment les résultats de la grande enquête ordonnée par Edouard I^{er} au commencement de son règne, a fourni à Maitland ¹ un assez grand nombre de cas dans lesquels le service dû par une personne, par un bourg, par un hundred, par une *villa*, est fait par ce que les documents appellent parfois un « fondé de pouvoirs fieffé » (*attornatus feoffatus*) ; il arrive même que l'obligation de « suivre » la cour de comté pour le compte de celui qui a donné le fief soit partagée entre plusieurs personnes dont chacune « suit » un certain nombre de cours dans l'année.

Suivre la cour de comté n'est donc pas un privilège, mais une obligation, à laquelle on cherche à se soustraire : les *Calendars of charter rolls* ² signalent un assez grand nombre de chartes dans lesquelles l'exemption de

1. *English Historical Review*, 1888, p. 417-421 (*The suitors of the county court*). Voir aussi Pollock and Maitland, *History of English law*, I, p. 522 sq.

2. Voir à l'Index les mots *county court* et *shire*. En 1258, une des critiques faites à l'administration de Henri III fut qu'il avait accordé trop d'exemptions (Cf. p. 165, n. 1). Henri III avait cependant, par une lettre du 22 juin 1255, ordonné une enquête sur ceux *qui sectas debent ad comitalus illos et ad curias nostras in eisdem comitatibus et qui subtraxerunt se ab hujusmodi sectis faciendis sine waranto* (dans H. Cox, *Antient parliamentary elections*, p. 49, d'après Pat. 39 H. III, m. 9 d. ; cf. *Calendar of patent rolls, 1247-1258*, p. 438).

la cour de comté figure en bonne place parmi les avantages accordés à des villes ou à des particuliers.

Malgré le morcellement croissant des fiefs, le nombre de ceux qui suivaient la cour de comté ne paraît pas être allé en augmentant. Il semble en effet que l'on ait considéré le nombre de « suites » qui était dû par un fief comme une quantité fixe qui ne devait pas changer, même si le fief primitif était divisé entre plusieurs personnes. Le nombre de ceux qui suivaient la cour de comté ne pouvait donc que diminuer. Dès 1258, on se plaint qu'il n'y ait pas assez de chevaliers présents pour expédier les affaires courantes ¹, et il est probable que, comme le pense Maitland, la cour de comté n'était pas, à la fin du XIII^e siècle, une assemblée très nombreuse, au moins dans ses sessions ordinaires. Tous les francs tenanciers du comté étaient sans doute convoqués et avaient le droit de se présenter, mais ils se gardaient bien d'user de ce « droit », dont l'exercice ne leur eût attiré que des ennuis ².

1. 28^e article de la pétition de 1258 dans *Ann. Burton*, p. 443.

2. Riess (*Geschichte des Wahlrechts*, p. 47, 48) pense au contraire que l'assistance était très nombreuse et comptait entre 500 et 1.000 personnes ; mais les faits qu'il cite sont peu probants, au moins pour la période qui nous occupe. Le seul qui se rapporte à cette période est un cas de 1278 (*Parl. Writs*, I, p. 214). Le shériff du Northumberland ayant reçu l'ordre de faire donner caution à ceux qui ont plus de 20 livrées de terre et doivent être armés chevaliers, réunit la cour. Les futurs chevaliers, avec leurs cautions, y forment un total de 149 personnes, ce qui, suivant Riess, fait supposer que l'assemblée était nombreuse. Mais il s'agit évidemment d'une assemblée exceptionnelle.

La cour de comté ainsi constituée agissait au nom du comté, sous la présidence du shériff, jugeait les procès, répondait des jugements devant la cour du roi, élisait, quand le roi le demandait, les personnes chargées de répartir les taxes royales, et les coroners ¹ ; c'est elle également qui envoyait à Westminster, devant les juges royaux ou devant le conseil, les chevaliers chargés de traiter, au nom du comté, toutes sortes de questions judiciaires ou administratives.

Rien ne prouve que la composition de la cour de comté, quand elle était convoquée pour élire des délégués au Parlement, ait été différente de sa composition ordinaire : la masse des chevaliers et des tenanciers libres n'avait, nous le verrons, aucun motif de s'intéresser particulièrement à ces élections. En 1297 cependant, lors des élections pour le Parlement de la Saint-Michel, le shériff des comtés de Surrey et de Sussex écrit : « J'ai fait venir devant moi à Southwark les chevaliers et les francs tenanciers du comté de Surrey, qui ont élu... », etc., et s'exprime dans les mêmes termes en parlant du comté de Sussex ². Il est probable, comme nous l'avons dit, qu'il y avait en effet une convocation générale ; mais il est probable également qu'à cette convocation générale répondaient surtout ceux pour

1. D'après Ch. Gross, *Select cases from the coroners' rolls*, p. XXXV, le mode d'élection des *coroners* aurait été le modèle des élections parlementaires.

2. *Venire feci coram me apud Suwerk milites et libere tenentes de comitalu Surrey qui elegerunt...* (*Parl. Writs*, I, p. 60).

lesquels il était obligatoire de « suivre » la cour. Le shériff de Lincoln, en rendant compte de l'élection de 1290 où il a fait élire 3 chevaliers « en pleine cour de comté par l'assentiment de tout le comté », ajoute que le troisième chevalier était absent et que personne n'a voulu se porter caution pour lui ; mais que « les sénéchaux et ceux qui suivent la cour » (*senescalli et sectatores*) ont refusé d'en élire un autre et ont donné pleins pouvoirs aux deux premiers, pour le cas où le troisième ne se présenterait pas ¹. Le corps électoral ne semble donc avoir compris dans ce cas que les intendants des grands seigneurs et ceux auxquels incombait le devoir de « suite ».

Du reste, il se peut que la composition du corps électoral ait varié suivant les circonstances. Si l'élection se trouvait coïncider avec une réunion plénière, déterminée par la venue des juges du roi, l'assistance était sans doute plus nombreuse qu'elle ne l'était habituellement. Au contraire, le shériff de Northumberland qui, en 1297, disposait d'un délai de huit jours pour convoquer l'assemblée, faire procéder à l'élection, et faire parvenir à Westminster les noms des députés et les députés eux-mêmes, dut nécessairement simplifier la procédure ².

Le droit électoral avait alors si peu de valeur qu'on ne songeait pas à le définir avec précision : on ne le fit qu'au

1. *Parl. Writs*, I, p. 22.

2. *Parl. Writs*, I, p. 60. Le shériff fait savoir qu'il a reçu le bref le samedi, veille de la Saint-Michel (28 septembre) ; les chevaliers étaient convoqués pour le 6 octobre à Westminster.

commencement du xv^e siècle, c'est-à-dire à une époque où le rôle de la Chambre des Communes était déjà devenu fort important¹ ; cent ans plus tôt, les électeurs se dérobaient à leur prétendu « droit », pour ne pas payer leur part de l'indemnité accordée aux députés. Les candidats ne paraissent pas avoir été plus enthousiastes que les électeurs : le shériff a soin de leur faire donner caution ou de prendre des garanties sur leurs biens. Dans ces conditions, l'influence du shériff qui présidait et des quelques grands personnages qui étaient présents personnellement ou représentés par leurs intendants, devait être prépondérante, d'autant plus que l'élection se faisait sans doute par acclamation et que les noms des candidats étaient présentés par le shériff². C'est également le shériff qui faisait connaître à la Chancellerie les noms des élus : dès 1319, nous voyons un chevalier se plaindre que, bien qu'il eût été nommé par la cour, le shériff ait substitué un autre nom au sien³. En 1376, une pétition présentée au roi par les Communes demande que les chevaliers soient nommés par élection commune parmi les meilleures gens du comté (*par*

1. Lois de 1406 et de 1430.

2. Voir sur ce point Riess, *Geschichte des Wahlrechts*, p. 51-52. — Les termes mêmes du bref de convocation (*de discreciolibus et ad laborandum polencioribus*) pouvaient permettre au shériff d'intervenir légalement dans le choix des candidats.

3. *Parl. Writs*, II, II, App., p. 138. Le chevalier en question déclare qu'il a été élu par « le évesque de Excestre, Sir Willame Martyn, par assent des autres bones gentz de cel conté »,

commune election de les meillours gentz des ditz countees) et non pas « certifiés » par le shériff sans élection régulière¹. Il arrive cependant que la cour de comté refuse de déférer aux désirs du shériff et qu'elle élise, par exemple, des absents, malgré ses protestations².

Sur les élections des députés des villes, nos renseignements sont encore moindres, s'il est possible, que sur les élections des chevaliers des comtés. La Chancellerie renonce sous Edouard I^{er} à convoquer directement les villes, comme on l'avait fait pour le Parlement de 1265 et comme on le fit encore en 1283 pour le Parlement de Shrewsbury³. Dès 1275, le roi avait convoqué les villes par l'intermédiaire du shériff ; en 1295 et dans les Parlements suivants, le même bref ordonne au shériff de faire élire deux chevaliers « et de chaque cité deux citoyens et de chaque bourg deux bourgeois ». Le shériff transmet l'ordre au bailli du hundred ou de la « liberté » où se trouve la ville, ou aux magistrats de la ville elle-même, suivant

1. *Rot. Parl.*, II, p. 355.

2. Ainsi dans le comté de Lincoln, en 1290 (*Parl. Writs*, I, p. 22) ; dans le comté de Surrey, en 1297 (*Ibid.*, p. 60). — Riess (*Wahlrecht*, p. 52-53) pense que les noms inscrits par le shériff au verso du bref de convocation et dont quelques-uns sont parfois rayés et remplacés par d'autres, sont les noms des candidats présentés ; lorsqu'un candidat n'était pas élu, le shériff rayait son nom et le remplaçait par un autre ; il recopiait ensuite, au net, les noms des élus, avec ceux de leurs cautions. L'hypothèse est plausible, mais les noms effacés peuvent être aussi ceux de chevaliers qui n'ont pas accepté le mandat qu'on leur confiait.

3. Le cas de Londres est une exception ; Londres est considéré comme un comté et convoqué directement.

les cas ; il reçoit la réponse et la fait connaître à la Chancellerie en même temps que le résultat de l'élection des chevaliers. Le shériff du comté d'Oxford écrit en 1295 : « Il n'y a pas de cité ni de bourg dans le comté d'Oxford, si ce n'est la ville d'Oxford. Et le bref qui m'est arrivé a été renvoyé par moi aux baillis de la « liberté » de ladite ville qui ont droit au renvoi des brefs de toute nature. Et ils m'ont répondu que, par l'assentiment de la communauté de la ville d'Oxford, ont été élus, suivant la forme du bref, les deux bourgeois ci-dessous... »¹. Des mentions analogues se retrouvent constamment dans les Parlements suivants. Lorsqu'une ville ne donne pas de réponse, ce qui est assez fréquent, le shériff a généralement soin de noter que telle ou telle ville n'a pas répondu.

Quant à ce qui se passait dans la ville même, il faut avouer que nous n'en savons rien. A Londres, lors des élections pour le Parlement de 1296, nous voyons les aldermen et quatre hommes de chaque *ward* tenir, le 26 septembre, une réunion dans laquelle ils choisissent deux députés ; le 8 octobre, en présence du « gardien » de Londres² et de dix aldermen, il y a une réunion de la « communauté », c'est-à-dire une assemblée composée de « six des meilleurs et des plus discrets de chaque *ward* » qui nomment les mêmes députés³. En 1298, les deux dépu-

1. *Parl. Writs*, I, p. 40.

2. Londres fut administré par un « gardien » nommé par le roi, de 1285 à 1296 inclusivement.

3. *Parl. Writs*, I, p. 49.

tés de Londres sont élus par le maire et les aldermen ¹. Le 3 février 1300, en présence du maire et des aldermen, sont convoqués « les six meilleurs et plus discrets de chaque ward pour élire deux citoyens ». L'assemblée élit deux aldermen et deux autres personnes, « de telle sorte que les quatre personnes susdites aient pleins pouvoirs au nom de ladite cité et que ladite communauté tienne pour convenu et établi ce qui sera fait par eux ». Suit une « commission » datée du 28 février et adressée au roi, lui faisant savoir que *les deux aldermen ont pleins pouvoirs* ². Le procès-verbal de l'élection de 1312 est ainsi conçu : « Le samedi après la fête de Saint-Pierre et Saint-Paul...se réunirent au Guildhall T. Romayn, N. de Farendon et Jean de Wengave, remplaçant le maire qui était malade, des aldermen [au nombre de dix], le shériff Richard de Welleford, et de chaque ward douze prud'hommes, etc., pour élire deux ou quatre prud'hommes pour l'affaire indiquée dans le bref ci-dessus, etc. Et pour cela furent élus... » Suivent les noms de quatre personnes ³. En 1314, le maire, les aldermen et les prud'hommes de chaque *ward* choisissent trois personnes, parmi lesquelles le maire et les aldermen en choisissent deux ; la « communauté » choisit également trois personnes, parmi lesquelles on en choisit deux. Ces quatre personnes ont pleins pouvoirs et deux quel-

1. *Parl. Writs*, I, p. 72.

2. *Parl. Writs*, I, p. 85.

3. *Parl. Writs*, II, II, p. 74.

conques d'entre elles ont également pleins pouvoirs ¹. On voit que le mode d'élection ne paraît pas avoir été très bien fixé et qu'il ne péchait point par excès de simplicité ; on ne saurait d'ailleurs tirer de ce qui se passait à Londres aucune conclusion générale, et les textes sont muets en ce qui concerne les autres villes. Nous ne pouvons dire de quelles personnes se composait alors la « communauté » qui élisait les députés dans chaque ville ; si l'on en juge par ce qui exista plus tard, il devait y avoir à cet égard de grandes différences entre les villes.

Certains textes pourraient faire croire que l'élection des députés des villes avait lieu parfois dans la cour de comté. C'est ce que semble dire le procès verbal du shériff de Somerset et Dorset en 1295 : « En pleines cours de comté de Somerset et Dorset, par la communauté desdits comtés, j'ai fait élire quatre chevaliers, et de chaque cité deux citoyens et de chaque bourg deux bourgeois, selon la teneur de ce bref ; leurs noms et les noms de ceux qui se sont portés caution de leur venue devant vous au jour fixé dans ce bref se trouvent sur la cédule cousue à ce bref...² ». Mais peut-être le shériff fait-il seulement allusion à un usage qui devint plus tard général, celui de faire proclamer officiellement en cour de comté par une délégation de la ville le nom des bourgeois qu'elle avait élus ³ ; peut-être

1. *Parl. Writs*, II, II, p. 129.

2. *Parl. Writs*, I, p. 41.

3. Un acte contenant un procès-verbal de l'élection était ensuite dressé entre le shériff, d'une part, et les délégués, de l'autre ; cet

aussi les mots « en pleines cours de comté » ne se rapportent-ils qu'à l'élection des chevaliers.

Bourgeois et chevaliers ont en commun d'être les uns et les autres convoqués par l'intermédiaire du shériff, d'être élus par leurs concitoyens, et d'être les représentants des « communautés », communautés des villes ou communautés des comtés. Un autre fait pourra contribuer à les rapprocher plus tard : ils forment dans le Parlement une section nouvelle, nettement inférieure à l'assemblée des prélats et des barons qui a de tout temps constitué la « cour du roi ». Même après 1295, ils ne sont convoqués que par exception. Lorsqu'on les réunit, on se hâte de les renvoyer dans leur pays dès que l'on a obtenu d'eux ce qu'on voulait leur demander : nous avons vu que les brefs pour le paiement de leurs dépenses sont parfois datés du jour même qui avait été fixé pour la réunion du Parlement. Leur consentement à une mesure législative n'est men-

acte fut rendu obligatoire par une loi de 1445. On a beaucoup discuté sur les pouvoirs et le rôle véritable des délégations qui semblent parfois avoir, au xv^e siècle, réellement élu les députés dans la cour de comté (Cf. H. Cox, *Antient parliamentary elections*, p. 125 sq. ; Stubbs, *Const. Hist.*, III, p. 427 sq.). Dans la période que nous étudions les documents nous montrent nettement le shériff transmettant, directement ou indirectement, l'ordre d'élire à la ville et attendant la réponse, qui arrive quelquefois en retard (*Parl Writs*, I, p. 143 et 157, Colchester ; II, II, p. 46, Scarborough) ou même n'arrive pas du tout. Cependant Riess (*Wahlrecht*, p. 104-105) a attiré l'attention sur un fait singulier : il arrive que les chevaliers et les bourgeois de plusieurs villes d'un comté aient les mêmes cautions, ce qui ne s'explique guère qu'en supposant que les dernières dispositions de l'élection, tout au moins, ont été prises dans la cour de comté.

tionné clairement que deux fois, en 1275 et en 1307 et, comme nous le verrons, pour des raisons particulières. En 1305, les questions les plus graves se discutent après leur départ. Les chroniqueurs ne parlent pas d'eux et les rôles où les clercs de la Chancellerie copient les pétitions, les plaids et les mesures législatives des Parlements, ne font allusion que par hasard à leur présence. Enfin, les uns comme les autres, les députés des comtés et les députés des villes ne sont pas appelés au Parlement pour délibérer, mais pour « faire ce qui sera ordonné d'un commun conseil ».

Ces ressemblances ne pouvaient manquer d'agir à la longue pour déterminer un rapprochement entre les chevaliers et les bourgeois ; mais sous Edouard 1^{er} les différences sont plus marquées que les ressemblances. Le niveau social n'est pas le même dans les deux groupes. Gentilshommes campagnards ou cadets de grandes familles, les chevaliers s'estiment nécessairement très supérieurs à la bourgeoisie mercantile ; par leurs origines, leur éducation, leur genre de vie, ils sont beaucoup plus près des barons que des bourgeois. En fait, rien ne les distingue du baronage, si ce n'est qu'ils ne sont pas convoqués personnellement par le roi et qu'ils représentent non seulement leurs intérêts et ceux de leurs vassaux, mais les intérêts de tous les hommes libres de leur comté. Lorsqu'ils accordent une aide au roi, cette aide est toujours la même que celle qui est accordée par les barons. Enfin, ils ont été convoqués au Parlement sans les bourgeois à plusieurs reprises

avant 1295, et ils le seront encore en 1297. Il est probable qu'en 1307 ils restèrent au Parlement après le départ des bourgeois qui paraissent avoir été renvoyés immédiatement¹.

L'infériorité des bourgeois est manifeste; malgré leur nombre (220 députés en 1295 pour 35 comtés, 156 en 1298 pour 34 comtés, 187 en 1305 pour 37 comtés, 176 en 1307 pour 35 comtés), leur importance dans le Parlement paraît minime. La plupart des villes sont dans le domaine du roi et, comme telles, taillables: aussi l'aide accordée par les villes est-elle généralement supérieure à celle qui est accordée par les chevaliers et les barons. En 1294, bien qu'elles n'eussent pas été représentées au Parlement, on leur avait demandé un sixième, tandis que le reste des laïques ne payait qu'un dixième; en 1295, les villes du domaine accordent un septième, tandis que les barons et les chevaliers donnent un onzième et le clergé un dixième; en 1296, toutes les villes sans exception donnent un huitième, les barons et les chevaliers un douzième. En 1297, on essaie de leur faire payer un cinquième, tandis que « les comtes, barons, chevaliers et autres laïques » ne

1. Les brefs de dépenses pour les chevaliers de 26 comtés et les bourgeois de 19 villes sont datés du 20 janvier 1307, jour fixé pour la réunion du Parlement. « Puis les susdits chevaliers à cause du long séjour qu'ils firent par ordre du roi audit Parlement » eurent de nouveaux brefs où le roi ordonne de tenir compte de la distance et de la longueur du séjour qui a duré depuis l'octave de la Saint-Hilaire (20 janvier) jusqu'au dimanche des Rameaux (19 mars). Mais nous avons vu qu'il n'est pas question de nouveaux brefs pour les députés des villes (*Parl. Writs*, I, p. 190-191).

paieraient qu'un huitième, et ce n'est qu'après avoir tergiversé quelque temps que l'on décide de se contenter, dans les villes comme ailleurs, du neuvième accordé par le Parlement en échange de la confirmation des Chartes. En 1306, quand le roi arme son fils chevalier, l'aide accordée par les barons et les chevaliers est un trentième ; les bourgeois donnent un vingtième.

Le procès-verbal de ce dernier Parlement a été publié par Brady¹. Bien que la session ait été fort courte, puisque les chevaliers et les bourgeois furent renvoyés le jour même de leur arrivée, ce compte rendu est intéressant à divers titres, et particulièrement parce qu'il nous montre que les bourgeois sont encore nettement séparés des chevaliers.

On rappelle d'abord dans ce document le motif pour lequel le roi a convoqué, devant lui et son conseil, les grands du royaume et les représentants des comtés et des villes. Vient ensuite l'énumération des grands personnages ecclésiastiques et laïques qui ont effectivement comparu au jour fixé, soit en personne, soit par procureur. On ajoute qu'il est venu de chaque comté deux chevaliers et de chaque cité ou bourg deux bourgeois « élus par les communautés des comtés, des cités et des bourgs pour traiter, ordonner et consentir aux demandes susdites, au nom desdites communautés ».

1. Dans *Introduction to the old English History* (1684), App., p. 29, et dans *An historical treatise of cities and burghs* (éd. 1777). App., p. 26.

Tout le monde étant réuni devant le conseil du roi, et après que le conseil a eu montré, de la part du roi, qu'on devait lui faire une aide dans un cas semblable et que, de plus, il avait de grandes dépenses pour réprimer la rébellion de Robert Bruce, « les prélats, comtes, barons et autres grands et aussi les chevaliers des comtés » ont délibéré sur cette question (*tractatum super hoc cum deliberatione habentes*) et ont décidé à l'unanimité, pour eux et pour la communauté du royaume (*pro se et tota communitate regni*), de donner au roi le trentième de leurs biens mobiliers.

Les bourgeois délibèrent à part :

« Les citoyens et bourgeois des cités et bourgs, et les autres du domaine du roi étant réunis et après avoir traité les questions susdites, considérant les frais qui incombent au roi, comme on l'a dit précédemment, ont accordé unanimement au seigneur roi pour les raisons susdites la vingtième partie de leurs biens mobiliers... »

L'infériorité des députés des villes apparaît encore dans la somme qu'on leur alloue pour leurs dépenses journalières. Nous n'avons pas de tarif qui remonte à l'époque d'Edouard I^{er} ; sous son règne et au commencement du règne d'Edouard II, le bref qui est délivré aux députés prescrit seulement de leur rembourser leurs « dépenses raisonnables ». Mais lorsqu'en 1315, pour mettre fin aux contestations, on fixe la somme qui doit être payée aux députés, la journée d'un bourgeois (2 sous) est évaluée à la moitié du prix de la journée d'un chevalier (4 sous) ¹. La proportion

1. *Parl. Writs*, II, II, p. 149-150.

reste à peu près la même dans les années suivantes, bien que le taux du paiement varie : quand le chevalier reçoit 3 sous ou 3 sous 4 deniers, le bourgeois doit se contenter de 20 deniers ¹.

Cette infériorité ne disparaîtra même pas avec la formation de la Chambre des Communes ; longtemps encore le député d'un bourg restera moins considéré et moins influent que le député d'un comté : jusqu'en 1533 le *Speaker* de la Chambre des Communes fut toujours un chevalier.

Il est hors de doute, par conséquent, que dans les Parlements d'Edouard I^{er} les chevaliers et les bourgeois ne forment pas un groupe unique : le taux différent de l'aide qu'ils accordent prouve qu'ils ne délibèrent pas ensemble. Si quelqu'un s'était alors préoccupé de faire des hypothèses sur l'avenir du Parlement, une division en quatre chambres — clergé, grands seigneurs, chevaliers et bourgeois — lui aurait paru sans doute la conséquence la plus naturelle des innovations d'Edouard I^{er}, à moins qu'il n'eût mieux aimé supposer que les chevaliers finiraient par se rattacher à la Chambre des seigneurs ; il est peu probable qu'il eût pu prévoir cet heureux accident de la Constitution anglaise qui s'appellera la Chambre des Communes.

1. En mai 1322, l'indemnité accordée aux chevaliers est de 3 sous par jour et celle des bourgeois de 20 deniers ; en novembre, les chevaliers ont 4 sous par jour et les bourgeois 2 sous. En mars 1324, les chevaliers ont 3 sous 4 deniers et les bourgeois 20 deniers (*Parl. Wrils*, II, II, p. 258-259, 277-278, 313-314). Les frais de voyage étaient naturellement établis d'après la distance.

LES CAUSES DE LA CONVOCATION DES DÉPUTÉS DES COMMUNES

Quels qu'aient été les motifs qui ont poussé Simon de Montfort à convoquer, en 1265, des représentants des comtés et des villes, il est certain, nous l'avons vu, que la Constitution très aristocratique par laquelle il voulait limiter le pouvoir du roi ne prévoyait aucunement de semblables convocations pour l'avenir. C'est le roi Edouard I^{er} qui a donné à ces représentants droit de cité dans son Parlement, sans faire d'eux néanmoins un des éléments essentiels de l'assemblée. Avec Edouard I^{er}, ce qui n'avait été jusque-là qu'une exception devient un usage. La composition du Parlement reste variable pendant toute la durée du règne ; mais ces convocations qui commencent avec le premier Parlement d'Edouard I^{er} et qui deviennent ensuite de plus en plus fréquentes, présentent cependant un caractère systématique qui décèle un plan préconçu.

Elles n'ont pas été imposées au roi par une alliance entre la haute noblesse d'une part, la petite noblesse et la bourgeoisie, de l'autre ; l'histoire ne fait mention d'aucune alliance de ce genre. Le seul document dans lequel la haute noblesse paraisse revendiquer en faveur des

chevaliers et des bourgeois le droit d'être convoqués au Parlement est l'article 1 du *statutum de tallagio*, où le roi s'interdit de lever des tailles et des aides sans le consentement « des archevêques, évêques et autres prélats, des comtes, barons, chevaliers, bourgeois et autres hommes libres du royaume ». Mais nous savons que ce prétendu statut n'est qu'une pétition présentée par le parti des comtes au Parlement d'octobre 1297, c'est-à-dire deux ans après le Parlement « modèle » de 1295, et vingt-deux ans après la première convocation des chevaliers et des bourgeois au Parlement par Edouard I^{er}. L'importance de cette demande est d'ailleurs singulièrement diminuée par les circonstances dans lesquelles on l'a faite. Les mécontents étaient obligés de chercher des alliés dans toutes les classes de la nation ; mais le consentement de tous les hommes libres aux taxes perçues par le roi les intéressait si peu qu'à ce même Parlement d'octobre 1297, on accorda une aide d'un neuvième qui fut perçue dans les villes, bien que les villes n'eussent pas été représentées au Parlement. Quelques années plus tard, les mêmes grands seigneurs qui avaient présenté en 1297 cette pétition d'apparence si libérale adressent au roi, au Parlement de 1305, une autre pétition pour obtenir le droit de « tailler » les parties de l'ancien domaine royal qui sont en leur possession, de la même manière que le roi vient de « tailler » les villes et les campagnes de son domaine.

Ce n'est pas non plus pour faire droit aux réclamations de la petite noblesse, des bourgeois et de la masse des

hommes libres qu'Edouard I^{er} a décidé d'appeler au Parlement leurs représentants. De réclamations de ce genre nous ne trouvons aucune trace, ni dans des chroniqueurs, comme Hemingburgh, qui sont volontiers frondeurs, ni dans les documents officiels. Bien plus, les « communes » des comtés et des villes sont si peu disposées à élever des prétentions semblables qu'elles essaient parfois de se soustraire à l'obligation d'envoyer des députés au Parlement.

Nous avons remarqué précédemment le singulier usage qui veut que la venue de chaque délégué soit garantie par un certain nombre de cautions ¹. Le nombre de ces cautions (*manu captiores*) est au minimum de deux ; il peut être parfois de trois ou même de quatre. Quand il n'y a pas de cautions, le shériff prend des garanties sur les biens des députés : « ils sont astreints par tous leurs biens et leur cheptel à être présents au jour, etc. », dit le shériff d'Essex en parlant des deux chevaliers élus par le comté en 1290². On précise quelquefois la nature et l'importance de la garantie : en 1298, tandis qu'un des chevaliers du comté de Bedford a quatre cautions, l'autre « est astreint par huit bœufs et quatre chevaux de trait » à se

1. Il est probable que cette coutume, qui ne paraît avoir été prescrite par aucun ordre spécial, se rattache à l'usage ancien de faire donner caution à ceux qui sont convoqués devant la cour du roi, soit comme accusés, soit comme plaideurs, soit même, dans certains cas, comme jurés.

2. *Parl. Writs*, I, p. 22 : *districti sunt per omnia bona et catalla sua quod sint ad diem, etc.*

présenter au jour dit au Parlement¹. Si les noms des députés d'une ville ont été transmis au shériff sans les cautions nécessaires, le shériff réclame ; en 1298, après avoir inscrit les noms des deux délégués de Chichester, le shériff de Sussex ajoute : « On a mandé aux baillis de la-dite cité de les faire mettre sous bonne caution, à quoi ils n'ont rien répondu². » Il proteste également lorsque la cour de comté s'obstine à nommer des absents, pour lesquels personne ne veut fournir caution³ ; quand les biens d'un député sont dans une « liberté » où le shériff ne peut entrer et dont le bailli ne veut prendre aucun engagement, le shériff met sa responsabilité à couvert en notant soigneusement le fait dans son rapport⁴.

Le roi « contraint » donc, à la lettre, les députés à venir au Parlement. S'ils ne peuvent s'y présenter, ils doivent envoyer des excuses ; s'ils sont malades, ils doivent le faire savoir⁵ ; quand le roi proroge le Parlement sans le dissoudre, les chevaliers et les bourgeois sont avertis qu'ils doivent se tenir prêts à revenir au premier signal⁶, — « sous la peine qui convient » (*sub poena quæ decet*), dit

1. *Parl. Writs*, I, p. 66 : *districtus est per octo boves et quatuor afros*.

2. *Parl. Writs*, I, p. 76 : *mandatum fuit ballivis civitatis predictæ ad ponendum eos per bonam manucapcionem, unde nihil responderunt*.

3. Voir plus haut, p. 169, le cas du comté de Lincoln en 1290. Cas semblable dans le Sussex en 1297 (*Parl. Writs*, I, p. 60).

4. *Parl. Writs*, II, II, p. 271, 273 (1322).

5. Listes en 1298 et 1307 portant *infirmus* en face du nom des députés excusés pour cause de maladie.

6. Ainsi en 1305 (*Memoranda*, éd. Maitland, p. 4).

un document du commencement du règne d'Edouard II¹.

Ces précautions n'étaient pas inutiles, car le « service de cour » au Parlement du roi apparaissait alors aux « communes » beaucoup plus comme un devoir que comme un droit. Il en est ainsi dans les comtés, bien que les chevaliers soient en général plus disposés que les bourgeois à répondre à la convocation royale. Nous n'avons trouvé, il est vrai, qu'un seul cas dans lequel les membres d'une cour de comté ont refusé d'élire des représentants : celui du comté de Sussex en 1297. Les chevaliers et francs tenanciers déclarèrent qu'« en l'absence de l'archevêque de Cantorbéry et d'autres, tant évêques, comtes, barons et chevaliers qu'autres personnes employées au service du roi outre-mer et ailleurs », ils ne voulaient pas faire d'élection². Mais un cas moins exceptionnel est celui où, malgré l'opposition du shériff, les membres de la cour s'entendent pour faire retomber sur un absent que l'on pourra difficilement « astreindre », l'obligation d'assister au Parlement : c'est ainsi que dans cette même année 1297 et en présence du même shériff, les électeurs du comté de Surrey nomment un chevalier qui se trouve employé dans le comté de Southampton au service du roi et qui, par conséquent, ne se présentera pas ; « ils n'ont pas voulu, dit le shériff, en élire un autre à sa place »³. L'élection d'un

1. *Parl. Writs*, II, II, App., p. 53 (1312).

2. *Parl. Writs*, I, p. 60.

3. *Parl. Writs*, I, p. 60 : *Venire feci coram me apud Suwerk milites et libere tenentes de comitalu Surrey qui elegerunt Willelmum Ambesas*

absent en 1290 comme troisième chevalier par le comté de Lincoln, dont il a été question plus haut, répond au même sentiment.

Dans les villes, la résistance passive est plus facile que dans le comté, puisque le shériff ne fait que transmettre l'ordre et doit attendre la réponse : il suffit de ne pas répondre. Les villes ont aussi, comme nous le verrons, un intérêt plus grand que les comtés à se soustraire à l'obligation qu'on veut leur imposer. Aussi, dès le Parlement de 1298, voyons-nous des shériffs noter que certaines villes convoquées par eux n'ont rien répondu ¹ ; les mentions *nihil responderunt, nullum dederunt responsum*, deviennent de plus en plus fréquentes dans les Parlements suivants ² ; non seulement de petites bourgades, mais des villes importantes, comme Bristol, ne répondent pas toujours ³, et certaines villes, comme Yarmouth et Orford

qui manucaptus est per Willelmum le Cartere et Willelmum le Pestur de Kersaulton venire etc. Et elegerunt Johannem de Aubernun alium militem qui stat in obsequio domini Regis in comitatu Suthamptonie per preceptum domini Regis etc. et ipsi alium loco suo eligere noluerunt.

1. Il est possible que des villes aient omis de répondre dès 1295 et 1296 ; mais les *returns* de 1296 manquent et ceux de 1295 ne sont que des copies.

2. Voici un exemple emprunté à l'année 1298 (Wiltshire) : *Et retornatum fuit constabulario Merlebergie et ballivis libertatum de Kalne et Worthe qui nullum inde dederunt responsum* (Parl. Wrils, I, p. 77).

3. Parlement de 1302 (Gloucestershire) : *Et pro burgo Bristoll retornatum fuit istud breve ballivis burgi Bristoll qui habent returnum omnium brevium qui nullum mihi inde dederunt responsum* (Parl. Wrils, I, p. 121).

(Suffolk), refusent presque systématiquement de répondre ¹.

On se tromperait d'ailleurs en croyant qu'il suffit, pour savoir combien de villes n'ont pas répondu à la convocation du shériff pour un Parlement donné, de parcourir les listes imprimées dans les *Parliamentary Writs* et de noter au passage les cas où le shériff dit expressément que telle ou telle ville n'a pas répondu. Riess a fait remarquer en effet ² que certains shériffs avaient l'habitude d'inscrire en abrégé, au verso du bref, le nom des villes auxquelles ils transmettaient l'ordre ; le nombre des villes ainsi désignées est souvent supérieur au nombre des villes représentées, et le shériff n'indique pas toujours que les villes manquantes n'ont pas répondu. Prenons, par exemple, le cas du comté d'York. En 1295, onze villes du Yorkshire sont représentées (York, Beverley, Ripon, Scarborough, Pyckering, Malton, Heydon, Pontefract, Thresk, Iarum ou Iarval et Tykhill) ; deux autres villes (Boroughbridge et North Allerton ou Alverton) apparaissent au Parlement de 1298, et deux autres encore (Kingston upon Hull et Ravensburgh) au Parlement de 1305, ce qui donne un total de 15 villes dont les représentants ont figuré dans un ou plusieurs des Parlements d'Edouard I^{er}. Or, pour le Parlement de mai 1306, le shériff ne fait connaître les résultats de

1. Sur Yarmouth, cf. *Parl. Writs*, I, p. 72 (1298), 123 (1302) ; sur Orford, Riess, *Wahlrecht*, p. 33, n. 2.

2. *Geschichte des Wahlrechts zum englischen Parlament im Mittelalter* (1885), p. 18-19.

l'élection que pour deux villes, York et Scarborough, et ne signale aucune ville comme n'ayant pas répondu. On pourrait penser que ces deux villes ont seules été convoquées en 1306 ; mais si l'on se reporte aux abréviations, on s'aperçoit que Beverley, Ripon, Pyckering, Tykhill, Kingston upon Hull, Ravensburgh, Alverton et probablement Pontefract et Heydon ont dû recevoir le bref, sans parler de Whitby et de Howden qui figurent également sur la liste et qui n'ont jamais envoyé de députés au Parlement sous Edouard I^{er} ¹.

Lorsque les magistrats d'une ville reçoivent directement du shériff le bref de convocation, il leur est assez difficile de faire la sourde oreille ; mais si le bref est transmis par l'intermédiaire des baillis du hundred ou de la « liberté » où se trouve la ville, celle-ci finit généralement par se soustraire à l'obligation parlementaire ². Le shériff se lasse à la longue ou bien est remplacé par un administrateur plus négligent ou plus accessible à l'intrigue : la ville disparaît de la liste, soit définitivement, soit pour un temps ³. Au Parlement de 1295, le comté de Wor-

1. Cf. *Parl. Writs*, I, p. 168-169. Les *wapentakes* d'Osgodcross (dans lequel était la liberté de Pontefract) et de Holderness (dans lequel était celle de Heydon) figurent parmi les abréviations.

2. Cette thèse nous paraît avoir été démontrée, dans son ensemble, par Riess (*Wahlrecht*, p. 32-35). Cf. cependant les observations de Prothero, *English Hist. Review*, 1890, p. 153.

3. Un statut de 1382 a pour objet de remédier à cet abus : « Et si aucun Viscont du Roialme soit desore necligent en faisant les retournes des briefs du Parlement ou q'il face entrelessen hors des ditz retournes aucunes citees ou burghs, queux sont tenuz et d'aun-

cester envoie les représentants de six bourgs et de la cité de Worcester ; en 1306, la cité de Worcester et un bourg sont seuls représentés ; en 1307, le shériff écrit qu'il n'y a pas de bourgs dans son comté mais seulement la cité de Worcester¹. De même, en 1325, le shériff du comté d'York, où 15 villes avaient été représentées pendant le règne d'Edouard I^{er}, écrit qu'il n'y a pas d'autres cités ni bourgs que York et Scarborough².

Le nombre des villes convoquées et le nombre des villes représentées diminue peu à peu. Cent dix villes, sans compter celles du Norfolk et du Suffolk, avaient été représentées au Parlement de 1295, et 166 villes ont été représentées dans un ou plusieurs des Parlements d'Edouard I^{er} ; mais, d'après les calculs de Riess, la moyenne des villes convoquées sous Edouard I^{er} n'est que de 83 et la moyenne des villes représentées de 75 seulement. Sous Edouard II, la moyenne des convocations tombe à 67 et la moyenne des villes représentées à 60³.

Les villes ne protestent jamais quand on cesse de les convoquer. Il y a cependant, à cette époque ancienne, un exemple unique d'une réclamation, celui de Saint-Alban

cien temps soloient venir aux Parlement, soit puniz en manere q'estoit acustumez d'estre fait en le cas d'auncientee » (*Rot. Parl.*, III, p. 124 ; *Statutes*, II, p. 25).

1. *Parl. Writs*, I, p. 44, 177, 187.

2. *Parl. Writs*, II, II, p. 337. Autres exemples dans Brady, *An historical treatise of cities and burghs* (éd. 1777), p. 114 et dans Riess, *Wahlrecht*, p. 23-24.

3. Riess, *Geschichte des Wahlrechts*, p. 19-21.

sous Edouard II. La ville de Saint-Alban présenta, au Parlement de janvier 1215, une pétition au roi pour se plaindre du shériff du Hertfordshire qui, à l'instigation de l'abbé de Saint-Alban, refusait de transmettre à la ville l'ordre de convocation et de faire parvenir à la Chancellerie les noms des bourgeois élus par la ville pour la représenter au Parlement. Les gens de Saint-Alban déclarent qu'ils tiennent du roi en chef ; que, pour tous services dus au roi, ils doivent envoyer deux bourgeois au Parlement ; qu'eux et leurs ancêtres ont fait ce service du temps du roi Edouard I^{er} et de ses ancêtres comme sous le roi actuel, jusqu'au présent Parlement, et que la conduite du shériff a pour résultat de les empêcher de faire leur service, au mépris des droits du roi et au grand préjudice des bourgeois eux-mêmes. Le conseil répond en ordonnant d'examiner les rôles et de voir si, au temps des ancêtres du roi, les bourgeois de Saint-Alban avaient coutume de venir ou non ¹.

La pétition de Saint-Alban soulève des problèmes de toute sorte. On a essayé de s'en servir dès le xvii^e siècle pour démontrer que la Chambre des Communes avait des origines beaucoup plus lointaines qu'on ne le croyait généralement, puisque les bourgeois prétendaient qu'ils avaient envoyé des députés au Parlement sous les ancêtres d'Edouard I^{er} ². On en a tiré la conclusion que seules les

1. *Rot. Parl.*, I, p. 327.

2. Sur cette discussion, voir W. Petyt, *The antient rights of the Commons*, p. 7 sq., et Brady, *Introduction to the old English History*, p. 38.

villes du domaine royal étaient convoquées au Parlement¹. Elle pourrait faire supposer enfin que les villes attachaient un grand prix à la convocation parlementaire et qu'elles regardaient le fait d'en être privées comme un préjudice très sérieux (*in... burgensium predictorum prejudicium et exheredacionis periculum manifestum*).

En réalité, la pétition ne prouve rien de semblable. Madox a bien vu² que le cas de Saint-Alban est simplement celui d'une ville qui essayait d'échapper à la suzeraineté de son seigneur pour passer sous la suzeraineté directe du roi. La ville faisait partie du domaine de l'abbaye de Saint-Alban dès l'époque du *Domesday Book* et continua d'en faire partie jusqu'à la destruction des monastères : mais elle fit au commencement du xiv^e siècle un effort prolongé pour échapper à cette sujétion. Elle faillit réussir : elle obtint en 1327 des lettres patentes d'Edouard III confirmant un accord intervenu entre l'abbé et les habitants de Saint-Alban, aux termes duquel la ville de Saint-Alban était reconnue comme bourg et les habitants comme bourgeois, avec le droit d'élire deux députés au Parlement et divers autres privilèges. Mais cet

1. Les auteurs du premier *Report on the dignity of a peer* (I, p. 386-387) paraissent accepter cette conclusion.

2. *History and antiquities of the Exchequer* (éd. 1711), p. 520 et suiv. Madox pense que le motif qui poussait les bourgeois était qu'ils étaient « taillés » plus durement par les vassaux du roi que par le roi lui-même ; il cite d'autres exemples de cas semblables à celui de Saint-Alban.

accord n'était sans doute pas valable, car cinq ans plus tard, à la demande des habitants eux-mêmes, les concessions qu'il contenait furent déclarées nulles et le sceau de la ville brisé en présence des représentants des bourgeois¹. Saint-Alban retomba sous la suzeraineté de l'abbé.

Il faut donc regarder la pétition de 1315 comme un des épisodes de la lutte entre l'abbé de Saint-Alban et les habitants de la ville. Ceux-ci, considérant le droit d'envoyer des députés au Parlement comme une présomption en faveur de la suzeraineté directe du roi, affirment qu'ils « tiennent » du roi par ce service, et, pour donner plus de poids à leur affirmation, font remonter la coutume à une antiquité lointaine. En fait, des députés de Saint-Alban avaient figuré au Parlement de 1307. Mais les bourgeois qui se découvraient en 1315 un si vif désir de faire auprès du roi le service de cour n'avaient pas toujours montré le même enthousiasme : lors des convocations au Parlement de janvier 1301 et au Parlement de février 1305, Saint-Alban est noté parmi les villes qui n'ont pas répondu². L'intérêt que les habitants de Saint-

1. *Reports on the dignity of a peer*, App. II, p. 991. — Cf. *Reports*, I, p. 379. La lettre patente est du 14 avril 1327, l'annulation du 13 avril 1332. Voir aussi *Calendar of patent rolls, 1327-1330*, p. 93 ; *Calendar of close rolls, 1330-1333*, p. 558 ; *Gesta abbatum monasterii S. Albani*, éd. Riley (Rolls S.), p. 155 sq., 166 sq., 259 sq. Au moment de l'insurrection de 1381, les habitants obligèrent l'abbé à leur accorder une nouvelle charte (Cf. Petit-Dutaillis, dans Stubbs, *Histoire constitutionnelle*, II, p. 889).

2. *Parl. Wrils*, I, p. 95, 143.

Alban portent maintenant aux convocations parlementaires provient uniquement du désir qu'ils ont de se soustraire à la suzeraineté de l'abbé ¹.

Les villes ne tiennent donc pas au « droit » électoral. Lorsque le shériff les porte sur sa liste et qu'elles se trouvent dans l'obligation d'élire des députés, il n'est pas rare qu'elles en restent là et qu'elles oublient d'envoyer les députés au Parlement. Il est probable que les grands Parlements d'Edouard I^{er} ont été des assemblées sensiblement moins nombreuses qu'on ne le croirait à l'examen des listes transmises par les shériffs : les chevaliers des comtés n'étaient pas toujours au complet et les bourgeois faisaient parfois défaut, malgré toutes les précautions prises. Le nombre des chevaliers et des bourgeois qui reçoivent des brefs pour le paiement de leurs dépenses est très inférieur au nombre des députés élus. En 1306, la liste ne comprend que 36 chevaliers pour 19 comtés, et 8 bourgeois pour 4 villes ; en 1307, elle comprend 43 chevaliers pour 26 comtés, et 31 bourgeois pour 19 villes ². Ces listes sont sans doute incomplètes, et nous savons, d'autre part, que les chevaliers et les bourgeois pouvaient renoncer à leur indemnité ou

1. Le cas de la ville de Barnstaple qui prétendit en 1344 avoir le droit d'envoyer des députés au Parlement, en vertu d'une charte d'Athelstan, est semblable à celui de Saint-Alban, avec cette différence que les habitants de Barnstaple n'hésitèrent pas à user de pratiques frauduleuses pour essayer d'échapper à la suzeraineté de Lord Audley. Cf. *Reports on the dignity of a peer*, I, p. 381 sq., où le cas de Barnstaple est discuté en détail.

2. *Parl. Writs*, I, p. 177-178, 190-191.

se contenter d'une indemnité moindre. Cependant la liste de 1305, où ne figurent que 39 chevaliers et 23 bourgeois, est accompagnée d'une note que nous avons citée déjà et qui laisse peu de place au doute : « Ceux-ci ont été appelés devant le conseil et sont venus ; qu'ils aient donc des brefs pour leurs dépenses, sur la communauté des comtés, tant dans les « libertés » qu'au dehors¹ ». Pour le Parlement d'York, en 1298, nous avons un document plus décisif encore ; pour les 33 comtés (plus la ville de Londres) dont nous possédons les listes, des annotations nous font connaître quels sont les députés qui se sont abstenus de venir et quels sont ceux qui ont assisté au Parlement. Nous voyons ainsi que de 8 comtés il n'est venu personne, ni chevaliers ni bourgeois ; dans 10 autres comtés, il manque une partie des représentants, généralement une partie des députés des villes².

Une des raisons principales pour lesquelles le droit d'envoyer un député au Parlement n'était pas considéré comme un privilège est que les habitants de la ville ou du comté devaient rembourser à leurs mandataires le

1. *Parl. Writs*, I, p. 156-158.

2. *Parl. Writs*, I, p. 66 sq. — Malgré le soin que l'on prenait de leur faire donner caution, il ne semble pas que l'on ait jamais puni d'une amende les députés qui faisaient défaut, comme on l'a fait parfois pour les barons. *Le Modus tenendi parliamentum* (Stubbs, *Select Charters*, 6^e éd., p. 509) dit, il est vrai, que les cités et les comtés dont les députés sont absents paient une amende de 100 livres et les bourgs une amende de 100 marcs ; mais on sait que cet ouvrage n'a aucune autorité. Cf. cependant *Statutes*, II, p. 25.

montant de leurs « dépenses raisonnables ». L'usage n'était pas nouveau à la fin du XIII^e siècle, puisque, dès 1258, on avait donné une indemnité, aux frais de la « communauté », aux chevaliers qui étaient venus apporter au conseil du roi les plaintes des comtés contre les shériffs ¹. En 1265, l'indemnité due aux chevaliers des comtés avait été évaluée par un jury de quatre chevaliers ². Mais autre chose était une indemnité occasionnelle, comme celles de 1258 et de 1265, et une indemnité régulière, qu'il fallait payer tous les ans ou tous les deux ans.

On ne peut dire exactement quel était le montant de l'indemnité parlementaire sous Edouard I^{er}, car les brefs portent seulement qu'on doit rembourser aux députés leurs dépenses raisonnables pour leur voyage et leur séjour, « ainsi qu'il est accoutumé dans un cas semblable ». En 1315, on décida que les chevaliers qui avaient assisté au Parlement recevraient 4 sous par jour et les bourgeois 2 sous, plus les dépenses de voyage qui devaient être évaluées d'après la distance ³. Le tarif varia quelque peu dans les années suivantes, mais les chiffres de 4 et de 2 sous devinrent définitifs sous Edouard III. Il est probable que

1. Le bref, adressé au shériff du comté de Huntingdon, est dans R. Brady, *Introduction to the old English History* (1684), p. 141. Il est rédigé en des termes qui font croire que la pratique n'était pas nouvelle en 1258. Voir aussi, pour un autre bref de la même date, relatif au Parlement de Pâques, *Reports on the dignity of a peer*, II, p. 7.

2. *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. 35.

3. *Parl. Writs*, II, II, p. 149 (bref du 9 mars 1315).

l'indemnité était à peu près la même dans les premières années du xiv^e siècle ; nous voyons en effet, d'après un procès dont le compte rendu figure dans les *placita* de la 35^e année d'Edouard I^{er} que, pour le Parlement de 1305, qui avait duré du 28 février au 20 mars, le shériff du Northumberland devait payer à chacun des chevaliers du comté une somme de 100 sous ¹. On peut se rendre compte de la valeur réelle de cette somme en la comparant aux prix fixés pour le bétail à la même époque. Dans l'estimation des biens mobiliers faite à Colchester pour le paiement du septième de 1295 et du quinzième de 1301, une vache est estimée 5 sous ² ; lors du tarif maximum établi sur la demande du Parlement en 1315, « la meilleure vache » est estimée 12 sous, et un mouton gras avec sa laine, 20 deniers ³. L'indemnité était donc relativement élevée.

Elle paraît avoir été très impopulaire dès l'origine. Dans les comtés, où elle était pourtant répartie sur une « communauté » très nombreuse — car les vilains payaient comme les hommes libres ⁴ — il était souvent fort difficile

1. *Parl. Writs*, I, p. 192.

2. *Rot. Parl.*, I, p. 228 sq., 243 sq. L'évaluation paraît être un peu inférieure à la valeur réelle.

3. *Rot. Parl.*, I, p. 295.

4. En 1307, le roi ordonne au shériff du comté de Cambridge de ne pas percevoir la taxe pour l'indemnité des chevaliers du comté sur les vilains de Jean de la Mire, attendu que ce dernier a été personnellement présent au Parlement (*Parl. Writs*, I, p. 191). Il ressort de ce texte que les vilains payaient habituellement, sauf peut-être dans le cas où leur seigneur était convoqué. Par contre,

de faire rentrer les fonds. Les brefs du roi portaient que l'indemnité devait être perçue dans les « libertés » et en dehors des « libertés », mais les shériffs ne pouvaient que transmettre l'ordre aux baillis des « libertés », et ceux-ci ne se hâtaient pas de répondre ; parfois même, ils ne répondaient pas.

Le shériff de Gloucester, en faisant connaître les noms des députés qui vont se rendre au Parlement de 1301, explique par le menu toutes les difficultés qu'il a rencontrées et qui l'ont empêché de leur verser la totalité de ce qui leur était dû pour le Parlement précédent¹ ; en cette même année 1301, le roi est obligé de rappeler à un grand nombre de shériffs que le paiement des indemnités pour le Parlement de 1300 devrait être effectué depuis longtemps². Pendant tout le xiv^e siècle, les députés des communes présentent régulièrement au roi des pétitions pour demander que l'indemnité due aux chevaliers des comtés soit répartie sur tout le comté, exception faite seulement pour les prélats, ducs, comtes et barons, et leurs vilains ; le roi répond non moins régulièrement qu'il faut suivre la coutume usitée en pareil cas³. Dès 1313 une partie des

l'exemption ne s'applique pas, semble-t-il, aux tenanciers libres de Jean de la Mare.

1. *Parl. Writs*, I, p. 95. Voir aussi un cas plaidé devant l'Echiquier, 2 Edw. II, dans Madox, *Firma burgi*, éd. 1726, p. 100, n. u.

2. *Parl. Writs*, I, p. 101.

3. *Rot. Parl.*, II, p. 258 (1354), 287 (1364), 368 (1377) ; III, p. 44 et 53 (1378). Les Communes demandent que l'indemnité soit perçue dans les « libertés » et sur les tenanciers libres des barons et prélats.

membres de la cour du comté de Kent refusent de payer, sous prétexte qu'ils « tiennent » en « gavelkind » et que ce mode de tenure ne leur impose pas cette obligation ¹ ; on finit, dans le comté de Kent, par faire porter toute la charge sur les fiefs de chevaliers ². Ailleurs, les francs tenanciers de l'ancien domaine du roi, les francs tenanciers des barons et des prélats qui étaient convoqués personnellement au Parlement et les habitants des « libertés » prétendaient aussi se faire exempter de la taxe et y réussissaient quelquefois ³. Comme le remarque Stubbs ⁴, il n'est pas de chicane qui n'ait été inventée pour échapper au paiement de l'indemnité parlementaire.

Si la taxe parlementaire était mal vue dans les comtés, elle l'était davantage encore dans les villes. Toutes les villes anglaises n'étaient pas aussi riches que Londres qui, en 1296, accordait 10 sous par jour à chacun des députés qui allaient représenter la Cité au Parlement de Saint-Edmundsbury et, en 1298, une indemnité de 100 sous à ceux qui se rendaient au Parlement d'York. Une grande partie des villes qui ont été convoquées aux Parlements

1. *Parl. Writs*, II, II, p. 91.

2. Voir la pétition présentée par les « gentils et autres gentz » du comté de Kent en 1414 (*Rot. Parl.*, IV, p. 49). — Cf. *Reports on the dignity of a peer*, I, p. 364.

3. Références indiquées, p. 195, n. 3.

4. *Const. Hist.*, III, p. 501. Il ne suit pas de là, comme Stubbs paraît le croire, que seuls ceux qui participaient au paiement étaient électeurs. Les intendants des grands seigneurs participaient aux élections et il est plus que probable qu'ils ne participaient pas au paiement.

d'Edouard I^{er} étaient de fort petites bourgades, sur le budget desquelles une dépense de 100 sous, pour un Parlement comme celui de 1305, devait peser très lourdement. C'est sans doute pour cette raison que, contrairement à l'usage, Edouard I^{er} permit aux petites villes de ne pas envoyer en 1306 qu'un seul représentant. C'est également pour cette raison que les villes préféraient ne pas en envoyer du tout, quand il leur était possible de s'en dispenser. Elles avaient tout avantage à s'abstenir : les taxes payées par les comtés étaient généralement inférieures aux taxes payées par les bourgs, et les petites villes qui n'avaient pas de représentants au Parlement pouvaient toujours espérer qu'on ne les taxerait pas comme des bourgs, mais comme des parties du comté. Cet espoir paraît d'ailleurs avoir été généralement déçu ¹.

La représentation des comtés et des villes au Parlement nous apparaît donc, non pas comme un droit réclamé par les chevaliers et les bourgeois, avec l'appui de la haute noblesse, mais comme une obligation imposée par le roi et acceptée avec plus ou moins de bonne grâce par les sujets. Sous Edouard III (1368), la petite ville de Cheping Toriton (Torrington, dans le Devonshire) présenta même une pétition pour se plaindre qu'on lui « imposât malicieusement » (*malitiose... oneratis*) la charge d'envoyer des députés au Parlement et obtint, après enquête, d'être

1. Cf. Riess, *Geschichte des Wahlrechts*, p. 25-26.

déchargée de cette obligation¹. Les députés refusent parfois d'accepter le mandat qu'on veut leur confier : en 1322, le maire et la communauté de Lincoln font savoir au Maître des Rôles que leur concitoyen Thomas Gamel, élu pour aller au Parlement, « ne se deggne venir pur rien que nous savoms faire » et qu'ils ont dû en élire un autre pour « faire et assentir pur la dite citee »². Plus tard même, lorsque les Communes ont déjà pris dans le Parlement une certaine importance, être « exonéré » par le roi du service de cour est encore considéré comme un privilège³.

*
* *

Pour quels motifs Edouard I^{er} a-t-il jugé nécessaire

1. *Rot. Parl.*, II, p. 459. La raison invoquée par les habitants de Torrington était que la ville n'avait pas reçu de convocation avant la 24^e année d'Edouard III, ce qui n'était d'ailleurs pas exact, car elle avait été convoquée dès le règne d'Edouard I^{er} (Cf. *Parl. Wrils*, I, p. 35, 36, 119). D'autres villes obtinrent au XIV^e siècle une permission temporaire de ne pas envoyer de députés, à cause de l'état de leurs finances. Colchester obtint sous Richard II, pour une durée de 5 ans, une permission de ce genre, parce que la ville venait de faire construire des murailles (*Rot. Parl.*, III, p. 395), Cf. Cox, *Antient parliamentary elections* (1868), p. 156-157.

2. Brady, *An historical treatise of cities and burghs* (éd. 1777), p. 154 (15 mai).

3. Voir dans Rymer, *Fœdera*, III, p. 257 (20 avril 1353), la lettre d'Edouard III exemptant Jacques de Audley du service de cour et du service d'ost sa vie durant (*quod ipse... quietus sit de veniendo ad parlamenta et concilia nostra*) et dans *Reports on the dignity of a peer*, App. I, p. II, p. 707, celle de Richard II, exemptant Thomas Camoys de *officio militis ad dictum parlamentum venturi*, comme étant banneret (7 oct. 1383).

d'astreindre ainsi au service de cour, comme les prélats et les barons, les représentants de la petite noblesse et des hommes libres des comtés et des villes ? A-t-il vraiment compris, comme le prétend Stubbs, qu' « un roi fort doit être le roi d'un peuple uni » et qu'un peuple, « pour être uni, doit avoir une constitution bien équilibrée, dans laquelle aucune classe ne possède un pouvoir absolu et indépendant et n'est assez forte pour pouvoir opprimer les autres sans qu'on puisse y porter remède¹ » ? A-t-il été surtout préoccupé d'obtenir le consentement de ses sujets aux taxes de plus en plus nombreuses qu'il leur imposait, comme l'ont soutenu, à partir du ^{xvii}e siècle², un grand nombre d'historiens ? A-t-il voulu simplement faire une réforme administrative, surveiller les shériffs, faire apporter les pétitions qui lui étaient adressées, organiser la perception des aides ? Cette dernière théorie, qui rapetisse singulièrement le rôle primitif des représentants des communes, a été soutenue par Riess à l'aide d'arguments qui ne sont pas tous sans valeur³.

On a souvent cité, avec de grands éloges, un passage du bref adressé aux prélats en 1295, dans lequel Edouard I^{er} dit que « de même qu'une loi très juste, établie par la

1. *Const. Hist.*, II, p. 305.

2. Riess fait remonter cette théorie à De Lolme, mais on la trouve déjà dans Brady, *An historical treatise of cities and burghs* p. 53 (éd. 1777 ; la première édition avait paru en 1690).

3. *Geschichte des Wahlrechts*, p. 1-14.

prudente sagesse des saints monarques, veut et ordonne que ce qui touche tout le monde soit approuvé par tout le monde, de même il est trop évident qu'aux périls communs il faut en commun apporter des remèdes »¹. Le roi expose ensuite comment le roi de France s'est emparé malhonnêtement de la Gascogne et termine en ordonnant aux prélats de se rendre au Parlement et d'y réunir leur clergé.

La phrase : *quod omnes tangit ab omnibus approbetur*, est, suivant Stubbs, le résumé de la politique d'Edouard I^{er}. La convocation des députés des comtés et des villes au Parlement de 1295 n'est que l'application de ce principe. C'est très consciemment que, pendant vingt ans, Edouard I^{er} a préparé cette innovation ; il a compris que le peuple anglais voulait jouer un rôle dans la Constitution du pays, et lorsque le moment lui a paru propice, il a appelé la nation tout entière à prendre part au gouvernement du royaume. Deux ans plus tard, il est vrai, il semble vouloir revenir en arrière ; un conflit violent éclate entre ses sujets et lui à l'occasion de l'expédition qu'il veut entreprendre en Flandre. Edouard confisque les laines, s'empare des biens ecclésiastiques et essaie de percevoir des aides que le Parlement n'a pas consenties. C'est qu'à ce moment il se trouvait en guerre avec l'Ecosse

1. *Sicut lex justissima provida circumspectione sacrorum principum stabilita hortatur et statuit ut quod omnes tangit ab omnibus approbetur, sic et nimis evidenter ut communibus periculis per remedia provisa communiter obvietur...* (Parl. Writs, I, p. 30).

et la France ; il avait également de graves difficultés avec Boniface VIII et, dans ces circonstances exceptionnelles, il essaya de s'emparer de la dictature ; « n'ayant pas réussi, il céda gracieusement » ¹.

Si Edouard I^{er} avait eu réellement les intentions qu'on lui prête, ce n'est pas à Alphonse le Sage, à Philippe le Bel, à Saint Louis qu'il faudrait le comparer, comme l'a fait Stubbs, mais à quelqu'un de ces grands génies politiques qui apparaissent de temps en temps dans l'histoire de l'humanité, à Jules César ou à Auguste. Mais de telles intentions sont en opposition trop complète avec les idées de l'époque et avec le tempérament autoritaire d'Edouard I^{er} pour être seulement vraisemblables : comment supposer que le même prince qui, en 1305, a fait annuler la Grande Charte par le Pape et s'est fait relever de tous les engagements qu'il avait pris envers son peuple, ait voulu, de son propre mouvement, associer la nation à son pouvoir en appelant les représentants des comtés et des villes à son Parlement ? On peut remarquer d'ailleurs que la phrase qui est censée résumer toute la politique d'Edouard I^{er} ne figure pas dans le bref adressé aux shériffs pour ordonner l'élection des députés, mais seulement dans le bref adressé aux prélats ; si l'on tient à lui trouver un sens précis, elle ne pourrait donc s'appliquer qu'aux représentants du bas clergé. En réalité, c'est une phrase qui paraît avoir été d'un usage assez banal dans la littérature

1. Cf. Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 305 et suiv.

politique de l'époque et qui est empruntée, comme Stubbs l'a fait observer lui-même¹, au Code de Justinien ; elle fait partie de ce bagage de considérations philosophiques et de fleurs de rhétorique où les clercs de la chancellerie anglaise aiment à puiser à l'occasion, surtout quand ils s'adressent au clergé, qui leur paraît plus capable que les laïques d'apprécier ces élégances de style. Edouard I^{er} était si peu disposé à faire approuver par tout le monde ce qui intéressait tout le monde, qu'après comme avant 1295 il réserve souvent les questions les plus importantes à l'examen de ses barons, ou même de son conseil, sans appeler au Parlement les représentants des communes.

Il est certain que le but d'Edouard I^{er}, en convoquant les députés des comtés et des villes, n'a pas été de les faire participer à son œuvre législative. Légiférer est une prérogative royale : les sujets n'interviennent que pour donner conseil, quand le roi le leur demande. Nous avons vu dans un chapitre précédent qu'un assez grand nombre d'ordonnances ou de statuts — il n'existe alors aucune distinction précise entre ces deux termes — sont promulgués par le roi seul et comme une concession faite à ses sujets. D'autres sont promulgués par le roi, sur l'avis de son conseil. D'autres sont promulgués par le roi, sur l'avis des prélats et des barons. On attache si peu d'importance à la présence et à l'opinion des représentants des communes

1. *Const. Hist.*, II, p. 133, note 4 ; cf. Riess, *Wahlrecht*, p. 2.

qu'en 1290 le statut *Quia emptores*, qui intéressait pourtant les chevaliers, est promulgué une semaine avant l'arrivée des délégués des comtés au Parlement. Lors même que les chevaliers et les bourgeois sont présents, on juge inutile de mentionner leur présence. Le « statut des marchands » de 1283 qui avait pour objet de faciliter le recouvrement des dettes et qui fut probablement établi après consultation avec les députés des villes, au Parlement de Shrewsbury, ne fait aucune allusion à cette intervention. Les *Articuli super cartas* sont promulgués en 1300, à la fin d'un Parlement où avaient assisté des représentants des comtés et des villes, mais probablement après leur départ¹; il n'y est question que des prélats, des comtes et des barons. Les seules lois d'Edouard I^{er} dans lesquelles se trouve mentionné le consentement de la communauté ou des communautés du royaume sont la première et la dernière loi du règne, le statut de Westminster de 1275 et le statut de Carlisle de 1307. En ce qui concerne ce dernier statut, le roi, qui ne voulait pas se brouiller avec la cour de Rome, avait sans doute jugé politique de s'abriter derrière l'unanime opinion de la nation tout entière et décidé, pour cette raison, d'ajouter les « communautés du royaume » à la liste de ceux qui l'avaient conseillé; il n'avait pas été possible de faire figurer le clergé sur cette liste, et la

1. La lettre par laquelle le roi transmet aux shériffs le texte des articles qu'il a accordés « de sa grâce spéciale » pour le bien de son peuple est du 15 avril seulement. — Cf. Rymer, *Fœdera*, I, p. 920.

présence des « communautés » donnait plus d'autorité à la décision prise. Mais on aurait tort de donner à cette addition une importance exagérée : en 1307 comme en 1275, dans les brefs envoyés aux fonctionnaires pour l'exécution de la loi, toute mention des « communautés du royaume » a disparu ; on n'y parle que des comtes et des barons ¹.

Ce n'est pas non plus pour les consulter sur des questions de politique générale qu'Edouard I^{er} a convoqué les délégués des « communes ». La chose est si évidente qu'il paraît presque inutile de s'attarder à une démonstration ; quelques exemples suffisent. En 1294, la guerre contre la France est décidée en juin dans un Parlement de barons, et les chevaliers des comtés ne sont convoqués qu'au Parlement de novembre. La lettre adressée au Pape en 1301, au sujet des prétentions rivales de la Papauté et du roi d'Angleterre sur l'Ecosse, ne porte que les noms et les sceaux des barons, et elle est datée du 12 février, treize jours après le départ des représentants des comtés et des villes ². En 1305, le Parlement de février avait été convoqué spécialement, d'après le texte même des brefs, pour

1. Voir, pour 1275, les brefs adressés au maire et aux shériffs de Londres et aux juges du comté de Chester (*Statutes*, I, p. 39) ; pour 1307, les brefs envoyés aux shériffs et aux supérieurs de certains monastères (*Rot. Parl.*, I, p. 217, 218).

2. Les brefs pour le paiement des dépenses sont du 30 janvier. Cf. *Parl. Writs*, I, p. 101, 102-103.

l'examen des affaires d'Ecosse. Le roi chargea l'évêque de Glasgow, le comte de Carrick et Jean de Mowbray d'étudier ensemble les dispositions à prendre pour consulter sur cette question des représentants de l'Ecosse qui viendraient assister à un futur Parlement. La commission ainsi nommée remit le 26 mars un rapport où elle concluait que deux évêques, deux abbés, deux comtes, deux barons et « deus pur la comune » seraient une représentation suffisante et qu'il faudrait une assemblée pour les élire ¹. Le roi prit alors des mesures à ce sujet et décida que le Parlement où l'on réglerait l'organisation de l'Ecosse se tiendrait le 15 juillet, à Londres ; la réunion fut reportée plus tard au 15 septembre, à Westminster, et, comme nous l'avons vu, c'est alors que fut faite, en présence des délégués écossais et de quelques membres du conseil, l'ordonnance *super stabilitate terre Scotie*. Or, nous avons déjà constaté précédemment que le 21 mars, — cinq jours, par conséquent, avant que l'on eût commencé à discuter ces importantes questions — les députés des comtés et des villes et les membres du baronnage ou du clergé qui ne faisaient pas partie du conseil, avaient reçu leur congé ². Longtemps encore la discussion des questions de politique générale demeurera réservée aux prélats et aux barons ou simplement au conseil du roi.

1. *Memoranda de Parlamento*, éd. Maitland, p. 14-16.

2. Voir plus haut, p. 141-142.

Le désir d'obtenir des subsides financiers a été considéré, au contraire, par la plupart des historiens comme la cause principale de la convocation des députés des « communes ». Edouard I^{er}, comme son contemporain Philippe le Bel, fut sans cesse à court d'argent. Le domaine royal était appauvri. L'administration du royaume devenait de plus en plus complexe et de plus en plus coûteuse. Les grandes entreprises du règne, la conquête du pays de Galles, la conquête de l'Ecosse, la guerre avec la France, coûtèrent fort cher. Le roi aurait donc été amené par ses besoins financiers à convoquer les représentants de ses comtés et de ses bonnes villes pour obtenir d'eux les aides indispensables, et ceux-ci auraient utilisé leur pouvoir en matière financière pour arracher à la prérogative royale des concessions de plus en plus importantes en matière législative et politique.

Cette théorie est très séduisante. Il y a souvent un rapport évident entre la convocation des chevaliers et des bourgeois et les demandes financières du roi. La « concession » faite par eux (ou par les chevaliers seuls) est mentionnée dans les brefs qui ordonnent la perception de l'aide en 1275, en 1283, en 1290, en 1294, en 1295, en 1296, en 1297, en 1301 ; une annotation marginale au rôle nous dit même que les deux assemblées de 1283, à Northampton et à York, sont expressément convoquées « pour demander un subside ». Malheureusement, nous savons que l'on trouve des formules analogues dans les brefs royaux dès le règne de Henri III, et

cela sans qu'il y ait eu, suivant toute vraisemblance, convocation des représentants des comtés et des villes ; de telles rencontres d'expressions rendent sceptique sur l'importance réelle du consentement accordé par les chevaliers et les bourgeois. De plus, Edouard I^{er}, surtout dans la dernière partie de son règne, convoque assez fréquemment les délégués des « communes » sans leur demander, semble-t-il, aucune aide pécuniaire : c'est le cas en 1283 (à Shrewsbury), en 1298, en 1300, en 1302, en 1305, en 1307. La question n'est donc pas aussi simple qu'elle peut le paraître au premier abord ¹.

Elle paraît plus complexe encore quand on examine dans quelles circonstances s'est faite la convocation des chevaliers et des bourgeois au Parlement. Que les barons soient persuadés qu'ils ont le droit de ne payer que les aides librement consenties par eux, ils l'ont prouvé en 1297 ; le consentement à l'aide était, d'ailleurs, un principe incontestable du droit féodal et, bien que les articles relatifs à l'aide eussent été rayés de la Grande Charte après la mort de Jean-sans-Terre, nous savons que, dans la pratique, ils avaient été observés par le gouvernement royal, au moins en ce qui concernait le baronnage. Le clergé, en tant qu'ordre, était aussi peu disposé que le baronnage à se prêter à ce que les écrivains ecclésiastiques appellent les « extorsions » des rois ; il dut cependant céder plus

1. Riess a bien vu les difficultés. Voir en particulier : *Der Ursprung des englischen Unterhauses* (*Hist. Zeitschrift*, 1888), p. 18-19, où le problème est nettement posé.

d'une fois devant la force. Mais il n'est nullement certain que la masse des hommes libres ait été aussi convaincue de ses droits ni qu'elle y ait attaché la même importance. Un très grand nombre d'hommes libres n'étaient pas les vassaux directs du roi ; ils ne pouvaient invoquer ni le principe du consentement à l'aide, comme les barons, ni les privilèges de l'Eglise et les ordres du Pape, comme le clergé. On ne voit pas que, pendant toute la période où l'aide n'a été consentie que par le baronnage, ils se soient jamais plaints que cette façon d'agir fût contraire à la loi. Lorsque les intendants des barons refusent en 1220, dans la cour de comté du Yorkshire, de payer l'aide qu'on leur demande, ils le font non pas au nom du comté, mais au nom de leurs maîtres qui n'ont pas été convoqués au Parlement¹. En 1297 même, quand la cour du comté de Worcester refuse de payer une aide qui n'a pas été consentie dans un Parlement, elle le fait non parce que l'aide n'a pas été consentie par ses représentants, mais pour un tout autre motif ; le roi demande cette aide en échange de promesses que rien ne l'oblige à tenir et que, dans un cas semblable, son père Henri III n'a pas tenues ; « donc, concluent les membres de la cour, quand nous serons en possession des libertés, nous donnerons gracieusement l'argent »². Au fond, ce qui,

1. *Royal Letters*, éd. Shirley (Rolls S.), I, p. 151.

2. *Ideo quando habuerimus libertatum saisinam, gratis dabimus pecuniam nominatam* (Ann. Wigorn., p. 534).

beaucoup plus que le mécanisme constitutionnel ¹, intéressait la petite noblesse des campagnes, c'est que le montant de l'aide ne fût pas trop élevé et que l'aide restât, comme dans les temps anciens, une ressource exceptionnelle pour le roi.

Le cas des villes est particulier. Bien que les bourgeois figurent dans l'article I^{er} du *statutum de tallagio* parmi ceux sans le consentement desquels le roi ne peut percevoir une aide, tout le monde convient alors que les villes du domaine royal, c'est à-dire la grande majorité des villes anglaises, sont taillables à la volonté du roi. Londres qui a résisté sous Henri III ² et qui résistera de nouveau sous Edouard II admet cependant en 1312 que, si Londres n'est pas taillable, toutes les autres villes du domaine le sont ³; il semble, du reste, que les bourgeois de Londres aient payé sans protestation la taille de 1304. On peut donc se demander comment Edouard I^{er} aurait pu juger nécessaire de convoquer au Parlement, pour se faire ac-

1. On peut donner pour une époque un peu postérieure un curieux exemple de cette indifférence. En 1324, le comté de Derby se plaint que le shériff ait choisi deux députés sans l'assentiment du comté; mais ce que l'on reproche au shériff, ce n'est pas précisément d'avoir violé les droits des électeurs; c'est d'avoir choisi deux personnes pour lesquelles il a levé ensuite une indemnité de 20 livres, alors qu'on aurait pu avoir *sufficientes homines ad eundum ad Parliamentum* pour 10 marcs ou 10 livres (*Parl. Writs*, II, II, p. 315).

2. Cf. Madox, *Exchequer* (éd. 1711), p. 491.

3. *Licet Dominus Rex pro voluntate sua talliare possit dominica sua civitates et burgos, tamen intelligunt quod ipsi de civitate London non sunt talliabiles* (*Parl. Writs*, II, II, App. p. 84).

corder des aides, les représentants de ces bourgeois des villes domaniales qu'il pouvait tailler à volonté.

Nous n'avons montré jusqu'ici que les prétentions et les droits des sujets ; il nous reste à faire connaître le point de vue du souverain sur cette question des aides. Les idées d'Edouard I^{er} ressortent très clairement de toute sa conduite : il ne se regardait pas comme un simple suzerain féodal, et il n'admit jamais que ce qu'il appelait le droit de sa Couronne ne l'autorisait pas à lever, non seulement sur les villes, mais sur tous ses autres sujets, des taxes qui n'avaient pas été consenties par eux. Il essaya de le faire et le fit même dans une large mesure en 1297, malgré son échec final. S'il est vrai que, comme le prétend Hemingburgh¹, on lui ait fait parvenir en Flandre le texte du *statutum de tallagio*, il n'eut garde d'apposer son sceau au bas d'un document qui aurait si nettement limité ses droits. Ce qu'il accepta, ce fut le texte français de la « confirmation des Chartes » où il s'interdisait bien de percevoir « de telles sortes d'aides, mises ou prises », sauf avec le consentement de la communauté du royaume et pour le commun profit du royaume, mais où il restait juge de ce qu'il fallait entendre par le commun profit du royaume et de ce qui constituait la communauté du royaume². De plus, il réservait les anciennes aides et prises dues et accoutumées, ce qui, étant donné l'esprit chicanier des légistes royaux et du roi lui-même, pouvait laisser une

1. *Chronicon de gestis regum Angliae*, éd. Hamilton, II, p. 152.

2. Cf. Bémont, *Chartes des libertés anglaises*, p. 88 et 98.

large place à l'arbitraire. On sait d'ailleurs à quels subterfuges eut recours le roi, après son retour en Angleterre, pour éviter une nouvelle et plus solennelle confirmation des Chartes. Lorsque les grands lui demandèrent, au Parlement de mars 1299, la confirmation si souvent promise, il commença par s'en aller, puis fit répondre par son conseil qu'il confirmerait les Chartes, sous la réserve des droits de sa couronne¹. Dans le *statutum de finibus levatis* où il ordonnait l'inspection des forêts, il introduisit la même réserve². Une clause semblable figure à la fin des *Articuli super cartas* de 1300³. Enfin, nous avons vu qu'il réussit à la fin de 1305 à se faire relever de ses serments par le Pape et à faire annuler les Chartes. « Le meilleur roi du xiii^e siècle, dit M. Bémont, avait donc fait comme le pire ; comme Jean-sans-Terre, Edouard I^{er} avait reconnu qu'il avait volontairement et spontanément concédé la Grande Charte ; au fond ils ne crurent jamais ni l'un ni l'autre avoir abdiqué la moindre parcelle de leur autorité⁴ »

Or ce même Edouard I^{er}, qui non seulement renie ses engagements de 1297, mais refuse de reconnaître la Grande Charte, a de son propre mouvement, convoqué dès 1275

1. *Salvo jure coronae nostrae* (Hemingburgh, II, p. 183).

2. *Salvis semper juramento nostro, jure corone nostre et racionibus nostris atque calumpniis ac omnium aliorum* (Statutes, I, p. 126).

3. « En totes les choses desus dites e chescunes de eles, voet le Roi e entent, il et soen consail, et touz ceus qui a cest ordenement furent, qe le droit et la seignurie de sa coroune savez lui soient par tout » (Statutes, I, p. 141 ; Bémont, *Chartes des libertés*, p. 108).

4. *Chartes des libertés anglaises*, p. XLVIII.

des représentants des comtés et des villes, en 1295 des chevaliers, des bourgeois et des représentants du clergé, et continuera de les convoquer à la fin de son règne, même après que la bulle de Clément V l'aura délié de ses serments. Est-il vraisemblable qu'il ait voulu leur accorder le droit de consentir librement les aides, c'est-à-dire un droit que les Communes ne demandaient pas et que le roi, deux ans après 1295, n'accorde à la « communauté du royaume » qu'en termes assez vagues et avec force restrictions ? Est-il vraisemblable surtout qu'il ait voulu donner ce droit aux députés des villes, puisque les villes restent tailtables après comme avant 1295 ?

*
* *

Ce sont des difficultés de ce genre qui ont amené Riess à proposer pour expliquer la convocation des représentants des « communes » une tout autre théorie. Selon Riess, il n'y a pas de relation entre le consentement à l'aide et la convocation des chevaliers et des bourgeois par Edouard I^{er} ; l'engagement pris par le roi en 1297 dans la « confirmation des Chartes » ne s'applique qu'aux grands du royaume, comme en témoigne un texte de Hemingburgh ¹ ; longtemps après, sous Edouard III (1376), les Communes de-

1. D'après Hemingburgh (II, p. 182), le roi a pris l'engagement *quod nullum auxilium vel vexationem a clero et populo peteret vel exigeret in posterum absque magnatum voluntate et assensu*. Il va sans dire que cette phrase n'a pas le sens précis que lui donne Riess.

mandent que l'on ne perçoive pas d'aide sans leur consentement, ce qui prouve que leurs droits sur ce point ne sont pas encore formellement reconnus ¹.

Dans la théorie de Riess, l'innovation d'Edouard I^{er} a surtout un but administratif. Le roi se proposait :

1° De surveiller de plus près l'administration des shériffs dans les comtés et d'avoir des renseignements précis sur cette administration ;

2° De faire percevoir les aides par l'intermédiaire des chevaliers des comtés et de se servir de ces chevaliers pour faire apporter les pétitions au Parlement, faire tenir aux intéressés les réponses du conseil et, d'une manière générale, faire connaître dans les provinces les mesures de toute sorte prises par le gouvernement.

Il est certain que la surveillance des shériffs était depuis longtemps un des soucis de l'autorité royale. Les shériffs, pris souvent parmi les grands propriétaires du comté, ne se montraient pas toujours ni assez dociles aux ordres du roi, ni assez respectueux des droits de leurs administrés.

1. Cf. *Historische Zeitschrift*, 1888, p. 16-18. Le texte de la pétition est dans *Rot. Parl.*, II, p. 365 : « Ne que en temps a venir voz dits prelatz, contes, barons, communes, citiszeins et burgeaux de votre roialme d'Engleterre ne soient desore chargez, molestez ne grevez de commune aide faire ou charge sustiner, si ce ne soit par commune assent des prelatz, ducs, contes et barons et autres grantz (*gentz* ?) de la commune du vostre dit roialme d'Engleterre et ce en plain Parlement.... » On voit que, s'il fallait donner à ce texte l'interprétation que lui donne Riess, ce n'est pas seulement aux communes, mais aussi aux grands, que le roi aurait alors accordé le droit de consentement à l'impôt.

Dès 1170, Henri II avait fait faire une grande « enquête sur les shériffs » qui resta célèbre. Des enquêtes du même genre, partielles ou générales, eurent lieu plusieurs fois durant le XIII^e siècle. On nommait ou l'on faisait élire une commission de chevaliers pour faire l'enquête dans chaque comté ; parfois même, en 1226, en 1227 et en 1258, par exemple, le roi convoque ces chevaliers devant son conseil pour qu'ils y rendent compte de leur mission : c'est déjà presque un Parlement, semblable à ceux qui seront convoqués dans la première partie du règne de Edouard I^{er}. Ce prince lui-même prit à plusieurs reprises des mesures contre l'arbitraire des shériffs. Il en révoqua un grand nombre au commencement de son règne ¹ et de nouveaux changements eurent lieu en 1278 ². En 1285, il prit des mesures pour les empêcher d'abuser de leur pouvoir en matière judiciaire ³. Dans les *Articuli* de 1300, il accorda aux habitants du comté le droit d'élire leur shériff, là où la fonction n'était pas en fief ⁴.

Il est certain, d'autre part, que les habitants du royaume

1. *Ann. Dunst.*, p. 263. A la fin de l'année 1274, 21 shériffs administrant 30 comtés furent remplacés. Cf. *List of sheriffs from the earliest times to 1831* (publication du P. Record Office. 1898). Plusieurs articles de la grande enquête ordonnée en 1274, et dont les résultats sont consignés dans les *Rotuli hundredorum*, se rapportent à l'administration des shériffs.

2. *Ann. Dunst.*, p. 279.

3. *Illi qui timent malitiam vicecomitum liberent brevia sua originalia et judicialia in pleno comitatu vel in retro comitatu* (*Statutes*, I, p. 90).

4. « Le roi ad granté a son poeple q'il eient esleccion de leur viscontes en chescun comté ou visconte ne est mie de fee, s'il voelent » (*Statutes*, I, p. 139 ; Bémont, *Chartes des libertés*, p. 104).

se servirent parfois des réunions du Parlement pour faire connaître leurs doléances contre les shériffs. Doit-on en conclure, avec Riess ¹, que l'usage que l'on fait des nouvelles institutions d'Edouard I^{er} pour se plaindre des shériffs et remédier à leurs exactions montre quel était le but poursuivi par Edouard I^{er} ? Même si les faits invoqués par Riess étaient nombreux et significatifs, la réponse resterait douteuse. Il n'est pas rare, à l'heure actuelle, que dans les pays de régime parlementaire, les députés se plaignent des fonctionnaires : on n'en saurait conclure qu'ils ont été nommés expressément dans ce dessein. Mais les faits apportés par Riess ne sont ni très nombreux ni très significatifs. Ils sont pour la plupart empruntés aux règnes d'Edouard II et d'Edouard III ; c'est dire qu'ils prouvent peu de chose en ce qui concerne les intentions d'Edouard I^{er}. Du règne d'Edouard I^{er} trois pétitions seulement sont indiquées comme exemples caractéristiques. La première est une pétition présentée en 1290 au nom d' « un grand nombre » d'habitants de Londres qui « disent qu'aussi longtemps que les clercs et fonctionnaires actuellement en fonctions dans la cité de Londres y resteront, jamais il n'y aura de justice pour les plaignants à cause de leurs conspirations et machinations et à cause de la faveur... ». La seconde est une pétition présentée en 1305 par la « communauté » du comté de Cumberland pour se plaindre de son shériff. La troisième est une péti-

1. *Geschichte des Wahlrechts*, p. 4.

tion de 1306 dans laquelle divers villages du Yorkshire protestent contre la conduite du shériff du comté qui leur a pris sans la payer de l'avoine pour les écuries de la reine ¹. Parmi ces pétitions, la première ne se rapporte pas à la question. Depuis 1285, Londres était « dans les mains du roi » et administrée par un « gardien » royal. Les Londoniens paraissent avoir été peu satisfaits de ce régime ; mais ce n'est certainement pas pour leur permettre de s'en plaindre qu'Edouard I^{er} décida de leur faire envoyer des députés au Parlement. La pétition du comté de Cumberland est plus importante ; cependant, même si l'on ajoute celle des gens du Yorkshire, elle ne suffit pas, croyons-nous, à étayer une thèse qui manque de bases sérieuses. Du reste, si le désir de surveiller les shériffs était une des raisons principales — Riess irait presque jusqu'à dire : la raison principale — de la convocation des députés, comment expliquera-t-on la convocation des députés des villes, puisqu'il est entendu qu'un grand nombre de villes n'ont avec les shériffs que des rapports assez restreints ?

L'emploi des chevaliers des comtés comme collecteurs des aides est au contraire un fait parfaitement établi par de nombreux exemples ; en 1352 encore, les chevaliers demandent que nul d'entre eux ne soit fait « coillour de l'eide », sans doute parce qu'ils trouvent la charge très onéreuse ; le conseil leur répond qu'il lui semble que la

1. *Rot. Parl.*, I, p. 48, 164, 195. Cf. *Geschichte des Wahlrechts*, p. 5, n. 1.

pétition n'est pas raisonnable ¹. Riess a choisi pour sa démonstration les Parlements de 1297 et de 1316 où un assez grand nombre de chevaliers sont dans la liste des collecteurs ² ; il aurait pu prendre aussi celui de 1295, à la suite duquel, dans 21 comtés sur 35, le collecteur est un député, et le plus souvent un des députés du comté même où il est chargé de percevoir l'aide. Mais là encore, il faut se garder d'exagérer et ne pas conclure trop hâtivement. Dans d'autres Parlements en effet, le résultat de la comparaison entre les listes de députés et les listes de collecteurs est tout autre. Pour la perception de l'aide de 1306, le nombre des collecteurs est de 86, sur lesquels 14 seulement figurent dans la liste des chevaliers qui viennent de représenter les comtés ; en 1309, il n'y a que 16 noms qui soient communs aux deux listes et 7 seulement en 1313 ³. En 1297 même, lors de la tentative infructueuse faite pour percevoir une aide qui n'avait pas été régulièrement accordée, le règlement de perception portait expressément que les deux chevaliers « taxurs et quilleurs » de chaque comté seraient pris en dehors du comté et parmi ceux qui n'y possédaient aucune terre ⁴, ce qui serait absolument contraire aux intentions d'Edouard I^{er}, s'il avait eu les inten-

1. *Rot. Parl.*, II, p. 240.

2. *Geschichte des Wahlrechts*, p. 7-8.

3. Listes des collecteurs dans *Parl. Writs*, I, p. 178 ; II, II, p. 38-39, 117. En 1306, la liste des députés ne renferme que 34 comtés, tandis que celle des collecteurs renferme les 37 comtés ; il a donc pu y avoir deux ou trois députés de plus parmi les collecteurs.

4. *Parl. Writs*, I, p. 54.

tions que Riess lui prête. Il est naturel que le roi ait assez souvent choisi des députés comme collecteurs de l'aide, parce qu'ils étaient parmi les grands personnages du comté et qu'ils pouvaient avoir de l'influence sur leurs concitoyens : c'est dans la classe des chevaliers que l'on prenait depuis longtemps les collecteurs. Mais rien ne prouve que ce soit pour cette raison qu'il ait jugé bon de convoquer au Parlement des chevaliers des comtés. La nation, en ce cas, se serait méprise sur ses intentions ; un des articles du *bill* de 1301 demande en effet que le quinzième accordé par le Parlement soit perçu par des chevaliers *élus par le comté*¹, ce qui montre que l'on considérerait que la méthode suivie jusque-là était tout autre. Edouard I^{er} accepta, mais ne renouvela pas l'expérience en 1306.

Enfin, dans l'hypothèse qui fait de la perception des aides un des motifs essentiels de la convocation, comme dans celle qui attribue cette convocation au désir de surveiller les shériffs, il est impossible de rendre compte de la présence des bourgeois au Parlement.

..

La théorie de Riess, sous la forme précise et absolue qu'il lui a donnée, nous paraît donc insoutenable. Ce n'est ni spécialement pour surveiller les shériffs, ni spéciale-

1. *Parl. Writs*, I, p. 105.

ment pour percevoir les taxes qu'Edouard I^{er} a décidé de convoquer les représentants des comtés et des villes. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a entre la perception des aides et l'administration générale du royaume, d'une part, la convocation des chevaliers et des bourgeois, de l'autre, une relation dont il importe de déterminer exactement la nature.

Voyons d'abord en quoi ces convocations peuvent se rattacher à la perception des aides.

L'aide est devenue au temps d'Edouard I^{er} la forme habituelle des taxes perçues par le roi. L'écuage dont Jean-sans-Terre avait voulu faire une des ressources ordinaires de la royauté ne rapporte plus que des sommes relativement insignifiantes et n'est plus perçu que par exception¹. Il faut cependant que le roi, dont les revenus ordinaires n'augmentent guère², subviennne aux frais de ses expéditions presque continuelles et à ceux d'une administration de plus en plus coûteuse. Il lui arrive de ne plus pouvoir payer ses fonctionnaires³. Quoi qu'il en coûte à son or-

1. Les écuages de 1279, de 1285 et de 1303 furent perçus à raison de 40 sous par fief de chevalier. On peut avoir une idée du produit d'une taxe semblable en sachant que l'aide pour fille à marier accordée en 1290 et perçue au même taux rapporta 3.061 livres (Ramsay, *Dawn of the Constitution*, p. 527).

2. Sir J. H. Ramsay (*Dawn of the Constitution*, p. 533) évalue à 30.000 livres par an, en moyenne, le revenu ordinaire d'Edouard I^{er}; ce revenu paraît être un peu inférieur à celui de Jean-sans-Terre et à celui de Henri III (Cf. *ibid.*, p. 293 et *Angevin Empire*, p. 504). Mais la comparaison est bien difficile à établir.

3. *Memoranda de Parlamento*, éd. Maitland (Rolls S.), n° 80.

gueil et à ses principes autoritaires, il est fréquemment obligé de faire appel à ses sujets qui lui « concèdent » une aide exceptionnelle.

Jusqu'au règne d'Edouard I^{er}, l'aide paraît avoir toujours été, sauf en 1254, simplement « concédée » par les grands ; mais lorsque l'aide devient plus fréquente, des raisons d'ordre pratique amènent le roi à essayer d'obtenir aussi l'assentiment des chevaliers et des bourgeois, assentiment dont on s'était passé jusque-là.

L'aide est en effet calculée d'après la valeur des biens mobiliers : elle s'élève, suivant les cas, à un dixième, un quinzième, un vingtième de ces biens. Pour en établir le montant, il faut, à chaque aide nouvelle, évaluer, pièce par pièce, le mobilier de chacun des habitants du royaume ; ces évaluations sont extrêmement détaillées, ainsi que le prouvent les rôles de la ville de Colchester pour le septième accordé en 1295 et le quinzième accordé en 1301 ¹. Une bureaucratie nombreuse, s'il en existait une, viendrait difficilement à bout d'un pareil travail.

Depuis longtemps, on se sert, dans des cas semblables, du jury d'enquête. Nous savons par les nombreuses *formae taxationis* qui nous sont parvenues, de quelle façon l'on procédait au temps d'Edouard I^{er}.

Le roi commençait par nommer dans chaque comté un

1. Les rôles du septième sont dans les *Rot. Parl.*, I, p. 228-238 ; ceux du quinzième, *ibid.*, p. 243-256. Voir aussi le rôle d'un village du Bedfordshire en 1297 dans H. Hall, *Formula book of English historical documents*, II, p. 46.

certain nombre de chevaliers « taxours et quilleurs » (2 à 4 généralement) qui étaient chargés de faire l'assiette de la taxe, d'en recueillir le montant et de le verser à l'Echiquier. Parfois, quelques-uns de ces « taxeurs » sont pris parmi les délégués qui ont représenté le comté au Parlement ; en 1301, sur la demande du Parlement, ils sont élus par le comté ; nous avons vu qu'en 1297, au contraire, le roi qui craignait une résistance à ses projets financiers, avait d'abord décidé que les chevaliers « taxeurs » seraient tous pris en dehors du comté où ils devaient opérer et parmi ceux qui n'y possédaient aucune terre.

Les collecteurs, une fois nommés, doivent faire dresser le rôle de la taxe et, pour cela, s'adressent aux habitants eux-mêmes. Le bref du 24 octobre 1275 qui charge deux chevaliers d'asseoir et de percevoir, sous la direction du doyen de Salisbury, la taxe du quinzième dans les comtés de Devon et de Cornouailles, dit expressément que cette taxe doit être établie « par serment tant des chevaliers que des autres prud'hommes et loyaux hommes par lesquels on pourra le mieux savoir la vérité ». Les shériffs ont reçu l'ordre de faire venir en présence des collecteurs, aux jours et lieux désignés par ceux-ci, et en nombre aussi grand qu'il sera nécessaire, les chevaliers et autres prud'hommes, pris dans les « libertés » et au dehors, qui seront le plus capables de donner des renseignements exacts ¹.

Les instructions données en 1294 pour la perception du

1. *Parl. Writs*, I, p. 3.

dixième nous ont été conservées par Barthélemy de Cotton¹. La méthode employée est particulièrement complexe. Les chevaliers auxquels le roi a confié la mission de faire l'assiette et la perception de la taxe dans chaque comté iront de hundred en hundred et feront venir devant eux, en nombre aussi grand qu'ils voudront, les prud'hommes du hundred « des queus ils pussent elyre une duzeyne des meuz vaylaunz del hundrede ». Les 12 prud'hommes ainsi choisis prendront à leur tour dans chaque *villa* le prévôt et 4 loyaux hommes qui, sous leur surveillance, iront de maison en maison et feront l'évaluation des biens mobiliers des habitants. Les chevaliers et leurs clercs exerceront une surveillance générale. L'instruction contient la liste des objets qui ne doivent pas être soumis à la taxe.

En 1297, pour la perception du huitième et du cinquième, que l'on ne parvint pas d'ailleurs à faire rentrer, les deux chevaliers ou le chevalier et le « sergent » nommés dans chaque comté doivent faire élire dans chaque *villa* 2 ou 4 loyaux hommes, suivant l'importance de la *villa*, qui prêteront serment « qe leaument asserront et taxeront totz les biens de chescun des villes ou il frount la taxacioun »². L'organisation est la même en 1301 (avec la différence que les chevaliers « chefs taxours et quilours » sont élus) et en 1306³.

1. *Historia Anglica*, éd. Luard (Rolls S.), p. 254-256. — L'organisation paraît avoir été la même en 1290 (Cf. *Parl. Writs*, I, p. 24).

2. *Parl. Writs*, I, p. 54-55.

3. *Parl. Writs*, I, p. 105, 178-179.

Ainsi, dans un cas comme celui de 1294, pour prendre l'exemple le plus complexe, l'Echiquier surveille et contrôle les collecteurs généraux de chaque comté¹ ; les collecteurs généraux surveillent les jurys de 12 prud'hommes qui opèrent dans chaque hundred ; les 12 prud'hommes, à leur tour, surveillent le prévôt et ses 4 loyaux hommes. Tous ceux qui participent à l'établissement des rôles de la taxe, tous ceux qui touchent les deniers du roi, doivent prêter serment. La formule de serment est ordinairement jointe aux instructions pour les perceptions de la taxe.

Le formule du serment prêté en 1290 par les 12 jurés qui étaient chargés d'établir dans chaque hundred la taxe du quinzième est donnée dans les *Parliamentary Writs* ; elle a été reproduite, avec quelques modifications d'importance secondaire, dans les années suivantes. Les 12 prud'hommes doivent jurer de taxer les biens et meubles de chacun, « bien et leaument a leur poer et a leur ascient ». Ils s'engagent à ne se laisser toucher ni par amour, ni par faveur, ni par haine, ni par don, ni par promesse et à faire leur office « saunz nul esparnier », de manière qu'il n'y ait nulle fraude et que le roi ne soit pas « perdant »².

Ces précautions montrent bien quelles étaient les craintes du gouvernement royal. En réalité, en dépit de tous

1. On stipule parfois que les biens de ces collecteurs seront taxés par l'Echiquier.

2. *Parl. Writs*, I, p. 24. Cf. p. 55, 105.

les serments, le roi était à peu près désarmé si les jurys faisaient volontairement une estimation trop faible ou si, comme en 1297, une cour de comté tout entière refusait de payer la somme demandée.

Il était donc indispensable, pour le bon rendement de l'aide, que le roi pût compter sur la bonne volonté et la coopération de la classe dirigeante des comtés, c'est-à-dire de la classe des chevaliers. Aussi, dans la première partie du règne, les chevaliers sont-ils assez fréquemment convoqués au Parlement sans les bourgeois. En 1275, les bourgeois sont convoqués au Parlement d'avril, parce qu'il s'agit de leur faire accepter la « nouvelle coutume » sur la laine et le cuir, qu'il est difficile de percevoir sans le consentement des marchands¹ ; mais au Parlement d'octobre, où une aide générale d'un quinzième est accordée, la présence des chevaliers est seule jugée nécessaire. L'assentiment des chevaliers est, à certains égards, aussi important que celui des grands, car ce sont eux qui établissent et perçoivent les taxes, même dans les domaines des grands seigneurs.

L'expérience faite par Edouard I^{er} en octobre 1275 paraît avoir donné d'excellents résultats au point de vue fiscal², et le roi continua dans les années suivantes à demander aux chevaliers des comtés leur coopération. Il est

1. Cela ressort du règlement fait pour la perception de la « coutume » (*Parl. Wrils*, I, p. 1).

2. Les *Annales de Waverley* (éd. Luard, *Rolls S.*, p. 386) parlent de la taxe de 1275 comme ayant été établie *ad unguem, inaudito more*.

plus difficile de comprendre en quoi la convocation des députés des villes pouvait être utile aux intérêts financiers du roi, puisque la plupart des villes anglaises étaient dans le domaine royal et que le domaine était taillable à la volonté du roi.

Mais, dans la pratique, une « taille » différait beaucoup moins d'une aide « concédée » qu'on ne le croirait au premier abord, ce qui explique que les deux mots soient assez souvent, dans le langage courant, employés l'un pour l'autre. On pouvait établir la taille « par tête » (*separatim, percapita*), c'est-à-dire d'après la fortune de chacun, le taux de la taille étant fixé par le gouvernement royal. Dans ce cas, l'assiette de la taille était faite par un jury de bourgeois, exactement comme pour une aide. Si les bourgeois refusaient d'accepter les fonctions de jurés, ainsi qu'ils le firent à Londres en 1255 ¹, l'administration se trouvait dans un grand embarras. On pouvait également établir la taille « en commun » ; la ville et les représentants du roi discutaient alors le montant de la taille et, après accord, la ville répartissait la somme convenue entre ses habitants. Le principe même de la taille mis à part, tout se passait comme s'il s'était agi d'une aide « concédée » ; la différence entre une aide comme celle de 1294 et une taille comme celle de 1304 est beaucoup plus apparente que réelle. Dans ces conditions, le roi ne faisait pas un grand sacrifice en appelant

1. Madox, *Exchequer*, p. 491 (éd. 1711).

au Parlement, à côté des chevaliers des comtés, les représentants des villes, et le consentement préalable des députés des villes pouvait lui être utile au moment de la perception. Il évitait ainsi les longues et difficiles négociations que nous l'avons vu entreprendre en 1282 et en 1294.

Ce n'est donc pas précisément pour se faire « accorder » des aides que le roi a convoqué les délégués des chevaliers et des bourgeois ; les aides avaient été perçues jusque là sans qu'on leur eût demandé leur avis, et ce n'est pas eux qui ont réclamé le droit d'aller siéger au Parlement, avec les prélats et les barons. Mais, pour percevoir l'aide plus facilement, le roi a le plus grand intérêt à ce que des délégués de chaque comté et de chaque ville se soient engagés d'avance à la payer. Il ne croit pas abandonner les droits de la Couronne en faisant venir devant son conseil, pour leur demander cet engagement, les fondés de pouvoir des comtés et des villes, pas plus qu'il ne croit abandonner ses droits en permettant à ses fonctionnaires de discuter avec les magistrats d'une ville le montant de la somme qu'elle doit payer pour une taille « en commun », comme en 1304, ou pour une aide, comme en 1282 et en 1294.

Les députés sont essentiellement les fondés de pouvoir d'un comté ou d'une ville, au nom desquels ils peuvent valablement s'engager. Ils doivent être munis de pleins pouvoirs, afin que l'affaire pour laquelle le bref royal les convoque « ne reste pas imparfaite faute de pouvoirs suffisants ». Au moment de la perception d'une aide, le roi

rappelle parfois que l'engagement de la payer a été pris par les représentants du comté auquel il s'adresse. Ainsi, en 1283, il remercie les hommes libres et toute la communauté du comté de Northampton du subside qu'ils ont promis « par les 4 chevaliers envoyés à Northampton de la part de la communauté », exactement comme si les délégués du comté de Northampton avaient été seuls à se présenter devant les représentants du roi ¹. Il n'écrit pas autrement au comté de Chester qui, lui, n'est pas convoqué au Parlement et prend des engagements séparés ². En 1301, le bref adressé aux chevaliers, aux hommes libres et à toute la communauté du comté de Lincoln débute en ces termes : « Puisque vous, ainsi que les autres communautés des autres comtés de notre royaume, nous avez concédé à notre Parlement de Lincoln, le quinzième de vos biens mobiliers... » etc. ³. En 1294, une note écrite sur la cédula annexée au bref qui ordonne la perception du dixième donne les noms des deux personnes nommées par le roi pour percevoir « le dixième qui a été accordé au roi, comme subside pour sa guerre, par toute la communauté du comté de Warwick ⁴ ».

Aussi le nombre des délégués envoyés par chaque comté

1. Bref du 8 février (*Parl. Writs*, I, p. 13).

2. *Parl. Writs*, I, p. 4, 391 (brefs du 3 novembre 1275 et du 6 août 1292).

3. Bref du 8 octobre (*Parl. Writs*, I, p. 106).

4. *Rot. Parl.*, I, p. 226. Une des personnes nommées n'ayant pas encore prêté serment, le roi ordonne qu'on lui fasse prêter le même serment qu'à son collègue.

ou par chaque ville importe-t-il assez peu. Le minimum est généralement fixé à deux, parce qu'il faut deux témoins à tout acte juridique. Mais, en 1290, le roi demande aux comtés d'envoyer 2 ou 3 chevaliers (la plupart des comtés n'en envoyèrent que 2); en 1275, les villes doivent envoyer 4 ou 6 bourgeois : en 1306, les bourgs doivent envoyer 1 ou 2 délégués, suivant l'importance du bourg. Comtés et villes paraissent avoir été laissés dans ces différents cas complètement libres d'envoyer à leur choix le nombre maximum ou le nombre minimum, et en fait, ils prenaient parfois des libertés plus grandes que celles qui leur étaient laissées par le *writ* royal ¹. On peut remarquer, d'ailleurs, que l'on n'a jamais essayé de proportionner le nombre des députés à l'importance de la « communauté » qui les nomme ² : le comté de Rutland a 2 chevaliers comme celui de Sussex ou celui de Norfolk, et l'on ne demande pas plus de délégués à Londres qu'à la

1. En 1290, le shériff des comtés d'Essex et de Herts envoie 4 noms de chevaliers pour le comté d'Essex et 2 pour le Herts ; il ajoute que 2 des chevaliers de l'Essex sont déjà *in curia* et que les 2 autres *districti sunt per omnia bona et catalla sua* (*Parl. Wrils*, I, p. 22). La même année, le comté de Lincoln élit 3 chevaliers, mais si l'un des trois ne se présente pas, les deux autres, ont plein pouvoir (*Ibid.*). En 1295, le shériff des comtés de Bedford et Bucks envoie 3 noms pour le premier et 2 pour le second (*Ibid.*, p. 34) ; le bref ne demandait que 2 chevaliers. La même année, le comté de Southampton a 4 chevaliers (*Ibid.*, p. 42). Parmi les villes, Londres auquel on ne demande que 2 députés en nomme le plus souvent 4.

2. Le cas de 1306 n'est une exception qu'en apparence ; ce n'est pas pour établir une proportion entre le nombre des délégués et l'importance de la ville que le roi permet aux petites villes de n'envoyer qu'un député, mais pour diminuer leurs frais.

bourgade la plus insignifiante du Wiltshire ou de la Cornouaille.

*
* *

Le désir d'obtenir l'assentiment préalable des comtés et des villes et la coopération des chevaliers et des bourgeois pour la perception des aides n'est cependant pas le seul, ni même le principal motif pour lequel Edouard I^{er} les a convoqués. Le droit de voter le budget est si bien devenu la prérogative la plus importante des Parlements modernes que nous sommes portés naturellement à supposer que la question financière a joué dès l'origine le premier rôle. Dans certains cas, en effet, par exemple en 1294 et en 1306, la convocation des représentants des communes paraît avoir eu pour objet unique de leur demander un subside extraordinaire ; mais nous savons que ces représentants furent appelés par Edouard I^{er} à de nombreux Parlements (1283, 1298, 1300, 1302, 1305, 1307) où il ne semble pas qu'aucune demande de ce genre ait été faite par le roi.

Les documents publiés dans la collection des *Rotuli Parliamentorum* et, pour le Parlement de 1305, dans les *Memoranda* de Maitland, nous montrent que dans ces Parlements, comme du reste dans presque tous les Parlements d'Edouard I^{er}, la partie principale du travail consista à entendre les causes que le roi s'était réservées pour les entendre « en Parlement », et à examiner les pétitions présentées au roi et à son conseil. D'importantes ques-

tions de politique ou de législation peuvent faire l'objet de conférences entre le roi et les « fidèles » qu'il a convoqués, mais ce sont les plaids et les pétitions qui constituent la routine du travail parlementaire. Le Parlement apparaît ainsi, par ses fonctions essentielles, comme la continuation de l'ancienne *curia regis*, comme la plus haute cour de justice du royaume, capable de « redresser les torts qui ne peuvent être redressés par la loi commune ».

La part que les chevaliers des comtés et les bourgeois des villes pouvaient prendre à l'audition des *placita* est évidemment très minime. Les documents ne mentionnent pas leur présence ; en 1305, les procès sont jugés après leur départ¹ ; d'ailleurs, comme nous l'avons dit, la Chambre des Communes n'a jamais prétendu participer aux fonctions judiciaires de la Chambre des Lords. Si des chevaliers ou des bourgeois sont appelés devant le roi dans un cas semblable, c'est à titre individuel, pour fournir un renseignement, ou comme plaideurs, chargés des intérêts d'une ville ou d'un comté. C'est ainsi qu'au Parlement de 1305 les deux députés de Salisbury figurent parmi les quatre bourgeois auxquels la ville a confié le soin de ses intérêts dans le procès qu'elle a engagé contre son évêque et qui doit être plaidé devant le roi².

1. Toutes les personnes qui ne font pas partie du conseil du roi reçoivent leur congé le 21 mars. Le procès de Nicolas de Segrave se termine le 29 mars ; celui des bourgeois de Salisbury contre l'évêque, le 6 avril.

2. *Memoranda*, éd. Maitland, p. 266. — La ville de Salisbury contestait à l'évêque le droit de la « tailler ».

Les pétitions ont, pour le sujet qui nous occupe, une importance beaucoup plus grande que les *placita* ; cette importance n'a pas complètement échappé à Riess qui a consacré à la question quelques lignes de son mémoire, mais sans insister suffisamment sur ce point qui nous paraît essentiel.

L'usage de s'adresser au roi et à son conseil pour se plaindre d'une injustice ou pour demander une faveur est bien antérieur au règne d'Edouard I^{er} ; mais il semble que, primitivement, le pétitionnaire se présentait en personne devant le conseil et exposait oralement l'objet de sa demande. A la fin du xiii^e siècle, les demandes sont devenues trop nombreuses et l'activité de l'administration royale porte sur des objets trop divers pour que l'on puisse procéder ainsi : la comparution personnelle et la demande orale ont été remplacées par la pétition écrite. Il a fallu même se préoccuper de réglementer le dépôt et l'examen de ces pétitions, dont un grand nombre ne présentaient qu'un intérêt assez faible et absorbaient inutilement le temps du roi et de ses conseillers ; la huitième (1279-1280) et la vingt et unième (1292-1293) année d'Edouard, des mesures furent prises pour classer les pétitions et ne réserver à l'examen personnel du roi que les affaires qui étaient si grandes ou « si de grâce » qu'on ne pût les expédier autrement ¹. En 1305, le roi, alors absent de Londres, donne d'avance des instructions au chancelier, prescrit

1. Les textes sont donnés dans Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 276, n. 2 et 3.

de faire une proclamation publique dans la grande salle de Westminster, dans West Cheap et au Guildhall pour inviter tous ceux qui ont des pétitions à présenter à les remettre avant le premier dimanche du carême (7 mars) et ordonne d'examiner le plus de pétitions possible avant son retour ¹.

Le nombre des pétitions présentées à ce Parlement, sur lequel nous avons des renseignements particulièrement complets, fut d'environ 450. Les pétitions furent reçues et classées par une commission de quatre personnes : un juge, un haut fonctionnaire de l'Echiquier, et deux clercs de la Chancellerie. Lorsque le Parlement fut réuni, on constitua une commission spéciale pour examiner les pétitions concernant l'Ecosse, une autre pour celles de Gascogne, une troisième pour celles d'Irlande et des îles de la Manche ; des commissions analogues furent probablement nommées aussi pour les pétitions anglaises. Le roi lui même se mit courageusement au travail : le dimanche 7 mars, 32 pétitions furent examinées devant lui ².

La qualité des pétitionnaires, la nature et l'importance des pétitions varient considérablement. Le plus grand nombre des pétitions (plus de 400) sont présentées par des particuliers, et la plupart de ces pétitions particulières ne peuvent, comme le remarque Maitland, faire l'objet d'un débat dans une assemblée. Ainsi le prieur de Bridlington se plaint que Thomas de Monceaux ne veuille pas le lais-

1. Cf. *Memoranda*, éd. Maitland, p. LXI.

2. *Memoranda*, éd. Maitland, p. 48.

ser passer, ni ses gens, ni les gens du pays, à travers ses terres, comme on l'a toujours fait, pour aller au marché du roi, à Kingston upon Hull. L'Université de Cambridge demande au roi de fonder un collège. Thomas de Moriley prie le roi de lui rendre les fiefs qu'avait son père dans le comté de Cumberland ; ces fiefs ont été saisis parce que son père s'était montré l'ennemi du roi dans la guerre d'Ecosse ; mais le pétitionnaire est toujours resté fidèle au roi. Robert Treyfot, emprisonné pour avoir laissé échapper un prisonnier qu'il était chargé de conduire au shériff d'Essex, supplie le roi de lui pardonner. Alice, femme divorcée de Jean de Beaumont, expose que son mari est revenu ravager ses domaines et qu'il s'est emparé de ses chartes et de ses bijoux¹. Dans un grand nombre de cas, le conseil ou les commissaires chargés d'examiner la pétition se bornent à indiquer au pétitionnaire la marche à suivre : qu'il se procure un bref de la Chancellerie, qu'il se présente devant l'Echiquier, qu'il attende les résultats d'une enquête, etc.

Certaines de ces pétitions ont cependant quelquefois un intérêt plus général. A Simon le Parker, qui se plaint que le jury, chargé de prononcer sur les faits pour lesquels il est en prison, ait été récusé par pure malice, ce qui a eu pour résultat de le faire rester dans la prison de Cantorbéry, le roi et le conseil répondent par un règlement qui sera considéré comme une ordonnance et figure à ce

1. *Memoranda*. n^{os} 49, 50, 92, 97, 105.

titre dans les *Statutes of the Realm*¹. Il est possible que l'ordonnance dite « des traîne-bâtons » qui fut aussi faite à ce Parlement ait également pour origine une pétition privée².

Aucun de ceux qui avaient été envoyés au Parlement de février 1305 comme représentants d'un comté ou d'une ville ne figure parmi les membres des commissions qui avaient été nommées pour examiner les pétitions et dont la composition nous est connue. Peut-être quelques-uns d'entre eux figuraient-ils parmi les membres des commissions chargées d'examiner les pétitions anglaises ; le fait est peu probable. Il n'est pas impossible que le conseil ait consulté, à l'occasion, des chevaliers ou des bourgeois sur des pétitions qui se rapportaient à leur comté ou à leur ville : on pouvait ainsi vérifier assez commodément les allégations des pétitionnaires. Mais c'est surtout en qualité de pétitionnaires que les chevaliers et les bourgeois viennent eux-mêmes au Parlement et comparaissent devant le conseil.

Les rôles du Parlement de 1305 renferment 8 pétitions présentées par des comtés (dont une par la « communauté » de l'évêché de Durham qui n'avait pas de représentant au Parlement) et 23 pétitions présentées par 12 villes (toutes, semble-t-il, représentées au Parlement)³.

1. *Memoranda*, n° 10. *Statutes of the Realm*, I, p. 143.

2. La pétition qui porte le n° 90 dans l'édition Maitland. L'ordonnance est dans *Rot. Parl.*, I, p. 178.

3. Nous laissons de côté les villes écossaises et irlandaises.

Comme les pétitions particulières au milieu desquelles elles sont « mises en rôle », ces pétitions de « communautés » portent sur les sujets les plus variés. Il y a d'assez nombreuses réclamations pécuniaires que l'on renvoie généralement à l'Echiquier. Les gens du Cumberland demandent qu'on leur rembourse le prix des denrées que le shériff leur a prises pour le lardier du roi ; ils se plaignent également que les collecteurs du quinzième ¹ ne leur aient rien remis des sommes que le roi avait ordonné de leur rembourser ; Carlisle réclame aussi le prix de l'orge et de l'avoine que le roi a « empruntées » pour son armée d'Ecosse. Dunwich demande qu'on lui vienne en aide pour réparer son port qu'une tempête a dévasté et qu'on lui tienne compte, sur les somines qu'il doit au roi, des pertes énormes qu'il a faites, en navires et en hommes, dans les guerres du roi. Les gens d'York se plaignent que l'Echiquier leur réclame le prix d'une certaine quantité de vin qu'ils avaient acheté au bouteiller du roi, du temps de Henri III, et qu'ils ont d'ailleurs payé ².

D'assez nombreuses pétitions se rapportent aux privilèges des comtés et des villes, dont on demande la confirmation ou l'extension. La communauté de l'évêché de Durham réclame une charte qui est restée en Chancellerie. Carlisle demande qu'on lui rende ses libertés qui ont été saisies, les chartes de la ville ayant été brûlées. Cocker-mouth demande la permission d'établir un droit de pon-

1. Il s'agit sans doute du quinzième accordé en 1301.

2. *Memoranda*, éd. Maitland, nos 137, 138, 139, 140, 187, 168.

tage pour réparer son pont, et Worcester la permission d'établir un droit de murage. Norwich voudrait que son droit de murage fût prolongé pendant 7 ans (le roi n'en accorde que 5). Plusieurs villes (Appleby, Dunwich) se plaignent de marchés illicites établis dans leur voisinage. La pétition de Newcastle à ce sujet est caractéristique. Les gens de Newcastle disent que le prieur de Tynemouth a institué un marché qui attire le commerce et dont le résultat est une diminution dans les revenus du roi ; précédemment, dans la 19^e année du règne, les bourgeois ont déjà poursuivi le prieur qui a perdu son procès. Cette pétition est l'objet d'une attention spéciale : on répond aux bourgeois de Newcastle de venir devant le roi, avec leurs chartes, dans la quinzainé de Pâques et, dans l'intervalle, de demander à Gilbert de Roubiry le compte rendu du procès et du jugement qu'ils invoquent, pour le présenter au roi, dans son Parlement. Les bourgeois de Norwich qui réclament la vue de francpleige du village de Newgate, ne manquent pas non plus de faire observer que ce sont eux qui ont fait reprendre ce village par le roi au prieur de Norwich ¹.

Deux pétitions de la ville de Bristol sont particulièrement intéressantes. La première se rapporte à la taille de 1304. La ville de Bristol, qui avait sans doute accepté une taille « en commun », demande que les Templiers soient soumis à cette taille comme les autres habitants de Bristol, puisqu'ils profitent des mêmes marchés et jouissent des

1. *Memoranda*, éd. Maitland, n^{os} 8, 103, 78, 159, 187, 167. 59.

mêmes privilèges que les bourgeois ; le roi décide qu'il sera fait droit à cette requête. La seconde a trait aux difficultés qui se produisent entre les bourgeois de Bristol et deux grands seigneurs leurs voisins, Thomas et Maurice de Berkeley, dont le premier avait été convoqué à ce même Parlement en qualité de baron. Ces deux personnages, qui possèdent dans les faubourgs de Bristol le village de Redcliff, prétendent obliger les bourgeois de Bristol à « suivre » (*facere sectam*) leur cour et, comme les bourgeois s'y refusent, ils les molestent de toutes les manières. Le maire de Bristol et d'autres personnes de la ville ont été assaillis et battus, et les choses en sont venues à un tel point que les habitants n'osent plus sortir de la ville pour aller aux marchés du voisinage. Le roi répond en nommant une commission de trois personnes « de sens » qui, avec le connétable du château de Bristol, feront une enquête et prendront les mesures nécessaires ; s'il y a des difficultés dont on ne peut venir à bout sans le roi, on les lui soumettra à son prochain Parlement ¹.

Parmi les autres pétitions présentées par des « communautés » à ce Parlement de février 1305, on peut encore citer celle du comté de Northumberland, qui demande que des juges du Banc viennent dans le comté tenir les assises et faire les enquêtes ; celle du comté de Lancastre, où l'on réclame la nomination d'une commission de deux personnes qui seront chargées de faire une enquête sur les

1. *Memoranda*, éd. Maitland, nos 214, 213.

malfaiteurs qui troublent la « paix du roi »¹ ; celles du comté de Cumberland qui concernent les déforestations exécutées depuis 1301 et qui ont un intérêt plus général : les habitants des parties déforestées de la forêt d'Allerdale se plaignent que l'on continue de les obliger à fournir la « poture » aux forestiers ; le roi répond qu'il maintient la déforestation, mais que le terrain doit rester en garenne et que le droit de poture doit subsister². Les pétitions du comté de Cumberland et d'autres pétitions analogues furent probablement l'origine d'une « ordonnance de la forêt » où le roi laisse percer une vive irritation contre ceux qui l'ont obligé d'accepter des déforestations qui n'auraient jamais dû être faites et où les habitants des districts déforestés sont nettement avertis qu'ils doivent ou renoncer aux avantages de la forêt ou se faire remettre en forêt³.

Outre les pétitions présentées par une ville ou par un comté, le Parlement de 1305 nous fournit aussi des exemples de pétitions collectives. Les pétitions dans lesquelles « les pauvres hommes de la terre d'Angleterre » demandent que l'on prenne des mesures contre ceux qui

1. *Memoranda*, nos 20, 26. — Le comté de Lancastre présente au choix du roi les noms de Thomas de Burnham et de Jean Biroun. Le roi accepte Jean Biroun, mais remplace Thomas de Burnham par Milon de Stapelton.

2. La poture ou puture était une redevance perçue pour leur nourriture par les forestiers.

3. La pétition du Cumberland porte le n° 6 dans l'édition Maitland, l'ordonnance de la forêt, le n° 461. Cette ordonnance est aussi dans les *Statutes of the Realm*, I, p. 144.

sont chargés de faire des enquêtes ou qui font partie des assises et des jurys et se laissent corrompre par les plaideurs, et contre les ordinaires des diocèses qui usurpent les fonctions des juges du roi, sont probablement des pétitions de tous les représentants des communes, chevaliers et bourgeois ¹. Deux autres pétitions sont présentées au nom des comtes, des barons et de la communauté du royaume. Elles ont pour objet de faire interdire aux couvents d'hommes et de femmes d'envoyer de l'argent, à l'étranger, aux supérieurs des maisons mères de leur ordre. A ces pétitions, qu'il avait peut-être suggérées lui-même, le roi répond qu'en plein Parlement, « avec le consentement des prélats, des comtes, des barons et des autres du royaume », il a fait un statut pour ce cas, « dans la forme suivante ». Mais l'espace qui suit est resté blanc sur le rôle ; le statut *de asportatis religiosorum* ne fut promulgué que deux ans plus tard, au Parlement de Carlisle ².

La présentation des pétitions de leur ville ou de leur comté et la défense de ces pétitions devant le conseil fut certainement une des occupations principales des bourgeois et des chevaliers, pendant les trois semaines qu'ils passèrent à ce Parlement de 1305. Nous avons vu précédemment ³ qu'ils partirent avant que l'on eût commencé à s'occuper des affaires d'Ecosse ; la seule question d'importance générale sur laquelle le roi paraît les avoir con-

1. *Memoranda*, n° 472.

2. *Ibid.*, n° 486.

3. Voir plus haut, p. 205.

sultés est celle de la « taille » payée par les religieux anglais aux maisons étrangères. Plus tard, les Articles de 1309 nous montrent aussi que les représentants des communes voyaient dans la présentation des pétitions une des raisons d'être de leur présence au Parlement ; ils se plaignent que « les chevaliers, gentz de citez et de burghs et d'autres villes » qui viennent au Parlement par le commandement du roi, pour eux et pour le peuple « et ont petitions a liverer pur tortz et grevances faites a eux, que ne poent estre redrescées par la commune ley ne en autre manere sanz especial garant » ne trouvent personne pour recevoir leurs pétitions, comme c'était la coutume au Parlement, du temps d'Edouard I^{er} ¹. Le roi décida de prendre des mesures pour leur donner satisfaction ; en 1316, au Parlement de Lincoln, l'organisation du travail parlementaire est à peu près la même qu'en 1305 ². Peu à peu, les pétitions collectives présentées par l'ensemble des représentants des communes prennent plus d'importance et d'ampleur, jusqu'à devenir de véritables *bills*, auxquels il ne manque que l'approbation royale pour se transformer en statuts.

Il est hors de doute qu'Edouard I^{er} ne prévoyait pas un semblable développement du système des pétitions, et que ce n'est pas pour leur permettre de lui présenter sous cette forme des projets de loi tout préparés qu'il a convoqué les chevaliers et les bourgeois à ses Parlements. Redresser

1. *Rot. Parl.*, I, p. 444.

2. *Parl. Writs*, II, II, p. 156.

les « torts et grevances » faits à ses sujets lui apparaissait assurément comme un des premiers devoirs du roi ; mais les droits du roi ne pouvaient que gagner aussi à ces « grands jours » périodiques, dans lesquels tous les sujets apportaient leurs doléances devant lui. Les pétitions des « communes », comtés et villes, le renseignent exactement sur ce qui se passe dans le royaume ; elles lui permettent de surveiller dans le plus grand détail les actes de ses fonctionnaires, de réprimer les empiétements des grands seigneurs ou les abus d'autorité des membres du clergé. Si Thomas de Berkeley essaie d'obliger les bourgeois de Bristol à suivre sa cour baroniale, les gens de Bristol se plaignent ; le roi fait une enquête et prononce. Si les ordinaires des diocèses attirent à eux des causes qui devraient être réservées aux juges du roi et perçoivent des droits qui devraient revenir au Trésor, les « pauvres gens de la terre » se plaignent, et le roi décide que l'on doit, dans ce cas, demander à la Chancellerie un « bref de prohibition ». Si le prieur de Tynemouth établit un marché sans avoir obtenu l'autorisation du roi, celui-ci en est immédiatement averti par les habitants de Newcastle qui protestent contre le tort qui leur est fait et qui est fait en même temps au Trésor royal. Par le moyen de ces pétitions, le roi conserve la haute main sur l'administration générale du royaume. Toutes les grâces procèdent de lui. Aucune décision de quelque importance ne peut être prise sans son assentiment ou celui de ses conseillers ordinaires ; aucune « mauvaise coutume » ne peut s'établir, au détriment des sujets

et du roi lui même. On a pu remarquer avec quelle rigueur Edouard I^{er}, constamment préoccupé de ne pas « diminuer les droits de sa Couronne », limite la durée des concessions qu'il croit devoir faire : Norwich qui demande une prolongation du droit de murage pendant 7 ans n'en obtient que 5 ; le comte de Warwick qui avait demandé le même droit pendant 12 ans pour la ville de Warwick, n'en obtient que 7. Ce n'est pas à Edouard I^{er} que l'on pourra reprocher, comme à son père, d'avoir laissé, par des concessions imprudentes, s'amoinrir le patrimoine qu'il avait reçu de ses ancêtres.

*
* *

Nous touchons ici à une idée qui a été, selon nous, un des fondements de la politique d'Edouard I^{er}. La convocation des députés des communes, en effet, ne répond pas seulement à des besoins pratiques et à des nécessités administratives, mais à une conception nouvelle des rapports qui doivent exister entre le roi et les habitants de son royaume. Si l'on n'hésitait à employer des termes qui sont nécessairement des anachronismes, on serait tenté de dire que le but d'Edouard I^{er}, pendant tout son règne, a été de transformer ses vassaux et ses arrière-vassaux en sujets et les aides féodales en impôts, et que la convocation des députés des communes a été un des moyens les plus efficaces qu'il ait employés pour effectuer cette transformation.

Edouard I^{er} avait la plus haute idée de son autorité ; il avait la prétention d'être non seulement le suzerain de ses vassaux, mais le roi de tous ses sujets. Quoiqu'il ait usé, jusqu'à la limite extrême de ses droits, des avantages de toute sorte que lui donnait la coutume féodale, il n'a nullement respecté un des principes fondamentaux de cette coutume, la distinction entre les vassaux directs et les arrière-vassaux ; il a laissé de côté cette distinction toutes les fois qu'il l'a jugé nécessaire ; bien plus, il s'est efforcé systématiquement de la détruire.

Son règne s'ouvre par la grande enquête dont les résultats sont consignés dans les *Rotuli Hundredorum*. Le but de l'enquête était de faire connaître au roi l'étendue exacte des droits de la Couronne et la nature exacte des usurpations qui s'étaient produites aux dépens de ces droits. Les commissaires doivent obtenir des renseignements sur les terres qui sont actuellement entre les mains du roi et sur celles qui étaient autrefois entre les mains du roi et qui n'y sont plus. Pour ces dernières, ils rechercheront qui les a maintenant, et à quel titre (*quo warranto*). Ils feront les mêmes recherches en ce qui concerne les terres qui étaient autrefois dans la mouvance directe du roi et qui sont maintenant entre les mains d'arrière-vassaux. Ils s'informeront des terres qui étaient autrefois tenues en chevalerie et qui sont maintenant tenues par des maisons religieuses ou sont devenues des fiefs mouvants d'une maison religieuse. Lorsqu'un hundred n'est pas entre les mains du roi, ils devront rechercher à quel titre, et de même pour

toute « liberté empêchant le cours commun de la justice »¹.

Les détenteurs de fiefs et de « libertés » durent, malgré leurs protestations, montrer leurs titres ; les enquêtes de *quo warranto*, réglementées en 1278 par le statut de Gloucester, se poursuivirent sans interruption pendant une grande partie du règne. Les juges royaux qui avaient d'abord montré une sévérité exagérée, épilogueant sur les termes des chartes accordées par les rois antérieurs et refusant de tenir compte de la prescription, furent obligés, il est vrai, de diminuer leurs prétentions² ; mais leurs efforts, s'ils n'aboutirent pas à faire revenir à la Couronne les terres et les droits qui avaient été régulièrement cédés, eurent du moins pour effet d'empêcher la formation de « libertés » nouvelles et d'enrayer le mouvement qui menaçait de soustraire à l'autorité directe du roi une partie notable du sol anglais. Sur un point essentiel, le roi fit prévaloir sa volonté : en 1290, le statut *Quia emptores* arrêta la sous-inféodation.

La sous-inféodation avait, au point de vue de l'autorité royale, les plus graves inconvénients. Tandis que les fiefs se multipliaient jusqu'à ne plus comprendre, en certains

1. *Fœdera*, I, p. 517 ; *Rot. Hundredorum*, I, p. 13-14 (11 octobre 1274).— Les *Rotuli Hundredorum* ont été publiés par la Record Commission, ainsi que les *Placita de quo warranto* qui furent la conséquence de l'enquête. Sur la suite des enquêtes du commencement du règne, Cf. H. Hall, *Formula book of English historical documents*, II, p. 126 sq.

2. Cf. Maitland, *Introd. aux Select pleas in manorial courts*, p. XX, LXXVII.

cas, qu'un vingtième ou un quarantième de fief de chevalier, les « services » dus au roi par les vassaux directs finissaient par se perdre. Parfois même, la sous-inféodation paraît avoir eu pour but principal de supprimer les « services » dus au seigneur dominant : par exemple, lorsqu'un feudataire cédait son fief à une abbaye, pour le reprendre ensuite comme vassal de cette abbaye. Le résultat de ces pratiques avait été de diminuer dans des proportions très considérables le nombre des chevaliers que chaque vassal direct devait au roi pour le service d'ost, et le nombre des fiefs de chevaliers sur lesquels le roi pouvait percevoir l'écuage ou l'aide aux trois cas. Des évaluations anciennes, que l'on acceptait encore au milieu du ^{xiii}^e siècle, mais qui ne paraissent reposer sur rien de précis, estimaient à 32.000 le nombre des fiefs de haubert qui existaient dans toute l'Angleterre ; en réalité, les vassaux directs du roi ne semblent pas avoir été tenus, à l'époque de Henri II, de fournir au roi plus de six à sept mille chevaliers. Mais ce nombre même est bien supérieur à celui que les vassaux directs d'Edouard I^{er} reconnaissaient lui devoir ¹. L'aide « pour fille marier » accordée en 1290 et perçue en 1392 rapporta, à raison de 2 livres par fief de chevalier, une somme de 3061 livres, ce qui donnerait un total de 1530 fiefs de chevaliers. En 1282, en réponse à une convo-

1. Sur cette question que nous ne pouvons examiner en détail, cf. Madox, *Exchequer* (éd. 1711), p. 422, 450-451, 472 ; Stubbs, *Const. Hist.*, I, p. 468 ; Pollock and Maitland, *History of English law*, I, p. 254 sq. ; J. H. Ramsay, *Dawn of the Constitution*, p. 341-342, 527.

cation du roi pour la guerre contre Llevellyn, les principaux vassaux du roi amenèrent à Rhuddlan 132 chevaliers, représentant 132 fiefs de haubert, et 186 sergents, représentant 93 fiefs de haubert; les détenteurs de 121 autres fiefs de haubert payèrent une amende au lieu de fournir un chevalier ¹. Le total des fiefs représentés à Rhuddlan ne dépassait donc pas le chiffre dérisoire de 346.

Une pétition présentée à Edouard II au Parlement de janvier 1315 expose la situation avec une extrême candeur.

« Les grantz Seigneurs d'Engleterre, comme prelatz, comtes et barons qi tiegnent en chief de notre Seigneur le Roi leurs baronies, as queles baronies plusurs feez sont apurtenantz, dependent et font le service pur meins feez q'eux ne tiegnent de Roi, sicome *cil q'est seigneur de cent feez fait le service pur cinq ou pur sis*; et aussi les uns pur plus et les autres pur meins... ². »

Ils se regardent donc comme lésés par la prétention qu'a l'Echiquier de leur faire payer l'écuage sur tous leurs fiefs, puisque leurs ancêtres ont toujours fait le service pour moins de fiefs qu'ils n'en tenaient du roi.

A la suite de cette pétition, on essaya de savoir, par les déclarations des intéressés eux-mêmes, pour combien de fiefs ils « se défendaient » devant le roi; mais leur mauvaise volonté fut telle que l'on paraît y avoir renoncé ³.

La sous-inféodation et la diminution de services qui en était la conséquence presque fatale avaient un double ré-

1. Cf. *Parl. Writs*, I, p. 228 sq. — D'après les rôles de la convocation de 1277 (*Parl. Writs*, I, p. 197) le roi obtint 13 chevaliers et 35 sergents de ses grands feudataires ecclésiastiques.

2. *Rot. Parl.*, I, p. 292,

3. Cf. *Rot. Parl.*, I, p. 455.

sultat ; les levées féodales étaient insuffisantes pour entreprendre une expédition sérieuse, et le roi devait suppléer à cette insuffisance en enrôlant des mercenaires, qu'il payait ; d'autre part, les vieilles taxes féodales ne rapportaient plus, quand on voulait les percevoir, que des sommes insignifiantes. C'est pour ces motifs que le roi promulguâ en 1290 le statut *Quia emptores*, aux termes duquel, lorsqu'on achetait une terre, on devenait le vassal non pas du seigneur qui l'avait vendue, mais du suzerain. Les grands qui composaient le Parlement acceptèrent cette mesure parce qu'elle leur parut avantageuse à leurs intérêts comme à ceux du roi, et peut-être aussi parce que le roi leur fit quelques concessions ¹. La même année, Gilbert de Umfraville, comte d'Angus, ayant demandé la permission de fieffer à son fils aîné le manoir d'Overton, manoir que le fils tiendrait de son père pendant la vie du père et, plus tard, des seigneurs dominants, le roi répond nettement : *Rex non vult aliquem medium et ideo non concessit* ².

Le roi alla beaucoup plus loin dans ses efforts pour supprimer les « intermédiaires » et soumettre tous ses sujets à son autorité directe. Il faut rattacher à cette politique les mesures qu'il prit en diverses occasions pour obliger ceux de ses sujets — aussi bien arrière-vassaux que vas-

1. Par les statuts *de quo warranto* (*Statutes*, I, p. 107).

2. *Rot. Parl.*, I, p. 54. La pétition fut présentée au Parlement de la Saint-Michel, par conséquent après la promulgation du statut *Quia emptores*.

saux directs — qui avaient un certain revenu, à se faire armer chevaliers et à venir à l'armée quand il les convoquait. Des mesures du même genre avaient été prescrites à plusieurs reprises sous le règne de Henri III, mais ne s'étaient jamais, semble-t-il, appliquées qu'aux vassaux directs¹. Avec Edouard I^{er}, cette distinction disparaît. Dès 1278, il ordonne aux shériffs d'« astreindre » à se faire armer chevaliers tous ceux, de quelque seigneur qu'ils soient les vassaux (*de quocumque teneant*), qui ont 20 livrées de terre ou un fief de chevalier entier valant 20 livres par an, « et qui doivent être chevaliers et ne le sont pas ». Cet ordre devait être exécuté avant la Noël, et le roi revint à la charge l'année suivante pour en assurer l'accomplissement intégral². Les futurs chevaliers furent obligés de donner des garanties sur leur terre ou de fournir des cautions³. En 1282, au moment de la guerre contre les Gallois, tous ceux qui avaient 30 livrées de terre furent sommés, sans distinction de tenure, de se procurer une armure et un cheval d'armes ; quelques jours plus

1. En 1255, le roi ordonne aux shériffs de semondre pour une expédition en Ecosse tous ceux qui tiennent du roi en chef ; les arrière-vassaux sont invités à venir aussi « pour autant qu'ils aiment leur roi et leur propre honneur et désirent mériter sa grâce et sa faveur » ; la convocation n'est donc pas obligatoire en ce qui les concerne (*Fœdera*, I, p. 326).

2. *Parl. Writs*, I, p. 214 (bref du 26 juin 1278) ; cf. p. 219.

3. La liste des personnes astreintes à la chevalerie dans le comté de Northumberland, avec leurs cautions, est dans *Parl. Writs*, I, p. 214 sq. ; le nombre des vassaux directs portés comme devant satisfaire à cette obligation est de 7, et le nombre des arrière-vassaux de 33 ; mais cette dernière liste est peut-être incomplète.

tard, un nouveau bref permit de se racheter de cette dernière obligation en payant une somme d'argent au Trésor royal ¹. A la fin de l'année, le bref qui convoquait à Northampton et à York les délégués des comtés et des villes, ordonnait en même temps aux shériffs d'y faire venir, devant le roi ou ses représentants, tous ceux qui, dans leur comté, étaient capables de porter les armes et avaient plus de 20 livrées de terre ²; il s'agissait probablement de les faire contribuer d'une façon spéciale aux frais de la guerre. Les mesures prises en 1278 et en 1282 furent adoucies en 1285; en raison du « bon service » qui lui avait été fait par la communauté du royaume, le roi pardonna à ceux qui, possédant plus de 20 livrées de terre, ne s'étaient pas fait armer chevaliers; l'obligation ne fut plus maintenue que pour ceux qui avaient 100 livrées de terre ³. Mais, en 1292, des brefs analogues à ceux de 1278 imposèrent l'obligation de chevalerie à tous ceux qui avaient 40 livrées de terre ⁴. En 1297, tous ceux qui avaient 20 livrées de terres et plus, qu'ils fussent ou non vassaux directs du roi, que leurs terres fussent ou non dans une « liberté », reçurent un premier ordre de se pourvoir de chevaux et d'armes ⁵; le 15 mai, ils furent

1. Brefs du 26 mai et du 22 juin 1282 (*Parl. Writs*, I, p. 226).

2. Bref du 24 novembre 1282 (*Parl. Writs*, I, p. 10).

3. Bref du 6 mai 1285 (*Parl. Writs*, I, p. 249).

4. Bref du 6 février 1292 (*Parl. Writs*, I, p. 257). Des mesures furent prises l'année suivante contre les défaillants (Cf. le bref du 2 janvier 1293, dans *Parl. Writs*, I, p. 258, et H. Hall, *Formula book*, II, p. 77 sq.).

5. Bref du 5 mai 1297 (*Parl. Writs*, I, p. 281).

convoqués à Londres pour le 7 juillet, avec chevaux et armes, prêts à « passer la mer » avec le roi, et la convocation fut renouvelée quelques jours plus tard ¹.

Ces tentatives qui, d'ailleurs, ne furent pas toujours couronnées de succès, s'expliquent en partie par les besoins financiers du roi : imposer à un nombre aussi grand que possible de ses sujets l'obligation de chevalerie était un moyen de percevoir de plus nombreuses amendes. Mais on se tromperait, croyons-nous, en réduisant à d'aussi mesquines intentions une politique poursuivie avec tant de persévérance par Edouard I^{er}. Le roi se proposait de supprimer, pour le service d'ost, la distinction observée jusque-là entre les vassaux directs et les vassaux indirects ². En appelant à son Parlement les représentants des chevaliers et des bourgeois, il supprimait cette même distinction pour le service de cour. Dans un cas comme dans l'autre, il brisait les anciens cadres féodaux.

Dans la première partie du règne, le service de cour a été imposé beaucoup plus fréquemment aux chevaliers qu'aux bourgeois. Par suite du morcellement des fiefs, il s'était créé dans la campagne anglaise une classe de grands propriétaires fonciers qui n'étaient le plus souvent que nominalement des chevaliers et dont le plus

1. Brefs du 15 et du 24 mai 1297 (*Parl. Writs*, I, p. 281, 285).

2. En France, sous Philippe le Hardi et Philippe le Bel, la royauté prétend également convoquer directement les arrière-vassaux. Cf. P. Guilhaume, *Essai sur l'origine de la noblesse en France au Moyen Age* (1902), p. 269-270, 296.

grand nombre n'étaient pas des vassaux directs du roi. C'est cette classe qui, sous la surveillance du shériff, administrait réellement les comtés. Habitué aux discussions juridiques par la pratique de la cour de comté, accoutumés aux institutions représentatives par les usages de la cour de comté, les chevaliers se trouvaient naturellement désignés pour représenter les hommes libres du comté. Suivant une coutume déjà fort ancienne à la fin du xiii^e siècle, quelques-uns d'entre eux allaient « défendre » le comté devant le roi, lorsque le comté avait besoin d'être défendu. Le mode d'assiette et de perception des aides les mettait en rapport avec la section financière de la cour du roi. Plus d'une fois le roi a convoqué devant son conseil deux, trois ou quatre chevaliers de chaque comté pour avoir avec eux un « parlement », comme avec les prélats et les grands. Avec Edouard I^{er}, ces convocations deviennent fréquentes et systématiques : le roi astreint au service de cour deux chevaliers par comté, au nom de tout le comté légal, de même qu'il astreint au service d'ost, sans distinction de tenure, tous ceux qui ont plus de 20 livrées de terre.

C'est bien à tort que l'on a cru parfois que les chevaliers des comtés ne représentaient au Parlement que les petits vassaux directs du roi et que leur convocation se rattachait par conséquent, en dernière analyse, à l'article 14 de la Grande Charte. Une telle restriction serait tout à fait opposée à la politique poursuivie par Edouard I^{er}. Aussi n'en trouve-t-on pas trace dans les textes, où il est

dit seulement que les chevaliers sont élus en pleine cour de comté, par l'assentiment de tout le comté ¹.

La convocation des représentants des villes se rattache à des idées analogues à celles qui ont amené la convocation des chevaliers des comtés. Là aussi, nous nous trouvons en présence d'une classe nouvelle, la bourgeoisie, dont l'importance s'est considérablement accrue pendant le cours du XIII^e siècle. Là aussi, Edouard I^{er} s'adresse aux « communes » urbaines comme il s'est adressé aux « communes » des comtés, sans s'inquiéter de la hiérarchie féodale. On a prétendu, il est vrai, que, de même que les chevaliers élus représentaient uniquement les vassaux directs, les villes qui étaient convoquées par le roi étaient uniquement des villes du domaine. Mais les textes sont contraires à cette manière de voir. Les brefs de convocation adressés aux shériffs portent que le shériff doit faire élire « de chaque cité deux citoyens et de chaque bourg deux bourgeois ». Les mots : *de qualibet civitate*, *de quolibet burgo*, laissent au shériff le soin de désigner les villes, et il est certain que les shériffs ont, au début, interprété ces termes plus ou moins largement et d'une façon assez capricieuse ²; mais rien ne nous autorise à

1. Cf. Stubbs, *Const. Hist.*, II, p. 240-241.

2. Ainsi, en 1295 (*Parl. Writs*, I, p. 35) le shériff de Cornouailles interprète le mot *burgus* comme comprenant les *villae mercatoriae* qui avaient été convoquées en 1275, mais dont la nouvelle semonce ne parle pas. Peut-être est-ce à cette interprétation primitive qu'il faut attribuer le nombre considérable de villes convoquées dans ce comté jusqu'à l'époque moderne.

penser que les villes qui ne faisaient pas partie du domaine du roi aient été délibérément exclues. Bien plus, comme John Allen le montra dès 1821 dans le savant article de l'*Edinburgh Review* ¹ qu'il écrivit à l'occasion des rapports de la Chambre des Lords sur la pairie, il est certain que des villes qui ne faisaient pas partie du domaine royal ont été comprises dans les premières convocations. Telles sont Lynn (convoqué aux Parlements de 1283, 1298, 1301, 1302 et 1305) qui appartenait à l'évêque de Norwich, Salisbury (convoqué aux Parlements de 1295, 1298, 1300, 1301, 1302, 1305, 1306 et 1307) qui appartenait à son évêque, Saint-Alban (convoqué aux Parlements de 1300, 1305 et 1307) et Evesham (convoqué au Parlement de 1295) qui faisaient partie du domaine de leur abbé, Tunbridge (convoqué au Parlement de 1295) et Bletchingley (convoqué aux Parlements de 1295, 1298, 1300, 1301, 1302, et 1307) qui étaient dans le domaine du comte de Gloucester, Arundel (convoqué aux Parlements de 1295, 1302, 1305 et 1307) qui était dans l'« honneur » d'Arundel. Cox a donné toute une liste de villes qui se trouvent dans le même cas ²; Stubbs et Riess ont ajouté de nouveaux noms à cette liste ³. La question peut donc être considérée comme définitivement close : dans la convocation des représentants des villes comme dans celle des repré-

1. *Edinburgh Review*, t. XXXV, mars 1821, p. 36-37 (*History of the English Legislature*).

2. *Antient parliamentary elections*, p. 150-152.

3. *Const. Hist.*, II, p. 245 ; *Geschichte des Wahlrechts*, p. 26-27.

tants des comtés, Edouard I^{er} a volontairement rompu avec la coutume féodale.

Cette politique n'avait pas seulement pour but d'assurer l'autorité directe du roi sur tous ses sujets, à quelque degré de l'échelle féodale qu'ils fussent placés ; elle favorisait encore ses intérêts financiers.

Elle les favorisait tout spécialement en ce qui concerne les villes. Les villes du domaine, qui étaient taillables, payaient assez souvent l'aide à un taux plus élevé que le reste du royaume. Nous avons vu qu'en 1294, par exemple, les villes du domaine payèrent, à la suite de négociations poursuivies avec chaque ville séparément, une taxe d'un sixième des biens mobiliers tandis que le reste du royaume ne payait qu'un dixième ¹. Or, en appelant au Parlement les députés des villes qui étaient situées sur le domaine de ses vassaux, le roi pouvait arriver aisément à faire accepter par ces villes, qui étaient relativement peu nombreuses, le taux supérieur qu'il avait coutume d'exiger des villes domaniales. Le changement se fit en plusieurs étapes, mais très rapidement. En 1294, le roi négocie avec les villes de son domaine et leur impose un taux plus élevé qu'au reste du royaume. En 1295, il appelle au Parlement les représentants de *toutes* les villes et de *tous* les bourgs d'Angleterre ; mais les villes du domaine sont seules à payer le septième, le reste du royaume payant le onzième ². En 1296, *toutes* les villes du royaume, *de quo-*

1. Voir plus haut, p. 115.

2. Voir plus haut, p. 119. Stubbs (*Const. Hist.*, II, p. 245-246) croit

rumcumque tenuris aut libertatibus fuerint, et tout le domaine donnent le huitième des biens mobiliers, tandis que le reste du royaume donne le douzième ¹. De même, en 1306, toutes les villes et le domaine contribuent dans la proportion d'un vingtième à l'aide qui est accordée au roi pour armer son fils chevalier, alors que le reste du royaume ne donne qu'un trentième ².

La convocation des chevaliers des comtés, représentants des petits vassaux et des arrière-vassaux du roi, n'était pas non plus sans importance pour le Trésor : elle permettait au roi de transformer les anciennes aides féodales, qui n'étaient dues que par les vassaux directs et qui ne rapportaient plus rien, en aides générales, payées par tous. Ainsi, en 1290, il avait obtenu de quelques grands seigneurs qui étaient au Parlement une aide « pour fille marier » de 40 sous par fief de chevalier ; encore n'avaient-ils voulu s'engager pour la « communauté du royaume » qu'« autant qu'il était en eux ». Le roi renonça pour le moment à la perception de cette aide, convoqua au Parlement des représentants des comtés, promit d'expulser

que la formule employée en 1295 est une vieille formule, reproduite sans changement, bien qu'elle ne soit plus conforme à la réalité ; mais il n'y a aucune raison pour faire une hypothèse semblable.

1. Voir plus haut, p. 121. En 1297, le roi essaya également de percevoir le taux le plus élevé sur toutes les villes. — Il ne semble pas que le domaine ait eu une représentation particulière.

2. Voir p. 145. Il y eut une réaction sur ce point sous le règne d'Edouard II. Le Parlement de Lincoln, en janvier 1316, n'accorda un quinzième que dans les cités, bourgs et domaines qui étaient entre les mains du roi, et dans ceux qui avaient été concédés en viager et devaient revenir au roi. Cf. *Rot. Parl.*, I, p. 450.

les Juifs et se fit accorder un quinzième qui rapporta 120.287 livres ; nous savons que l'aide « pour fille marier », perçue plus tard, donna 3.061 livres¹. Les avantages financiers du nouveau régime apparaissent plus clairement encore en 1306. L'aide pour armer son fils aîné chevalier que le roi voulait percevoir n'aurait dû être payée que par les vassaux directs et aurait sans doute rapporté la même somme que l'aide pour fille marier. Mais Edouard I^{er} convoqua, outre les prélats et les barons, les chevaliers des comtés et les représentants de toutes les villes et, ainsi que nous venons de le dire, les bourgeois accordèrent un vingtième et les autres un trentième. Nous ne savons pas quel fut le produit exact de cette taxe (Sir J. H. Ramsay² l'évalue à 40.000 livres), mais il est certain que le roi ne perdit pas à la transformation. De leur côté, les grands seigneurs n'essayèrent pas de s'y opposer, sans doute parce qu'il ne leur déplaisait pas de rejeter sur l'ensemble du royaume une charge que, jusque-là, ils avaient été seuls à supporter.

Enfin, aux raisons que nous avons données précédemment, il faut ajouter qu'Edouard I^{er}, en convoquant les représentants de la petite noblesse et de la bourgeoisie au service de cour, comptait probablement trouver en eux un appui, le cas échéant, contre la haute noblesse. Cette intention est difficile à prouver, parce que nous ne savons à peu près rien de ce qui se passait au Parlement, mais

1. Ramsay, *The dawn of the Constitution*, p. 536.

2. *Ibid.*

elle est au moins vraisemblable ; c'est peut-être parce que ce dessein n'avait pas aussi bien réussi qu'il l'espérait que le roi se montra tellement irrité contre le chevalier qui lui avait présenté, au Parlement de 1301, le « bill » des prélats et des barons. Peut-être aussi, dans les dernières années de son règne, n'était-il pas fâché d'associer la « communauté » du royaume à la lutte qu'il soutenait contre la Papauté, comme son contemporain Philippe le Bel. Ce serait un nouveau point de ressemblance entre les innovations constitutionnelles de ces deux rois qui se proposaient, l'un comme l'autre, non pas d'abandonner à la nation une part de leur souveraineté, mais de fortifier le pouvoir royal contre ses adversaires à l'intérieur et ses ennemis à l'étranger.

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire nous a montré que la convocation au Parlement des représentants des « communes » de comté et des « communes » de villes est avant tout l'œuvre de la royauté. Cette convocation se rattache à des origines lointaines ; l'usage de citer quatre chevaliers, « au nom du comté », devant la cour du roi nous apparaît comme parfaitement établi dès le règne de Richard Cœur de Lion, et le Parlement n'est qu'une forme amplifiée de la cour du roi ¹. Au ^{xiii}^e siècle, les rois prennent peu à peu l'habitude d'étendre ces convocations à plusieurs comtés, et même à tous les comtés d'Angleterre : par l'intermédiaire du shériff, ils appellent devant le roi et son conseil deux, trois ou quatre « discrets chevaliers » qui représenteront leur comté et pourront parler en son nom. Parfois, quand les circonstances paraissent le demander, on prend soin d'indiquer qu'ils devront être élus par la cour du comté ; dans d'autres cas, on se contente d'ordonner au shériff de « faire venir » quatre che-

1. *Habel enim rex curiam suam in consilio suo in parliamentis suis, praesentibus praelatis, comitibus, baronibus, proceribus et aliis viris [juris ?] peritis* (Fleta, dans Houard, *Traité sur les coutumes anglo-normandes*, 1776, III, p. 145).

valiers, comme s'il ne s'agissait que d'une citation judiciaire ordinaire. L'objet de la convocation n'est pas toujours le même ; les chevaliers devront déposer au nom du comté, dans une enquête sur l'administration des shériffs ; ou bien, on compte leur faire accepter le principe d'une « aide » dont la perception serait difficile sans leur coopération ; enfin la royauté, dans ses luttes contre les grands vassaux, ne dédaigne pas de rechercher l'appui de la petite noblesse, classe nombreuse et puissante, qui détient entre ses mains une partie considérable du sol anglais et qui, par la cour de comté, administre les provinces.

Dans un moment critique, où presque toute la haute noblesse a pris parti contre lui, Simon de Montfort, qui gouverne au nom du roi, appelle même au Parlement non seulement des représentants des « communes » de comté, mais des représentants des « communes » de villes.

Pour les comtés et les villes, comme pour les prélats et les barons, les convocations ont le caractère d'une obligation féodale ; l'assistance au Parlement du roi n'est pas un droit, mais un devoir ou, pour employer l'expression du temps, un « service » : le service de cour. Le caractère obligatoire de la convocation est très nettement marqué, en ce qui concerne les chevaliers et les bourgeois, par la pratique du cautionnement, qui apparaît dès le début du règne d'Edouard I^{er} et qui ne se présente pas alors comme une coutume nouvelle. Nulle part on ne voit les comtés et les villes réclamer comme un droit la convocation au Parlement ; chevaliers et bourgeois ne tiennent aucune-

ment à se rendre à Londres, à York ou à Shrewsbury pour y perdre un temps précieux à besogner au service du roi et pour y jouer un rôle qui est, en somme, d'importance médiocre. Si les chevaliers, habitués depuis longtemps à des convocations de ce genre, s'acquittent de leur « service » sans trop murmurer, les villes opposent une résistance passive qui finit souvent par triompher de l'obstination du shériff et de la volonté du roi.

On se représente ordinairement la fondation de la Chambre des Communes comme étant le dernier terme d'un mouvement qui aurait commencé avec la Grande Charte et se serait continué par les Provisions d'Oxford et la convocation du grand Parlement de 1265, pour se terminer par la réunion du Parlement « modèle » de 1295. Cette évolution aurait été déterminée par l'alliance de la noblesse et de la bourgeoisie, qui auraient fait cause commune contre une royauté trop puissante et qui seraient parvenues à limiter le pouvoir du roi. Mais l'étude des documents nous conduit à des conclusions toutes différentes : ce n'est pas la nation qui demande à être représentée dans le Parlement du roi, c'est le roi qui impose à ses sujets l'obligation de se faire représenter à son Parlement.

Ce n'est pas pour associer la nation tout entière au gouvernement de l'Etat, mais pour fortifier le pouvoir royal, qu'Edouard I^{er} a fait une coutume de ce qui n'avait été jusque-là qu'une exception. Il ne convoque les représentants des Communes que lorsque cette convocation lui paraît utile à ses intérêts ; bien souvent les affaires les

plus importantes sont traitées en leur absence. S'il finit par les convoquer presque régulièrement, c'est qu'il a compris que le consentement préalable des chevaliers et des bourgeois facilite notablement la perception régulière des aides et permet même au gouvernement de percevoir un peu plus qu'il ne pourrait le faire autrement. C'est, d'autre part, que les pétitions où les délégués des « communautés » lui demandent de « redresser les torts » qui échappent au cours ordinaire de la justice, le renseignent parfaitement sur tout ce qui se passe dans son royaume et lui permettent de faire sentir à tous le poids de sa main : tout abus d'autorité de la part d'un grand seigneur, toute injustice de la part d'un fonctionnaire, tout empiètement sur les droits de la Couronne est sûrement dénoncé ; les sessions des grands Parlements continuent ainsi les grandes enquêtes du commencement du règne. Enfin, la convocation des représentants des comtés et des villes correspond à une des idées fondamentales de la politique d'Edouard I^{er}. Dans le Parlement, tel qu'il l'a conçu, la vieille distinction féodale entre les vassaux et les arrière-vassaux se trouve entièrement oblitérée ; le roi n'a plus devant lui que des sujets. Sous des formes féodales, la convocation des Communes est une mesure essentiellement anti-féodale, dont l'objet est d'établir une centralisation plus forte et de soumettre tous les habitants du royaume, quel que soit leur rang dans la hiérarchie féodale, à l'autorité directe du souverain ¹. Par là,

1. On retrouve cette même idée dans la convocation du clergé qu'Edouard I^{er} fait entrer presque de force dans son Parlement.

Edouard I^{er} se révèle comme le continuateur de la politique de Henri II et comme l'émule de Philippe le Bel.

Mais les desseins d'Edouard I^{er} ne se sont pas réalisés, ou plutôt ne se sont réalisés qu'en partie. La convocation des représentants des comtés et des villes a bien eu pour résultat d'achever rapidement la destruction du régime de la vassalité ; elle n'a pas abouti à augmenter le pouvoir du souverain, comme l'avait espéré Edouard I^{er}.

Tout d'abord, la Chambre des Communes, qui n'existait que virtuellement dans les Parlements modèles d'Edouard I^{er}, prend vers le milieu du xiv^e siècle le caractère d'une institution stable et nettement définie. Pour quelle raison les chevaliers se sont-ils rapprochés des bourgeois ? Y a-t-il eu, entre ces deux corps qui représentaient l'un et l'autre les « pauvres gens de la terre » et dont les commettants supportaient la plus grande partie des taxes royales, une sorte d'affinité naturelle qui les a conduits l'un vers l'autre ? Ou bien les chevaliers ont-ils été rejetés hors du baronnage par la constitution définitive d'une Chambre des seigneurs, où la possession d'un siège devient un privilège héréditaire ? Il est difficile de se prononcer. Toujours est-il que l'on voit clairement, dans les premières années du règne d'Edouard III, les deux sections de la représentation des communes se rapprocher l'une de l'autre. Aux Parlements de mars et de septembre 1332, l'union des chevaliers et des bourgeois est encore douteuse ¹ ; au Parlement de décembre de la

1. Au Parlement de mars 1332, le roi demande conseil à tous les

même année et au Parlement de janvier 1333, elle est à peu près certaine ¹ ; elle est incontestable en 1339 et en 1341 ². La cohésion entre les deux éléments dont se

prélats, comtes, barons et autres grands au sujet des mesures propres à rétablir la paix du roi dans les comtés. « Si alerent mesmes les prelatz et les procuratours de la clergie par eux mesmes a conseil des choses susdites et les ditz countes, barouns et autres grantz par eux mesmes. » Le projet établi par les grands est ensuite lu devant le roi « et les prelatz, chivalers des countez et les gentz du commun » et approuvé. Les chevaliers et les bourgeois reçoivent alors leur congé, mais le « plein Parlement » continue (*Rot. Parl.*, II, p. 64). — En septembre 1332, les prélats délibèrent « par eux mesmes et les ditz countes, barouns et autres grantz par eux mesmes et auxint les chivalers des countes par eux-mesmes » ; mais il n'est pas certain que les chevaliers délibèrent avec les bourgeois. Il n'est question de ceux-ci qu'au moment de la concession de l'aide. « Les ditz prelatz, countes, barouns et autres grantz et les chivalers des countez et tote la commune » accordent au roi un quinzième, « a lever de la communalte », et un dixième « a lever des citez, burghs et les demeyns le Roi ». A la requête des prélats, comtes, barons et des chevaliers des comtés, le roi consent à révoquer les commissions données pour tailler les villes et le domaine (*Rot. Parl.*, II, p. 66).

1. En décembre 1332, les prélats délibèrent « od la clergie par eux meismes, et les countes et barons par eux meismes et les chivalers et gentz des countez et gentz de la commune par eux meismes » (*Rot. Parl.*, II, p. 67). Au Parlement de janvier 1333, il est décidé par tous, en plein Parlement, qu'un certain nombre de grands personnages, qui paraissent être des membres du conseil du roi, traiteront « de meismes les busoignes par eux meismes, et les autres prelatz, countes et barons et les procuratours par eux meismes, et les chivalers des countez et gentz de commune par eux meismes » (*Rot. Parl.*, p. 69). Des séances plénières coexistent avec des délibérations séparées.

2. Au Parlement d'octobre 1339, l'archevêque de Cantorbéry, venu « de nostre seigneur le roi des parties de dela en message pur nuncier as grauntz de la terre et a ceux de la commune l'estat nostre seigneur le roi par dela » expose la situation « as ditz grauntz et a ceux de la Commune ». A la demande d'une aide exceptionnelle,

compose l'institution nouvelle n'est pas parfaite au début ; la bourgeoisie forme une classe inférieure, soumise à des charges plus lourdes que la « communauté » du royaume ; parfois le gouvernement royal négocie encore avec elle séparément, comme autrefois. Mais la distinction entre les chevaliers et les bourgeois va se réduire peu à peu à une simple question d'influence dans le Parlement.

La réunion des chevaliers et des bourgeois dans la Chambre des Communes est un des faits qui ont décidé de l'avenir de la Constitution anglaise. Sans les chevaliers, la Chambre des Communes eût été un bien pauvre tiers état, qui aurait fait triste figure devant le roi et devant la brillante et turbulente noblesse qui s'élève alors sur les débris de l'ancienne féodalité. Mais l'aristocratie et la royauté furent obligées de compter avec les chevaliers, personnages que leur connaissance de la loi, leur richesse, leur influence dans leur pays rendaient redoutables aux agents du roi comme à la soldatesque qui portait la livrée des grands seigneurs.

« les grauntz donerent lour respons en une cedula en la fourme qe s'ensuyt... Et ceux de la Comune donerent lour respons en une autre cedula... ». Dans cette dernière, « les gentz qui sount cy a ce Parlement pur la Commune » refusaient de prendre un engagement et demandaient que l'on fit de nouvelles élections (*Rot. Parl.*, II, p. 103, 104). — En 1341, au Parlement de la quinzaine après Pâques, la distinction entre les grands et les Communes est peut-être encore plus nette. Les rôles du Parlement nous apprennent que le roi a « chargez et priez en chargeante manere les ditz grantz et autres de la commune qu'ils se treissent ensemble et s'avisent entre eux ; c'est assaver les grantz de par eux, et les chivalers des counteez, citeyns et burgeys de par eux.., » (*Rot. Parl.*, II, p. 127).

Un autre fait qui eut sur le développement des institutions anglaises une influence décisive fut le départ du clergé qui, en tant qu'ordre, cessa peu à peu de venir au Parlement à l'époque même où s'organisait la Chambre des Communes, et se retira dans ses « Convocations ». Comme on l'a remarqué souvent, le départ du clergé brisa le cadre des trois ordres, dans lequel les institutions parlementaires auraient eu peine à se développer. Les Lords et les Communes restèrent seuls en présence du roi.

Les deux Chambres ne furent pas toujours alliées ; mais les Communes ne soutinrent pas non plus uniformément la cause du gouvernement royal, comme l'avait espéré Edouard I^{er} et comme elles le firent pendant une partie du règne de Richard II. Entre le roi et l'aristocratie, elles jouèrent plus d'une fois un rôle d'arbitre qui fut souvent sans gloire, mais qui ne fut pas toujours sans profit. Elles profitèrent aussi du besoin continuel d'argent qui fut la conséquence des grandes expéditions en France et des victoires éclatantes. Sous des formes qui restaient empreintes d'une grande humilité, elles obligèrent les rois à accepter leurs pétitions, en n'accordant les aides que sous conditions ou à la fin de la session parlementaire. Patiemment, par une série de précédents, elles établissaient leur suprématie en matière financière et réduisaient l'étendue longtemps presque illimitée des « droits de la Couronne ».

Lorsque l'aristocratie fut écrasée à la fin du xv^e siècle,

et que la royauté parut devenir toute puissante, il était, en réalité, trop tard pour que le pouvoir absolu pût s'établir en Angleterre. Les anciennes formes, consacrées par deux siècles de pratique, résistèrent au despotisme des Tudors, au xvii^e siècle, l'institution dont Edouard I^{er} avait voulu faire un des soutiens de l'autorité royale se retourna contre le roi.

Vu, le 24 juin 1913 :

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

A. CROISET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

P. 47 et 54. — Dans la nouvelle édition de sa *Magna Carta* qui a paru (1914) pendant l'impression de cet ouvrage, M. Mackechnie a considérablement atténué les opinions qu'il avait exprimées au sujet des assemblées d'août et de novembre 1213. Pour l'assemblée de Saint-Alban, il se contente de renvoyer (p. 28) à l'étude de M. A. B. White dans l'*American Hist. Review* ; en ce qui concerne la convocation de novembre, il ne la considère plus comme un précédent constitutionnel important ; il semble même mettre en doute l'authenticité du bref, ce qui est peut-être pousser le scepticisme bien loin, puisque ce bref figure dans les rôles des lettres closes. Enfin, il paraît disposé à admettre la thèse de M. Adams, suivant laquelle l'usage « systématique » de la représentation dans le Parlement ne commencerait qu'en 1264 (Cf. *Magna Carta*, p. 29-30, 253).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. INTRODUCTION	I
Cour du roi, grand conseil, Parlement, 1. — Composition et compétence du grand conseil, 4. — La petite <i>curia regis</i> et ses divisions, 7. — Le conseil du roi, 8. — Conseil du roi et Parlement, 10. — La question des aides, 11. — Les articles constitutionnels de la Grande Charte, 12.	
II. LES CONVOCATIONS DES DÉPUTÉS DES COMMUNES JUSQU'EN 1265.	17
Ces convocations ont passé inaperçues, 17. — La pratique de la représentation dans la cour de comté ne suffit pas à les expliquer, 18 sq. — La représentation parlementaire n'est pas une imitation des institutions ecclésiastiques, 23 sq. — Il faut en chercher l'origine dans la représentation du comté devant la Cour du roi, 28 sq. — Cas de convocations collectives, 35 sq. ; déterminées par des enquêtes administratives, 36 ; par des demandes d'aides, 38 ; par des raisons de politique générale, 45. — Parlement de 1264, 56. — Grand Parlement de 1265, 60 sq. ; caractère exceptionnel de ce Parlement, 69. — Importance de ces précédents contestée ; discussion de la thèse de M. G. B. Adams, 75 sq.	
III. LES PARLEMENTS D'EDOUARD I ^{er}	84
Convocations possibles de la fin du règne de Henri III, 84 sq. — Assemblée de 1273, 87. — Grand Parlement d'avril 1275, 89. — Les chevaliers au Parlement d'octobre 1275, 95. — Les assemblées de Northampton et d'York (1283), 100. — Le Parlement de 1283, à Shrewsbury, 103. — Le Parlement de juillet 1290, 108. — La crise de 1294	

et le Parlement de novembre, 113. — Le Parlement modèle de 1295, 116 sq. — Les Parlements formés sur ce modèle sont-ils devenus la règle ? 120 sq. — Le Parlement de 1296, 121. — La grande crise de 1297, 122 sq. ; le refus de l'aide, 126 ; le Parlement d'octobre, le statut de *tallagio non concedendo* et la *confirmatio cartarum*, 128. — Le Parlement de mai 1298, 130. — Les 4 Parlements sans communes de 1299, 131. — Le Parlement de 1300, les *articuli super cartas*, 132. — Le Parlement de Lincoln en 1301 et le *bill* de la communauté, 133. — Le Parlement d'octobre 1302, 138. — L'assemblée des marchands en 1303, 139. — Le grand Parlement de 1305, 140. — Le Parlement de 1306 et l'aide pour armer le fils du roi chevalier, 143. — Le Parlement de 1307, à Carlisle, 145.

IV. LA COMPOSITION DU PARLEMENT SOUS EDOUARD I^{er} 148

Aucune règle fixe, ni avant ni après 1295, 148. — Diversité des Parlements, 149 sq. — Variations dans le nombre des personnes convoquées, 150. — Exemples caractéristiques en 1305, 151. — Parlement prolongé en l'absence des communes et de la majeure partie du clergé et des barons, 152. — La partie essentielle du Parlement est le conseil du roi, 153. — Les sessions du conseil du roi, 154. — Convocations des délégués des communes devant le conseil du roi, 156. — Les divisions du Parlement : le clergé, 159 ; les prélats et les barons, 160 ; les chevaliers et les bourgeois, 161 sq. — Caractères communs des chevaliers et des bourgeois : l'élection ; élection dans les comtés, 161 ; élection dans les villes, 169. — Infériorité des chevaliers et des bourgeois dans le Parlement, 173. — Mais distinction nette entre chevaliers et bourgeois ; infériorité des bourgeois, 174. — Impossibilité de prévoir la formation d'une Chambre des Communes, 178.

V. LES CAUSES DE LA CONVOCATION DES DÉPUTÉS DES COMMUNES. 179

Cette convocation n'a pas été imposée au roi par une alliance entre la noblesse et la bourgeoisie, 179. — Elle n'a pas été réclamée par les communes, 180 sq. — Le roi contraint les députés à venir en leur faisant donner caution, 181. — Mauvaise volonté dans les comtés, 183.

— Résistance des villes à l'ordre de convocation, 184.
 — Diminution du nombre des villes convoquées, 186.—
 La réclamation de Saint-Alban, son explication, 187. —
 Les députés ne viennent pas toujours au Parlement, 191.
 — L'indemnité parlementaire, cause de résistance, 192
 sq. — Villes et particuliers exonérés du service de cour,
 197. — Pourquoi Edouard 1^{er} a-t-il appelé les députés
 des communes au Parlement ? 198 sq. — Critique de
 la thèse de Stubbs, 199 sq. — Critique de la thèse de
 Riess, 212 sq. — Les communes ont été appelées au Parle-
 ment parce que : 1^o la coopération des chevaliers est
 indispensable et celle des bourgeois utile pour la percep-
 tion des aides, 219 sq. ; 2^o par les pétitions des commu-
 nes, le roi est renseigné sur tout et peut exercer sa fonc-
 tion de juge suprême, 231 sq. ; 3^o la convocation des
 communes supprime la distinction entre vassaux et
 arrière-vassaux, soumet tous les sujets à l'autorité directe
 du roi, et accroît ses ressources financières, 242 sq.— Uti-
 lité de cette convocation dans la lutte du roi contre les
 grands vassaux et contre le Pape, 252.

CONCLUSION. 259

Les origines de la convocation des Communes, 259.— Cette
 convocation est une obligation imposée aux comtés et
 aux villes, 260. — Elle a pour objet de fortifier le pouvoir
 du roi, 261. — Elle a contribué à ruiner le système féo-
 dal, mais n'a pas augmenté le pouvoir royal, 263.— For-
 mation d'une Chambre des Communes séparée, 264. —
 Importance des chevaliers, 265. — Augmentation de la
 puissance des Communes, 266.

